

LES EXPERTS

AUXILIAIRES DE LA JUSTICE CIVILE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 9 Juin 1937, à 14 h. 30

PAR

Pierre MESTRE

JURY...	}	Président :	M. SOLUS, professeur.
		Suffragants {	MM. MOREL, professeur. REGNAULT, professeur.

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, rue Soufflot, PARIS (V°)

1937

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*La Faculté entend ne donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces
opinions doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.*

LES EXPERTS

AUXILIAIRES DE LA JUSTICE CIVILE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 9 Juin 1937, à 14 h. 30

PAR

Pierre MESTRE

JURY... { *Président :* M. SOLUS, *professeur.*
 Suffragants : MM. MOREL, *professeur.*
 REGNAULT, *professeur.*

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, rue Soufflot, PARIS. (V°)

1937



La procédure civile, en assurant le respect et la réalisation des droits joue un rôle social et économique considérable.

« Bien réglée, elle est un facteur de progrès et de richesse », écrivait Tissier.

Si elle ne s'adapte pas aux conditions d'applications demandées, elle risque d'être un agent de désordre et de troubles. A tous, elle doit inspirer des sentiments de sécurité, de stabilité et de confiance dans le droit.

Elle est le chemin qui mène à la justice. Certes ce chemin est quelquefois peu praticable, tortueux, semé d'embûches et même l'amoralité aidant, il arrive qu'il ne soit pas très « net ». En outre celui qui veut s'y engager doit se prémunir d'un fardeau lourd et pénible à porter : celui de l'administration de la preuve.

Pour obtenir justice, le demandeur doit prouver les faits et actes qu'il invoque à l'appui de ses prétentions. Cet art, qui est souvent bien difficile à pratiquer, consiste à faire partager au juge sa conviction, la vérité judiciaire de la preuve. Cette vérité judiciaire n'est pas absolue, elle est toute relative. Le plaideur doit amener la conviction du juge. Rien n'est plus aléatoire, rien n'est moins sûr. « Il peut avoir eu mille raisons d'agir, toutes ses réclamations s'effondrent si le juge n'en constate aucune. »

« L'art d'administrer la preuve, c'est l'art de la procédure », disait Bentham; c'est le point stratégique sur lequel les parties livrent bataille. Il consiste à réunir tous les éléments de la réalité des faits, les présenter au magistrat, les mettre à sa portée, les lui faire comprendre, assimiler afin

qu'il puisse les apprécier et leur appliquer par la suite les règles de droit. L'adage *Da mini factum, dabo tibi jus* conserve toute son autorité.

Le magistrat doit former sa conviction, dans le cas où les plaideurs n'y parviendraient pas d'eux-mêmes. Il doit s'instruire.

Deux procédés d'instruction sont en sa disposition : la preuve directe, la preuve indirecte.

D'après Aubry et Rau la preuve directe est « celle qui tend à établir le fait contesté à l'aide de moyens de convictions empruntés immédiatement à l'expérience et s'appliquant précisément à ce fait; ainsi les descentes sur les lieux, les actes ou titres, les dépositions de témoins et, dans certaines circonstances les rapports d'experts sont des moyens de preuve directe ». Seules les présomptions constitueraient des moyens de preuve indirecte. Nous croyons qu'il faille restreindre le domaine de la preuve directe, elle est plutôt celle d'après laquelle le juge pour connaître le fait se fonde sur son expérience personnelle, sur sa propre autorité, sans avoir recours à des intermédiaires entre la réalité du fait et lui-même. Serait dès lors indirecte, celle qui demanderait au magistrat le secours de tout intermédiaire; l'enquête, par exemple, qui fait intervenir des témoins. L'expertise où le juge ne se trouverait pas seul pour expliquer la réalité des faits, suivant les cas, rentre dans l'une ou dans l'autre catégorie. Elle se rattache à la preuve directe quand elle a pour mission d'éclairer l'esprit du juge, d'ajouter à ses connaissances générales plus ou moins approfondies des points techniques spéciaux lui permettant de connaître avec plus de sûreté directement le fait allégué. Elle se rapproche de la preuve indirecte quand le juge demande à l'expert d'aller à sa place examiner les

lieux sur lesquels le tribunal n'a pu descendre et de lui « rapporter » ce qu'il a vu, ce qu'il a constaté. Ici, le juge en quelque sorte a délégué ses pouvoirs (nous verrons dans notre dernière partie si ce terme est approprié) au spécialiste; le juge n'a pu connaître directement le fait. Nous sommes ici dans le domaine de la preuve indirecte.

Procédé de preuve directe ou indirecte, l'expertise ne constitue pas moins une mesure d'instruction très répandue qui permet de résoudre des procès qui risqueraient de demeurer sans solution.

En résumé, l'expertise trouve son application dans l'administration de la preuve, partie essentielle de la procédure.

Essayons de lui donner une définition simple : Nous savons déjà que c'est une mesure d'instruction, qu'elle peut être ordonnée par le juge *proprio motu* ou sur la demande des parties. Nous n'ignorons pas le double rôle qu'elle est appelée à remplir, qu'elle est l'œuvre de spécialistes qui consignent leurs avis dans un procès-verbal appelé rapport.

Nous pouvons donc la définir :

Mesure d'instruction ordonnée dans une affaire déterminée par jugement d'office ou sur l'invitation des plaideurs, par laquelle des spécialistes, des techniciens sont chargés de rédiger un rapport afin soit de mettre leurs connaissances scientifiques spéciales à la disposition du juge, soit de relater les constatations auxquelles le juge n'a pu lui-même procéder.

Sur cette définition que nous croyons complète, nous pouvons bâtir la théorie générale de l'expertise.

Théorie générale de l'Expertise

§ 1. C'EST UNE MESURE D'INSTRUCTION

Les experts sont des auxiliaires de la justice ayant une fonction déterminée ; l'avoué conduit la procédure, l'avocat plaide sa cause ; l'expert est appelé au procès pour jouer un rôle propre : éclairer de ses connaissances scientifiques ou techniques spéciales les « circonstances » de l'affaire.

Il vient au procès — nous l'avons vu — soit pour compléter l'expérience personnelle du juge en lui fournissant son avis d'homme du métier, d'artiste, de spécialiste ou de savant, soit pour lui déclarer ce qu'il a vu, ce qu'il a entendu.

Nous pouvons, en principe, séparer ces deux fonctions : dans la pratique, elles se confondent généralement : en constatant les faits, en établissant leur existence, il les explique pour les faire comprendre, scientifiquement. Ainsi ses deux attributions sont-elles le plus souvent interdépendantes.

Cette distinction doit cependant être théoriquement faite, car elle pose un problème que nous croyons utile de devoir résoudre immédiatement. Suivant que l'expert communique — inocule — sa science au juge, le met à même de comprendre les faits, ou qu'il lui soumet, en les expliquant peut-être, ses constatations — il agit différem-

ment. En effet lorsqu'il se trouve à côté du magistrat pour lui suggérer l'opinion de l'artiste, de l'homme du métier, lorsqu'il lui donne ses avis d'ordre théorique qui lui permettront d'assimiler les faits, de comprendre les raisons d'être du procès, il facilite la « preuve directe » ; il ne s'interpose pas entre le juge et la réalité des faits : il siège, mais derrière le tribunal.

Par contre, dans l'exercice de son autre rôle, l'expert est appelé par le juge pour aller vérifier sur place telle ou telle assertion du plaideur, constater la véracité de telle ou telle de ses allégations ; il s'intercale, dès lors ici, entre la réalité des faits et le magistrat ; il ne siège plus derrière le tribunal ; mais il est à la barre ; il se présente, semble-t-il, comme un témoin. *A priori*, en effet, un rapprochement pourrait être tenté entre l'expertise et l'enquête. Mais il ne faudrait pas aller trop loin et affirmer cette assimilation. L'expert est un « *témoin spécial* », tellement particulier même que le plus souvent le tribunal entérine purement et simplement son rapport.

Peut-on dire, dès lors, que l'expertise ait, au cours de ces deux hypothèses, changé de nature ?

Il est probable qu'elle ait passé d'un domaine dans un autre ; de celui de la preuve directe dans celui de la preuve indirecte. Mais elle est toujours restée une mesure d'instruction, c'est-à-dire une mesure servant à mettre à la portée du juge l'argumentation du litige.

L'expert, un témoin ? — Non, nous ne le croyons pas ; le témoignage est un « *moyen de preuve* » en ce sens qu'il peut établir sous certaines conditions la *preuve* exigée. L'expertise n'est pas un *moyen de preuve* : le rapport de l'expert ne sert pas la *preuve* ; l'expert donne son avis doctrinal et le plus qu'il puisse faire, c'est dire au juge qu'il a vu, qu'il a

constaté le fait invoqué. L'expert est en quelque sorte le prolongement du magistrat, il est son agent, son substitut, son commissionnaire (nous verrons d'ailleurs dans notre dernière partie le statut juridique de sa fonction); mais il a cependant laissé au magistrat la liberté absolue d'apprécier soit les conseils qu'il lui donne, soit les éléments de constatations qu'il lui procure.

Le rapport de l'expert ne constitue pas une preuve, mais est une « *relation des faits soumis à l'appréciation du juge* » ou une « *consultation* » d'artiste ou d'artisan.

Immédiatement, nous pouvons dégager le principe fondamental; l'expert *instruit* le magistrat, le met en mesure de comprendre les faits qui lui ont été soumis; il ne tranche *aucune question*; jamais son avis ne fait loi.

Le juge n'est pas lié par son rapport; son pouvoir reste intact; l'expert n'est pas, comme on l'a souvent prétendu, *le juge du fait*. Cependant, il est certain que l'expertise ne peut porter que sur un point de fait. Ce qui avait fait dire autrefois « *ad questionem facti respondent iuratores* (les experts-jurés de l'ancienne coutume de Paris, art. 79), *ad questionem juris respondent iudices* ». Mais depuis le juge doit se prononcer en fait comme en droit d'après sa conviction. Aussi l'article 184 de la nouvelle coutume de Paris se borna-t-il à dire que le rapport des experts serait apporté en justice « pour en jugeant, y avoir tel égard que de raison ». D'où l'adage consacré par le Code « *dictum expertorum nunquam transit in rem iudicatum* ».

§ 2. ELLE EST FACULTATIVE

L'expertise est un moyen d'instruction (comme nous venons de le voir) mis à la disposition du juge. Nous entendons par là que c'est un jugement qui doit l'engendrer.

L'article 302 du Code de procédure civile, ne prête pas à discussion : « Lorsqu'il y aura lieu à un rapport d'expert, il sera ordonné par un jugement, lequel énoncera clairement les objets de l'expertise. »

Ainsi lorsque le juge croit devoir faire venir au procès un spécialiste, soit d'office, soit sur l'invitation des parties, un jugement l'ordonnant doit intervenir. (Nous ne pensons maintenant, naturellement, qu'à l'expertise judiciaire; car, l'expertise amiable, dite officieuse ou extrajudiciaire, n'obéit pas du tout aux mêmes règles.)

Il y a des cas où la loi indique l'expertise comme un procédé d'instruction régulier, par exemple dans le cas de rescision de la vente d'un immeuble pour cause de lésion, ou dans une procédure en vérification d'écritures.

Ces hypothèses spécifiées par des textes exprès et formels ne sont point les seules où l'expertise judiciaire puisse avoir lieu (v. I^{re} partie, chap. III) et dans ce dernier domaine le juge est investi, d'un pouvoir discrétionnaire. Mais dans les cas précités où ce mode d'instruction est considéré par les textes comme la marche à suivre normale, une question délicate peut se poser; le magistrat peut-il se déterminer d'après ses connaissances personnelles ou est-il lié par les textes? Est-il obligé de recourir à ces expertises ou peut-il se fonder simplement sur son autorité scientifique ou technique spéciale et l'éviter? — En principe, le juge ne doit pas se dérober aux prescriptions législatives : il doit même se conformer à toutes leurs rigueurs. Cependant, il peut éventuellement se présenter des cas où le fait d'ordonner une expertise, sous l'invitation du législateur, risquerait de compromettre la dignité de la justice par des frais ou des lenteurs frustatoires auxquels l'expertise aboutit

généralement. Un exemple : la vente d'un immeuble est attaquée pour cause de lésion ; sa valeur peut facilement être évaluée, même par des profanes, dans les échanges immobiliers, à une somme minima de 100.000 francs. Par définition il aurait été cédé à un prix dérisoire de 10.000 fr., donc très inférieur à la condition exigée des $\frac{7}{12}$ de sa valeur.

Il semble ici que le juge dût être dispensé d'ordonner une expertise : l'y contraindre serait porter atteinte à sa dignité. L'expertise est un mode de vérification auquel le magistrat ne devrait recourir qu'en cas de doute. Si, dans certains cas, la loi la considère comme la marche normale de la procédure, il ne conviendrait cependant pas de forcer la main du juge, l'expertise devant conserver tout d'abord un caractère facultatif.

Mais, dans certaines circonstances, très exceptionnelles d'ailleurs, le juge se trouve dans l'obligation, en vertu de textes formels, de l'ordonner. Ainsi d'après la loi du 22 frimaire, an VIII, article 8, l'administration de l'enregistrement est en droit de requérir cette mesure pour la constatation de la valeur des immeubles passibles de l'impôt proportionnel. S'il n'existe pas de disposition impérative, le juge conserve toute sa liberté d'action ; c'est du moins l'esprit de la législation du siècle dernier, poursuivie d'ailleurs de nos jours. C'est dans cette pensée que les rédacteurs de la loi du 2 juin 1841, relative à l'estimation des biens du mineur qui doivent être vendus judiciairement, ont substitué l'expertise facultative à l'expertise obligatoire.

§ 3. MESURE INCIDENTE

Nous avons considéré l'expertise, jusqu'à présent, comme un incident relatif à l'administration de la preuve, accessoire d'une demande principale. Mesure d'instruction suppose une autre demande principale. L'expertise ne pourrait-elle donc pas elle-même faire l'objet d'une demande principale ?

Voilà une des questions les plus controversées. Les auteurs émettent des avis différents; les uns affirmant qu'elle ne peut constituer qu'un incident de procédure, les autres ne saisissant pas pour quelles raisons décisives elle ne pourrait pas faire l'objet d'une action par voie principale¹.

Va-t-on permettre de demander uniquement au tribunal la nomination d'experts pour ensuite, s'il y a lieu, se servir de leurs rapports pour intenter une autre action

C'est le problème de la validité des expertises *ad futurum* qui est posé.

Remontons aux règles générales de l'« action en justice ». Ses conditions d'existence et d'exercice se réfèrent traditionnellement à quatre éléments — qui bien souvent se compénètrent.

1° *Le droit*. — C'est le fondement de l'action (pas de droit, pas d'action).

2° *L'intérêt*. — Il faut un préjudice subi (l'intérêt est la mesure de l'action).

3° *La qualité*. — C'est le titre juridique.

4° *La capacité*. — Il faut être capable d'ester en justice.

1. Glasson, Tissier et Morel, 3^e édit., t. II, p. 851.

C'est dans le deuxième élément, l'intérêt à l'action, que nous trouverons, peut-être, la solution du problème.

Il faut, de façon générale, pour engager une action, que le demandeur ait déjà subi un dommage. En effet, pour tirer la réparation adéquate sollicitée, il est nécessaire que ce préjudice soit connu, partant réalisé; le principe logique se trouve énoncé dans la formule : « *intérêt né et actuel* ». Mais il comporte quelques tempéraments. Dans certains cas, en effet, le préjudice peut n'être qu'éventuel. La loi a prévu un certain nombre de dérogations; ainsi les articles 2263 du Code civil; 1323 Code civil et 193 Code de procédure civile; également l'action possessoire en dénonciation de nouvel œuvre, etc.

Certains auteurs ont voulu ajouter d'autres cas à ceux expressément déterminés par les textes. Ainsi ont-ils décidé que les parties pourraient agir préventivement pour éviter le danger qui risque de leur amener préjudice, ou pour « mettre un droit non encore entravé dans son existence, à l'abri d'une atteinte ou d'une contestation éventuelle ». Car, disent-ils, les parties ont dès maintenant un intérêt de nature autre que celui auquel elles s'attendent, mais un intérêt indéniable, *l'intérêt de sécurité*, et celui-ci est né et actuel. Prévoir un danger menaçant, ajoutent-ils, et se voir refuser par le tribunal toutes mesures susceptibles d'en éviter ses néfastes conséquences sous prétexte de « manque d'intérêt », n'est pas conciliable avec l'idée de justice. Ces auteurs concluent dès lors à la validité de toutes sortes d'actions : les actions provocatoires ou de jactance, les actions interrogatoires et parmi d'autres — ce qui nous intéresse ici — les enquêtes et les expertises à futur.

Voilà donc l'argument de fond du problème posé : à l'objection « pas d'intérêt, pas d'action », il faut répondre « intérêt de sécurité, né et actuel ».

D'autres arguments non moins frappants sont mis en valeur par ces auteurs. Ils partent d'un autre principe que l'on pourrait rattacher au dicton « tout ce qui n'est pas défendu est permis ». Aucun texte formel n'interdit une telle demande principale et « il ne saurait y avoir de défenses implicites ». Et dans le silence du Code ils concluent à la validité de l'expertise *ad futurum*.

Ils font également état du fait que la loi donne, dans certaines hypothèses, l'expertise comme pouvant faire l'objet d'une demande principale : en matières de vérifications d'écriture et d'inscription de faux (195, Code de proc. civ.) et de contestation à la réception d'objets transportés (Code com., 106), mais ils omettent de dire que l'expertise ne peut, à elle seule, faire l'objet — unique — d'une demande principale. Elle serait en effet, dans ces conditions, déclarée irrecevable (Bordeaux, 26 mars 1912, D. P. 1914.2.140).

Non seulement le principe de la non-validité de cette expertise, objet de demande principale, n'est pas exprimé de manière formelle, mais encore, dans certains cas, la loi elle-même fixe l'application du principe contraire.

En quête d'arguments, ces mêmes auteurs ont voulu joindre le sort de l'expertise à futur à celui de l'enquête a futur. Si l'une est valable, l'autre le sera. Nous devons à la vérité de dire que ces deux mesures, ayant le même but, ont également la même nature.

L'enquête à futur a pour but de prévenir le dépérissement de la preuve. Avant l'instruction d'une affaire, ou même avant l'introduction de l'action en justice, on demande au tribunal d'entendre des témoins dont on redoute la disparition. Leur témoignage sera ainsi recueilli et pourra être apporté au procès non encore engagé, par hypothèse.

De sa validité, ils concluent à celle de l'expertise *ad futurum*. On leur objectera, en vain d'ailleurs, que l'ordonnance de 1667 a expressément condamné ce moyen de procédure, et que les rédacteurs du Code de procédure n'ont pas jugé utile de revenir sur cette condamnation. A cela ils répliquent que le Code de procédure a abrogé les dispositions de cette ordonnance vétuste, et a établi une nouvelle législation en ne reproduisant pas les mesures prohibitives que cette ordonnance alors en vigueur contenait. En aucun cas le silence du Code ne peut être interprété comme un acquiescement à ce jugement de condamnation (Garsonnet, t. II, 357. Note de Glasson, D. 1887.3.III).

Nous ne pouvons pas admettre que le silence de la loi ait pu, à lui seul, faire revivre des traditions qui ont été justement abandonnées (Vallabrègue, *Revue critique de légis. et de juris.*, 1888, p. 486).

Pour nous, l'article 252 du Code de procédure civile a la valeur du principe prohibitif « les faits dont une partie demandera à faire preuve seront *articulés succinctement par simple acte de conclusion*... » Ce qui suppose inévitablement un acte d'avoué à avoué; l'instance est déjà liée, l'enquête ne constitue dès lors qu'un moyen d'instruction au service d'une autre demande principale. L'enquête à futur est implicitement « condamnée » par cet article.

Une autre objection à la validité de l'enquête *ad futurum*, qui peut également être appliquée à la validité de l'expertise à futur, découle de la fonction judiciaire elle-même. Le magistrat a pour mission de dire le droit, d'interpréter la loi; nous avons déjà expliqué le brocard *Da mihi factum, dabo tibi jus*, c'est aux plaideurs à apporter d'eux-mêmes les faits, de les mettre à la portée du juge qui, lui seulement, *dabel eis jus*. Le magistrat sortirait de sa mission s'il don-

nait à des plaideurs éventuels, des moyens de preuve qui pourraient leur servir dans un procès hypothétique (ils ne deviendraient plaideurs que dans le cas où l'enquête serait favorable à l'un ou à l'autre).

Toute discussion reste stérile devant le fléau de la balance judiciaire. Consultons donc la jurisprudence. Elle a maintes fois eu l'occasion de manifester son opinion. Elle se montre défavorable aux enquêtes et expertises à futur.

« La demande d'expertise est... *ainsi* (énonciation des conditions du procès)... incidente à une demande déterminée et comme telle recevable; elle n'est pas irrecevable comme formée par voie d'action principale. » (S. 1899.1. 512).

Citons textuellement l'arrêt rendu par la Chambre des requêtes le 25 octobre 1885. Car il ne laisse subsister aucun soupçon : « Attendu que B... a formé contre R... une demande ayant uniquement pour objet la nomination d'experts... que le demandeur en cassation ne justifie pas avoir formulé en même temps une autre demande et notamment une demande de dommages-intérêts; qu'aucune demande autre que celle d'expertise ne résulte des pièces signifiées avec l'exploit d'ajournement et n'est constatée par les qualités de l'arrêt : — attendu que l'expertise est un moyen d'instruction pour éclairer les tribunaux sur la solution d'une demande principale *qu'elle suppose nécessairement*... d'où il suit qu'une demande de nomination d'expert ne saurait faire l'objet unique d'une action principale. » (S. 1887.1.471, tribunal de commerce de Marseille, 25 mai 1921.)

Nous croyons devoir faire immédiatement remarquer que devant un tel avis qui ne supporte pas de discussion d'interprétation, nous nous inclinons. Un grand nombre d'arrêts rendus par la Cour de cassation sont en ce sens. Citons

seulement les arrêts des 17 juillet 1899 (S. 1899.1.512), 5 février 1900 (S. 1902.1.270), 5 mars 1905 (S. 1905.1.405)¹. Req. 22 février 1911; D. P. 1913.1.160; Bordeaux, 26 mars 1912; D. P. 1914.2.140.

La jurisprudence, est ferme : « l'expertise est un moyen d'instruction qui suppose nécessairement une demande principale; une demande principale est donc irrecevable si elle a uniquement pour objet la nomination d'experts ».

Cette solution catégorique serait peut-être à déplorer si les procéduriers — fin rusés par définition et par réputation — n'avaient pas trouvé un moyen de parer à ce danger éventuel du dépérissement de la preuve ou de la disparition possible des éléments d'une demande principale. La pratique vient souvent au secours des intransigeances doctrinales. A tout mal, remède il y a, et ce remède est simple² : le demandeur saisit le président du tribunal en référé, qui nommera un expert. Celui-ci procédera immédiatement à toutes les constatations utiles (car par hypothèse il y a urgence, facteur essentiel du référé). De la sorte, on arrive à rendre inopérantes les rigueurs de la jurisprudence défavorable à l'expertise, objet de demandes principales³.

1. En sens contraire : 1° Jurisprudence Paris, 20 mars 1835 et 27 septembre 1836 (S. 1845.2.630); — 2° Doctrine, Bioche, V° « Experts », n° 5, et *Dictionnaire de Procédure*, n° 3. — Vallabrègue, *Revue critique de législation et de jurisprudence* (nouvelle série, t. XVII, 1888, p. 486 et suiv.); Garsonnet, *Procédure civile*, 3^e édit., t. II, p. 357.

Garsonnet s'exprime ainsi : « l'expertise que le Code de procédure civile ne suppose qu'à l'état d'incident, mais qui pourrait être principale pour les mêmes raisons que l'inscription de faux, la vérification d'écriture et l'enquête... »

2. Req., 7 novembre 1894, S. 1896.1.181; Solus, *Cours de procédure civile* (licence).

3. Il n'y a qu'un cas où l'action principale soit admise par la loi. L'administration de l'enregistrement peut ainsi solliciter par voie principale la nomination d'experts afin de faire contrôler la valeur imposable des immeubles ou fonds de commerce transmis à titre onéreux ou à titre gratuit (V. également *infra*).

HISTORIQUE

Ainsi l'expertise est une mesure d'instruction appartenant aux juridictions qui connaissent du fait, le juge qui a pour mission de dire le droit, doit d'abord comprendre le fait qui l'a engendré. En certaines circonstances, il est nécessairement obligé de recourir aux lumières, aux connaissances d'un homme de l'art ou du métier.

Le sort de l'expertise est lié à celui du progrès. La grande marche en avant de la science, le développement inouï des connaissances humaines déclenchent automatiquement, devant les tribunaux, un essor correspondant de l'expertise. Aujourd'hui, toute la pléiade d'experts qui gravitent autour du prétoire, trouve sa cause dans l'évolution toujours croissante des sciences et de la complexité de la vie.

Il est bien évident que dans les temps les plus anciens de notre histoire, il ne pouvait être question de l'expertise. Ce n'est guère que quelques siècles après la fondation de Rome que le problème de l'existence de l'expert peut se poser. Et encore les Romanistes modernes n'osent pas l'affirmer.

La juridiction romaine, en effet, ne se prêtait pas à l'existence de ces auxiliaires de justice. La nomination d'experts implique des jugements avant-faire-droit. Or, à Rome, ces jugements incidents étaient totalement ignorés.

En outre, la procédure romaine nécessitait de la part de celui qui désirait porter en justice un litige, un recours préalable au préteur. Ce dernier renvoyait le plaideur devant le juge, le *Judex*.

La question de savoir si ce *judex* n'était pas un expert, s'est vigoureusement posée. Le point de droit, en effet, était élucidé devant le préteur, qui accordait ou refusait, suivant les cas, l'octroi de l'action. Le *judex* se contentait d'estimer si les faits donnaient raison à la revendication qui lui était soumise. Le *judex* était, dès lors, le juge du fait, l'appréciateur du fait. Il était davantage un spécialiste qu'un juriste. C'était un spécialiste, un scientifique, alors que la mission de dire le droit revenait au préteur.

« O, *Judex*, s'il te paraît que Paul doit cent sesterces à Pierre, condamne Paul à donner cent sesterces à Pierre ».

Paul, doit-il cent sesterces à Pierre? Question de fait, question de preuve.

Tel est le raisonnement qui laisse croire à certains que le *judex* était un expert, au sens où nous l'entendons de nos jours.

Nous ne croyons pas qu'il faille prêter trop grande attention à cette thèse. Tout porte à croire en effet que le *judex* était véritablement un juge : sa décision était une sentence et non un rapport.

Ce n'est que bien plus tard que l'on peut signaler l'existence des experts. Au Bas-Empire cette institution s'est généralisée. C'est ainsi que lorsqu'il fallait constater la grossesse d'une femme ou d'une épouse divorcée, le concours de sages-femmes était requis.

S'agissait-il de déterminer, à la suite d'inondation par exemple, les « fines » des propriétés, le *Judex Civilis* appe-

lait à lui des experts professionnels, les *agrimensores* dont l'origine semble être religieuse.

Il lui arrivait également de requérir le secours d'architectes, les « *architecti* » ou d'entrepreneurs, les « *mechanici* ».

La Novelle 64 nous affirme l'existence des fameux « *Jardiniers de Constantinople* ».

Quelle était l'autorité des rapports. Deux thèses s'opposent. D'après Brodeau et Ferrière, ces rapports liaient le juge. Ces auteurs s'appuient sur deux idées : D'abord les experts auraient été responsables de toutes les fautes même légères qu'ils auraient commises. Ensuite cette action contre eux se transmettrait activement et passivement. Le fait que cette action n'était pas personnelle montre la confiance que le législateur romain accordait à ces tiers rapporteurs. En imposant des sanctions, il a voulu forcer l'intégrité de l'expert, de façon à ce que la foi la plus entière soit donnée à ses travaux.

Les textes sur lesquels se fondent ces auteurs sont trop imprécis pour que nous puissions admettre une thèse aussi invraisemblable. Pour nous, la décision du juge restait entièrement libre, si elle n'était toutefois influencée par les observations des spécialistes.

L'ancien Droit français semble ignorer l'expertise. Aucun texte ne nous la signale. D'autre part, la procédure civile de cette lointaine époque où la civilisation était à l'état embryonnaire, ne nous permet pas d'en supposer l'existence : il est bien difficile de croire à une rivalité possible entre l'expert et les ordalies. C'est, semble-t-il, seulement sur l'influence du droit romain que l'on constate son apparition en France.

Signalons cependant une mesure d'instruction (du Droit Canon) comparable à l'expertise, le « *Congrès* ». Intro-

duite par la pratique des Officialités, elle fut abolie, comme contraire à la morale, le 18 février 1677 par le Parlement de Paris.

Nous serions portés à croire à un rapprochement entre l'introduction de l'expertise sur notre sol et le développement au ^{xiv}^e siècle des Corporations. Ces corporations comprenaient, en effet, différents organes, notamment les *Jurali*. Ces personnages au sein de l'institution étaient chargés de résoudre les difficultés survenues entre les membres de la Corporation. A ce moment, il n'est pas rare de voir les *Jurali* appelés par les tribunaux pour donner des avis techniques dans les litiges qui opposent les Corporations et de simples particuliers. Nous ne serions pas étonnés de penser, dès alors, que cette pratique d'appeler près des tribunaux des gens « à ce connaissants » se généralisa de la sorte pour des quantités de procès. (V. Martin Saint-Léon, *Histoire des corporations de métier*.)

Quoi qu'il en soit, l'ordonnance la plus ancienne relative à l'expertise, remonte à 1485. Elle est l'œuvre de Charles VIII et elle concerne la délimitation des propriétés, murs, terrains dans Paris. Pendant près d'un siècle, des ordonnances à portée très limitée furent prises. Il faut attendre celle de Blois en 1579 pour avoir une réglementation plus générale.

Suivant l'adage « vox unius, vox nullius », il fallait commettre au moins deux experts. Le nombre variait suivant les coutumes; en Bretagne : 3; à Reims : 2; en dehors de gens de métier, de professionnels, le Parlement de Paris admit que des profanes, bourgeois réputés par leurs connaissances spéciales pussent être également experts. Dans certaines coutumes, notamment en Bretagne et en Anjou, seuls des nobles pouvaient expertiser sur des terres nobles,

les roturiers en étant exclus. Enfin, le serment était exigé. La prestation de serment précédait chaque opération.

Il faut attendre l'ordonnance de 1667, pour voir une réglementation définitive de l'expertise. Remarquons que les principales dispositions de notre Code de procédure civile en cette matière remontent à cette ordonnance. Elles dirigent donc depuis fort longtemps la pratique de nos institutions. Comme nous le verrons au cours de ce travail, cette ordonnance fixait les moindres détails des opérations. Désignation du juge-commissaire chargé de nommer les experts et de recevoir leurs serments; fixation du délai pour comparaître, mission des experts.

La fonction pouvait être confiée à toute personne compétente et probe; aucune incapacité de principe. Une récusation était toujours possible et les motifs semblaient être ceux de la récusation des juges.

Le seul point sur lequel nous nous appesantirons est la réglementation de la profession d'expert à cette époque.

D'après les renseignements que nous avons pu réunir, les ordonnances que nous avons signalées instituèrent des « offices » d'experts. Un édit de Henri III en date de 1575 prescrivit leur hérédité. La vénalité de ces « offices » devint la règle. En 1620, Louis XII ordonna que tous les offices d'auneurs, mesureurs, jurés, maçons, charpentiers et clercs de l'écritoire fussent dorénavant héréditaires à charge d'une redevance à la couronne. Dans le cas où cette formalité ne s'accomplissait pas, il était alors procédé à la vente publique de la charge. Ainsi les offices d'experts furent, comme tous les autres, l'objet de trafics lucratifs pour le Trésor. Remarquons que toutes les personnes qui approchaient de près le tribunal avaient un statut légal bien défini, statut qui malheureusement fait défaut de nos jours.

L'édit de mai 1690 apporta quelques transformations dans la réglementation des offices d'experts. Il décréta l'extinction et le remboursement des charges qui avaient été antérieurement créées. Mais aussitôt, il en institua de nouvelles à Paris et dans les autres grandes villes... moyennant finance, bien entendu. Il y avait à Paris 50 charges. Le Roi, ayant besoin d'argent et employant un système usité, en augmenta le nombre : dans la proportion du simple au double.

Il est spécifié dans cet édit qu'un expert ne pouvait entrer en fonction qu'autant qu'il avait préalablement acquitté le « droit de marc-or ». Il devait également jurer publiquement qu'il « ne ferait directement ou indirectement aucune entreprise ». En contrepartie de cet ordre rigoureux un monopole était créé en leur faveur. Depuis ce jour, plus aucun expert dépourvu d'une charge, ne pouvait être appelé en justice. Qu'il s'agisse d'expertise amiable ou judiciaire. Une amende sanctionnait cette prescription. Tout rapport passé en ces conditions n'avait plus aucune valeur.

Etant devenus des personnes officielles, ils ne prêtaient serment qu'une fois pour toutes.

De la sorte, leurs tarifs étaient irrévocablement dressés et ne donnaient lieu à aucune discussion.

PREMIÈRE PARTIE

L'investiture de la fonction d'Expert

§ 1.

QUAND Y A-T-IL LIEU A NOMINATION D'EXPERT ?

Nous avons dans l'introduction mis en relief le caractère facultatif de l'expertise. Ce caractère qui est, en réalité, un principe fondamental, repose sur l'article 302 du Code de procédure civile : « Lorsqu'il y aura lieu à un rapport d'expert, il sera ordonné par un jugement, lequel énoncera clairement les objets de l'expertise. »

« Lorsqu'il y aura lieu à expertise... » C'est la seule indication que cet article nous fournisse sur les cas où l'expertise doit être ordonnée. Essayons néanmoins, au moyen des textes, de la jurisprudence et de la doctrine, d'en dégager les solutions.

Nous constatons entre la doctrine et la jurisprudence, un accord parfait pour reconnaître au juge un pouvoir discrétionnaire en la matière. Des textes se contentent çà et là de déterminer les cas où cette mesure d'instruction est obligatoire.

1. Pouvoir discrétionnaire des juges.

La doctrine¹ est unanime pour laisser aux juges les coudées libres ; car, d'après elle, ils sont les seuls à pouvoir se rendre compte si cette mesure leur donnera une meilleure

1. Tissier, *Annotation du Code de proc. civ.*; — Rousseau et Laisnev, *Diction. de proc. civ.*, t. IV, Exp. n° 4; — Cohendy et Darras, *Code de com. annoté*; — Carré et Chauveau, *Quest.* 1155; — Garsonnet et César-Bru, t. II, n° 357; — Glasson, Tissier et Morel, t. II. p. 850.

compréhension des faits. L'utilité de l'expertise est une question d'appréciation purement subjective de la part du magistrat. Celui-ci est-il suffisamment éclairé? il ne la prescrira pas. Des points délicats restent-ils encore obscurs, les faits ne semblent-ils pas pertinents? il l'ordonnera (Cassation civile, 24 juin 1929, *Gaz. Pal.*, 1929.2.710).

Ainsi les tribunaux sont les appréciateurs souverains de l'utilité de l'expertise. Ni l'appel, ni la cassation n'a qualité pour revenir sur cette liberté accordée au tribunal.

Certains textes¹ du Code ont d'ailleurs dans des cas particuliers, laissé même latitude aux juges. La doctrine s'est contentée de généraliser cette opinion.

Aussi les juges peuvent-ils repousser une demande d'expertise, émanât-elle de toutes les parties, s'ils considèrent qu'ils ont dans les documents qui leur sont présentés les éléments suffisants d'appréciations.

A l'inverse, l'expertise peut-être ordonnée d'office par le tribunal bien que les parties ne la demandent pas (Rennes, 23 déc. 1820, R. 41, Requête, 6 août 1833, R. 49. Glasson et Colmet-Daage, n° 817).

Garsonnet (3^e édition, t. II, p. 609) précise : « Y a-t-il lieu de prescrire une expertise? C'est lui (le juge) qui en décide souverainement; il peut l'ordonner à la demande des deux parties ou d'office, l'accorder à l'une d'elle, malgré la résistance de l'autre, ou la leur refuser quand même elles s'accorderaient pour la demander ».

Bonnier (*Eléments de procédure civile*, p. 262) : « Lorsqu'il n'existe pas de dispositions tout à fait impératives, l'esprit de la législation moderne est de laisser au juge toute liberté ».

1. Articles 955, 987, 997, *Proc. civ.*; — 823 et 2078, *C. c.*

Liberté pleine et entière, liberté absolue des juges; ils n'ont à rendre compte à personne de leur détermination. Qu'importe si, parmi les parties en cause dans le procès, se trouvent des mineurs (Cass. civile, 7 déc. 1819 R. 44).

Les conseillers à la Cour disposent d'un même pouvoir. Il a été jugé que l'expertise peut être ordonnée, même pour la première fois, en appel, soit d'offices, soit sur les conclusions des parties.

Il se peut, en effet, que les juges de première instance aient eu conscience de trouver dans les pièces qui leur ont été soumises des éléments suffisants d'appréciation, alors qu'aux yeux des conseillers, ces mêmes pièces n'aient pas paru pertinentes. Ici également l'accord ou la mésentente entre les parties pour requérir expertise n'a aucune répercussion sur la détermination de la Cour.

La règle d'après laquelle le magistrat ne peut utiliser les connaissances personnelles qu'il a acquises d'un fait en dehors du procès ne fait pas obstacle à ce qu'il utilise ses connaissances scientifiques pour apprécier les documents des procès au lieu de s'en remettre aux hommes de l'art¹. Il peut même faire servir de base à sa décision des rapports d'experts ordonnés dans d'autres affaires (Saint-Gaudens, 30 juin 1891, *Gaz. du Palais*, 15 août 1891).

On voit donc l'étendue de cette liberté. Il convient cependant d'en tracer la limite. Si la jurisprudence² a adopté entièrement ce principe, elle lui a apporté, néanmoins, une restriction. Dans un arrêt en date du 11 juin 1911, la Cour de Paris a estimé que dans le cas où un commencement de preuve par écrit serait obligatoire et que cet adminicule

1. Lefèvre, *Expertise judiciaire*, thèse, 1913.

2. Affaire Magnet, Cass., S. 1875.1.56; — Affaire Lesieux, S. 1882.1.403; même sens, S. 1888.1.55, S. 1892.1.518, S. 1907.1.343, S. 1908.1.248, S. 1908.1.456.

n'aurait pas été apporté, l'expertise ne pouvait être prescrite. On voit la portée de cet arrêt : le magistrat, avant d'avoir recours à cette mesure, doit se demander si elle est possible, si sa prescription ne bouleverserait pas les données légales impératives — notamment en matière de preuve. L'expertise ne semble, en effet, pouvoir être ordonnée que si elle ne supplée pas à un moyen de preuve déterminé et prescrit par la loi¹ (Montpellier, 16 novembre 1928).

C'est, à notre connaissance, la seule restriction que la jurisprudence ait apportée à ce pouvoir discrétionnaire du juge.

Nous croyons devoir ajouter que si la loi, par son silence, la jurisprudence par ses arrêts, et la doctrine par ses avis, laissent au juge une telle liberté, ce dernier ne doit cependant en user qu'avec modération et en connaissance de cause. L'expertise a, en effet, pour mission, d'éclairer la lanterne du magistrat. S'il estime que cette mesure est susceptible d'atteindre ce but, il ne doit même pas attendre les requêtes des parties pour l'ordonner; par contre, si dans son esprit un doute s'élevait sur son utilité, il devrait se demander si un autre procédé d'instruction ne risquerait pas d'aboutir à de meilleurs résultats. Auquel cas, il ne devra pas hésiter à prescrire cette deuxième mesure (Cass. 15 juillet 1907, D. P. 1908.1.183). Il pourra même, s'il le juge utile, ordonner les deux mesures; il est, en effet, courant de voir deux moyens d'instruction prescrits en même temps ou simultanément (voire deux expertises portant sur des objets différents dans une seule et même affaire, *Gaz. Pal.*, 6 février 1937). Un expert accompagne souvent un juge de paix dans une descente sur les lieux. Ces deux mesures peuvent se combiner très facilement.

1. Cf. Riom, 7 juin 1876 (D. 1877.2.92).

Tout discrétionnaire que soit le pouvoir du juge, il importe cependant que celui-ci, comme nous l'avons déjà souligné, ne profite pas trop de cette liberté pour ordonner constamment une expertise. Il faut d'abord penser y trouver une utilité. Son emploi immodéré constituerait ce que l'on a l'habitude d'appeler « l'abus d'expertises ».

L'attention du garde des Sceaux a été, maintes fois, appelée sur ce danger. Reprenons les termes d'une circulaire en date du 28 octobre 1923 (*Bull. off.*, 1923, p. 57).

« A plusieurs reprises le Parlement s'est inquiété des lenteurs de la justice dans le règlement des grandes affaires. J'ai constaté moi-même que si les Parquets n'étaient pas toujours sans excuses, les inquiétudes du Parlement n'étaient pas sans motifs. Ainsi que l'a dit M. le Président du Conseil à la Tribune du Sénat : « ne disposant que de moyens insuffisants ou médiocres » les Parquets ont été débordés par le flot des instructions nées de la crise économique et financière qui a suivi la Paix. La nature de ces instructions aussi bien que leur nombre a déterminé les juges à se décharger sur les experts du soin de dépouiller et d'examiner des dossiers volumineux et complexes. Il faut cependant noter que déjà, en 1906, l'un de mes prédécesseurs à la Chancellerie, M. Sarrien, dans une longue circulaire signalait l'abus des commissions d'experts. Nous sommes donc en face d'une méthode que les circonstances ont généralisée mais qui n'est pas fortuite. Dans le domaine de la justice comme dans les autres depuis plusieurs années, le rôle du technicien s'est étendu. Naguère on lui demandait exceptionnellement un rapport sur tel ou tel point déterminé et de stricte compétence. Aujourd'hui, à tous propos, voire hors de propos, on s'en rapporte à lui non pas seulement pour faire des constatations et vérifications matériel-

les, mais pour conclure en droit et sur l'ensemble de l'instruction. La plupart du temps après un échange de mémoires et de notes qui entraîne un complément ou un supplément d'expertise, le magistrat instructeur se borne à entériner les conclusions de l'expert et c'est, en somme, l'expert qui prend la place du juge lorsque enfin il lui remet son dernier rapport.

Je sais la valeur et le dévouement des experts et les services qu'ils peuvent rendre et qu'ils ont rendus à l'administration de la justice. Je sais aussi la scrupuleuse intégrité des magistrats et leur sentiment très vif du devoir professionnel. Mais quels que soient les mérites des uns et des autres et l'excellence des intentions, il n'en reste pas moins que l'abus des expertises et des pouvoirs remis à l'expert a deux conséquences fâcheuses. Peu nombreux, les experts qualifiés sont surchargés. De ce fait, le règlement des procédures subit des retards qui motivent des plaintes justifiées. Les magistrats de l'instruction et ceux du parquet... s'accoutument à accepter sans contrôle et sans discussion des rapports de techniciens qui devraient fournir au juge des éléments de décision mais non pas lui dicter la décision. »

Ce qui est vrai pour la procédure pénale, l'est aussi pour la procédure civile ; en effet, le magistrat « peu actif » aspire à abandonner à l'expert le soin de « juger le fait ». C'est un danger évident qui peut avoir des répercussions néfastes : lenteur dans la solution des procès, frais excessifs entraînant le mécontentement des plaideurs, une défiance de la justice, qui est pourtant un élément de paix et de tranquillité sociale, et qui risquerait — en se développant — de devenir un facteur de remous populaires et de révolte.

Le magistrat doit faire porter tous ses efforts à pénétrer

personnellement les difficultés d'une affaire et ne doit recourir à des procédés lents et onéreux tels que l'expertise, que lorsqu'en son âme et conscience il croit y trouver les éléments qui lui permettront de juger en parfaite compréhension des faits.

Nous émettons même le vœu — tellement cet usage abusif nous semble dangereux — de voir l'expertise devenir un procédé d'instruction subsidiaire ; que le magistrat ne la prescrive qu'en dernier lieu et si véritablement son utilité s'en faisait sentir. Tout le monde y trouverait son compte ; le magistrat acquerrait plus d'expérience pratique, le plaideur gagnerait du temps et aurait moins de frais à supporter.

En dehors de ces obligations en quelque sorte morales, dont seule sa conscience est juge, le magistrat est tenu de se soumettre à des prescriptions légales. Des textes ont obligé, en effet, dans certaines affaires, le tribunal à ordonner une expertise : ce sont les cas d'expertise obligatoire.

2. Expertise obligatoire¹

Dans quel esprit le législateur a-t-il jugé préférable de rendre obligatoire, dans certains cas, l'expertise, mesure d'instruction par excellence ? C'est qu'il craignait que le juge, malgré ses connaissances supposées très étendues en théorie et quelquefois en pratique, ne soit pas un expert spécialisé dans les questions techniques. Et, par suite, qu'il ne commette de très graves erreurs. Le droit est intimement lié au fait. Le juge ne peut souvent pas déceler, en dépit de

1. Cass. req., 15 juillet 1907, D. 1908.1.31, S. 1908.1.246. Cass. civ., 30 octobre 1913, S. 1913.1.549.

la grande envie qu'il peut en avoir, les contours complexes et variés d'une affaire. L'examen de la magistrature n'exige pas pour les candidats des connaissances encyclopédiques. Nous ne voyons pas très bien des juges se débattre dans des questions précises d'optique par exemple, ou d'électricité, sans le secours de spécialistes. Il n'est pas étonnant que, dans les points délicats, le législateur, par un très louable souci, ait tenu à ce que le juge s'assure le concours de personnes compétentes pour ne pas compromettre le sort de la justice qu'il est chargé de rendre.

Remarquons dès maintenant que si la loi, dans des hypothèses variées mais précises, exige une expertise, elle ne fixe aucune sanction au cas où le juge enfreindrait cette obligation. Les textes n'ont rien exigé à peine de nullité, ce qui laisse présager une grande latitude de fait, non de principe, dans le pouvoir discrétionnaire du magistrat.

Ainsi donc, dans les cas que nous allons examiner sans trop de détail, l'expertise est une condition intrinsèque de la procédure, mais sans que sa défaillance puisse constituer un vice de forme susceptible de l'entacher d'une nullité quelconque.

1^o Article 126 du Code civil relatif aux biens de l'absent :

« 3^e alinéa : Ceux qui auront obtenu l'envoi provisoire pourront requérir, pour leur sûreté, qu'il soit procédé par l'expert nommé par le tribunal, à la visite des immeubles, à l'effet d'en constater l'état. Son rapport sera homologué en présence du procureur du Roi ; les frais en seront pris sur les biens de l'absent. »

La possession provisoire est un dépôt. Il s'ensuit que le détenteur doit rendre compte de l'administration des biens de l'absent à celui-ci au cas où il reparaitrait ou donnerait

de ses nouvelles. Il est de l'intérêt du dépositaire de faire constater « l'état des lieux » pour ne pas être redevable de dommages-intérêts réparateurs des défauts de la chose antérieure à sa gestion. L'expert a pour mission de relever « l'état » des lieux.

Le tribunal ne peut pas ne pas lui accorder cette sûreté.

2^o Article 662 du Code civil.

« L'un des voisins ne peut pratiquer dans le corps d'un mur mitoyen aucun enfoncement, ni y appliquer ou appuyer aucun ouvrage sans le consentement de l'autre, ou sans avoir, à son refus, fait régler par experts les moyens nécessaires pour que le nouvel ouvrage ne soit pas nuisible aux intérêts de l'autre. »

Le législateur a ici prescrit une expertise pour que le spécialiste désigné indiquât les moyens nécessaires afin que le nouvel ouvrage ne soit pas nuisible aux intérêts de celui qui ne l'exécute pas. Mesure de sécurité en faveur du copropriétaire récalcitrant. Il est à craindre, en effet, que l'autre copropriétaire, à la suite du refus de son collègue d'acquiescer à l'opération, n'abuse de son droit en élevant des travaux qui risqueraient de lui nuire. Pour éviter tout objet de discorde ultérieure, la loi a intimé l'ordre au tribunal de désigner un expert qui sera chargé de fixer les modalités de ces travaux. Mesure de sécurité garantissant le droit et l'intérêt du copropriétaire.

3^o Article 1644, concernant la garantie des défauts de la chose vendue : « ...L'acheteur a le droit de rendre la chose et de se faire restituer le prix ou de garder la chose et de se faire rendre une partie du prix, telle qu'elle sera arbitrée par experts. »

Cet article emploie deux mots qui semblent, à première vue, contradictoires : « arbitrée par des experts ». Il ne

rentre, en effet, pas dans la mission des experts d'arbitrer un litige. Il ne faut pas interpréter ce premier terme *stricto sensu*. Un expert est désigné pour estimer la perte de la valeur de la chose du fait de son défaut caché. Ce n'est qu'une estimation, non un arbitrage. Le tribunal ignorant le montant exact de la perte subie par l'acquéreur de cet objet vicié doit s'en remettre à un spécialiste. Car l'estimation des objets ne peut raisonnablement être faite que par des gens dont c'est le métier. Trop d'erreurs, même graves, pourraient être commises par des magistrats. Il ne faut pas, dès lors, s'étonner que le législateur ait voulu rendre dans ces conditions l'expertise obligatoire ; les parties n'ayant pu s'entendre elles-mêmes, ce doit être une personne particulièrement compétente qui devra départager leurs prétentions.

4^o Article 1716.

« Lorsqu'il y aura contestation sur le prix du bail verbal dont l'exécution a commencé et qu'il n'existera point de quittance, le propriétaire en sera cru sur son serment, si mieux n'aime le locataire demander l'estimation par experts : auquel cas les frais de l'expertise restent à sa charge si l'estimation excède le prix qu'il a déclaré. »

Ici encore l'expert joue plutôt un rôle d'arbitre au sens large du mot. Le propriétaire peut s'opposer à l'expertise, mais le tribunal, lui, est tenu de la prescrire si le locataire le requiert.

C'est toujours dans le même état d'esprit que le législateur a voulu rendre l'expertise obligatoire, soit par un souci de sécurité, de tranquillité, soit pour donner à la sentence judiciaire plus d'autorité technique. D'un côté l'expertise est une garantie, de l'autre c'est une meilleure appréciation de la réalité des faits.

Ainsi, rendre l'expertise obligatoire c'est obliger le tribunal à la prescrire lorsque les parties la sollicitent¹. Il existe même deux hypothèses où, d'office, le tribunal est tenu de l'ordonner, celles des articles 1559 et 1677 du Code civil.

Article 1559 : « L'immeuble dotal peut être échangé, mais avec le consentement de la femme, contre un autre immeuble de même valeur, pour les quatre cinquièmes au moins, en justifiant de l'utilité de l'échéance, en obtenant l'autorisation en justice et d'après une estimation par experts nommés d'office par le tribunal. »

Articles 1677-1678, relatifs à la rescision de la vente pour cause de lésion : « La preuve de la lésion ne pourra être admise que par jugement et dans le cas seulement où les faits articulés seraient assez vraisemblables où assez graves pour faire présumer la lésion. » Et l'article 1678 ajoute : « Cette preuve ne pourra se faire que par un rapport de trois experts qui seront tenus de dresser un seul procès-verbal commun et de ne former qu'un seul avis à la pluralité des voix². »

En résumé, le pouvoir discrétionnaire du juge ne comporte que quelques exceptions, bien déterminées par les textes. Il n'est pas, en principe, lié par la demande des parties : « Ce n'est pas la provocation des parties qui constitue la nécessité de l'expertise, c'est la nature de l'affaire et le sentiment des juges sur l'insuffisance des renseigne-

1. 1744-1747 du Code civil (Civil, 14 novembre 1916, S. 1920.1.365; Trib. de Caen, 18 avril 1921, S. 1921.2.73, note Japiot). — 757, 978-979 du Code de procédure civile. — Loi du 27 nivôse an II.

2. « Faire dresser un seul procès-verbal commun et ne former qu'un seul avis à la pluralité des voix », cela ne veut pas dire, par un raisonnement *a contrario*, qu'il n'en est pas ainsi dans les autres hypothèses. (V. 2^e partie : « Obligations professionnelles des experts », § 2.)

ments qu'ils trouvent » (Req. 10 octobre 1811, 7 juin 1836). Certains auteurs prétendent même que dans les deux hypothèses sus-énoncées de l'article 1559 et 1677, le tribunal n'est pas dans l'obligation de l'ordonner. Il semble cependant résulter des termes mêmes des textes qu'une telle interprétation est inadmissible.

§ 2

QUI PEUT ETRE NOMME EXPERT ? QUALITES EXIGÉES

En principe, toute personne peut, de nos jours, assumer la fonction d'expert. Les parties, comme le tribunal, jouissent d'une liberté pleine et entière dans le choix de ces auxiliaires de la justice.

I. — Compétence scientifique ou technique.

Une circulaire du garde des Sceaux en date du 6 février 1867 montre l'importance de cette question :

Les expertises exerçant toujours une grande influence sur la solution que les tribunaux donnent aux questions qui leur sont soumises, il est important de ne les confier qu'à des hommes capables et expérimentés; car si on a recours à des experts peu instruits, on s'expose à des erreurs, à des méprises trop souvent irréparables, puisqu'on peut se trouver dans l'impossibilité de refaire ce qui a été mal fait dans le principe; et quand bien même l'erreur est réparable, on a encore le grand inconvénient d'augmenter dans de notables proportions les frais de justice. Je ne saurais donc trop insister pour qu'on apporte le plus grand soin dans le choix des experts¹. »

Cette question a vivement intéressé le législateur. Des

1. V. également Circulaire du 16 août 1842 (§ III, IV et V).

débats très significatifs se sont poursuivis devant le Parlement, sans d'ailleurs provoquer des résultats positifs.

Certains parlementaires se sont justement émus du rôle capital joué par ces auxiliaires devant le tribunal et du fait qu'aucun contrôle de science, de compétence et d'honorabilité n'existait. D'aucuns, pour parer à ce danger, ont demandé que des garanties de capacité soient accordées aux plaideurs comme aux juges. Et ils ont imaginé de créer des diplômes d'Etat. Pour certaines catégories d'experts certains de ces diplômes sont déjà institués. Ce sont, par ordre chronologique :

1° Le diplôme d'expert chimiste (loi du 6 juin 1913)¹. Mais il n'a fait jusqu'à présent l'objet d'aucune réglementation définitive.

2° Le diplôme d'expert comptable (décret du 22 mai 1927).

3° Le diplôme de géomètre expert (décret du 25 avril 1929).

Il est bien évident que seule la recherche d'une compétence scientifique ou technique, spéciale, doit déterminer le tribunal dans la désignation de ces auxiliaires. Etant donnée l'importance de leur rôle, aucun « soupçon de partialité ne doit se propager ».

Il est compréhensible qu'on exige d'eux des qualités d'impartialité et de compétence, jointes à une probité à toute épreuve. D'ailleurs, la principale garantie contre le défaut contraire réside dans l'intérêt du tribunal — et des parties — de ne choisir que des experts « sans reproche ». Chacun tirera, en effet, profit à confier cette opération à

1. V. proposition de loi du 4 avril 1911 sur la création de ce diplôme. V. également le rapport de M. Ricard, Documents parlementaires, Sénat, 1909, Annexe 88. Article de M. Lacomblez, dans *La Loi* du 19 mars 1912.

des hommes « roués aux affaires », ayant une expérience et une personnalité suffisamment marquantes pour mener à bien leur mission qui est, la plupart du temps, délicate.

La tâche du tribunal est du reste souvent facilitée par une liste d'experts répondant à ces qualités de compétence et de probité. Il est, en effet, d'un usage constant, de voir une liste « des experts le plus souvent désignés par le tribunal ».

En général, chaque cour ou tribunal en dresse une. Cette liste établie par des commissions composées de magistrats ayant à leur tête les présidents des cours et tribunaux est en fonction des connaissances scientifiques ou techniques des nombreux candidats. Ces derniers viennent devant cette commission pour présenter leurs « références ». Certains sont éliminés, d'autres sont « jugés aptes ». Ces derniers seuls figureront sur la liste. Le garde des Sceaux, de très haut et de très loin, contrôle (en principe) ce choix. De la sorte, le tribunal désigne généralement toujours les mêmes experts car il les choisit le plus souvent sur cette liste, ce qui constitue une garantie certaine de compétence.

A titre indicatif nous reproduisons ci-après quelques pages de la liste actuellement mise à la disposition de la cour d'appel de Paris et du tribunal civil de la Seine.

15 ENTREPRENEURS

(A) Bois à ouvrer.

M.

1932. SALEMBIER (Henri), rue Bassano, 54.

(B) Charbons.

M.

1932. PÉCOUT (Louis), rue Sablonie, 6, à Chatou (S.-et-O.).

(C) Charpente.

N...

(D) Ciment et Canalisations.

M.

1930. HAMEL (Henri), ingénieur, place des Ternes, 5.

(E) Ciment armé.

MM.

1931. FOURRE, ingénieur, rue de la Promenade, 10 (Asnières).

1933. LORIN (Lucien), C. ✱, ingénieur (*ciment et béton armés, consolidations souterraines*), rue Juge, 17 bis.

(F) **Couverture et Plomberie.**

MM.

1911. GIFFAUT (Georges), ✱, boul. Edgar-Quinet, 72.

1928. LASSALLE, boul. Flandrin, 9.

(G) **Fumisterie,**

Chauffage et Ventilation.

MM.

1929. BEAURRIENNE (E. C. P.), rue des Marguettes, 25.

1933. MAYET (Paul) (E. C.), boul. Pereire, 198.

1929. PONCINI, rue de la Sourdière, 19.

1913. VIDAL (Louis), ingénieur des Arts et Manufactures, boul. Voltaire, 64.

(H) **Granits.**

M.

1911. PACHY (Edmond), C. ✱, président du Syndicat National des granitiers de France (*monuments et constructions en granit*), pl. de la République, 23.

(I) **Maçonnerie.**

MM.

1911. BERTIN (Léon), ✱ (*constructions, maçonnerie et ciements, canalisations, travaux publics*), rue Saussure, 127.

1923. LANG (Léon), O. ✱, ingénieur civil (*maçonnerie, travaux publics, ciment armé, carrières*), av. de La Bourdonnais, 46.

1928. MALHERBAUD, ✱, av. de Ségur, 23.

(J) **Marbrerie.**

MM.

1932. CHARBONNIER (Paul), av. de l'Observatoire, 45.

1932. LABATIE (Hilaire - Jean - Etienne) (*marbrerie funéraire*), boul. Edgar-Quinet, 22.

(K.) **Menuiserie.**

MM.

1929. BOUTET, av. du parc Saint-James, 14 (Neuilly).

1928. CHAMPENOIS, rue de la Chapelle, 31.

1911. IMBERT (Antoine), ✱ (*menuiserie de bâtiment boiseries de style, parquets*), av. Victor-Hugo, 130.

(L) **Métallurgie.**

MM.

1932. BOUTROUILLE (Auguste), ✱ (E. C. P.), ingénieur licencié en droit (*fermetures métalliques, persiennes, ascenseurs, appareils de levage et manutention*), place Dancourt, 7.

1932. KRON (Pierre), rue Vaneau, 56.

(M) **Pavage.**

M.

1932. CHANDENIER (Emile), diplômé de l'Ecole des hautes études commerciales, rue Damesme, 25.

(N) **Peinture.**

M.

1932. MOLLARD (Jean-Baptiste), rue Marqfoy, 15.

(O) **Sculpture et Décoration.**

M.

1909. LEOTHAUD (*pierrre, bois, marbre*), rue Brochant, 4 (xvii^e).

(P) Serrurerie.

MM.

1904. BORDEREL (Ernest), C. ✱
(serrurerie et ferronnerie d'art),
 boul. Ornano, 6.
 1928. DONON, rue Saussure, 139.

(Q) Travaux publics.

MM.

1932. HUGUET (Georges), ✱,

licencié en droit, boul. Flan-
 drin, 50.

1933. LOUP (Victor) (E. C.)
(ciment armé, béton armé),
 rue Erlanger, 16.

1933. WIBROTTE (Charles) (*con-
 solidations souterraines*), rue
 de Tolbiac, 175.

Cette liste, comme nous pouvons le voir, est dressée par ordre de spécialité; à l'intérieur de ces spécialités, par ordre alphabétique. Aussi le tribunal de la Seine lorsqu'il lui semblera utile d'ordonner expertise et à moins que les parties ne soient tombées d'accord sur un choix quelconque, consultera le plus souvent cette liste, d'après les spécialités indiquées, et parmi ces spécialités déterminera un ou plusieurs experts suivant les cas.

Nous devons immédiatement faire une remarque qui n'est pas sans importance : cette liste ne confère aucun « monopole » à ceux qui y figurent. Libre, en effet, au tribunal ou aux parties d'en choisir d'autres; aucun privilège ne s'y attache (il faut bien reconnaître qu'en fait, devant les tribunaux importants, comme celui de la Seine par exemple, ce sont presque toujours les experts figurant sur la liste qui sont désignés par le tribunal, car les autres ne sont pas particulièrement connus de lui). Cependant, le principe est là, intact. Il a été jugé, ainsi, qu'un tribunal commettrait un acte entaché d'excès de pouvoir en imposant uniquement les experts portés sur cette liste (Cass. 30-déc. 1822; R. enreg. 4824).

Cette liste ne présente, de la sorte, qu'un caractère de commodité — indiscutable d'ailleurs; elle ne peut en aucun cas être considérée comme « officielle ». Un fait

curieux nous paraît susceptible de mettre particulièrement en lumière cette règle : l'*Annuaire Officiel du Tribunal de première instance de la Seine*, dans son édition de 1934, contenait une semblable liste sous le titre : « Liste des experts près la Cour d'appel de Paris et le tribunal de première instance de la Seine ». A la suite d'une véhémence protestation émise par les autres experts — ceux dont les noms n'étaient pas inscrits — le titre a été modifié ainsi qu'il suit : « Liste des experts le plus souvent désignés par la Cour d'appel de Paris et le tribunal de la Seine. » Les protestataires prétendaient que l'ancien titre laissait croire que seuls les experts qui y figuraient pourraient être désignés. Ce petit fait montre bien qu'aucun privilège de droit n'est conféré aux experts figurant sur cette liste¹.

Certains auteurs ont prétendu que seuls les experts dont les noms y sont inscrits avaient le droit de porter le titre d'expert. Il a été jugé à plusieurs reprises qu'il n'en était rien (cf. *supra*).

Une dérogation est cependant apportée à ce principe du libre choix des experts par les tribunaux et les parties, en ce qui concerne les fonctions des médecins experts. Ainsi l'article 18 du décret du 31 juillet 1906 exige que les experts chimistes commis en matière de fraudes alimentaires soient exclusivement choisis sur ces listes. Egalement le décret du 21 novembre 1893 relatif aux médecins experts : « Au commencement de chaque année judiciaire et dans le mois qui suit la rentrée, les cours d'appel, en chambre du conseil, le procureur général entendu, désignent, sur des listes de proposition des tribunaux de première instance du ressort,

1. Civ., 30 décembre 1822, *Rec. Enregist.*, 4.824; Boistard, Colmet, Dage et Glasson, n° 513; Garsonnet et César-Bru, *op. cit.*

les docteurs en médecine à qui elles confèrent le titre d'expert devant les tribunaux » (art. 1^{er}).

« Les propositions du tribunal et les désignations de la Cour ne peuvent porter que sur les docteurs en médecine français, ayant au moins cinq ans d'exercice de la profession médicale et demeurant soit dans l'arrondissement du tribunal, soit dans le ressort de la Cour d'appel » (art. 2).

« Les officiers de santé reçus antérieurement au 1^{er} décembre 1893 et ceux reçus dans les conditions déterminées par l'article 31 de la loi du 30 novembre 1892 peuvent être portés sur les listes d'experts s'ils réunissent les conditions de nationalité, de durée d'exercice et de résidence prévues à l'article 2 » (art. 11)¹.

Une circulaire du garde des Sceaux, en date du 21 mai 1910 invite les magistrats, dans le cas où un examen mental serait jugé utile, à désigner des médecins spécialisés, pourvus de diplôme de psychiatres, délivré par les Facultés françaises de médecine.

La jurisprudence décide cependant que ces dispositions ne sont en vigueur qu'en matière criminelle; que dans les instances civiles les juges et les parties peuvent choisir comme experts tels médecins à leur convenance (Cass. 15 décembre 1914, S. 1915.1.15, D. P. 1917.1.1. Note de M. Sarrut²). Cependant quelques décisions en sens contraire : Tribunal civil de la Seine, 17 novembre 1913 (*Gaz. trib.*, 7 mai 1914, *Droit*, 12 mai 1914).

Cet arrêt de la Cour de cassation a été très vivement critiqué. Car il a été prouvé qu'il n'était pas dans l'esprit du législateur de restreindre au criminel les dispositions des textes qu'il a votés.

1. Une exception à cette dérogation : art. 43-44, 235 et 268 du Code d'instruction criminelle.

2. V. également, Glasson, Tissier et Morel, 3^e édit., t. II, p. 853.

Le raisonnement est le suivant :

Le décret du 21 novembre 1893 a institué une liste de médecins-experts près les tribunaux auxquels seuls, ainsi qu'il est dit dans son article 3, les opérations d'expertises peuvent être confiées en dehors des cas prévus aux articles 43, 44, 235 et 268 du Code d'instruction criminelle.

Quel est le titre exact de ce décret ? « Décret portant règlement d'administration publique en exécution des paragraphes 2 et 3 de l'article 14 de la loi du 30 novembre 1892 relativement aux expertises médicales ». Or, la loi du 30 novembre 1892 « sur l'exercice de la médecine » parle, dans le paragraphe 2 de l'article 14, de la révision des tarifs d'honoraires d'experts, et le paragraphe 3 ajoute que « le même règlement déterminera les conditions suivant lesquelles pourra être conféré le titre d'expert devant les tribunaux ».

Ce décret de 1893 a été suivi du décret du 10 avril 1906 « décret modifiant le décret du 21 novembre 1893 portant règlement d'administration publique relatif aux conditions dans lesquelles peut être conféré le titre de médecin-expert devant les tribunaux ».

Ces différents textes ne contiennent aucune expression qui indique explicitement qu'il s'agit uniquement des experts au criminel.

La Chancellerie ne semblait pourtant pas admettre une dualité dans l'expertise : les experts au criminel étaient pour elle les experts au civil. A propos des affaires qui risquaient d'être confiées à des experts employés par certaines compagnies d'assurances, le garde des Sceaux, à la date du 25 juillet 1910, envoyait aux premiers présidents une circulaire dans laquelle il s'exprimait ainsi : « La loi n'interdit pas, il est vrai, de commettre comme expert le

médecin d'une compagnie d'assurance, mais le cumul, il faut en convenir, n'en présente pas moins de réels inconvénients. L'homme de l'art apparaît, dans ce cas, aux yeux de l'ouvrier comme n'ayant plus l'autorité suffisante, ni l'impartialité nécessaire, et c'est pour ce motif qu'au tribunal de la Seine, les médecins-experts ont été invités à opter entre leur maintien sur la liste du tribunal et leurs fonctions de médecin d'une société d'assurance ou d'un syndicat de garantie contre les accidents du travail ».

A quoi correspondrait cette recommandation ministérielle si la liste des experts n'était valable que pour les affaires criminelles à l'exclusion des affaires civiles ?

Il apparaît donc *a priori* qu'il existe une seule catégorie d'experts : les docteurs en médecine à qui les Cours d'appel ont, sur les propositions des tribunaux de 1^{re} instance du ressort, conféré le titre d'expert près les tribunaux.

La 4^e Chambre du tribunal civil de la Seine a, dans ce sens, rendu un jugement de principe le 20 janvier 1912. Elle a annulé une expertise médicale en justice de paix, le médecin désigné n'ayant point le titre officiel d'expert près le tribunal de la Seine et ne pouvant être chargé de cette mission qui, pour ce fait, fut déclarée nulle.

La Cour de cassation, appelée à fixer ce point important de jurisprudence, a cassé ce jugement par un arrêt du 15 décembre 1914 : « Attendu qu'en matière pénale, la désignation des médecins-experts est obligatoirement limitée à ceux dont les noms sont portés sur la liste établie annuellement par les Cours d'appel; mais que cette règle dérogatoire au droit commun ne doit pas être étendue au delà de ses termes précis; *quelle est sans application aux instances civiles* et que pour les expertises médico-légales qu'elles nécessitent, il demeure loisible aux juges aussi bien

•

qu'aux parties de choisir non seulement parmi les médecins inscrits, mais encore parmi ceux qui ne le sont pas; qu'il en est notamment ainsi pour les expertises ordonnées par les juges de paix en vertu de l'article 13 de la loi du 9 avril 1898 (Cour de cassation, 15 décembre 1914, Rejet).

2. Incapacités.

En dehors de cette question de compétence qui est en quelque sorte laissée à l'appréciation du tribunal ou des parties, nous devons nous demander si la fonction d'experts n'exige pas de capacités juridiques spéciales.

Toute personne est-elle capable d'être expert? Tel est le délicat problème auquel nous allons essayer d'apporter une solution.

La loi n'a édicté expressément aucune incapacité. En vertu du principe « tout ce qui n'est pas défendu est permis » on serait tenté de croire qu'aucune condition de capacité n'est requise pour exercer cette fonction. Il n'en est rien. On est en effet d'accord pour admettre que certaines personnes ne peuvent être nommées experts. Et, chose surprenante, ces incapacités sont nombreuses. On a coutume d'édicter une distinction : incapacités absolues et incapacités relatives.

a) *Incapacités absolues.*

1^o Une personne qui a été condamnée à une peine entraînant la dégradation civique (art. 28 du Code pénal : travaux forcés, peine principale ou accessoire, détention, réclusion ou emprisonnement) ne peut être nommée expert.

L'article 34 du Code pénal est formel : « La dégradation civique consiste... 3° dans l'incapacité d'être juré-expert, d'être employé comme témoin dans des actes et de déposer en justice autrement que pour y donner de simples renseignements ».

2° En vertu de l'article 9 du Code pénal, le tribunal correctionnel peut prononcer comme peine principale ou accessoire « l'interdiction de certains droits civiques, civils ou de famille ». L'article 42 du même Code comprend l'énumération de ces peines susceptibles d'être prononcées par les tribunaux correctionnels : « l'interdiction d'être expert ou ou employé comme témoin dans des actes ».

3° Les interdits, du moment qu'ils ne jouissent pas de toutes leurs facultés intellectuelles ne peuvent pas être experts, non plus d'ailleurs que les faillis (Pommier, *Traité des preuves*, n° 114). Aucune discussion ne s'est fait jour à ce sujet.

4° Des controverses se sont par contre engagées sur d'autres points : le mineur peut-il être nommé expert ? La doctrine est divisée. MM. Garsonnet, § 862 texte et note 1 ; Garsonnet et Cézard-Bru, tome II, n° 352 et Pigeon, n° 7 répondent par l'affirmative. Ils se fondent sur le raisonnement d'après lequel toute capacité est une règle, toute incapacité est une exception. Du moment que les textes ne l'interdisent pas, leur capacité doit être admise. Ils ajoutent que le mineur, d'après l'article 1990, peut être mandataire ; or qu'est-ce donc qu'un expert sinon un mandataire des parties ?

Nous ne partageons pas cette façon de voir. Nous nous rangeons à l'avis de certains auteurs¹ qui n'accordent pas

1. Rousseau et Laisney, *op. cit.*, n° 15 ; Glasson et Colmet, Daage, Dejean, n° 77 et n° 218 ; Glasson, Tissier et Morel, *op. cit.*, p. 853.

aux mineurs la capacité d'être expert. Nous croyons en effet que le mineur est, par principe, incapable; que son incapacité est la règle; qu'il ne peut être capable d'accomplir un acte juridique qu'en vertu d'un texte exprès. S'il peut être mandataire, c'est en vertu d'un article qui lui donne expressément cette possibilité. Quant à l'argument fondé sur l'article 1990 assimilant l'expert à un mandataire¹ nous ne le croyons pas décisif. L'expertise n'est pas un mandat pur et simple tel que l'entend l'article 1990. C'est un mandat d'un genre tout à fait particulier en raison de son caractère public. C'est dans la mesure où l'expert est un mandataire détenant une certaine « puissance publique » que nous n'accordons pas au mineur, incapable de détenir une parcelle d'autorité publique, la capacité d'être expert. Nous le considérons, en lui-même, comme incapable.

La jurisprudence ne semble pas s'être prononcée sur ce point.

5° La femme² semble au contraire pouvoir être expert. Toute la doctrine se rallie à cette opinion. Pour plusieurs raisons : d'abord il est certaines expertises pour lesquelles elle paraît être mieux qualifiée qu'un homme (Tribunal civil de la Seine, 20 février 1924, *Gaz. du Palais*, 1924.1.598). En outre, il n'y a que la femme mariée qui se voit retirer certaines capacités, mais avec l'autorisation de son mari ces incapacités tombent et elle devient alors capable. D'ailleurs, depuis la loi du 7 décembre 1897, cette question ne se pose plus. Nous croyons cependant que l'autorisation maritale est nécessaire à la femme pour être nommée expert.

1. Cass., 22 juillet 1913, S. 1914.1.263.

2. V. Bioche, *op. cit.*

6^o Certains auteurs¹ ont prétendu que du moment que la mission de l'expert avait un certain caractère public² les *étrangers* ne pouvaient pas être nommés experts³. Mais l'opinion contraire a triomphé. La Cour de cassation a d'ailleurs confirmé cette façon de voir (Cass. crim., 16 déc. 18847, S. 12; Nancy, 9 février 1886, D. P. 1887.2.25, avec une note de M. Glasson). Le Conseil d'Etat est d'un avis différent. Dans un arrêt du 30 juillet 1880 (D. P. 81.3.92), il décide que l'incapacité de l'étranger est couverte quand les parties ont laissé « commencer l'expertise sans y faire opposition ». Pour le Conseil d'Etat nous serions donc, ici, devant une incapacité relative, un empêchement prohibitif.

On peut tirer, en faveur de la théorie de la Cour de cassation, un argument *a contrario* de la loi du 30 novembre 1892, relative aux experts-médecins. Cette loi exige expressément pour ces experts-médecins la nationalité française, laissant, à juste titre, croire que pour les autres experts cette qualité n'est pas exigible.

Quoi qu'il en soit, il est jurisprudentiellement établi que l'étranger bénéficie de cette faveur. C'est avec une résignation inquiète que nous nous soumettons à cette assertion.

Sous une note au Dalloz (D. P. 1887.2.25), M. Glasson a remarquablement analysé la question de la capacité éventuelle des mineurs, femmes et étrangers.

L'arrêt qu'il annote considère l'expertise comme un véritable mandat ordinaire, ce qui permet à toute personne

1. Rodière, t. I, p. 416; Bonnier, *Traité des preuves*, p. 65; Bioche, *Exp.*, n° 61; Pigeon, n° 8; Carré et Chauveau, n° 1165.

2. V. *supra*.

3. V. pour les experts médecins étrangers, Cass., 13 décembre 1933 *Gaz. Pal.* 1934.1.386.

capable d'être mandataire de remplir les fonctions d'experts, à moins qu'un texte spécial ne vienne l'interdire.

D'après cette doctrine, l'étranger qui, en vertu de l'article 11 du Code civil relatif à la condition civile des étrangers en France, peut être choisi comme mandataire, peut en conséquence assumer la charge d'être expert.

M. Glasson trouve l'explication de cette opinion dans le fait qu'elle répond le mieux aux besoins de la pratique. Exclure les étrangers, comme les femmes et les mineurs, c'est rendre bien souvent l'expertise impossible : « L'expert est avant tout une personne qui, à raison de ses connaissances spéciales, se trouve mieux que tout autre en état de renseigner le tribunal sur les questions qui exigent une expérience particulière. Les femmes sont, en certaines circonstances, bien mieux que les hommes en état d'apprécier tel ou tel fait. Dans d'autres cas, par exemple dans des questions maritimes, ou pour des faits accomplis hors de notre territoire, les étrangers seront seuls capables d'éclairer le tribunal ».

M. Glasson, pour ces raisons d'ordre strictement pratique — il le constate lui-même — accorde alors la capacité aux femmes et aux étrangers. Mais il s'élève contre celle du mineur. Qu'il puisse être mandataire, pense-t-il, n'entraîne pas automatiquement la possibilité d'être nommé expert et il s'explique : « Le mandat conféré à une personne de s'obliger est valable en ce sens que malgré l'incapacité du mandataire, le mandant se trouve lié envers ce dernier et vis-à-vis des tiers envers lesquels il a contracté, de même que les tiers sont engagés vis-à-vis du mandant (U. C. C. 1225, 1990). Mais l'incapable peut opposer la nullité du contrat, et cela suffit pour qu'on ne puisse pas lui conférer la qualité d'expert. Autrement il pourrait arriver qu'au cours de

l'expertise, il refusât d'accomplir sa mission, même par pur caprice et sans qu'on eût aucune action contre lui ». Nous devons faire remarquer que semblable critique peut être faite contre la femme nommée expert sans autorisation maritale.

M. Glasson, en reconnaissant lui-même que c'est uniquement pour des raisons d'ordre pratique que cette capacité est accordée aux femmes et étrangers, condamne de ce fait les arguments juridiques qui sont généralement apportés à l'appui de la thèse favorable à leur capacité. Ces arguments juridiques sont les suivants : comme nous l'avons dit d'abord l'expert serait un mandataire. Nous avons répondu à cela que la fonction de l'expert se rapprochait davantage d'une fonction publique que d'une fonction privée. On réplique alors qu'une femme peut être nommée conseiller prud'homme, membre des commissions arbitrales des loyers et même juge au tribunal de commerce. Donc, en admettant que la fonction de l'expert soit une fonction à caractère public — ce qui n'est pas prouvé — ce caractère ne peut être l'obstacle attendu puisque la fonction de juge au tribunal de commerce semble en revêtir un caractère public plus certain. Et on ajoute : les experts sont choisis par les parties, ce qui n'est pas le procédé normal pour la nomination à une fonction publique.

Ce raisonnement a la puissance des arguments *a fortiori* et a également leur danger. Il y a dans ces assertions un point certainement faux ; ce ne sont pas les parties qui nomment les experts ; elles les choisissent, ce qui ne veut pas dire que c'est ce choix qui confère la puissance publique à la fonction ; c'est plutôt l'autorité judiciaire. D'autre part, ce sont des textes spéciaux qui ont accordé à la femme la possibilité d'être nommée juge au tribunal de commerce ou

conseiller prud'homme. Cette autorisation, étant spéciale, ne peut être étendue à l'expertise.

On trouve, dans les causes de récusation un autre argument en faveur de la capacité de la femme et même des étrangers. Nous verrons plus loin, en effet, que le Code civil établit les mêmes causes de récusation des experts et de reproche des témoins. Or toute personne, fût-elle étrangère, incapable ou du sexe féminin peut être témoin, donc reprochée. Ce raisonnement est loin d'être décisif. En effet, si l'article 310 renvoie aux causes de reproche, c'est uniquement pour déterminer les causes de récusation et non pour créer une capacité nouvelle.

Les partisans de la capacité de la femme tirent un autre argument des articles 34 et 42 du Code pénal. Ces textes interdisent à certaines personnes, notamment aux étrangers, aux mineurs et aux femmes certains emplois et fonctions publiques. La fonction d'expert s'y trouve énoncée et la loi fit un rapprochement entre cette fonction et celle des témoins employés dans les actes. Ces témoins confectionnent en quelque sorte ces actes ou tout au moins contribuent à toute leur puissance; ils concourent à leur authenticité. Ce qui laisserait croire à l'incapacité de la femme de procéder à une expertise. Mais depuis la loi du 7 décembre 1897, elles sont devenues capables d'être témoins aux actes notariés ou de l'état civil; ce qui, par le jeu de la même assimilation, les rendrait dès lors capables d'être experts.

Ce raisonnement s'effondre devant la même critique.

Nous sommes donc tout à fait d'accord avec M. Glasson pour admettre que l'octroi de cette capacité à la femme et à l'étranger ne se comprend que grâce à des considérations d'ordre pratique. Et alors, en se soumettant à cette opinion

de la jurisprudence, il devient inutile de recourir à un subterfuge que l'on appelait « procédé des sapiteurs », dont il était antérieurement fait usage, d'après lequel, dans le cas où il fallait absolument faire appel à un secours étranger ou féminin, on nommait un expert français, ou un homme, qui se faisait assister de la compétence recherchée. Cet étranger ou cette femme exerçait *en fait* la fonction à l'exercice de laquelle on reconnaissait leur incapacité. La jurisprudence a donc simplifié le problème, en admettant les capacités de la femme et de l'étranger.

Nous croyons devoir signaler, à titre complémentaire, que le tribunal ne peut, sous peine de nullité relative, commettre un expert qui a déjà procédé dans la même affaire à une expertise amiable (Conseil d'Etat, 18 décembre 1896).

b) *Incapacités relatives.*

Certaines personnes, en raison de leur fonction, ne peuvent pas être experts.

Cette interdiction vise notamment les juges du siège qui auront à statuer sur le rapport d'expert. Il ne serait pas décent de livrer leurs avis aux discussions qui vont naître entre les parties sur les rapports des experts. Leur indépendance risquerait d'en être ébranlée. D'ailleurs, une pareille éventualité s'opposerait au principe de procédure civile en vertu duquel on ne peut être « juge et partie dans un seul procès ».

Il a été ainsi jugé que le juge de police ne peut effectuer lui-même un supplément d'expertise, dans le cas où un désaccord naîtrait entre les experts qu'il aurait nommés dans un procès (Cass. crim., 17 fév. 1888, D. P. 88.1.141).

Cette incapacité ne vise pas seulement les juges du siège devant lequel le litige est porté, mais aussi les juges des autres sièges. Mais encore faut-il qu'il s'agisse véritablement d'une expertise et non d'une descente sur les lieux — la confusion étant facile.

On admet en général que cette incapacité des juges s'étend aux greffiers et commis-greffiers (Voy. Rodière, *op. cit.*). Un arrêt de la Cour de Caen du 12 janvier 1881 (*Journ. des Avoués*, 1881, art. 5645) permet aux huissiers d'être nommés experts. La Chambre des requêtes, dans un arrêt du 10 août 1829 (R. 59), a également accordé ce droit aux notaires. Il est à noter que les commissaires priseurs bénéficient d'un privilège pour l'estimation et la prise des meubles — ce qui entraînerait la nullité relative d'une semblable expertise faite par d'autres que par eux.

Enfin, d'autres fonctions paraissent être incompatibles avec la charge d'expert. Par exemple, aucun expert-médecin ne peut notamment être en même temps médecin de compagnies d'assurances. Toute expertise à laquelle il aura été procédé dans ces conditions serait nulle. Toutefois il faudrait que ce médecin fût encore en titre médecin de ladite compagnie, car si ses fonctions demeuraient antérieures au jugement qui l'a nommé, la seule ressource semblerait résider dans une instance en récusation (Conf. chapitre « Récusation »).

L'intérêt de la distinction entre ces deux sortes d'incapacité réside dans le fait que si une expertise a été faite par exemple par un juge sans protestation des parties, la nullité serait couverte. Donc le silence des parties entraîne confirmation de l'expertise. Par contre il ne peut y avoir confirmation en cas de nullité absolue.

En 1936, une question curieuse a été mise à l'étude : un

fonctionnaire peut-il être nommé expert ? — Cette question avait été posée par le ministre des Finances, chargé de réprimer les « cumuls ». Différents ministères auxquels ce problème avait été soumis ont répondu que le fonctionnaire devait entièrement se consacrer à « sa fonction » et que tout emploi du dehors devait lui être interdit.

La chancellerie et le ministère de l'Intérieur ont émis un avis défavorable à cette interdiction, motif pris que certaines expertises ne pouvaient être faites souvent que par des fonctionnaires, et d'autre part, qu'aucun texte n'interdisait cet emploi judiciaire.

La grande vague « anticumul » semble dès lors s'être brisée devant ces observations solides. Maintenant aucun doute ne paraît plus s'élever sur ce point.

§ 3.

NOMBRE DES EXPERTS

Ne désigner qu'un expert, ce serait donner trop de pouvoir, de latitude à une seule personne. Il pourrait ainsi décider sans contradiction ni contrôle. La vérité est souvent difficile à découvrir et ce serait engager dangereusement le sort d'un procès que de confier le soin de sa révélation à une seule personne. La lumière a plus de chance de jaillir d'une étude faite en commun entre plusieurs.

D'autre part, en désigner deux c'est, comme le dit Garsonnet : « risquer de mettre le tribunal en présence de deux opinions opposées et souvent de poids égal entre lesquelles il lui sera difficile de choisir » (car il est bien évident que l'autorité des rapports d'expert sur le tribunal est fort grande. Nous avons déjà, d'ailleurs, vu qu'il est constant de voir le juge se contenter d'entériner purement et simplement ces dits rapports).

C'est pour ces raisons que le Code de procédure civile, dans son article 303, décide que « l'expertise ne pourra se faire que par trois experts à moins que, ajoute-t-il, les parties ne consentent à ce qu'il soit procédé par un seul ». La procédure est donc ainsi établie : trois experts, avec une dérogation : un seul expert, en cas d'entente entre les parties¹.

1. Civ., 20 novembre 1866; D. P. 66.1.439; Civ., 14 décembre 1909, D. P. 1910.1.136; Paris, 8 décembre 1926, *Gaz. Pal.* 1927.1.179 et D. P. 1927.2.20; Cass., 16 décembre 1913, *Gaz. Pal.* 1914.1.52, S. 1914.1.461.

Une circulaire du ministre de la Justice, en date du 6 février 1867 (*Rec. offic.*, t. III, p. 98), invite les magistrats à ne nommer le cas échéant qu'un seul expert : « Sous prétexte d'arriver à une plus grande certitude, porter une conviction plus entière dans les esprits, les magistrats se montrent beaucoup trop faciles à requérir, de prime abord et sans distinction, deux et mêmes trois experts. C'est là une tendance regrettable contre laquelle il faut réagir. En définitive, l'expertise ne lie ni les magistrats ni la défense, et le nombre qui retarde toujours la solution des questions posées, n'est pas une garantie de la valeur du travail.

» Il me paraît évident, en effet, que les expertises tirent leur force probante beaucoup moins du nombre des hommes spéciaux consultés, que du mérite de la science et de l'intégrité bien connue de l'expert. Il arrive même souvent qu'un rapport offre d'autant plus de garanties qu'il est signé par un seul expert, parce que la responsabilité en retombe sur lui seul ; qu'il a dû vérifier tout par lui-même et qu'aucune opinion n'est énoncée en vertu d'une sorte de compromis ou de transaction.

» C'est donc, je le répète, en sachant bien choisir l'expert auquel on confie une mission et non en en multipliant le nombre, qu'on assure à ce complément de l'information, nécessaire dans bien des cas, toute l'importance qu'il doit avoir. »

Le danger est pour les parties. Une erreur dans une expertise faite par un seul expert est plus vite commise que si elle avait été l'œuvre commune de plusieurs spécialistes. Les erreurs risquent d'avoir des répercussions terribles. Les plaideurs ont donc tout intérêt à ce que l'expertise soit entourée de toutes les mesures voulues pour qu'aucune erreur ne puisse s'y glisser ; c'est dans la discussion entre plusieurs personnes spécialisées que la vérité a le plus de chance d'apparaître.

Ce nombre de trois est donc une garantie excellente que la loi accorde aux plaideurs, garantie de vérité plus sûre, d'impartialité et de probité (il se peut qu'un expert ne soit pas d'une honnêteté irréprochable, mais il est difficile d'admettre que les trois aient été « touchés »).

L'imparité est la règle. Rien d'étonnant. Le troisième viendra départager les deux autres pour former avec l'un d'eux une majorité sur laquelle le tribunal pourra appuyer sa sentence. Est-ce à dire que n'importe quel chiffre, pourvu que cette règle soit appliquée, peut être fixé ? Il ne convient pas que ce nombre impair soit dépassé ; l'intérêt des parties n'est pas de grossir inutilement les frais de justice. Inutilement ; car les bienfaits de la discussion à trois risqueraient de s'effondrer par le désordre qui suivrait la désignation de sept, ou neuf ou onze experts... Il est certain que ce n'est pas leur intérêt, mais en ont-elles le droit ? Pourvu qu'elles soient capables et maîtresses du droit litigieux, elles peuvent convenir, à leurs risques et périls, de plus de trois experts. Mais il a été jugé que si les parties en ont le droit, le tribunal est tenu de se conformer aux chiffres énoncés dans l'article 303 du Code de procédure civile¹. Le nombre des parties n'importe pas. Cependant, si le tribunal en a nommé plus de trois, la nullité du jugement peut être couverte par l'approbation, même tacite, des parties. (Paris, 1^{er} avril 1811, R. 76, Colmar, 3 avril 1830 ; R. 74, Cass. 22 juill. 1860, D. P. 1850.1.220).

Est-ce que la règle de l'imparité ne s'impose, comme celle de l'expertise restreinte, qu'au tribunal et non aux plaideurs ? Ces derniers peuvent-ils désigner deux, ou six ou huit experts ? En matière d'enregistrement, la Cour de

1. Cass., 17 juin 1885, S. 1885.1.368 ; 20 janvier 1902, S. 1902.1.192.

cassation, le 25 octobre 1802, a décidé qu'il ne pouvait pas être désigné plus de deux experts. En matière civile nous n'avons, semble-t-il, à notre disposition qu'un seul arrêt, rendu par la Cour de Nîmes le 25 juillet 1835 (*J. G.* n° 76), qui a autorisé pour les parties une telle liberté. La Cour de Nîmes se fondait sur l'argument suivant : si l'article 303 a fixé à trois le nombre des experts, c'est dans le but d'interpréter l'intérêt et la volonté des plaideurs. Si cette volonté s'exprime différemment, le tribunal n'a qu'à s'y soumettre, la règle prescrite n'étant pas d'ordre public.

Pour que l'expertise puisse être pratiquée par un seul expert, le consentement des parties est requis. Toutes les règles relatives au consentement semblent devoir, ici, s'appliquer. Ainsi les vices qui, d'habitude, entachent les accords de volonté, paraissent susceptibles d'entraîner la nullité relative du jugement. Il en est de même de la capacité. Il faut en effet pour la validité de cette convention emportant expertise restreinte, que les parties soient majeures et maîtresses du droit litigieux. Un mineur ne saurait donc consentir à la nomination d'un seul expert (Cass., 11 janvier 1929, *Semaine jurid.*, 1929-346). Il a été même décidé par un arrêt de la Cour de Rennes en date du 24 mars 1813 (*J. G.* n° 88) que le tuteur non autorisé par le conseil de famille n'avait pas pouvoir de passer, seul, une pareille convention. Renoncer au concours de trois experts est un acte qui dépasse ses pouvoirs d'administrateur : un tuteur n'a pas le droit de renoncer à des garanties aussi fortes, à des mesures de protection aussi belles des intérêts de son pupille. Nous n'allons pas jusqu'à dire, comme certains auteurs, que de tels actes demandent une capacité aussi grande que celle qui est nécessaire pour la transaction et le compromis, néanmoins nous estimons

qu'ils ne peuvent pas être faits par des représentants chargés de veiller à la conservation des biens qui leur sont confiés. Nous ne nous élevons pas, de cette façon, contre un arrêt de la Chambre des requêtes qui a accordé à la femme dotale une semblable capacité (Req. 6.1.1891 ; S. 1895.1.28).

De tels actes sont plus importants que des conventions pures et simples. Si défendre les intérêts du pupille en justice rentre dans les attributions du tuteur, cela ne lui donne pas néanmoins l'autorisation de passer au nom de son protégé des conventions qui risquent de porter préjudice aux intérêts pour la défense desquels il intente précisément l'action.

Examinons maintenant les cas dans lesquels un seul expert peut être désigné.

Nous avons vu plus haut que les parties peuvent demander au tribunal la nomination d'un seul expert. Au cas où un accord aurait été conclu¹, le tribunal serait en mesure de leur accorder cette « économie ». Mais où cet accord des parties va-t-il être constaté ? Il est généralement répondu que ce sont dans les conclusions des avoués. N'est-il pas suffisant que les avocats ou les parties s'accordent oralement devant le tribunal ? Aucune formalité n'étant prescrite par la loi, il n'y a pas de raisons valables pour ne pas l'admettre ; sauf le cas où les conclusions des avoués demanderaient la nomination de trois experts. Ce ne serait donc qu'en cas de silence sur le nombre des experts dans les conclusions que l'accord verbal des parties suffirait, du moment que le jugement en porte mention.

A peu près dans notre hypothèse, il a été jugé que l'ac-

1. Même dans le cas où la loi dit qu'il sera procédé, comme dans l'art. 196 du C. de proc. civ., par leurs experts (Garsonnet et César-Bru, t. II, n° 359).

quiescement verbal d'une partie aux conclusions de l'autre qui ne sollicite qu'un seul expert et son assistance à l'expertise sans protestation, emportait sa renonciation au bénéfice des trois experts (Nancy, 11 mai 1832, R. 84-2°).

Mais encore faut-il qu'aucun doute ne puisse s'élever sur ce consentement. Ainsi c'est à tort, croyons-nous, que la Cour de Toulouse, le 17 juin 1891 (D. 1892.2.463), a déclaré comme suffisamment révélatrice de l'accord entre les parties, la formule insérée dans les conclusions « qu'il soit nommé un ou trois experts ». Nous estimons, d'accord avec un arrêt de la Cour de Grenoble du 3 mai 1900¹ que ces quelques mots ne montrent pas l'entente de volonté, mais laissent simplement présager une entente éventuelle.

Il résulte d'un arrêt de la Cour de cassation, Chambre civile, en date du 14 décembre 1909 (S. 1910.1.16) que l'accord des volontés, même s'il peut être oral, doit néanmoins être expressément constaté. Le simple désir de s'entendre par la suite sur le choix éventuel d'un seul expert, n'autorise pas le tribunal à n'en nommer qu'un.

Il est vrai que les parties n'auront qu'à acquiescer au jugement ou bien assister sans protestation à l'expertise pour couvrir cette nullité; mais le principe de la volonté nettement exprimée est sauf et doit le rester (Civ. 20 janvier 1902, D. P. 1903.1.181).

La Chambre des requêtes, dans un arrêt du 7 novembre 1888 (S. 1889.1.169) a cependant décidé que le consentement des parties à la nomination d'un seul expert était suffisamment indiqué par un jugement qui constaterait que l'expert ainsi nommé aurait été dispensé de prêter serment à la suite d'un accord entre les parties ou sur leur

1. *Rec. proc.*, 1909, n° 6292.

demande. Mais la Chambre des requêtes s'est montrée ici un peu trop large, car cette dispense de serment ne semble pas, à notre avis, vouloir sous-entendre l'accord des parties ; elle ne peut pas être considérée comme un acquiescement, nous estimons dans ces conditions qu'un jugement ainsi rendu est susceptible d'être annulé sur la demande des parties ou de l'une d'elles.

Il ressort de tout ce qui précède que jamais, à moins d'un accord « substantiel » entre les parties, il ne peut être nommé qu'un seul expert, en application de l'article 303 du Code de procédure civile. N'y aurait-il donc pas des cas où le tribunal puisse, sans constatation d'entente entre les parties ou sans la solliciter, ne faire procéder à une expertise que par une seule personne ?

Nous avons supposé jusqu'à maintenant que c'était les plaideurs qui réclamaient le secours des experts, que c'était eux qui le sollicitaient. Mais n'y a-t-il pas une solution différente dans le cas où le tribunal recourt d'office à une expertise sans y être invité par les parties ? doit-il dans ce cas différent nommer trois experts ? La logique semble devoir l'exiger : dans cette hypothèse, le tribunal prescrit une expertise sans poser la moindre question aux plaideurs ; il s'ensuit qu'il n'existe aucune entente entre les parties. Dès lors l'article 303 qui veut leur avis concordant, paraît interdire cette expertise restreinte. On fait remarquer d'autre part, pour lui refuser ce droit, que le tribunal, sans textes, ne peut pas priver des garanties que donne la présence de trois experts, garantie qui est, elle-même, prévue par la loi, des plaideurs qui n'ont pas eu l'occasion d'y consentir. Un nombre impressionnant d'arrêts sont en ce sens : Toulouse, 30 avril 1810, Paris, 11 février 1811, Poitiers, 3 janvier 1832, Civile, 15 janvier 1839, Nancy, 26 jan-

vier 1843, Caen, 19 février 1855 (R, 80), Cass., 20 novembre 1866. Civile, 16 décembre 1913 (D. 1915.1.28)¹. Ils se fondent tous sur ce raisonnement qui paraît fort logique.

Cependant, la thèse adverse nous présente un aussi grand nombre d'arrêts en sens contraire, autorisant le juge à ne nommer qu'un seul expert lorsqu'il ordonne l'expertise d'office. Leur argumentation est également solide ; le premier arrêt fut rendu par la Chambre des Requêtes le 10 juillet 1834 (S. 1834.1.503) et fit un rapprochement entre l'article 303 et l'article 302 du Code de procédure civile qui débute ainsi : « Lorsqu'il y aura lieu à un rapport d'experts... » ce dernier article, comme nous l'avons vu, laisse prévoir différentes situations. Le juge ordonne l'expertise d'office ou à la requête des parties. D'après cette doctrine, l'article 303 ne viserait que le cas où ce serait sur l'invitation des parties que le juge recourrait à l'expertise ; il ne serait dès lors, que dans cette hypothèse, obligé de fixer le nombre d'experts à trois ou, avec l'accord des parties, à un seul. Que viendrait faire, en effet, l'accord des parties lorsque c'est le juge qui, pour lui-même, fait procéder à expertise ?

Qu'est-ce donc qu'une expertise d'office sinon une mesure qui a surtout pour caractère d'être une simple demande de renseignements ? Le juge ne se sentant pas en état de donner son appréciation sur l'affaire qui lui est soumise, s'adresse à un spécialiste et le charge de lui donner des renseignements susceptibles de lui faire apprécier toutes les revendications des parties. Nous sommes dès lors ici en face d'une mesure d'instruction pure et simple. Ne serait-il donc pas en droit de s'adresser de son propre mouvement,

1. *Dalloz Répertoire pratique*, « Experts ».

pour fixer sa conviction, à qui il lui plaît ? Il ne serait pas libre d'instruire à sa convenance¹ ?

Il est bien évident que l'instruction d'une affaire doit être à la libre volonté du magistrat. Aucun texte ne peut l'obliger en cette matière : il est seul juge ; il peut choisir tel mode d'instruction que bon lui semble ; il semblerait dès lors logique qu'il puisse ne confier un rapport d'expert qu'à une seule personne plutôt qu'à trois. C'est un raisonnement qui est peut-être plus logique que juridique, mais qui est tout de même frappant.

A l'appui de cette thèse, d'autres arguments sont apportés qui risquent d'être, ceux-là, plus juridiques². On observe tout d'abord que si l'affaire est de peu d'importance ou requiert une prompte solution, la nomination d'un seul expert serait plus avantageuse. C'est ce qu'indique l'article 955 qui doit être suivi par analogie : « ... 3^e alinéa : « Cette estimation aura lieu selon l'importance et la nature des lieux, par un ou trois experts que le tribunal commettra à cet effet³ ». L'article 429 du Code de procédure civile, 2^e alinéa dit également : « ... S'il y a lieu à une visite ou estimation d'ouvrage ou de marchandises il sera nommé un ou trois experts... »

La jurisprudence a été très divisée, mais elle semble maintenant se rallier à cette deuxième solution, à savoir que « l'article 303 n'est applicable que lorsqu'il s'agit d'une expertise impérativement prescrite par la loi ou formellement demandée par les parties » (Paris, 8 décembre 1926, *Gaz. Pal.*, 1927.1.179, D. P. 1927.2.20. Civile, 5 janvier

1. V. en ce sens, Boncenne, t. IV, p. 462.

2. V. note Glasson, D. 1889.1.207.

3. Rousseau et Laisney ; Mallard, Dejean, Dolmet Daage.

1925, D. P. 1926.1.182. Mallard, *Traité de l'expertise judiciaire*, p. 18).

Elle tire argument également de ce que le tribunal qui aurait eu toute liberté pour accorder ou refuser une expertise peut, à plus forte raison, fixer librement le nombre des experts par lesquels il y sera procédé. C'est un argument *à fortiori* qui ne prouve rien, sinon l'in vraisemblance de la thèse qu'il tend à établir. Nous croyons que c'est surtout une question d'économie et de frais qui a fait pencher de ce côté la balance. Car le premier argument tiré de la décomposition de l'article 302 est le fruit d'une imagination fertile mais scabreuse. Que ce soit en effet sur la requête des parties ou de son propre mouvement, le tribunal n'ordonne une expertise que s'il la juge nécessaire. L'expertise est essentiellement facultative en ce sens que le juge n'est pas lié par la demande des parties. Il n'y a dès lors aucune raison d'établir une telle distinction. Elle ne se fonde sur rien de solide.

Quant aux autres arguments tirés de textes spéciaux, ils n'ont de valeur que dans leur domaine d'application. Aucune raison de les généraliser. Aucun texte ne le prévoit, aucun raisonnement ne le permet.

Dans ces conditions, nous estimons que cette thèse ne se soutient que par des artifices juridiques de deuxième catégorie. Ce n'est qu'en raison de ses qualités pratiques d'économie et même peut-être de rapidité, que nous l'admettons.

Plus aucune question ne se pose lorsque c'est la loi qui autorise le tribunal expressément à ne nommer qu'un seul expert. Il en est ainsi notamment lorsqu'il s'agit de constater l'état des immeubles d'un absent (art. 126 du Code civil), de vente des immeubles dotaux selon l'importance et la nature des biens (997 du Code de proc. civ.), la conser-

vation des privilèges des constructeurs et architectes (2103 du Code civil), etc.¹...

Il faut noter également différentes hypothèses déterminées où le Tribunal peut de lui-même, sans avoir recours à l'accord des parties, ne nommer qu'un seul expert. Il en est ainsi lorsqu'il s'agit non plus d'une mesure d'instruction, mais de l'exécution d'un jugement déjà rendu. (Req., 15 juillet 1861, 19 avril 1870, D. 72.1.323, 12 novembre 1907, D. 1908.1.63. Voy. Carre et Chauveau, *op. cit.*, n° 1158).

Enfin, d'après une pratique qui n'est plus discutable, suivie par la plupart des cours, le juge des référés peut échapper à la rigueur de l'article 303 et décider qu'il ne sera procédé aux opérations que par un seul expert, en raison, évidemment, de l'urgence que présente cette affaire (Grenoble, 13 juillet 1872, D. 1876.2.164, Civile, 28 août 1877, D. P. 78.1.213). C'est l'argument que nous avons péniblement admis p'us haut, mais qui ici prend toute sa valeur.

En résumé, ce ne sont que dans des cas très nettement indiqués que le Tribunal peut ne nommer qu'un seul expert sans le consentement des parties. Mais s'il passe outre, quelle en serait la sanction ? C'est la jurisprudence qui nous renseigne. Il a été en effet jugé, de façon constante, que la décision qui ne commettrait qu'un seul expert (en dehors des cas prévus) serait nulle, ainsi d'ailleurs que l'expertise à laquelle il aurait été procédé (Nancy, 27 août 1844, R. 80; Civile, 20 novembre 1866, D. P. 66.1.439, 16 juillet 1890

1. V. les articles 767, 978, 955, 971, 987 du Code de proc. civ. V. l'article 11 de la loi du 6 décembre 1850 relative au partage des terres vaines et vagues, dans l'ancienne province de Bretagne. V. également la loi du 10 juin 1854, art. 5, relative aux contestations possibles à la suite des travaux de drainage.

D. P. 91.1.20; Bastia, 6 août 1892 D. P. 93.2.222; Civile, 20 janvier 1902, D. P. 1903.1.181, 14 décembre 1909, D. P. 1910.1.136).

Mais cette nullité serait couverte par le consentement exprès ou tacite des parties, qui tiendrait lieu de confirmation. Il y aurait acquiescement tacite par exemple dans le fait, pour l'une des parties, d'assister à l'expertise et par l'exécution sans réserves ni restrictions de leur part du jugement ordonnant l'expertise (Req., 13 janvier 1902, Sirey, 1905.1.35). Il a été jugé de même que la disposition d'un jugement portant que l'expert a été dispensé du serment avec le consentement des parties, renferme une constatation suffisante de leur consentement à la nomination d'un seul expert (Req., 7 novembre 1888, D. P. 89-1-407).

Si l'on veut bien maintenant se tourner du côté de la pratique judiciaire, on est surpris de voir que toutes ces théories, en fait, n'ont plus cours, à Paris comme en province.

Le plus souvent, quand la loi l'exige (V. *infra*), il est nommé trois experts. Mais que font-ils ? Il y en a deux qui ne font rien d'autre que de signer le travail fait et signé par le troisième, le plus jeune en général.

Cette coutume ne date pas d'aujourd'hui.

Citons, à titre d'édification, les paroles prononcées à la tribune de la Chambre des députés le 5 décembre 1928 (*Journal officiel* du 6 décembre 1928) par M. André Hesse dont la personnalité n'échappe à personne :

... « Si du moins les experts étaient bien recrutés... Ils se réunissent généralement à trois pour faire l'expertise. Or dans un procès récent, j'ai entendu l'un d'eux répondre aux juges : « Lorsqu'on est trois, Monsieur le Président, il

y en a un qui fait le travail et les deux autres se contentent de signer. »

« Il est donc inutile de nommer trois experts » ajoute M. Hesse. Les frais sont plus élevés et les plaideurs n'en tirent aucune garantie supplémentaire.

Qui ne partagerait pas l'avis de M. André Hesse, ancien ministre ?

§ 4.

JUGEMENT PORTANT NOMINATION D'EXPERTS

1. Contenu du jugement.

L'article 302 du Code de procédure civile exige d'abord qu'il y ait un jugement. (Douai, 21 janvier 1924, S. 1924.1.187) et que ce jugement énonce clairement les points sur lesquels l'expertise devra porter. Le texte est formel : « Le jugement énoncera clairement l'objet de l'expertise. »

Il n'y a pas là innovation du Code de procédure civile. L'ordonnance de 1667 imposait dans l'article 8 du titre XXI une semblable obligation : « Les jugements qui ordonneront que les ouvrages et lieux seront vus, visités, toisés ou estimés par experts, feront mention expresse des faits sur lesquels les rapports doivent être faits, du juge qui sera commis pour procéder à la nomination des experts, recevoir leur serment et rapport, comme aussi du délai dans lequel les parties devront comparoir par devant le commissaire. » Nous verrons par la suite que rien n'a été modifié depuis.

Lorsque l'expertise est sollicitée par les plaideurs, leurs conclusions doivent spécifier — sans qu'aucun doute ne puisse surgir — les points sur lesquels ils aspirent à quelques éclaircissements. Mais le tribunal, en vertu de son

pouvoir discrétionnaire d'après lequel, souverainement, il apprécie l'opportunité de la mesure, peut, *a fortiori*, décider que quelques-uns des points seulement seront soumis aux experts. S'il estime, en effet, posséder les éléments nécessaires pour juger certains d'entre ceux pour lesquels les parties ont réclamé une expertise, il ne l'ordonnera que pour éclaircir ceux qui lui paraissent obscurs. Libre à lui, par contre, s'il le juge à propos, de confier aux experts mission d'en expliquer d'autres qui n'avaient pas fait l'objet d'une demande d'expertise. Dans ce dernier cas, nous sommes en face d'une expertise ordonnée d'office plutôt que sollicitée par les parties.

Les juges jouissent d'une très grande liberté pour prescrire toutes mesures susceptibles d'apporter quelques lumières et faire procéder aux instructions qui paraissent devoir être utiles à la solution des faits invoqués au cours du procès (Req., 19 janvier 1876, D. P. 76.1.266). L'étendue des opérations reste à la discrétion du Tribunal. Il en est de même devant la Cour.

Pouvoir discrétionnaire, mais avec obligation pour le juge de motiver son jugement. C'est la seule restriction. Il est vrai que la jurisprudence s'est montrée très large dans l'appréciation du motif. Elle voit un motif suffisant dans la mention que le jugement a été rendu « avant faire droit ». Cette mention implique en effet que le tribunal ne possède pas tous les éléments suffisants d'appréciation et qu'il ordonne dès lors une mesure d'instruction qui lui paraît susceptible d'apporter la lumière dans les débats (Civile, 4 janvier 1820, R. 298, 15 juin 1881, D. P. 81.1.62; Req., 29.2.1888, Req. 30 avril 1894). De même la Chambre des Requêtes, le 3 mai 1830 (S. 1830.1.511) a décidé que le tribunal n'était pas tenu de se prononcer sur l'opportunité

que revêtirait l'expertise. Il n'aura qu'à déclarer qu'il a en mains les éléments suffisants pour juger en connaissance de cause; il se contentera de dire que cette mesure serait « inutile ou frustatoire ». Le principe du motif obligatoire est sauf; il n'y a pas lieu d'apporter des arguments pour établir l'inutilité de la mesure. Il l'affirme; cela suffit.

Dans son ensemble, le jugement ordonnant expertise semble devoir être assimilé à un jugement ordinaire... à l'exception peut-être de l'obligation pour le tribunal de rédiger les dispositions de façon claire et limpide (art. 302). Comme dans l'ordonnance de 1667, ce jugement doit contenir le nom des spécialistes, avec la détermination des points sur l'étude des quels leurs connaissances spéciales devront apporter la lumière, la nomination d'un « juge commissaire » dont la charge va être de recevoir le serment des experts (art. 304 et 305), et, s'il y a lieu, d'assister lui-même aux opérations¹. Ce jugement portera également autorisation pour les parties, en cas d'empêchement de ce juge commissaire, ou de l'un des experts nommés, de solliciter devant le président du tribunal la nomination de remplaçants.

Ajoutons enfin, qu'au cas où le juge a omis de désigner le juge commissaire, cette lacune peut être comblée par simples conclusions (Cass., 20 janvier 1913, S. 1913.1.271).

1. Amiens, 29 décembre 1821.

FORMULES DES JUGEMENTS
ORDONNANT EXPERTISE EN MATIÈRE CIVILE.

Formule n° 1.

*Jugement ordonnant une expertise
sur la demande des parties.*

« Le tribunal, ouï en leurs conclusions et plaidoiries...

Le Ministère public entendu et après en avoir délibéré conformément à la loi, jugeant en matière ordinaire et en premier ressort;

Attendu... Par ces motifs :

Le tribunal, avant faire droit : Dit que par A..., expert unique, si les parties y consentent ou faute par elles de s'entendre sur le choix des experts dans les trois jours de la signification du présent jugement, par A..., B... et C..., que le tribunal nomme d'office, lesquels prêteront serment, si les parties ne les en dispensent, devant le président de cette Chambre, et en cas de refus ou d'empêchement par tout autre ou tous autres nommés par ordonnance du président de cette Chambre, sur simple requête, les lieux litigieux seront vus et visités à l'effet de constater leur état, dire s'ils sont habitables, indiquer les causes qui entraveraient la jouissance à laquelle a droit le locataire; indiquer les travaux nécessaires, surveiller l'exécution de ceux que les parties seraient d'accord de faire exécuter; évaluer le dommage, entendre les parties dans leurs dires et observations, les apprécier; autorise l'expert ou les experts à s'entourer de tous renseignements utiles, à concilier les parties si faire se peut, et, à défaut de conciliation, dit que l'expert ou les experts seront tenus de déposer leur rapport

au greffe de ce tribunal pour être par les parties conclu et par le tribunal statué ce qu'il appartiendra. Dépens réservés.

Formule n° 2.

Jugement ordonnant une expertise d'office.

« Le tribunal, ouï, etc...

Attendu que les parties étant contraires en fait et le tribunal n'ayant pas, quant à présent, les éléments pour statuer, il y a lieu de recourir à une expertise; par ces motifs, avant faire droit, nomme d'office A..., B..., C..., experts, lesquels, serment préalablement prêté, auront pour mission de rechercher en s'entourant de tous renseignements utiles (énoncer la mission des experts)...., dit que les experts entendront également les parties en leurs dires et observations, les concilieront si faire se peut et, à défaut, déposeront leur rapport au greffe pour, sur ce document, être par les parties conclu et par le tribunal statué ce qu'il appartiendra; dit qu'en cas d'empêchement d'un ou des experts commis, il sera pourvu à leur remplacement par ordonnance de M. le Président de cette chambre rendue sur simple requête. Tous droits et moyens des parties ainsi que les dépens demeurant expressément réservés ».

Il arrive quelquefois, et la Cour de cassation a validé cette façon de voir, que le Tribunal nomme en outre d'autres personnes, d'autres auxiliaires non assermentés, dont le rôle consiste à aider les experts dans leurs travaux. Ces experts adjoints ou « sapiteurs » comme on les appelait autrefois, peuvent être désignés par le tribunal soit d'office, soit sur la proposition des parties. Il a été décidé par un

arrêt de la Cour de Paris et par un autre de la Cour de Douai (Rec. Douai, 1924.1.105) qu'au cas où les experts recourraient d'eux-mêmes aux connaissances de ces spécialistes en second, leur rapport devrait être considéré comme nul, car ils auraient empiété sur le pouvoir du juge. D'ailleurs, il est bien rare qu'ils les nomment eux-mêmes car ils verraient le président du tribunal n'accorder aucune taxe à ces auxiliaires illégaux et laisser à la charge personnelle des experts principaux le montant des honoraires des autres¹.

Ces sapiteurs peuvent être en nombre indéterminé autant que les circonstances sembleront devoir l'exiger. Comme pour celle des experts principaux, leur mission et les points sur lesquels leur avis est demandé devront être, pour reprendre l'expression de l'article 302, clairement précisés. Ils sont dispensés de prêter serment et leurs travaux sont incorporés ou joints séparément à celui des experts.

La déclaration de ces tiers a la valeur de renseignements, ce qui ne permettrait pas de demander la nullité de l'expertise au cas où un vice viendrait entacher ces renseignements.

Il faut ajouter que les parties ne peuvent se prévaloir du fait que ni elles ni même leurs avoués n'ont connu ni accepté l'intervention de ces tiers, pour faire annuler les rapports en entier ou partiellement (Cour de Paris, 7 déc. 1933, *Gaz. Pal.*, 1934-300).

La nomination d'experts — il en est d'ailleurs de même dans toutes mesures d'instruction — peut être faite au moyen de commissions rogatoires lorsque les opérations que doivent entreprendre les experts ne se trouvent pas dans le ressort du tribunal qui est appelé à rendre le jugement.

1. V. néanmoins un cas spécial relatif aux médecins radiographes, un arrêt de la Cour de Lyon en date du 12 avril 1897 (D. 1897.2.304).

Pour ne pas entraîner des frais de déplacement qui risquent d'atteindre des chiffres élevés, le tribunal procède par commission rogatoire : c'est-à-dire qu'il donne pouvoir soit à un président du tribunal, soit à un juge de paix, de nommer les experts sollicités. La Cour de cassation, dans un arrêt en date du 20 mars 1860 (D. 1816.1.398) a validé cette procédure. Rien ne s'y opposait, en effet.

Il est à remarquer que la Commission rogatoire rend les mêmes services lorsqu'il s'agit de recevoir le serment des experts.

D'après les formules que nous avons jugé utile de communiquer, il ressort que les experts peuvent être désignés immédiatement ou après un certain délai, art. 304 du Code de procédure civile : « Si lors du jugement qui ordonne expertise les parties se sont accordées pour nommer les experts, le même jugement leur donnera acte de la nomination. »

Il importe donc pour qu'une nomination intervienne dans le jugement ordonnant expertise, que l'accord entre les parties ait été réalisé au plus tard au moment de la prononciation du jugement. Au cas contraire, il est octroyé aux plaideurs un certain délai pour leur donner le temps d'établir leur choix. Avant l'expiration de ce délai ils se présenteront alors, eux ou leurs avoués, devant le greffier qui prendra acte de leur désignation (Voy. chapitre suivant).

2. Exécution du jugement.

La loi n'a jamais fixé de délai pour l'exécution des jugements interlocutoires. Il semble donc qu'ici encore les règles du droit commun doivent s'appliquer ; l'exécution ne

devrait intervenir qu'après la signification. C'est d'ailleurs l'opinion généralement admise et par la jurisprudence (voy. Besançon, 28 juin 1813, R. 58.5^o) et par la doctrine (Garsonnet, § 858). Cette signification joue un triple rôle; elle fait connaître aux parties le nom des experts, puis la mission que le tribunal leur a confiée et enfin elle fait courir les délais d'opposition ou d'appel.

Cette signification est, à notre avis, une mesure indispensable. Sans disposition légale spéciale, en effet, il n'existe pas de possibilité de déroger aux règles de droit commun. Pas d'exécution s'il n'y a pas eu signification. Il existe néanmoins des arrêts (notamment Cour de Caen 6 avril 1887, Recueil Caen et Rouen, 1888.1.129) qui prétendent suppléer à la signification par n'importe quelle procédure qui porterait à la connaissance des parties le contenu du jugement. Ils se fondent sur des arguments d'ordre pratique, moins de frais, gain de temps. Les questions de cet ordre ne doivent pas être retenues. Cette opinion serait néanmoins acceptable si l'on ne considérait dans ces mesures que le but recherché; faire connaître aux parties et aux experts le contenu du jugement. Mais en matière de procédure, la forme tient une place aussi importante que le but. Nous ne sommes pas si éloignés de la procédure formulaire du droit romain.

Il n'y a guère, dans notre code, qu'un seul article qui soit relatif à la signification (317). Il se contente de spécifier qu'il est inutile de signifier le jugement aux experts; les parties n'ont qu'à leur remettre la grosse (Cour de Douai, 8 mars 1844, D. 1845.2.288. — Voy. également Glasson, § 624).

L'argument décisif qui nous fait croire à la nécessité de la signification, c'est que l'on ne saurait savoir si elle n'était obligatoire, quel serait le point de départ des délais d'opposition ou d'appel.

L'étude des recours contre les jugements nommant experts, implique une question déjà résolue, celle de la nature de ce jugement. Est-il préparatoire, interlocutoire ou revêt-il un autre caractère? L'intérêt de la distinction dérive de l'article 451 du Code de procédure civile : « Il n'y a lieu à l'appel des jugements préparatoires qu'après le jugement définitif et conjointement avec l'appel de ce jugement;... l'appel des jugements interlocutoires est permis avant que le jugement définitif ait été rendu. » Cette règle est étendue au pourvoi en cassation.

Un autre intérêt réside dans le fait que l'exécution des jugements préparatoires, même si elle eut lieu sans protestation ni réserve, n'emporte pas acquiescement des parties et ne fait pas obstacle aux droits d'appel. Il n'en est pas de même en cas d'exécution sans protestation ni réserve des jugements interlocutoires (Req. 14 février 1888 Req., 2 février 1903; Lyon, 15 janvier 1907, déjà cités).

A quel signe reconnaîtra-t-on que le jugement ordonnant expertise, jugement avant dire droit, est préparatoire ou interlocutoire? L'article 452 répond à cette question : « Sont réputés préparatoires les jugements rendus pour l'instruction de la cause et tendant à mettre le procès en état de recevoir jugement définitif; sont réputés interlocutoires les jugements rendus lorsque le tribunal ordonne, avant dire droit, une preuve, une vérification ou une instruction qui préjuge du fond. »

La distinction est donc une question d'espèce. Elle a été illustrée par Garsonnet (t. III, § 434) : « Le jugement qui ordonne une mesure d'instruction n'est interlocutoire que s'il préjuge le fond; dans le cas contraire, il est simplement préparatoire. Préjuger le fond c'est montrer d'ores et déjà l'intention qu'on a de juger le procès dans tel ou tel sens.

Le fond est préjugé si quelqu'un peut dire en sortant de l'audience où un jugement d'avant dire droit vient d'être rendu : « Le tribunal n'eût pas ordonné cette mesure si son opinion n'était pas faite » ; ce premier avantage d'une partie présage le succès final.

Est-ce que le jugement laisse prévoir dans un sens ou un autre la solution du procès ? Tel est le problème à résoudre pour savoir si l'on est en présence d'un jugement préparatoire ou interlocutoire. C'est la grande question du préjugé¹.

C'est en application de cette idée qu'ont été considérés comme préparatoires les jugements, par exemple :

qui ordonnent expertise, mais qui maintiennent en instance l'une des parties qui avait sollicité sa mise hors de cause, mais tous droits et moyens des parties réservés (Paris, 5 mars 1853, D. 1855.2.8) ;

qui ordonnent mission à des experts d'examiner documents et pièces invoqués par l'une des parties à l'appui d'une demande principale, mais dont le tribunal n'a pas capacité pour apprécier la valeur (Req. 20 février 1877, D. 1878.1.26) ;

qui prescrivent un lotissement, un plan, un compte, alors qu'il n'existe aucun désaccord sur le droit invoqué et que le tribunal ne se livre à aucune appréciation sur le fonds (Req. 23 octobre 1888, D. 1889.1.449).

Glasson et Tissier donnent un exemple classique et frappant : les parties reconnaissent le principe de droit ; leur constatation relève de l'estimation du quantum réparateur : l'un réclame 100, l'autre offre 10. Une expertise est ordonnée et les experts départageront les parties (voy. égale-

1. V. notamment, Req., 28 avril 1902, S. 1902.1.518 ; Civ., 1^{er} mars 1909, S. 1909.1.39 ; Civ., 10 février 1914, D. 1916.1.95.

ment différents arrêts : Req., 22 février 1854; civile, 22 juin 1864; civile, 14 février 1872; Req., 20 février 1877; Req., 19 mars 1849; Req., 23 octobre 1888; Alger, 22 juin 1900; Dijon, 13 janvier 1898, V. *Rép. Dalloz, Experts.*)

Seraient au contraire interlocutoires tous les jugements qui "« laissent pressentir l'influence qu'aura l'expertise sur le sort de l'instance » (Req. 3 janv. 1860, D. P. 1860.1.142); les jugements qui ordonnent une vérification, qui préjugent le fond (Req., 5 fév. 1896, D. P. 1896.1.269); les jugements qui ordonnent expertise sur une demande en déclaration de faillite (Orléans, 2 janv. 1855)¹.

Après ces observations préliminaires, nous devons demander quel est le critérium de la distinction en essayant de déterminer en quoi consiste cette notion de préjugé, instaurée par l'article 452 du Code de procédure civile.

Diverses théories sont proposées :

La première est apportée par M. Japiot² (*Traité de procédure*, n° 538); d'après elle, il y aura jugement interlocutoire si le tribunal a voulu favoriser une partie en ordonnant une expertise sur « un fait » invoqué par elle. Ainsi, si « le jugement tend à la démonstration d'un fait exclusivement favorable à l'un des plaideurs », il sera interlocutoire. Par exemple : Affaire de divorce. Une expertise est ordonnée sur l'un des moyens invoqués par le mari. Ce jugement laisse prévoir que si le « fait » s'est bien produit de la façon mentionnée, le tribunal en tiendra compte dans ses dis-

1. V. également dans le Code de proc. civ., annoté au *Dalloz* : Colmar, 20 juillet 1851; Pau, 23 mars 1858; Crim., 10 août 1860; Metz, 19 février 1864; Civ., 3 mai 1864; Lyon, 10 novembre 1871; Civ., 30 avril 1879; Civ., 18 août 1880; Civ., 3 décembre 1890; Civ., 1^{er} mars 1909 (déjà cité, D. 1909.1.210).

2. V. également, Japiot, *Rev. trim. de dr. civ.*, 1912, p. 447 et s.; 1913; p. 235 et s.

positifs; autrement l'expertise n'aurait aucune raison d'être. Ce jugement est, dès lors, interlocutoire puisqu'il ne pourra éventuellement profiter qu'à l'une des parties, en l'occurrence, le mari.

Si les experts avaient eu mission d'examiner les moyens du mari et de la femme, il est bien certain qu'aucune prévention ne pourrait s'en dégager; il y aurait jugement préparatoire.

M. Morel¹ croit pouvoir serrer de plus près cette notion de l'interlocutoire : « Il y aurait jugement interlocutoire toutes les fois seulement qu'en prescrivant une mesure d'instruction, le tribunal refuserait implicitement de s'arrêter à une défense, une exception, une fin de non-recevoir, qui, si elle avait été accueillie, aurait rendu inutile la mesure d'avant faire droit; en ce cas seulement le jugement ferait grief à la partie, qui aurait opposé le moyen propre à écarter toute mesure préalable, et pourrait être l'objet d'un appel immédiat. Dans tout autre cas, la mesure d'instruction aurait le caractère préparatoire, comme manifestant l'intention du juge de s'éclairer en présence des affirmations contradictoires des parties. Tout dépend en définitive de la position prise par les plaideurs dans leurs conclusions respectives ».

M. Morel, avec raison, prétend que sa doctrine limiterait la notion de jugement interlocutoire de façon plus précise qu'on ne le fait d'ordinaire. Cet auteur donne un exemple frappant, emprunté à une espèce qui a été soumise à la Cour de cassation² : « Un commerçant demandait à une société

1. Glasson, Tissier et Morel, *Traité de proc. civ.*, 3^e édit., t. III, p. 10. — V. Cass., 1^{er} mars 1909, S. 1909.1.39; 7 juillet 1920, S. 1921.1.358; Cass., 18 mai 1926, *Gaz. Pal.*, 2 juillet 1926.

2. Cass. civ., 1^{er} mars 1909, S. 1909.1.39.

minière réparation du préjudice causé à ses marchandises par les gaz et fumées des usines de la société. Celle-ci soutenait dans ses conclusions qu'elle s'était soumise à toutes les prescriptions administratives, exploitait normalement ses usines, n'avait commis aucune faute et ne pouvait être passible de dommages-intérêts. Une expertise avait été ordonnée à l'effet de rechercher les causes et l'importance du préjudice. La décision ordonnant cette mesure avait certainement le caractère interlocutoire; elle laissait entrevoir le rejet des conclusions de la société défenderesse, qui contestait le principe même de l'indemnité. »

Ainsi, le tribunal, en ordonnant sur ces faits l'expertise, semblait refuser implicitement de s'arrêter à la défense de la société.

Ces théories semblent écarter, comme moins précises, deux autres thèses ci-après relatées.

L'une est tirée de la « réserve que le jugement aurait faite des droits et moyens des parties ». Ce n'est pas une telle mention dans un jugement qui l'empêchera d'être interlocutoire; car cette réserve signifie que le jugement ne « juge pas le fond », mais non qu'elle ne le préjuge pas, ce qui seul constitue la distinction (voy. sur cette théorie le Rapport de M. le conseiller Salé, dans l'affaire Dessolier, Req., 10 juill. 1876, D. P. 17.1.217 et Garsonnet, t. III, § 434).

L'autre théorie a été vigoureusement combattue par M. Glasson dans une note au D. P. 1886.1.471. D'après elle, tout dépendrait du consentement des parties au jugement. S'il n'y a pas contradiction de l'une des parties, il est préparatoire; dans le cas contraire il est interlocutoire. Qu'importe, en réalité, que les parties y consentent ou qu'elles le contestent ?

Le fait de tomber d'accord ne devrait pas, en bonne logique, retirer aux parties le droit d'interjeter appel. Les plaideurs, en effet, peuvent s'accorder sur certains points, sur la demande d'expertise ou sur son étendue, mais le tribunal, en vertu de son pouvoir discrétionnaire peut transformer l'entente des parties à un degré qu'elles n'auraient pas, antérieurement au jugement ordonnant expertise, accepté un tel état de choses. Il est dès lors logique de leur permettre immédiatement d'exercer contre ce jugement les voies de recours qui sont à leur disposition.

A côté de ces jugements préparatoires et interlocutoires, il peut s'en trouver qui aient le caractère de décisions définitives. Ainsi est définitif le jugement qui, établissant la responsabilité d'une partie, n'ordonne l'expertise que pour fixer le montant de l'indemnité dont elle sera redevable (Tribunal des Conflits, 29 novembre 1890; Civile, 9 juillet 1900).

Suivant que le jugement ordonnant expertise revêtira un caractère facultatif ou interlocutoire, l'époque à laquelle doit être exercé le recours prévu à l'article 451 du Code de procédure civile variera. Lorsqu'il s'agira d'un jugement préparatoire, il ne pourra être interjeté qu'après le jugement définitif et conjointement avec l'appel de ce jugement. Mais il est possible de former ces deux appels par actes séparés pourvu qu'il soit fait pour chaque jugement dans un délai légal (voy. note Glasson, D. P. 1894.1.121). Il reste évident que l'appel du jugement préparatoire ne peut être interjeté qu'après la signification du jugement définitif (Bastia, 7 mars 1905).

Il est généralement admis que l'exécution sans réserves d'un jugement préparatoire ne s'oppose pas à ce qu'il puisse en être appelé dans les conditions prévues par l'article 451

(voy. en ce sens note de M. Glasson, D. P. 1888.1.225), alors qu'il est constamment décidé par la jurisprudence que s'il s'agit d'un jugement interlocutoire, celui-ci ne peut être l'objet d'appel. L'exécution sans réserves entraînerait, dans ce cas, un acquiescement équivalent à une renonciation à ce droit (Req. 2 février 1903, Lyon, 15 janvier 1907, Caen, 28 décembre 1867, déjà cités).

Nous devons enfin faire remarquer que l'appel du jugement définitif n'emporte pas à lui seul, appel du jugement interlocutoire (Bourges, 3 janvier 1829; Conf. civile, 5 mai 1807). Il a même été jugé que l'appel d'un jugement définitif « et de toute autre disposition qui l'aurait précédé », ne comprend pas l'interlocutoire (Bruxelles, 18 oct. 1822).

Le plaideur, pour interjeter appel, peut avoir en vue la suppression de l'expertise ou la modification de la mission des experts. Mais la jurisprudence a décidé à maintes reprises que ce recours ne saurait avoir pour objet un changement d'experts (Pau, 30 mai 1904, D. 1904.2.384). Elle se fonde sur l'argument qu'un publiciste appellerait : le recours parallèle. Elle dit : pour arriver à cette fin vous avez un autre moyen qui est d'ailleurs plus rapide et plus économique, c'est la récusation (art. 309 du Code de proc. civ.). Un arrêt de la Cour d'Agen du 2 décembre 1880 (D. 51.2.54) n'a pas admis cette opinion. L'appel est la voie de recours normal. Les plaideurs ne peuvent en être privés que dans la mesure où le législateur le veut expressément. Or, ici, nous nous heurtons à un silence total de la loi. Dans ces conditions, cet argument du recours parallèle ne saurait être décisif. L'appel ne peut pas être une mesure subsidiaire, car il constitue l'obstacle irrémédiable à l'arbitraire du juge. Cette seconde théorie paraît devoir être adoptée, car elle fait appel à des principes immuables de procédure civile,

alors que l'autre n'a pour elle que des arguments d'ordre pratique, qui risquent d'ailleurs, dans certaines espèces, de n'être même pas appréciables (voy. Garsonnet, 3^e édit., n^o 352, note 9).

Le jugement devient exécutoire dès que les délais d'opposition et d'appel sont dépassés.

Les règles générales doivent être suivies à la lettre. Ainsi, lorsque le jugement est pris par défaut, son exécution ne pourra intervenir qu'après l'expiration d'un délai de huit jours pour permettre l'opposition. L'appel est suspensif si l'expertise a été commencée pendant le temps où l'appel courait; le pourvoi en cassation n'est pas suspensif, etc.

Il importe de faire une dernière remarque; nos anciens auteurs disaient « l'interlocutoire ne lie pas le juge ». Cette disposition, bien que coutumière, est de nos jours encore appliquée. Il ne lie pas le juge en ce sens que le tribunal peut revenir sur la décision qu'il semblait avoir prise dans ce jugement interlocutoire. Cette règle semble devoir cependant comporter une restriction : si, par exemple, dans l'interlocutoire, le juge a ordonné une expertise sur un point déterminé, il ne pourrait pas, par la suite, décider que cette expertise portait sur un point qui ne peut rentrei en ligne de compte dans le jugement statuant sur le fond de l'affaire. Le juge ne peut pas non plus, statuer sur le fond avant que la solution de l'expertise ne lui soit parvenue, à moins que, naturellement, les parties aient renoncé au bénéfice de la mesure d'instruction.

Mais cet adage prend toute sa valeur quant à l'autorité des rapports d'expert (voir *supra*).

§ 5

MODE DE DÉSIGNATION

En vertu des articles 304 et 305 du Code de procédure civile les parties ont le droit de choisir leurs experts. Il est préférable de laisser le soin de résoudre les difficultés d'ordre technique ou scientifique d'un procès par des personnes qui ont toute la confiance des plaideurs. Leur décision sera de la sorte plus facilement acceptée. Mais un accord entre les parties est nécessaire. Si elles ne se décident pas à n'en nommer qu'un, elles doivent les désigner tous les trois et une entente entre elles doit porter sur les trois experts (Bordeaux, 18 avril 1829).

Le mode de nomination a heureusement évolué. Autrefois chaque partie nommait « son expert ». Il en résultait de graves inconvénients. D'abord chaque expert avait « son client » et, de ce fait, était davantage enclin à se présenter comme le défenseur de ses intérêts plutôt que de se considérer comme celui qui recherche la vérité. Celle-ci était donc reléguée le plus souvent au second rang ; ensuite, et en raison d'ailleurs de cet état d'esprit, il y avait presque toujours lieu à partage, ce qui entraînait la nomination d'un tiers arbitre amenant ainsi un surcroît de frais et une perte de temps très appréciable.

Le Code de procédure civile a organisé un système préférable. Les trois experts sont nommés par les parties. Ils

rédigent un seul et même procès-verbal alors qu'autrefois chacun rédigeait le sien, et y énoncent leur avis à la pluralité des voix. Si ils sont d'avis différents, ils en indiquent les raisons, sans cependant faire connaître celui de chacun d'eux. C'est, comme dit Boncenne « un lambeau de procédure secrète ».

Ce pouvoir de choisir reconnu aux parties peut avoir évidemment des conséquences très graves. C'est la raison pour laquelle certains arrêts ont estimé que les représentants des incapables n'avaient pas capacité pour les désigner eux-mêmes. Dans ce cas le tribunal se substitue à ces mandataires et les désigne lui-même, ou, ce qui est encore plus simple, il confirme la décision des incapables (Poitiers, 19 août 1806).

D'autre part, pour que les parties puissent désigner les experts, il est nécessaire que le procès ne mette en présence que des intérêts privés. On craint, en effet, une collusion entre elles et les experts pour cacher à la justice des faits qui, au premier chef, doivent être soumis au tribunal. Ainsi en matière d'inscription de faux, seul le tribunal nomme ces auxiliaires. L'article 232 du Code de procédure civile décide « qu'en cas de vérification de pièces arguées de faux le tribunal nommera d'office trois experts écrivains pour poursuivre cet examen ». Cette désignation peut intervenir soit avant, soit après le jugement.

1. Désignation par les parties avant le jugement.

En général, la désignation des experts par les parties intervient dans les conclusions des avoués. C'est le mode classique. Il peut arriver également que cela se fasse par les déclarations verbales des avoués ou des avocats assistés

des avoués à la barre du tribunal. Ou encore par une déclaration des parties au greffe avec l'assistance des avoués. L'article 304 exige un accord complet entre les parties dans ce choix. Si l'une des parties ne s'accorde pas avec les autres — si important soit le nombre — le tribunal les nommera d'office. Par application de cette idée, lorsqu'il s'agit d'un jugement par défaut, le tribunal seul peut les choisir.

Mais si cette entente s'est réalisée, le tribunal se borne à en donner acte; et dans le jugement il doit faire figurer le nom de ceux sur lesquels les parties ont arrêté leur choix. Dans tous les autres cas, le tribunal désigne les experts, en spécifiant que cette nomination ne sera définitive que si dans le délai de trois jours qui suit la signification, un accord entre les parties n'intervient pas; prescriptions adroites qui évitent bien souvent un second jugement et qui, par cela même, économisent du temps et des frais.

II. Désignation des experts par les parties après le jugement.

Ainsi le tribunal, en cas de désaccord entre les parties, nommera provisoirement des experts. Mais les parties sont libres de ne pas accepter cette « proposition ». Pour cela il leur appartient dans les trois jours qui suivent la signification du jugement, de faire connaître leur choix. En ce cas la désignation du tribunal deviendrait caduque. Mais leur silence confirmerait, par contre, la proposition du tribunal.

Car c'est une prescription formelle pour les juges de réserver aux parties le choix des experts. Une décision qui ne respecterait pas cette obligation impérative risquerait

de se voir annuler (Paris, 11 février 1811 ; Colmar, 3 avril 1830 ; Civ., 20 nov. 1866, 15 mars 1881, 20 mai 1890 ; Toulouse, 17 juin 1891 ; civ., 3 août 1896 ; Limoges, 2 décembre 1901, V. *Rép. Dalloz*, Experts).

Il en est de même, malgré un arrêt rendu en sens contraire par la Chambre civile du 21 octobre 1895, dans le cas où l'expertise est ordonnée d'office par le tribunal. Etant donné que la loi n'a pas prévu une application exclusive de ces prescriptions au cas d'expertise sollicitée par les parties, nous devons nous considérer comme étant en face d'obligations d'ordre général et dès lors l'article 305 trouve son champ d'application dans l'expertise ordonnée d'office. L'arrêt de la Chambre civile sus-énoncé paraît être d'ailleurs un accident que l'énonciation d'une règle.

Par conséquent, sont nuls pour violation de l'article 305 l'expertise et le jugement qui l'a suivie, lorsque, par ce jugement interlocutoire ordonnant expertise, le tribunal a nommé les experts sans réserver aux parties le droit d'en désigner d'autres dans le délai de la loi (Rennes, 1913, *G. P.* 1913.2.296. Civ. 13 juin 1925. *G. P.* 1925.1.215). Est-il nécessaire, dès lors, que le jugement mentionne expressément que « les parties devront nommer leurs experts dans les trois jours » ? Qu'arriverait-il si le juge omettait cette mention ? Les avis sont partagés. Pour M. Garsonnet et pour la grande majorité des auteurs, le jugement n'est pas nul, car « il n'y a rien qui tienne à l'ordre public et que, d'autre part, on ne doit pas supposer au tribunal l'intention de violer la loi et de supprimer le droit des parties ». Ainsi, pour M. Garsonnet, lorsque cette mention n'est pas expresse, elle est sous-entendue (Civ., 7 nov. 1838). Il faut cependant bien avouer que dans certains cas la nomination faite sans cette réserve semble devoir être définitive. Ce ne serait que

dans ces hypothèses que la nullité devrait être envisagée.

Au contraire, certains arrêts considèrent le jugement qui n'a pas mentionné pareille réserve, comme nul pour vice de forme (Toulouse, II, 7 juin 1891; Bastia, 7 août 1892; Civ., 23 juin 1925, *G. P.* 1925.1.215).

On reconnaît néanmoins qu'il ne s'agirait que d'une nullité relative et qu'elle pourrait être couverte dans les termes de l'article 173 du Code de procédure civile : « Toute nullité d'exploit ou d'actes de procédure est couverte si elle n'est proposée avant toute défense ou exception autres que les exceptions d'incompétence. » (Req., 27 avril 1909, *D. P.* 1909.1.320; Cass., 20 janvier 1913, *Gaz. Pal.*, 1913.1.335; Cass., 21 nov. 1911, *Gaz. Pal.*, 1912.1.32; 22 octobre 1913; *Gaz. Pal.*, 1913.2.482; Cass., 13 avril 1921, *Gaz. Pal.*, 1921.2.138).

Cette nullité n'est pas d'ordre public. Elle est susceptible de ratification (Req., 20 janv. 1913; Civ., 25 janv. 1915; *D. P.* 1921.1.35; Req., 19 avril 1921, *D. P.* 1921.1.167).

Un arrêt de la Cour de cassation en date du 13 avril 1921 (*Gaz. Pal.* 1921.1.138¹) décide que cette nullité ne saurait être invoquée devant la Cour de cassation dans le cas où elle n'aurait pas été demandée en appel.

Cette nullité atteint seulement le « chef du jugement » qui nomme les experts et non celui qui ordonne expertise ». (Limoges, 2 décembre 1901; Requête, 24 avril 1928, *Gaz. Pal.* 28.2.369). Il en résulte que le juge d'appel, en n'annulant que partiellement le jugement, doit procéder — s'il le juge à propos — à une nouvelle désignation d'experts en se conformant aux prescriptions de l'article 305 du Code de procédure civile.

1. En ce sens, Req., 7 juin 1869, *D. P.* 71.1.117.

La jurisprudence a édicté une « interdiction » à la possibilité de demander en appel la nullité du jugement non conforme à l'article 305. Cette nullité ne peut, devant ce degré de juridiction, être invoquée que si la partie ne conclue pas sur l'expertise ainsi ordonnée. Une solution contraire serait en effet paradoxale.

Pareille interdiction d'interjeter appel au cas où les plaideurs avaient implicitement renoncé au droit que leur confère l'article 305 et en avaient laissé l'exercice au tribunal (Civ., 20 août 1828. *Contra*, Carré et Chauveau, *Quest.*, 1161). S'il est prouvé également qu'un accord entre les parties était impossible, il est bien évident que la cour ne peut annuler la décision du tribunal qui a, en ce cas, agi selon les prescriptions mêmes des lois en vigueur.

Enfin, une remarque doit être faite pour signaler que l'obligation de laisser aux parties le choix des experts ne s'applique pas, lorsque l'expertise fut ordonnée, non pas comme voie d'instruction, mais pour surveiller l'exécution d'un jugement ou d'un arrêt (Civ., 7 novembre 1838).

Cette omission du tribunal peut ne pas avoir de très graves conséquences de procédure. La nullité n'est pas, comme nous l'avons vu, d'ordre public. Dès lors, il y a un moyen bien simple de réparer cette faute, c'est, pour le tribunal, de rendre un nouveau jugement qui viendrait en quelque sorte compléter le premier. Il a même été jugé que les parties peuvent comme si leur droit avait été expressément réservé, se sommer l'une l'autre de choisir les experts et les désigner d'un commun accord, mais cela avant l'expiration des délais légaux (Req., 25 juillet 1820; Civ., 7 novembre 1838. — *Contra*, Toulouse, 17 juin 1891; Bastia, 6 août 1892 Voir Rodière, t. I, p. 419).

L'article 305 fixe résolument à trois jours les délais dans

lesquels les parties devront faire connaître leur choix. Nous savons que pendant ce temps les parties, si elles le jugent à propos, peuvent déclarer au greffier le résultat de leur entente, s'il y a lieu. Les avoués peuvent se substituer à elles. Jusqu'à l'expiration du délai, les parties peuvent rétracter la nomination des experts, même dans le cas où elles les auraient choisis elles-mêmes; il importe néanmoins que ces derniers n'aient pas antérieurement accepté leur mission. Semblable faculté est accordée au tribunal.

Au sujet du point de départ de ces trois jours, des questions délicates peuvent se poser. L'article 305 du Code de procédure civile dit expressément qu'ils courent à partir de la signification du jugement. Mais s'agit-il de la signification à avoué ou à parties? La grande majorité des arrêts répondent affirmativement à la première éventualité, lorsque le jugement est contradictoire; dans l'autre cas, c'est la signification à parties. Et même, d'après un arrêt de la Cour de Colmar en date du 2 avril 1851 (D. P. 54.5. 336) ce délai ne courrait à l'égard de la partie qui signifie le jugement qu'à partir de la contre-signification faite par son adversaire.

Dans d'autres hypothèses, il n'est pas nécessaire d'attendre la signification ou la contre-signification. Ainsi, lorsqu'on est en présence d'une expertise ordonnée d'office par le tribunal pour fixer le mode d'exécution d'un jugement, il appartient au tribunal, s'il l'estime nécessaire, de faire partir ces trois jours dès la prononciation du jugement (Civ., 8 novembre 1869, D. P. 1869.1.501).

Il arrive, assez rarement d'ailleurs, qu'un jugement qui prononce une condamnation laisse néanmoins à la partie condamnée une option : soit l'exécution du jugement,

soit le recours à des experts arbitres pour la fixation du montant. Il a été jugé (Orléans, 12 décembre 1810, R. 107), qu'en ce cas, le délai ne pourrait courir — avec raison — que du jour de l'expiration de l'option. Mais ici comme ailleurs, ce ne peut jamais être que trois jours.

Une dernière situation peut se présenter : le jugement peut être pris par défaut. En ce cas, l'article nous renseigne. Le délai court « de l'expiration de la huitaine qui suit la signification à avoué ou à domicile »; ou bien si dans cette huitaine, il y a opposition, du jour de la signification du jugement de débouté, pourvu que l'exécution n'ait pas été ordonnée nonobstant opposition (Carré et Chauveau, *op. cit.*, n° 1160; Glasson et Colmet-Daage, *op. cit.*, n° 821).

Enfin, quant au délai, un dernier point reste à éclaircir. Si les parties ont dépassé ce délai sans se prononcer, pourront-elles cependant faire nommer par la suite d'autres experts? Le délai est-il fatal ou comminatoire? Les avis sont partagés. Suivant certains auteurs (Rousseau et Laisney, n° 25), les parties seraient forcloses pour l'exercice de ce droit qui ne leur serait expressément réservé que pendant la durée de ces trois jours. Ces auteurs ajoutent immédiatement que le tribunal pourrait accepter une nomination tardive; le changement dépendrait donc de l'autorisation du tribunal. L'opinion contraire a gagné, avec la majorité des auteurs, la jurisprudence elle-même (Dejean, 208; Garsonnet et Césaire-Bru, t. II, n° 258; Colmar, 2 avril 1851). Ce délai serait dès lors comminatoire et les parties, même les trois jours expirés, pourraient désigner les experts, à moins que ceux commis par le jugement aient déjà accepté leur mission ou prêté serment. La nomination d'office n'est faite que dans l'intérêt des plaideurs; il est dès lors fort juste de leur accorder l'autorisation de rem-

placer les experts désignés par le tribunal par d'autres de leur choix. Une condition s'avère néanmoins utile, c'est que ce changement n'emporte aucun retard dans les opérations.

D'autres auteurs n'admettent les parties à formuler leur choix que jusqu'à la délivrance de l'ordonnance prescrite par l'article 307; d'autres enfin, jusqu'au moment où cette ordonnance a été demandée, mesure qui impliquerait leur confirmation au choix fait par le tribunal. Le Code ne dit nulle part que l'obtention de l'ordonnance constitue le commencement des opérations; cette opinion doit, à notre avis, être écartée, car pour nous, le commencement des opérations date de la prestation de serment.

III. Désignation des experts par le tribunal.

Nous avons énoncé les règles générales sur ce point : c'est-à-dire que le tribunal est chargé de nommer les experts au cas où aucune entente ne se réaliserait sur ce choix entre les parties. Mais cette désignation, en réalité, n'est que provisoire, conditionnelle; c'est plutôt une « proposition » dont l'acceptation naît du silence des parties. Un accord complet entre les plaideurs est nécessaire pour la désignation des experts par eux-mêmes. Si une des parties refuse de choisir, le tribunal les nommera tous (Bordeaux, 18 avril 1829; R. 126). Ce qui ne les empêchera pas, en vertu de l'article 305, de convenir de leur choix par une entente ultérieure.

L'article 305 demande que les parties choisissent conjointement les trois experts, contrairement aux solutions adoptées par l'ordonnance de 1667. Cependant, il est admis que les parties peuvent choisir chacune le leur, sauf au

tribunal le soin de nommer le troisième (Rennes, 10 février 1809. — Bordeaux, 18 avril 1829, R. 326).

Nous nous élevons contre cet arrêt; pour nous, aucun partage ne devrait avoir lieu. Le Code demande un accord complet sur le choix des trois experts. Dans l'hypothèse présente, on ne peut dire qu'il soit réalisé; cette permission va donc à l'encontre du texte en vigueur. Ou bien les parties les choisiront tous trois, ou bien ce sera le tribunal : aucun compromis ne devrait être envisagé. Un seul tempérament peut être apporté à cette règle, c'est l'hypothèse dans laquelle l'un des experts désignés ne se présente pas pour la prestation du serment sans en avoir été dispensé. Alors, le tribunal peut d'office en nommer sur le champ un autre. Mais nous sommes ici en face d'un texte précis (art. 316) qui l'autorise.

Les experts doivent être désignés aussi clairement que possible (art. 302 du Code de proc. civ.). Garsonnet et César-Bru, ainsi que Carré et Chauveau, prétendent que le jugement doit indiquer le nom des experts, à peine de nullité. Mais un second jugement peut combler cette lacune et couvrir cette nullité (Montpellier, 15 mai 1810; R. 58-3°). Aucun texte ne permet d'affirmer une telle nullité. Or, il semble qu'il ne puisse y avoir de nullité qu'autant qu'une disposition la spécifie. Il importe cependant que les experts soient désignés de façon assez précise pour que les parties ne les confondent pas avec d'autres; sans cela, l'exercice du droit de récusation serait impossible, si jamais appel du jugement de nomination ne pouvait être interjeté, ce que nous ne pouvons admettre. Une erreur dans la profession des experts désignés ne paraît pas également devoir être une cause de nullité; car la récusation pourrait toujours s'intenter si les parties le jugent à propos. Il en

est de même en cas d'indication inexacte du domicile (même arrêt).

Pour nous, ce jugement peut être frappé d'appel, contrairement à ce qu'en a décidé l'arrêt de la Cour de Pau, en date du 30 mai 1904, dont nous avons déjà parlé (V. *infra*, Chapitre : « Jugement ordonnant expertise ».)

§ 6

RECUSATION

1. Idées générales.

Le Code civil prévoit la récusation des experts. Le terme employé par la loi pourrait prêter à confusion en assimilant cette récusation à celle des juges. Or les causes de récusation des experts sont les mêmes que celles prévues pour le reproche des témoins. Cette situation curieuse et assez complexe montre à la fois, semble-t-il, que l'expert tient à la fois aux uns et aux autres.

C'est à dessein que le législateur a employé ce terme. Récuser un expert, c'est lui reprocher certains faits qui, aux yeux des parties, ne lui permettent pas d'accomplir sa mission en toute impartialité. C'est lui interdire d'expertiser dans une affaire déterminée. Récuser un juge, c'est lui interdire de connaître telle affaire : le but est dès lors le même.

Reprocher un témoin n'aboutit pas à ce résultat. Le témoin, malgré le reproche dépose. L'attention du tribunal est simplement appelée sur le reproche articulé contre le témoin afin que sa déposition ne prenne pas plus d'importance qu'elle ne le mérite. Aussi, bien que les motifs du reproche soient les mêmes que ceux que les parties peuvent

invoquer pour solliciter du tribunal la nomination d'autres experts, nous ne sommes pas ici en face d'un simple reproche, mais bien d'une véritable récusation : l'expert n'entre pas en fonction.

L'article 308 restreint l'application de la récusation aux experts nommés d'office. Cela se comprend aisément puisque les parties n'ont pas participé à cette désignation et le tribunal peut ignorer les raisons qui peuvent pousser les parties à demander à juste titre la récusation. Cet article admet cependant la récusation des experts mêmes, choisis par les parties, mais pour des causes survenues depuis la nomination et avant le serment.

Les causes antérieures sont censées connues des parties et considérées par ces dernières comme n'étant pas susceptibles d'influencer sur le sort du rapport. L'article du Code ne prête sur ce point à aucune confusion. Certains auteurs ont estimé qu'il n'y a ici qu'une présomption et que dès lors si les parties peuvent prouver qu'elles ignoraient des causes antérieures à la nomination, elles pourraient revendiquer le droit d'exercer contre ces experts indésirés la revendication. « On ne saurait priver les parties de leurs armes qu'au cas où elles ignoraient absolument le motif de suspicion, car alors pourquoi les frapperait-on d'une déchéance ? Ont-elles à se reprocher une faute ou une négligence quelconque et ne doit-on pas redouter que des complaisances criminelles, soigneusement dissimulées, restent impunies ? » (Rodière).

Garsonnet pense que dans ces conditions, même après la nomination, leur consentement a été vicié : « si elles avaient connu ces faits, elles n'auraient pas consenti ».

Nous répondons, simplement, que si le législateur avait voulu, comme ces auteurs le prétendent, instituer ici une

présomption, il l'aurait dit — ce qu'il ne manque jamais de faire quand il le juge à propos. Mais il n'est pas possible aux tribunaux de voir des présomptions si souhaitables soient-elles, là où le législateur n'en a pas mis. Les tribunaux ne créent pas, mais sanctionnent les lois. Ils peuvent, à la rigueur, interpréter le silence des mesures législatives, mais non détourner le sens de leurs prescriptions.

La récusation est une institution relativement peu employée. Etant donné qu'en général elle n'est accordée que dans le cas de nomination d'office des experts par le tribunal et qu'elle n'est pas susceptible, de toutes façons, d'être exercée après la prestation de serment, elle viendrait très souvent faire double emploi avec les prescriptions de l'article 305 du Code de procédure civile d'après lequel les parties peuvent même au delà du délai prévu de trois jours, rétracter la désignation des juges. Elle ne se suppose donc que dans l'hypothèse où les experts, avant la prestation de serment, ont accepté leur mission — si avant la prestation de serment ils n'ont pas manifesté leur intention d'accepter leur mission, les parties préféreront indéniablement recourir aux voies de droit que l'interprétation extensive de l'article 305 met à leur disposition, moyen plus simple et plus rapide d'arriver au même résultat.

2. Délai de la récusation.

La récusation doit être demandée dans un certain délai. L'article 309 semble le préciser : « La partie qui aura des moyens de récusation à proposer sera tenue de le faire dans les trois jours de la nomination... » Que faut-il entendre par « nomination » ? Diverses solutions sont proposées : la première interprète cet article à la lettre et fait courir le

délai de trois jours à partir du jugement portant nomination (en ce sens : Metz, 25 mars 1812, Rennes, 17 juin 1816; Montbrison, 15 octobre 1881¹), sauf aux avoués, de demander une prorogation de délai au cas où les parties sont domiciliées dans les endroits éloignés (Bioche, 79 : Boncenne, p. 472; Colmet, Daage et Glasson, p. 517; Rodière, p. 161, tome II). On objecte à cette première opinion que les parties peuvent, sans que l'on puisse relever de leur part la moindre faute, ne pas connaître le contenu du jugement avant l'expiration du délai. Il est certain que dans les grands tribunaux, comme Paris, par exemple, les avoués ne prennent pas la précaution de porter à la connaissance de leurs clients les jugements immédiatement après leur prononcé; même le feraient-ils, les parties n'auraient pas le temps de déposer acte en temps voulu.

Cette critique ne semblerait devoir être apportée à une seconde thèse à laquelle se rallie d'ailleurs M. Garsonnet, et qui ferait courir ces délais de trois jours à partir de la signification à avoué. L'avantage de cette théorie c'est qu'elle ne s'écarte du texte que le moins possible, qu'elle évite « une forclusion tout à fait injuste et qu'elle est conforme au principe que les parties sont censées ignorer les jugements qui ne leur ont pas été signifiés » (*paria sunt non esse et non significari*). D'après une troisième opinion qui s'approche davantage de la vérité, sans l'atteindre complètement, la solution se trouve dans une combinaison de l'article 309 et de l'article 305. D'après ce dernier, les parties peuvent revenir sur le choix fait par le tribunal trois jours après la signification. Les trois jours de la récusation, sans risquer de faire double emploi, ne pourraient dès lors courir qu'une fois ces premiers trois jours de l'article 305

1. R. 97. — R. 139.

expirés. Ce qui donne, en tout, un délai de six jours à partir de la signification du jugement, c'est de ce délai que la récusation devrait être intentée (Montpellier, 17 avril 1822 ; Nancy, 11 novembre 1841, S. 1842.2.146 ; Paris, 5 mai 1875, S. 76.2.44). Le fond de cette argumentation est très juste ; mais les partisans de cette deuxième interprétation omettent de dire que les délais de l'article 305, comme nous l'avons établi, sont comminatoires, que les parties peuvent désigner les experts jusqu'au moment où ceux-ci ont accepté leur mission. Dès lors, il conviendrait de pousser cette théorie plus loin et de décider que les trois jours de l'article 309 partent du moment où la nomination des experts devient parfaite, c'est-à-dire dès l'acceptation de ceux-ci.

Enfin d'après une dernière opinion ces questions ne présenteraient plus d'importance. D'après ses partisans, le délai de la récusation ne serait pas fatal « quand les experts ont été nommés d'office et que les parties peuvent en obtenir la prorogation du tribunal en justifiant les obstacles de fait qui les ont empêchés d'exercer plus tôt leur droit de récusation ». Si cette opinion ne s'écartait par trop des textes, ce serait certainement celle que nous admettrions ; c'est la plus pratique, la plus large et la plus simple — ne convient-il pas de s'y rallier ? (Boncenne, Boitard, Colmet-Daage, Rodière).

Il n'y a d'intérêt à connaître le point de départ du délai que si les causes de récusation sont antérieures à la nomination. Mais il est bien certain que le délai ne peut avoir le même point de départ lorsque les causes de récusation lui sont postérieures ; c'est l'application d'un principe de logique ; on ne peut être forlos du droit de proposer une cause de récusation avant qu'elle se soit révélée. Il est généralement admis que les trois jours courent, dès lors, du moment où les parties en ont pris connaissance.

Seul le *dies adquem* est compris dans ces trois jours, le *dies a quo* ne comptant pas. Nous ne sommes pas en présence d'un délai franc; la distance séparant les intéressés ne l'augmentera pas. Il a été jugé à maintes reprises que ce délai est fatal; qu'après son expiration aucune cause de récusation ne peut être proposée (Bordeaux, 4 juillet 1832, Riom, 13 juin 1846. En ce sens, Rousseau et Laisnez, Glesson et Colmet-Daage). Il s'ensuit naturellement que l'on ne peut proposer en appel des raisons qui n'ont pas été invoquées en première instance.

Il résulte, ainsi que nous l'avons signalé, de l'article 309 *in fine* que la récusation ne peut plus être sollicitée après la prestation de serment pour des causes antérieures à cette « prestation » même si elles n'avaient pas été connues à ce moment. L'article est formel et ici encore ne semble pas devoir comporter la moindre interprétation. Cependant une dérogation classique doit être apportée. Si la prestation de serment d'un expert nommé d'office a lieu à l'instant même de sa nomination, sa récusation reste possible dans les mêmes délais: il serait, en effet, tout à fait inadmissible que, devant une semblable hypothèse, le droit de l'article 308 ne puisse pas être accordé aux parties, ce droit étant, à notre avis, inviolable — mais c'est le seul cas qui porte échec aux dispositions de l'article 309. — On en a présenté un autre, mais la jurisprudence ne l'a pas admis: certains auteurs avaient décidé que lorsque les causes de récusations naîtraient postérieurement à la prestation du serment, elles pourraient être proposées même après le dépôt du rapport. La grande majorité des auteurs et des arrêts (en sens contraire, Amiens, 7 déc. 1822, R. 133) ont refusé semblable conception. Il a été établi, irrémédiablement, qu'il appartenait dans ces conditions aux plaideurs de

signaler au tribunal, au cours de la discussion du rapport, les causes de suspicion susceptibles de faire naître une certaine défiance dans la véracité des travaux d'expert (V. Dejean, n° 219). Admettre une telle opinion serait dénaturer complètement le texte du Code. La décision de la jurisprudence doit donc être entièrement approuvée.

3. Formes.

Article 311 : « La récusation contestée sera jugée sommairement à l'audience sur un simple acte... » Un simple acte suffit donc, pourvu néanmoins qu'il soit signé de la partie recevante ou de son mandataire spécial¹. D'autre part, c'est un incident que l'on juge sommairement².

On entend ici par mandataire spécial, celui qui a été chargé, avoué ou avocat, d'intenter la récusation. Il ne pourrait l'exercer que s'il est titulaire d'un mandat à cet effet. D'ailleurs cette procuration est jointe à l'acte introductif. (Orléans 11 mai 1821; Boncenne et Bourdeau, p. 473).

L'acte n'est pas communiqué à l'expert désiré : celui-ci n'est pas admis à intervenir; il n'aura à sa disposition des voies de droit qu'après le jugement de récusation (appel en dommages-intérêts).

L'acte doit contenir les griefs qui ont déterminé la partie recevante, ainsi que les preuves à l'appui ou sinon et à peine de nullité l'offre de les apporter par écrit ou par témoignage. Il est à noter que seules les causes indiquées sous cet acte peuvent être présentées en appel, sauf celles

1. Garsonnet et César-Bru; Rousseau et Laisney; Carré et Chauveau, *op. cit.* — Cpr arrêt Cour de Bordeaux, 16 janvier 1835.

2. V. Garsonnet et César-Bru, t. III, liv. V, p. 740.

qui seraient portées par la suite à la connaissance des parties. Nous croyons, également, que les témoins dont il est fait offre doivent être désignés dans cet acte et que seuls ceux-ci pourraient être entendus, en cas d'enquête, en appel. (V. sur ce point Bioche expert n° 83.)

A titre d'information, nous communiquons la formule de demande de récusation :

« A la requête de M. D... ayant Me... pour avoué, soit sommé Me... avoué près le tribunal civil de 1^{re} instance de... et du sieur...

» De comparaître le..., heure de..., à l'audience de la ... chambre du tribunal civil de 1^{re} instance de..., séant du Palais de justice à... pour

» Attendu que le sieur... (nom de l'expert et causes de la récusation)... ce qui, aux termes des articles 283 et 310 Code procédure civile, constitue un motif légitime de récusation.

» Attendu que ce fait sera attesté notamment par les sieurs... demeurant à...

» Attendu que le requérant récusé formellement par ce motif le sieur... l'un des experts nommés par le jugement du... mil...

» Voir donner acte au requérant de ce qu'il récusé le sieur... pour les causes ci-dessus, en conséquence voir dire que le sieur... ne procédera pas à l'expertise dont il s'agit, entendre révoquer sa nomination et nommer d'office un autre expert pour procéder, à ses lieu et place, aux opérations prescrites par le jugement sus-énoncé, et en cas de contestation, s'entendre condamner aux dépens, dont distraction sera prononcée au profit de Me... avoué qui la requiert, avec affirmation,

» Lui déclarant que, faute de comparaître, il sera pris défaut contre lui.

» Voir ordonner l'exécution provisoire du jugement à intervenir nonobstant opposition, appel et sans caution.

» Sous toutes réserves à ce qu'il n'en ignore.

» Dont acte.

» Pour original : (signatures de l'avoué et de la partie).

» Signifié, etc...

D'autre part, que la nomination ait été faite d'office, qu'elle émane des parties, le Ministère public doit être entendu en ses conclusions. C'est l'un des cas, relativement peu fréquent, où le Ministère public est tenu de prononcer un réquisitoire¹.

La récusation doit être portée devant la juridiction même qui a ordonné l'expertise, il s'ensuivrait (arrêt Cour de Bordeaux, 21 octobre 1912) que les parties ne sont pas recevables par voie d'appel à critiquer le choix des experts désignés en première instance. Nous avons rejeté cette façon de voir (V. Garsonnet et Cézard-Bru, tome III, § 864, Boncenne, p. 474).

Lorsque le motif dont se plaint la partie est constant, le juge est tenu de l'admettre étant donné le caractère impératif de l'article 283. Mais le tribunal a tous les pouvoirs d'appréciation quant à la pertinence des faits articulés, quant à l'admission ou le rejet de l'enquête — conformément à l'article 311 — c'est l'enquête sommaire qui est prescrite.

Il faut que la récusation soit clairement sollicitée. Au cas où l'une des parties se borne à faire des remarques sur le choix de l'expert par l'autre partie sans demander expressément sa récusation, le tribunal n'aurait pas à y répondre.

1. Thomine Desmazure, t. I, p. 515; Pigeau, *Commentaires*, t. I, p. 564; Carré et Chauveau, t. III, p. 1177.

La récusation a pour effet de suspendre le cours de la procédure de nomination. Etant donné qu'elle ne peut intervenir qu'avant la prestation de serment, celle-ci se trouve retardée.

Lorsque la récusation est admise, l'article 313 nous enseigne que le tribunal nomme immédiatement un autre expert ou plusieurs autres à la place de celui ou de ceux récusés. Il est procédé d'office à cette nouvelle désignation (Requête, 5 mars 1918, S. 1919.1.17).

Il est à noter que ce nouvel expert peut être repoussé par les parties conformément aux prescriptions de l'article 305 et n'est pas lui-même à l'abri d'une récusation.

Si la récusation est rejetée, la partie qui l'avait proposée, peut se voir condamner à des dommages-intérêts d'abord à l'égard de l'autre partie pour le retard occasionné par cette procédure, ensuite à l'égard de l'expert lui-même mais seulement pour les griefs relevés contre lui et qui seraient de nature à lui porter préjudice pour atteinte soit à son honneur, soit à sa capacité, soit à sa réputation. En tout cas, il ne peut pas demeurer expert dans ce litige (car s'il en était autrement, le législateur a pensé que ce serait peut-être, alors, une cause de récusation possible). Les dommages-intérêts ne peuvent être accordés que sur la demande expresse de l'expert offensé, demande qui est considérée comme une procédure incidente et que cet expert ne peut former par voie principale.

L'article 312 ajoute que le jugement sera exécutoire nonobstant appel. D'où, si la récusation est rejetée, il sera procédé à l'expertise. Mais si le jugement de récusation était infirmé par la Cour, le rapport de l'expert serait nul. Par contre si le jugement de première instance admettait la récusation, et que la Cour l'infirmait, le rapport de

l'expert qui aurait été nommé d'office lors du premier jugement resterait valable (à moins que ce nouvel expert ait été lui-même l'objet d'une instance en récusation).

De cette même idée, il résulte que l'on doit procéder comme si l'appel n'avait pas été interjeté; le tribunal peut donc statuer s'il y a lieu sur le fond de l'affaire.

Une question curieuse se pose : il faut supposer que l'expertise est prescrite par un tribunal jugeant en dernier ressort sur le fonds. Dans ce cas, l'appel sur le jugement de récusation est possible. Doit-on appliquer le grand principe — que nous avons admis d'ailleurs jusqu'à présent — d'après lequel l'incident suit le principal? Dans ce cas, du fait que l'appel du principal n'est pas, par définition, possible, le jugement incident, statuant sur la récusation, serait impossible. Certains auteurs sur ce point assimilent la récusation de l'expert à celle des juges, et admettent l'appel dans ces conditions. D'autres rejettent cette façon de voir (Thomine, Desmazures) en se fondant sur l'assimilation de la récusation d'expert au reproche du témoin et se rallient à l'application du principe énoncé.

Il a été jugé qu'au cas où l'appel serait interjeté par l'expert lui-même avec une demande de dommages-intérêts dépassant le montant pour lequel le tribunal en question serait compétent, l'appel serait admissible — ce qui montrerait que cette instance est indépendante de la question principale. Dans ces conditions nous ne serions pas loin de la première proposition. Mais la pratique nous ordonne de nous rallier à la thèse opposée.

Causes de récusation.

L'article 310 dispose que les experts peuvent être récusés pour les mêmes motifs que ceux pour lesquels les témoins sont reprochés. Reportons-nous dès lors aux causes de reproches des témoins.

Avant d'analyser ces différentes causes, il convient de signaler qu'à notre avis les règles de l'article 283 doivent être appliquées avec plus de sévérité à l'expert qu'au témoin. L'expert jouit d'une autorité autrement importante que le témoin sur le sort du procès, il apporte un concours plus direct à la décision du juge ; il doit être tenu plus éloigné de tout soupçon de dépendance et de partialité (Pigeon, *Trailé des expertises*, n° 15).

Les codes allemand, italien, suisse appliquent aux experts les mêmes causes de récusation des juges. En France bien que certains rapprochements peuvent être faits, elles ne sont pas moins différentes.

On en compte généralement six.

1. « Les parents et alliés de l'une ou l'autre des parties jusqu'au degré de cousin issu de germain inclusivement ; les parents et alliés des conjoints au degré ci-dessus, si le conjoint est vivant ou si la partie ou le... expert... en a des enfants vivants : en cas que le conjoint soit décédé et qu'il n'ait pas laissé de descendants, pourront être récusés les parents et alliés en ligne directe, les frères, beaux-frères, sœurs et belles-sœurs. » (Art. 383.

Un problème très curieux relatif aux parents en ligne directe au conjoint a été résolu par M. Dejean d'une façon qui nous semble erronée. L'article 310 renvoie à l'article 283. Or l'article 283 ne concerne pas les descendants en ligne directe ni le conjoint. C'est dans l'article 268 que l'on trouve la solution qui est la suivante : « Nul ne pourra être

assigné comme témoin s'il est parent ou allié en ligne directe de l'une des parties ou son conjoint même divorcé. » L'article 268 fait donc de ce lien de parenté, non un motif de reproche, mais une incapacité.

Faut-il dès lors faire de ces mêmes situations une cause de récusation ou une incapacité d'être expert ? Nous croyons que s'engager dans une telle interprétation serait faire fausse route. En effet, l'article 310 renvoie, c'est certain, à l'article 283, mais pour l'établissement des motifs de récusation. Ce serait dépasser les vues de l'article 310 que de trouver dans l'article 268 une incapacité d'être expert. Nous prenons cette extension comme inacceptable. Donc cette situation de descendant en ligne directe ou de conjoint n'est qu'une cause de récusation¹.

L'article 283 s'applique aux parents adoptifs, dans la mesure où la parenté résulte de l'adoption. Mais il faut ici prendre garde. L'adoption n'a d'effet qu'à l'égard de l'adoptant et de l'adopté ; par conséquent l'un ou l'autre seul pourra être récusé ; il a été jugé ainsi que la récusation n'était pas possible au cas où l'une des parties était un enfant.

Les enfants adoptifs d'une seule et même personne. Même solution au cas où le plaideur est enfant adoptif et l'expert l'enfant naturel de la même personne.

L'article 283 s'applique de semblable manière aux parents naturels dans la mesure où la parenté résulte de cette filiation. Les règles générales de la parenté naturelle trouvent leur application ici. Par exemple, il n'y a de récusation possible qu'entre les frères et sœurs naturels, et non

1. Tribunal civil Seine, 15 novembre 1909 ; Metz, 7 janvier 1857 ; Carcassonne, 15 décembre 1893 ; Toulouse, 25 juin 1900.

entre des lignes latérales; également pas de récusation possible si l'une des parties est le petit-fils de l'expert, etc.

Nous ne croyons pas qu'il faille limiter ces motifs de récusation à la parenté naturelle simple. Nous estimons que dans les cas où la loi en permet la constatation, la filiation incestueuse et adultérine doit venir en ligne de compte (v. en ce sens Carré et Chauveau, t. III, question 1106; Garsonnet, Glasson et Colmet-Daage, *op. cit.*).

2. (L'expert) héritier présomptif ou donataire.

Il s'agit évidemment de toutes donations de biens présents ou à venir.

Cette récusation vise l'expert donataire et non donateur. Bien que, cependant, ce que l'on recherche avant tout c'est à écarter tout soupçon de partialité. Et le fait de donner à Pierre implique nécessairement des sentiments d'intimité suffisamment élevés pour que ce geste puisse, lui aussi, laisser peser certains de ces soupçons abhorrés. Ne conviendrait-il donc pas, dans ces conditions, d'étendre l'application de cet article à l'expert donateur?

3. « Celui qui aura bu ou mangé avec la partie et à ses frais depuis la prononciation du jugement qui a ordonné l'enquête. »

Il ne suffit pas d'articuler ce fait. Il faut quelques précisions, notamment l'indication du jour et du lieu où le fait s'est accompli.

Cet article spécifie que l'expert, pour être récusé, doit avoir mangé avec la partie. Ainsi un arrêt de la Cour de Bruxelles a décidé que le fait d'avoir mangé et bu chez la partie sans que celle-ci ait mangé et bu avec lui, ne constituait pas un motif de récusation. Donc interprétation restrictive du texte. Par contre, la Cour de Bordeaux a proclamé qu'il n'était pas indispensable que l'expert ait mangé

et bu avec le plaideur, que le seul fait que cette collation se soit effectuée à ses frais suffisait. Interprétation extensive. Nous estimons l'arrêt de la Cour de Bruxelles plus conforme au contexte; ce dernier demande la réunion de deux conditions :

- 1^o Avoir mangé et bu avec la partie;
- 2^o L'avoir fait à ses frais.

Pour nous, l'une ou l'autre de ces conditions ne constitue pas, aux yeux de la loi, une cause de récusation (Rennes, 4 juillet 1814). Aussi, pas de récusation possible si l'expert a mangé et bu avec une partie chez un ami ou dans une auberge, en payant sa part; à plus forte raison si c'est l'expert qui a invité la partie (il a été ainsi décidé — Cour de Paris, 10 mars 1809, *Journal des Avoués*, t. II, 57 — que l'adversaire de la partie qui a mangé et bu chez l'expert en qualité de pensionnaire ne pouvait prétendre à la récusation).

Il est nécessaire, en dernière position, que le fait d'avoir bu et mangé avec la partie et à ses frais, soit intervenu après la prononciation du jugement ordonnant expertise.

Ce motif ne pourrait pas, parcontre, être invoqué si l'adversaire de la partie avait lui-même bu et mangé en leur compagnie. Sa présence à cette collation impliquerait sûrement sa renonciation tacite à invoquer, pour ce motif du moins, la récusation ou si le rapport de l'expert ne préjudicie pas au demandeur (Anvers, 17 mars 1826).

4. Les serviteurs ou domestiques.

Un lien de subordination trop étroit lierait l'expert à l'une des parties. Nous admettons parfaitement cette cause. Seulement, on ne voit pas très bien en quelles circonstances ces serviteurs ou domestiques pourraient être experts. L'article 283 quant aux serviteurs et domestiques,

concerne uniquement l'enquête. Certains auteurs¹ ont cependant cherché à donner une explication. Pour ce, ils ont élargi le sens des mots serviteurs et domestiques. Ils ont prétendu alors qu'il fallait entendre par là, les commis, les clercs, les intendants, les secrétaires, pourvu cependant que toutes ces personnes travaillent et habitent avec leur patron (Cass., 29 déc. 1890; S. 1891.1.68). Nous avons l'impression que ces auteurs ont absolument voulu donner une explication et se sont rabattu sur celle-là. On n'est guère plus avancé — car en général les experts sont des personnes possédant diplômes sur diplômes et sans vouloir critiquer la profession de clerc, de commis ou autres, nous hésitons à les croire si chamarrés de titres.

5. L'expert qui aura donné des certificats sur les faits relatifs au procès.

Le mobile recherché est d'éviter que l'expert ait une opinion préconçue sur le litige et de ce fait puisse être l'objet d'une suspicion quelconque de partialité.

La Cour de cassation dans un arrêt du 24 juillet 1871 (*Journ. des Avoués*, t. XLVII, p. 155) a décidé que ce certificat devait être écrit, qu'il ne pouvait être question d'une affirmation verbale, que ce certificat émane de l'expert lui-même et tende à établir certains faits. Il faut, d'autre part, que ce certificat soit délivré lors d'un procès quelconque en cours (Lyon, 24 mars 1876, S. 77.2.200).

Cette condition contient cependant certaines réserves. Il s'est, en effet, posé la question de savoir si l'expert qui a déposé antérieurement un rapport dans un précédent procès ayant même objet que l'une des parties a engagé devant un autre tribunal contre un autre adversaire. La Cour de cassation (6 janvier 1897, Sirey, 1898.1.81, note

1. Vasserot, p. 17, n° 47.

Tissier) a résolu cette question par une exacte application de l'article 283.

D'après elle, ce rapport antérieurement déposé par l'expert ne peut être assimilé au certificat auquel l'article 283 fait allusion. En effet, ce que vise cet article est un écrit délivré par une personne volontairement ou sur une simple demande de la partie et tendant à établir un fait pour soutenir la demande ou la défense de la partie en cause. Mais l'article 283 ne peut s'appliquer à celui qui a eu à faire une constatation ou même à exprimer son avis sur les faits du procès en cours ou d'un procès analogue en remplissant un devoir légal ou une mission à lui confiée par la justice : car il n'y a plus de raison de suspecter sa complaisance ou sa partialité. Cette suspicion ne peut en effet atteindre l'expert qui, protégé par la garantie de serment et d'honneur professionnel, remplit en rédigeant et en déposant son rapport une mission que la justice lui a confiée.

La Cour de Rouen, le 20 mai 1895¹, a rendu une sentence en sens contraire en se fondant sur cette raison « qu'il est contraire à toute vraisemblance qu'une opinion formulée par des hommes de science, après long et mûr examen, à la suite de recherches et d'expériences multiples, ne soit pas chez eux le résultat d'une conviction trop profonde pour qu'ils puissent l'abandonner désormais ». Ce que leur reprocherait cet arrêt ce n'est pas d'avoir une opinion sur la question, mais ce serait de l'avoir exprimée par écrit. De la sorte on admettrait, comme motif de récusation, le fait que cet expert a déjà pris partie dans des travaux personnels et scientifiques se rapportant aux faits qu'il est chargé de commenter devant le tribunal. Ce serait donner à l'article 283 un champ d'application dans lequel la jurisprudence, dans son ensemble, n'a pas voulu s'engager.

1. Sous arrêt : Civile, 6 janvier 1897 précité.

Le 15 février 1904, la Cour de Dijon¹ a jugé qu'il n'y a pas lieu de récuser un expert pour la raison qu'au cours d'un précédent procès il aurait fait connaître son avis sur les faits présentement soumis aux tribunaux.

La Cour de cassation, allant plus loin, décide « que si une expertise a été annulée comme irrégulière, il n'y a pas de raison d'écarter de la nouvelle opération les experts antérieurement nommés » (Req., 11 juill. 1911, *Recueil de proc.*, 1911, art. 6715). De même on argumenterait vainement de ce que l'expert aurait été antérieurement l'avoué de la partie qui l'aurait choisi (Paris, 30 janvier 1825, S. 25.265) ou de ce que plusieurs années auparavant il aurait fait exécuter, contre l'une des parties, un jugement de condamnation au paiement d'une somme d'argent (Bordeaux, 10 janvier 1833; R. 129).

6. L'article 283 annonce une autre cause de récusation : c'est le cas où l'expert se trouverait en état d'accusation.

Il va de soi qu'il ne s'agit pas ici des peines qu'entraînerait, comme nous l'avons vu, une incapacité d'être nommé expert, mais en réalité de celles qui seraient susceptibles d'amoindrir la confiance que les parties doivent avoir en cet auxiliaire de la justice. Il serait donc question ici de peines afflictives ou infâmantes et même de celles provoquées à la suite de vol.

Telles sont les causes expressément énoncées par l'article 283 du Code de procédure civile. Mais le juge doit-il se borner à appliquer restrictivement cet article, ou au contraire doit-il considérer les dispositions de la loi comme simplement énonciatives ?

Nous avons dès le début de ce chapitre indiqué que le tribunal doit être plus exigeant pour les experts que pour

1. D. P. 1905.2.183. Egalement Cour de Caen, 16 février 1894 et sur pourvoi Cass. 6 janvier 1897; arrêt précité.

les témoins, le sort du procès se trouvant davantage engagé par les rapports des premiers que par les dépositions des autres. L'arrêt de la Cour de Nancy du 11 novembre 1841 (R. 139), étudié plus haut, ordonne qu'il en soit ainsi « puisque ses avis doivent être à l'abri de tout soupçon ». C'est la raison pour laquelle la jurisprudence considère cette énonciation de l'article 283 comme simplement démonstrative, laissant aux juges la liberté absolue d'apprécier la valeur des motifs proposés et celle des preuves apportées (Req., 9 mai 1894, D. P. 1900.1.61; Civ., 6 janv. 1897, S. 1898.1.81 et note). La jurisprudence se fonde d'ailleurs à tort, sur un rapprochement à faire entre les articles 270 et 283, ce dernier indiquant les motifs liant le juge, l'autre employant une formule plus générale d'autres proposés. Au contraire, nous estimons que celui-là détermine la façon dont les dispositions de l'article 283 doivent être présentées, les articles étant pris en fonction l'un de l'autre. Pour nous, l'extension des causes de récusation s'impose davantage par un souci d'ordre et de sécurité publiques plutôt que par les textes en vigueur.

Ainsi, chaque fois qu'un expert pourrait être l'objet d'un soupçon de partialité, dû dans la plupart des cas à ses relations plus ou moins étroites avec l'une des parties, il doit être reproché. En conséquence on a pu reprocher comme expert le géomètre habituel d'une société en cause, qui était en même temps le mandataire habituel d'un des membres de cette société (Aix, 9 décembre 1834, R. 139). Le médecin d'une compagnie d'assurance ne peut être choisi expert dans une affaire où cette compagnie est directement intéressée. L'expert qui a déjà consigné son avis dans un rapport antérieur et sur une question semblable à celle qui fait l'objet de la demande principale, peut également être repro-

ché (Rouen, 20 mai 1895, sous Civ., 6 janvier 1897; D. P. 1897.1.191; S. 1898.1.80 avec une note de M. Tissier).

Cette étendue des causes de récusation d'expert eut ses répercussions quant aux reproches des témoins. La jurisprudence a également considéré pour les témoins que l'article 283 était limitatif, et admis un peu plus tard, des causes de reproches dits « judiciaires » (Cass. req., 29 janv. 1923, *Gaz. Pal.*, 24 avril 1923; Montpellier, 14 octobre 1933, *Gaz. Pal.*, 33.2.867 et 10 janvier 1935, *Gaz. Pal.* 1935.1.481; Req., 19 octobre 1936, *Gaz. Pal.*, 1^{er} décembre 1936).

ACCEPTATION DES FONCTIONS D'EXPERTS

La fonction d'expert ne constitue pas une obligation en ce sens que le tribunal ne peut imposer à des personnes dont les connaissances scientifiques ou techniques sont requises de venir au secours de la justice. Ces experts ne sont dès lors des experts de la justice que dans la mesure où ils acceptent cette fonction. Ils se différencient des autres auxiliaires du fait que ces derniers, dont c'est la profession, sont tenus d'apporter leur concours à la justice. Obligations professionnelles pour les uns, fonction essentiellement facultative pour les autres.

Cependant il a été très controversé de savoir si l'expert n'est pas tenu, en matière criminelle, de répondre favorablement à la sollicitation du juge d'instruction (V. Lacomblez, *Réforme des expertises*). Il a été décidé que lorsque l'ordre public est intéressé au plus haut point, l'expert requis ne peut décliner l'invitation qui lui a été faite. L'intérêt général force ainsi les barrières du droit. D'après la loi du 30 avril 1892 (art. 22 et 23), les médecins-experts — dont en général c'est la profession presque exclusive — sont tenus de se soumettre aux demandes du tribunal.

Ainsi donc, principe général, la personne désignée peut refuser la mission qui lui est confiée, tant que évidemment elle ne l'a pas acceptée.

Les experts sont prévenus de la réquisition de leur con-

cours, d'habitude, par lettre individuelle. Les parties leur remettent par la suite, pour confirmation et pour leur faire connaître l'étendue de leur mission, la grosse du jugement. Ils acceptent également par lettre. Leur acceptation est solennelle au moment de la prestation de serment ou, si les parties les en ont dispensés, la réception des pièces et les réquisitions des parties sans réserves ni protestation, l'accomplissement de leur mission ou leur signature au bas du procès-verbal.

Du temps où la fonction d'expert constituait un monopole, ils étaient tenus de déférer à la réquisition du tribunal ou des plaideurs. Le régime moderne est certainement préférable et cela pour deux raisons : si l'expert entretient des liens de cœur trop étroits avec l'une des parties, sans avoir recours à des procédés longs et quelquefois gênants, s'il ne se sent pas les connaissances voulues pour apporter au débat la lumière recherchée, il n'a qu'un mot à dire et sa conscience est soulagée. L'expertise sera confiée à une autre personne¹.

Mais cette liberté accordée² à l'expert d'accepter ou de refuser, sans fournir d'excuses et à son bon vouloir, la mission qui lui est confiée est momentanée. Une fois son acceptation acquise, il ne peut se rétracter sans encourir des responsabilités assez lourdes : Condamnation à des frais frustratoires et à des dommages-intérêts (art. 316 C. de proc. civ.). Cf. § « Responsabilité des experts ».

1. L'article 372 du Code de procédure allemand décide que la fonction d'expert est essentiellement obligatoire.

2. Art. 316 du Code de proc. civ. établit même une présomption si un expert ne se présente pas à la prestation de serment ; il est censé avoir renoncé à sa mission. Dès lors, il est, sans en avoir été dispensé, sans avoir manifesté son acceptation antérieurement, remplacé immédiatement par un de ses collègues.

DEUXIÈME PARTIE

L'exercice de la fonction de l'Expert

§ 1^{er}

OBLIGATION ANTERIEURE AUX OPERATIONS DE L'EXPERTISE. — LE SERMENT

Avant de procéder à l'expertise, l'expert est tenu de se soumettre à une formalité qui semble obligatoire : c'est la prestation du serment.

Qu'il soit désigné par les parties, ou nommé d'office, il n'apparaît pas qu'il soit possible d'enfreindre à cette prescription énoncée dans les articles 305, 307, 308, 315 et 316 du Code de procédure civile.

Nous ne sommes pas, ici, en face d'une innovation de notre Code. C'est, en effet, une tradition très ancienne qui se trouve relatée notamment dans l'article 10 du titre XXI de l'ordonnance d'avril 1667 : « Le commissaire ordonnera par le procès-verbal de nomination des experts, le jour et l'heure pour comparaître devant lui et faire le serment... »

Autrefois, comme maintenant, l'expert ne semble nanti de son autorité que du jour où il a prêté serment. Peut-être certains devront dire que cette obligation est une preuve de la méfiance dans laquelle on doit tenir ces experts. De là à le comparer au baptême absolvant le péché originel. Mais cette apostrophe est aussi méfiante à l'égard du juge ou des officiers ministériels : l'avoué, l'huissier, le notaire et bien d'autres, ne sont-il pas, eux également, tenus d'accomplir ce même geste.

Ce serait faire preuve de mauvais esprit que d'y attacher un caractère offensant. Elle répond simplement, tout comme pour les témoins, aux exigences de l'ordre public dont la loi entoure l'administration de la justice.

Il ressort de la jurisprudence et de la doctrine que c'est ce geste symbolique qui octroie à cette fonction son caractère officiel. Avant cette prestation, l'expert désigné n'est jamais tenu d'exécuter sa mission; il ne peut, à plus forte raison, être actionné en dépôt de son rapport; il pourrait invoquer son manque de qualité.

Cependant, dans certains cas, cette formalité ne semble pas exigée. Ainsi lorsque l'expert désigné est un officier public assermenté (Rennes, 17 août 1812; R. 331, Bioche n° 102). Leur bonne foi est prouvée déjà par leur première prestation de serment; il apparaît inutile de les obliger à participer à une deuxième et semblable cérémonie¹.

En plus de la garantie d'avoir en la personne de l'expert un spécialiste jurant de se comporter dans l'exercice de sa fonction en honnête homme, repoussant tout sentiment de basse partialité, la prestation de serment remplit un autre rôle : elle comprend implicitement l'acceptation par l'expert de son mandat de justice. Dès ce moment les opérations de l'expert commencent.

La jurisprudence ne faillit pas à cette tradition et se montre très rigoureuse; le serment « une formalité essentielle dont l'absence vicie les opérations ». (Civile, 4 mai 1891, D. P. 1892.1.388; Douai, 2 novembre 1895; Rennes, 16 janvier 1908, etc.)

Formalité « capitale et essentielle », mais dans la mesure où les parties maîtresses de leur droit ne renoncent pas à

1. Pour les commissaires-priseurs, article 3 de l'ordonnance du 26 juin 1816 pour les courtiers jurés : *Journal des Avoués*, t. XII, p. 710.

cette garantie¹. Il importe de spécifier que seules les parties maîtresses de leur droit peuvent dispenser les experts de prêter serment. Les mineurs, par exemple, par la voie de leur tuteur n'en sont pas capables. Dans la pratique, cette dispense est courante car elle évite des frais et des retards (Civ., 18 oct. 1898, *Journal des avoués*, art. 8623).

Cette option accordée aux parties n'est pas à la disposition du tribunal, même lorsque nous sommes en face d'expertise ordonnée d'office, le tribunal n'a, en effet, pas qualité pour dispenser les experts de cette formalité. Il commettrait s'il le faisait un excès de pouvoir qui risquerait d'entraîner la nullité de cette mesure d'instruction. L'argument *a fortiori* d'après lequel le tribunal a toute liberté pour prescrire l'expertise et peut à plus forte raison en régler ses modalités n'a ici pas de succès (Paris, 28 nov. 1868, S. 1869.2.54). A noter cependant qu'il est en pratique admis qu'en référé le juge peut passer outre à ces dispositions impératives, eu égard au caractère d'urgence qui s'attache à ces instances (Civ., 28 août 1877, D. P. 1878.1.213; Req., 17 mars 1920, *Gaz. Pal.*, 18 mai 1920).

Cette dispense de serment, comme l'on pense, doit être expresse; il ne faut aucun doute possible sur son existence. C'est la raison pour laquelle elle est donnée généralement dans la conclusion des parties. Il arrive également qu'elle

1. Certains auteurs ont vivement discuté sur le point de savoir si les parties avaient qualité pour dispenser les experts du serment. Ceux qui prétendent que cet auxiliaire de la justice remplit un ministère officiel, le serment ne peut être considéré comme une formalité simple et banale auquel les plaideurs peuvent renoncer, s'ils l'estiment opportun, il serait dans ce cas, en effet, une cérémonie d'ordre public à laquelle tous les officiers ministériels sont obligés de se soumettre. Tous les clients d'une étude, si nombreux soient-ils, ne sauraient être capables de dispenser le notaire de prêter serment. Mais la jurisprudence considère que l'expert est un mandataire des parties et que dans ces conditions le serment n'est qu'une garantie sans prix dont les plaideurs peuvent disposer (V. *supra*).

se produise à l'audience même. Mais le tribunal de toute façon doit en donner acte pour qu'aucun soupçon ne puisse surgir quant à sa constatation. Il peut se trouver aussi que les parties ne soient pas entendues avant l'audience, auquel cas, par mesure d'économie louable, la jurisprudence admet qu'elle intervienne par acte d'avoué après le jugement nommant les experts. Et même, il a été jugé (Civ., 19 oct. 1898, D. P. 1899.1.187) que cette dispense puisse être tacite, lorsque par exemple les parties sans réserves ni protestations ont concouru aux opérations de l'expertise. Sur ce dernier point, d'ailleurs, nous nous heurtons à un pouvoir discrétionnaire du tribunal qui juge suivant les faits et peut-être suivant l'intention disséminée des parties, s'il y a lieu ou non à l'annulation de l'expertise pour non prestation de serment sans dispense expresse des plaideurs (Req., 21 janv. 1874, D. P. 74.1.494). Ce consentement à la dispense du serment peut être fourni également par un dire signé de toutes les parties, remis à l'expert. Celui-ci l'annexera à son rapport ou en fera mention. Enfin par simples lettres missives adressées aux experts par les parties ou leurs mandataires.

Cette dispense doit, enfin, émaner de toutes parties appelées au procès. Si elle n'émanait que d'un seul des plaideurs elle n'aurait évidemment qu'une très relative valeur (Civ., 4 mai 1891, D. P. 1892.1.388). Elle ne doit en outre concerner que les experts désignés dans le jugement ordonnant cette mesure d'instruction. Accordée à ceux-ci, elle ne peut concerner ceux qui, s'il y a lieu, les remplaceraient. L'impartialité de ces derniers ne serait pas garantie par le serment des premiers. Si cette dispense résulte de l'accord des volontés des parties, devant le tribunal saisi du premier degré, il a été jugé qu'en cas d'appel, la Cour était admise à

ne pas procéder à de nouvelles prestations de serment tout au moins lorsque les experts désignés par la Cour sont les mêmes que ceux antérieurement choisis. Si ce sont d'autres experts, le serment devant être considéré comme *intuitu personæ*, cette dispense ne jouera pas devant la Cour (Cassation, 2 juillet 1928, *Semaine juridique* 1928.1466).

L'inobservation de cette formalité « vicie les opérations », mais cela, pas d'une façon générale. Elle ne pourrait, en effet, d'après la jurisprudence moderne entraîner la nullité de l'expertise que si elle avait pour conséquence de préjudicier à la libre défense des parties (V. en ce sens : Civ., 18 janvier 1916, S. 1917.1.7; Dijon, 5 mars 1931, D. 1931.261; Requête, 19 mai 1919, S. 1919.1.12).

Cette nullité de serment n'est pas d'ordre public; il s'ensuit qu'elle peut être couverte par confirmation de toutes les parties. Celle-ci peut être soit expresse soit tacite. Elle serait expressément couverte par l'acquiescement des parties; facilement couverte par le concours de toutes les parties sans réserves ni protestations aux travaux d'expertises; également si cette nullité n'est pas proposée avant toute défense au fond. Cette procédure emporterait en effet renoncement au droit de s'en prévaloir (Req., 13 janvier 1902, S. 1905.1.35). De même, il en résulte qu'elle ne pourrait être invoquée devant la Cour de cassation au cas où elle n'aurait pas été proposée en Cour d'appel (Req., 14 juill. 1857, D. P. 1857.1.398; Req., 23 avril 1923, *Gaz. Pal.* 1923.2.229).

La prestation de serment reconstitue une formalité à ce point essentielle que l'expert appelé à donner son avis au tribunal doit renouveler sa promesse de bien fidèlement remplir sa mission à chaque fois qu'il est requis. Il doit donc répéter cette même formalité à l'occasion de chaque com-

mission (Cass., 15 janvier 1839)¹. Il en résulte, évidemment, une grande gêne dans la pratique : frais, perte de temps, encombrement. Aussi une proposition de loi a été déposée sur le bureau des Chambres le 9 mars 1911 tendant à dispenser les experts agréés sur les listes dressées par les tribunaux, et ayant prêté serment lors de leur admission sur ces listes, de prêter le même serment à l'occasion de toutes les affaires dans lesquelles ils sont commis.

L'exposé des motifs de cette proposition revêt une importance très grande du fait qu'elle émane de M. Léon Bérard, ancien garde des Sceaux. Aussi pensons-nous utile de reproduire ces quelques lignes :

« La grande variété des affaires litigieuses, pendantes devant les diverses juridictions, nécessite fréquemment le concours de gens de l'art qui interviennent soit sur la désignation des parties soit sur désignation judiciaire d'of-

1. Dans les législations étrangères nous relevons les indications suivantes :

1. *Législation allemande.* — L'art. 410 Z. P. O. indique que les experts prêtent serment soit avant, soit après avoir donné leur avis. La teneur du serment porte que l'expert donnera ou a donné avec impartialité et en son âme et conscience, l'avis qui lui est demandé.

Si l'expert est assermenté d'une manière générale pour les avis de l'espèce dont il s'agit, il suffit qu'il se réfère au serment qu'il a déjà prêté.

2. *Législation hollandaise.* — L'art. 224 C. pr. civ. On trouve les mêmes dispositions que dans notre législation.

3. *Législation espagnole.* — L'art. 164 C. pr. civ. indique que les experts doivent être titulaires d'un diplôme de la science de l'art ou de l'industrie que touche le point sur lequel ils ont à se faire entendre en justice, si la profession ou l'art dont s'agit est réglementé.

L'art. 165 ajoute que si la profession ou l'art n'est pas réglé ou si, alors qu'il l'est, il n'y a pas d'experts compétents au siège du tribunal, peut être nommé une personne quelconque même si elle n'a pas de diplôme.

L'article 170 ajoute enfin que les experts qui acceptent leur mission prêtent serment : pour ce faire, au cas où ils ne sont pas présentés par les parties, ils sont cités en la forme prévue pour la citation des témoins.

4. *Législation italienne.* — La législation italienne reproduit les termes de la législation française.

5. *Législation suisse.* — L'art. 222 du C. de pr. civ. du canton de Genève, dit que si l'expertise ordonnée exige la visite des lieux ou autre examen préalable, le tribunal fera prêter aux experts, dans la forme prescrite par l'art. 194 (pour les témoins) le serment de bien et fidèlement remplir leur mission.

fice, pour faciliter au moyen de rapports techniques la bonne administration de la justice.

« La multiplicité des procès, d'autre part, oblige les tribunaux, alors même qu'aucune question d'ordre technique ne se présente, à commettre des experts dont la mission consiste à recueillir les dires respectifs des parties, à apprécier les faits et circonstances et à fournir un avis sous forme de conclusions motivées.

« Certains tribunaux de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif, dont les audiences sont particulièrement chargées, ont pris en conséquence l'initiative de dresser des listes d'experts ou d'arbitres-rapporteurs, composées de personnalités honorables et compétentes auxquelles ils recourent le plus souvent pour se documenter.

« En ce qui concerne spécialement les médecins-experts, l'établissement de ces listes est rendu obligatoire depuis la loi du 30 novembre 1892, et les conditions dans lesquelles il y doit être procédé a fait l'objet de décrets des 21 novembre 1893, 3 mai 1897, 23 décembre 1899, 23 juin 1900, 12 août 1904 et 10 avril 1906. Le décret du 21 décembre 1893, article 3, édicte qu'en dehors des cas prévus aux articles 43, 44, 235 et 268 du Code d'instruction criminelle, les opérations d'expertise ne peuvent être confiées à un docteur en médecine qui n'aurait pas le titre d'expert.

« Or, la prestation du serment est requise de tout expert commis par le juge, à l'occasion de chacune des expertises qui lui sont confiées. Le titre quatorzième du Code de procédure civile est, à cet égard, formel.

« Et si l'article 429 du Code de procédure civile ne mentionne pas l'exigence de cette prestation en matière commerciale, la jurisprudence estime que l'article 305 était conçu dans des termes suffisamment généraux pour qu'il ne fût point nécessaire d'y revenir.

« En matière administrative, l'article 16 de la loi du 22 juillet 1889 dispose que l'arrêté du Conseil de préfecture ordonnant une expertise doit désigner l'autorité devant laquelle les experts prêteront leur serment, à moins que lesdits experts ne soient dispensés de cette formalité du consentement des parties. Le Conseil d'Etat ne dispense les experts de la prestation du serment que dans certains cas déterminés, tel celui où, en vertu de la loi du 16 septembre 1807, l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées est appelé à remplir les fonctions de tiers expert, et où l'agent voyer est chargé d'un rapport à titre de supplément d'instruction, ces fonctionnaires ayant un caractère officiel et étant déjà assermentés.

« Assurément, la formalité de la prestation de serment apparaît comme opportune lorsqu'un homme de l'art se trouve accidentellement commis et ne figure sur aucune liste d'experts accrédités auprès des tribunaux.

« Mais la répétition constante de la même formalité, à l'occasion de chaque Commission, semble tout à fait superflue lorsqu'elle se produit, comme il arrive souvent, jusqu'à plusieurs fois par semaine pour les experts inscrits sur les listes dressées par des tribunaux très chargés. Elle occasionne à ces experts des déplacements sans utilité réelle, et aussi une perte de temps aux magistrats chargés de recevoir les serments.

« Nous estimons que si un homme de l'art, au moment où il vient à être inscrit sur une liste d'experts dressée par un tribunal, prêtait une fois pour toutes serment de bien et fidèlement remplir les missions qui lui seraient éventuellement confiées, un tel serment pourrait être considéré comme ayant effet suffisant pour la même durée que celle du maintien de l'expert sur la liste où son nom a été agréé.

« Nous vous proposons en conséquence, si vous partagez notre sentiment, de modifier de la façon suivante les articles 305, 307, 309, 315 et 316 du Code de procédure civile :

PROPOSITION DE LOI

Article unique.

« Les articles 305, 307, 309, 315 et 316 du Code de procédure civile sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 305. — Si les experts ne sont pas convenus par les parties, le jugement ordonnera qu'elles seront tenues d'en nommer dans les trois jours de la signification ; sinon, qu'il sera procédé à l'opération par les experts qui seront nommés d'office par le même jugement.

» Ce même jugement nommera le juge-commissaire qui recevra le serment des experts convenus ou nommés d'office. Pourra néanmoins le tribunal ordonner que les experts prêteront leur serment devant le juge de paix du canton où ils procéderont.

» Les experts admis sur la liste des gens de l'art agréés par le tribunal prêteront lors de leur admission sur ladite liste serment de bien et fidèlement remplir les missions qui leur seront éventuellement confiées.

» Ils seront dès lors et pour toute la durée de leur inscription, dispensés de la formalité prévue par le paragraphe 2 du présent article, qu'ils soient convenus ou nommés d'office... etc... »

Ce raisonnement, logique cependant, n'eut pas de succès cette année-là devant le Parlement, malgré la très grande utilité qu'eût pu présenter de telles modifications.

En dépit de cet échec, un autre député de très grand

talent, le 4 janvier 1930 déposa sur le bureau des Chambres une proposition de loi dont il nous paraît utile d'extraire les passages suivants :

Exposé des motifs :

.

« Le but de notre proposition n'est point d'apporter une modification à la procédure d'expertise proprement dite, telle qu'elle est organisée par le Code, mais de la simplifier, uniquement en ce qui a trait à l'une des formalités, celle de la prestation du serment...

... Il convient d'ajouter que la dispense du serment est devenue la règle, le serment l'exception, mais cette exception s'impose aux mineurs et incapables.

Ce sont ceux que le législateur cherche à protéger le plus qui se trouvent obligés de subir une procédure qu'on s'accorde à reconnaître inutile, qui comporte des lenteurs et qui entraîne des frais qu'il paraît désirable et facile d'éviter.

Personne aujourd'hui n'osera soutenir que la prestation de serment des experts présente un intérêt quelconque, elle n'ajoute ni ne retranche rien à la valeur des experts choisis, elle ne comporte aucune sanction particulière, elle nous semble constituer une procédure archaïque qui n'a plus sa place dans nos codes et qui est en discordance flagrante avec les conditions actuelles de la vie.

Notre préoccupation ne doit pas avoir pour but de diminuer les garanties dont le tribunal doit s'entourer dans le choix des experts, véritables auxiliaires de la justice, dont l'avis motivé doit le plus souvent décider du gain ou de la perte d'un procès, elle en est complètement indépendante.

Mais il nous semble anormal et contraire à tout bon sens

de voir de vieux architectes, géomètres ou médecins investis depuis de nombreuses années de la confiance d'un même tribunal, appelés à prêter à nouveau serment dans chaque affaire, nous ajouterons que c'est leur faire subir des pertes de temps importantes et exposer les parties à payer des frais de déplacement, vacations, présentation de la requête afin de fixation de jour, sommation d'assister à la prestation de serment, procès-verbal, timbre, enregistrement, émoluments du greffier et tout cela en pure perte.

A titre documentaire nous avons cru devoir reproduire ci-après un exemple des frais que peut entraîner la procédure de prestation de serment :

Ordonnance à fin de fixation de jour du serment

Timbre	3 60	}	37 50
Enregistrement	33 70		
Signification de jugement à trois experts.			
Timbre original		}	130 »
— copie.....			
Enregistrement			
Frais de transport (0,60 le km.)			
Ces divers frais peuvent être évalués à			
Et indemnité kilométrique à 0,50.....			
Voyage des experts pour assister à la prestation de serment, 0,50 le km. évalué à			54 »
Indemnité de journée à 20 fr. (3 experts).....			60 »
Vacation des experts à 6 fr.....			18 »
Minute du procès-verbal, enregistrement et frais de greffe			51 95
Expédition du procès-verbal			26 20
Total.....			377 45

On peut nous objecter que c'est la prestation de serment qui vaut consécration officielle de la qualité d'expert, que jusqu'à l'accomplissement de cette formalité, les experts ne sont pas régulièrement investis, que notamment les outrages dont ils peuvent être l'objet dans l'exercice de leurs fonctions ne tomberaient pas sous le coup de l'article 224 du Code pénal.

Il nous paraît aisé de répondre à cette objection.

Nous n'avons jamais entendu... porter atteinte au recrutement des experts, nous sommes d'avis au contraire d'organiser plus solidement l'expertise judiciaire, de créer un véritable corps d'experts accrédités par les tribunaux ou même par la Cour d'appel, sur des listes présentées par les tribunaux.

Trop souvent il nous a été donné, particulièrement en province, de constater l'insuffisance des experts choisis, certains d'entre eux possèdent parfois les connaissances techniques qu'on est en droit d'euiger d'eux, mais dépourvus d'une culture générale, sont incapables de rédiger par eux-mêmes un rapport circonstancié et motivé. La situation fâcheuse que nous signalons ne saurait se perpétuer sans porter l'atteinte la plus grave au prestige de la justice.

Les pouvoirs de l'expert sont trop étendus pour qu'on n'exige pas de lui les mêmes garanties de haute probité et de compétence qu'on exige des magistrats.

Nous sommes d'avis en conséquence pour remédier à ces inconvénients, de dire que chaque année, dans le mois qui suivra la rentrée judiciaire, les cours d'appel, sur la proposition des tribunaux qui en établiront les listes par catégorie, désigneront les experts qui seront susceptibles d'être commis dans les instances judiciaires.

Ces experts prêteront une fois pour toutes serment,

aussitôt qu'ils auront été désignés par la Cour d'appel comme faisant partie de la liste, cette formalité vaudra tant qu'ils resteront en fonctions.

Si les listes établies étaient insuffisantes et que le tribunal fût obligé de faire un choix en dehors, le ou les experts ainsi choisis exceptionnellement resteraient astreints, sauf dispense du consentement des parties, à la prestation de serment prévue par l'article 305 du Code de procédure civile.

Sur les conseils du garde des Sceaux, toutes ces propositions de lois sont restées sans portée. C'est regrettable. Car il s'ensuit pour les experts une perte de temps très appréciable et pour les parties un surcroît de frais dont elles se passeraient fort bien.

Il faut noter cependant que si le tribunal se borne à faire compléter un rapport ou à faire surveiller l'exécution de travaux ordonnés par un jugement antérieur, une nouvelle prestation de serment n'a plus de raison d'être. La jurisprudence s'est montrée ici pleine de bon sens.

Conformément aux dispositions de l'article 305 du Code de procédure civile qui s'inspire de l'ordonnance de 1667, le serment est prêté devant le juge-commissaire désigné, comme nous l'avons vu dans la formule que nous avons communiquée, dans le jugement qui ordonne l'expertise; il peut intervenir aussi par le jeu d'une commission rogatoire devant le tribunal civil ou devant le juge de paix du lieu où il doit être procédé à l'expertise. Le jugement peut confier ce soin à un tribunal étranger lorsque les circonstances propres de l'affaire semblent devoir l'exiger. Cependant lorsqu'un serment doit être prêté devant le Président de la Chambre des vacations, ce magistrat cesserait d'avoir qualité à cet effet lorsque les vacances judiciaires ont pris

fin — un autre juge, dans ces conditions, devra être désigné par le tribunal saisi du fonds de l'affaire, pour procéder à cette prestation. C'est ce qui résulte d'un arrêt de la Cour de Paris en date du 26 octobre 1887 (*J. des Av.*, 1888, art. 6627).

La prestation de serment, commencement des opérations, ne peut avoir lieu qu'après la signification du jugement dont il est la première formalité d'exécution. Un arrêt de la Cour de Rennes en date du 16 janvier 1908 (S. 1908.2.232) décide que, s'il en était autrement, le serment serait nul, et cela, même si l'exécution provisoire avait été ordonnée. Naturellement l'acquiescement tacite ou expresse couvrirait cette nullité. Le jour et l'heure sont fixés par le juge-commissaire, à la requête de la partie la plus diligente. L'ordonnance de ce juge est portée à la connaissance de l'expert pour qu'il se présente le jour indiqué.

Il faut remarquer que dans la pratique les parties se sont déjà entendues avec leurs experts pour « les préparatifs de cette fête ».

L'article 307 n'oblige pas la partie diligente à faire sommer son adversaire d'assister au serment (*Contra*, Doncenne et Boureau, *op. cit.*, p. 471). Mais en réalité cette sommation est le plus souvent pratiquée, car la présence des parties à cette cérémonie a l'avantage de rendre inutile la sommation d'assister aux opérations des experts; lorsque les jours et heures sont déterminés dans le procès-verbal de prestation de serment, cette sommation ne revêt aucune forme bien spéciale. En général, c'est une copie de l'ordonnance dûment enregistrée, mais sa simple signification serait suffisante.

Aucune formule de serment n'est requise. Le juge peut employer celles prévues par l'article 466 du Code civil ou par l'article 44 du Code d'instruction ou tout autre qui lui

semblera bonne : « Remplir leur mission en honneur et conscience ».

Si l'un ne se présente pas, les autres prêteront immédiatement serment ; un délai sera fixé pour la prestation du troisième. Mais le tribunal peut, s'il le juge à propos, le déclarer défaillant et procéder à la nomination d'office d'un remplaçant.

Un procès-verbal de cette prestation de serment est dressé. Il contient, comme nous l'avons vu, l'indication des heures et jour et le lieu de leurs opérations. Mais cette mention n'est pas substantielle (Req., 18 mai 1847, D. P. 1847.4.242). Cet arrêt a ainsi décidé qu'il pouvait y être suppléé par une simple signification.

OBLIGATIONS DES EXPERTS AU COURS DE L'EXPERTISE

I. Quant à l'objet de l'expertise.

Toutes les formalités préparatoires étant accomplies, l'expert doit, dès lors, procéder à sa mission.

Selon l'engagement qu'il a pris dans son serment, il doit remplir ses fonctions fidèlement, « en honneur et en conscience ».

Une défaillance risquerait d'entraîner sa responsabilité. (L'étude de cette responsabilité fait l'objet d'un chapitre spécial, V. *supra*.)

En dehors des obligations que nous appellerons corporatives (que nous analysons dans le même chapitre), les experts sont tenus de se conformer aux dispositions énumérées dans le jugement ordonnant expertise. Leur mission se trouve, en effet, tracée tout au long de la sentence. Des questions, aussi précises que celles que la Cour soumet aux jurés, leurs sont posées, le juge leur abandonnant une partie de ses pouvoirs d'investigation. Le juge ne peut leur laisser le soin de « mettre en état le procès dans son ensemble ». Des points délicats et très nettement déterminés doivent former l'objet de leurs travaux. Leurs avis doivent revêtir les mêmes caractères.

L'étendue de leur mission est très clairement indiquée :

toutes les questions que le tribunal estime utile de poser, toutes les expériences qui risquent de se révéler nécessaires, prévision des pièces à consulter, des témoins à entendre. En somme le jugement trace la marche des opérations. L'expert auxiliaire de la justice, n'a qu'à s'y soumettre. Il ne peut ni restreindre sa tâche, ni la dépasser. Le rapport incomplet n'apporte pas la lumière recherchée. La mesure d'instruction s'avérant insuffisante, les parties peuvent redouter un supplément d'instruction — ce qui amènerait des frais et une perte de temps supplémentaires. Il est vrai que si la faute de l'expert est nettement établie, lui seul en pâtira, car il se trouverait dans l'obligation de réparer le dommage encouru par les plaideurs.

L'expert ne doit pas oublier qu'il vient au procès pour apporter quelques éclaircissements sur certains points de fait. En aucun cas, il ne pourra dévier de sa route et proposer des solutions de droit. Juge des faits? Non. Mais appréciateur des faits qu'il se contente de relater. Il commettrait une faute très lourde s'il se substituait au pouvoir du juge. Un seul écart pourrait faire suspecter sa bonne foi. Il pourrait s'ensuivre l'annulation de tous ses travaux, ou tout au moins de la partie étudiée en excès de pouvoir (Montpellier, 2 mars 1827, D. répert., t. XXIII, p. 261). C'est d'ailleurs le juge qui en est le souverain appréciateur (Dijon, 6 juin 1886; *Gaz. du Palais*, 1886.2.631).

D'ailleurs ce n'est que si l'instruction d'une affaire nécessite l'intervention de spécialistes, qu'une expertise est ordonnée. Le tribunal commettrait une erreur grossière quant au but de cette mesure, s'il chargeait un expert d'établir, par exemple, la responsabilité d'un accident d'automobile, alors que son rôle devrait se borner soit à la constatation de l'accident ou aux conditions dans lesquelles

il s'est produit, soit à l'évaluation des dégâts (Paris, 12 août 1931; Lyon, 29 décembre 1929; Lyon, 10 mai 1929¹); mais cette interdiction ne les contraint pas à rejeter tous les renseignements mêmes verbaux qui pourraient être apportés par les témoins, car ils leur permettraient peut-être de contrôler les constatations matérielles, ce qui constitue l'objet de leur mission (Lyon, 24 décembre 1930²).

Cela nous montre bien que les experts doivent s'en tenir aux faits — et seulement aux faits. Mais pour cela, ils peuvent recueillir et noter tous les renseignements qu'ils jugent utiles à la « finalité » de leur rapport.

En dehors de cette question d'ordre strictement juridique, signalons quelques exemples d'excès de pouvoirs susceptibles d'être commis.

Les experts ne rentreraient dans le cadre de la mission confiée s'ils se permettaient de traiter des questions étrangères au procès pour l'éclaircissement duquel leur ministère a été requis. Ils ne pourraient pas, en effet, sans risquer d'aller au devant d'une nullité, étudier dans leurs rapports des faits non indiqués dans le jugement. Il est à noter que la décision judiciaire qui se fonderait sur ces observations superflues pour statuer au fond serait annulable. (La Cour de cassation est très ferme sur ce point : v. notamment Civ., 22 décembre 1889, au D. 1890.1.62.) Mais cette rigueur subit quelques adoucissements. La jurisprudence en effet donne la possibilité aux experts d'augmenter l'objet de leur mission quand toutes les parties sont tombées d'accord pour le leur permettre. Mais deux conditions semblent alors requises : la première c'est que cet agrandissement de pouvoir paraît devoir être imposé par les circonstances

1. *Mon. J. de P.*, 1931.218; *Gaz. des trib.*, 15 mai 1920; *Mon. jud. Lyon*; 20 décembre 1929.

2. *Mon. jud. Lyon*, 27 nov. 1931.

mêmes de l'affaire. Découverte, par exemple, de faits nouveaux susceptibles d'entraîner un bouleversement dans l'explication des faits prévus dans le jugement incident (Civ., 19 nov. 1878, D. P. 78.1.456). D'autre part, que toutes les parties soient maîtresses de leurs droits (Aix, 2 janvier 1931 ; S. J. 1931.623). Le tuteur du pupille ne semblerait pas avoir qualité pour autoriser sans l'approbation du conseil de famille un tel changement. Ce procédé qui présente de réels avantages pratiques, ne va pas sans critique. Par ce fait, le juge qui a requis une expertise, lui devient presque étranger. C'est la raison pour laquelle nous estimons que ce nouvel état devrait être soumis à l'autorisation du tribunal, tout au moins au cas où l'expertise avait été ordonnée d'office, car le fait de substituer par voie transactionnelle une convention amiable au « contrat judiciaire » peut présenter de sérieux inconvénients. Cependant, en soi, rien ne s'oppose à ce qu'ils puissent, devant l'accord des parties, faire « porter leurs recherches sur des faits placés en dehors de la mission qui leur a été confiée » (Cass., 28 février 1881, D. P. 81.1.300), car les parties ne peuvent pas leur reprocher quoi que ce soit puisqu'ils n'auront agi « que sur leur demande formelle et après avoir reçu leurs observations respectives ».

Il nous paraît intéressant de signaler deux opérations curieuses susceptibles d'être confiées aux experts¹.

1. *Exécution de travaux.*

Il peut arriver quelquefois que l'expert soit chargé d'exécuter ou de faire exécuter certains travaux. Appelés à procurer des indications au tribunal, ils vont de la sorte mettre la main à la pâte et pratiquer certaines modifications matérielles.

1. Cpr Mallard, *Traité de l'expertise judiciaire*, p. 36.

Ainsi en cas d'urgence, et dans des affaires relatives à des difficultés entre propriétaires et entrepreneurs, nées au sujet de vices de construction, de malfaçons, d'emploi de mauvais matériaux, relatives à des difficultés entre locataires et propriétaires au sujet de certains travaux de construction ou de démolition, le président des référés peut charger l'expert « de procéder à tous travaux urgents par ouvriers de son choix dont il règlera les mémoires... »

En ce cas l'expert a toute la responsabilité des travaux; il doit les diriger de son mieux et y apporter tous ses soins.

2. Délimitation à la suite d'une action en bornage.

Cette hypothèse suppose que la question préjudicielle sur la propriété des biens contigus a été soulevée devant le juge de paix. Le tribunal statuera non seulement sur la propriété elle-même, mais encore sur l'action en bornage. Les experts devront alors procéder à la délimitation, au bornage de ces propriétés.

2. Quant aux opérations proprement dites.

Une large compréhension de leur devoir est laissée aux experts, dans l'accomplissement de leur fonction. Ne dépassant pas l'objectif tracé par le jugement, ils peuvent néanmoins relater tous les indices susceptibles d'apporter aux juges les éléments nécessaires à l'assimilation des faits.

Mais l'on comprend facilement que chaque fait sur lequel doit porter leur examen ne constitue pas un acte détachable de l'ensemble du procès. Ils se trouvent, en général, devant un chapelet, une chaîne de faits dont l'explication demande

une grande latitude de pouvoir, tout en s'attachant à l'esprit et au but de la décision judiciaire. La jurisprudence a cru utile d'insérer dans chacun des jugements ordonnant expertise une clause de style d'après laquelle les experts doivent « s'entourer de tous renseignements ». Ces renseignements forment un accessoire indispensable, grâce auquel, peut-être, leur mission aura produit le fruit que le juge attendait d'elle. En aucun cas, l'on ne pourra admettre, alors, qu'ils se sont écartés des limites de leur pouvoir. (Nancy, 14 nov. 1900; *Gaz. Pal.* 1901.1.90).

Il se présente fréquemment que les experts soient obligés d'avoir recours à la science d'autres spécialistes. La complexité et l'enchevêtrement des faits les y obligent quelquefois. Ils font, dès lors, appel à d'autres personnes; les médecins, par exemple, à des chimistes, par exemple, à des radiographes¹.

Il est certain dans ce cas que si ces tiers ont été requis par les experts sans l'autorisation du tribunal, leurs avis ne tiendraient lieu que de purs renseignements et qu'ils ne sauraient prétendre à la taxe, aucune mission ne leur ayant été confiée officiellement. Il ne s'ensuit pas qu'il ne soit pas dans l'obligation des experts d'avoir recours à eux, si la clarté de l'affaire le demande, il est évident que les experts doivent en conscience faire appel à ces spécialistes. Délégation de pouvoirs? Nous ne le croyons pas. Les experts restent seuls responsables des conséquences de ce choix. Ils doivent surveiller l'exécution des travaux : ils en certifient l'authenticité et en assument les responsabilités, étant les seuls à venir « en titre » au procès.

1. Orléans, 20 août 1884, *Gaz. Pal.* 1885.1.123; Pau, 12 février 1908. S. 1908.2.39; Lyon, 10 avril 1897, D. 1897.2.304.

Il ne saurait y avoir de délégation de pouvoir que si ces tiers avaient été acceptés par les parties et nommés par le tribunal. Et encore, croyons-nous, ceux-ci ne tenant leur fonction que par la volonté du tribunal, ils n'auraient à rendre compte qu'à l'autorité de justice. Les experts en titre n'assumeraient donc pas la responsabilité des opérations de ces experts en second, à moins qu'il n'en ait été convenu autrement. Dans ce cas, pas de délégation de pouvoirs des experts aux experts adjoints, mais, peut-être, du tribunal à ceux-ci.

Les experts joignent à leur rapport, l'avis du spécialiste en second, ou l'incorporent.

Notons également qu'en général, les experts ne prennent pas sur eux-mêmes la responsabilité de s'adjoindre ces spécialistes sans en avoir été dûment autorisés. Ils n'y ont aucun intérêt. Ils se verraient, en effet, le cas échéant, obliger d'acquitter de leurs deniers les honoraires de leurs aides, le tribunal ne leur donnerait pas capacité pour les réclamer aux parties.

Souvent même ces vérifications scientifiques ne suffisent pas à déceler la vérité, les circonstances de la formation des faits demandant le secours d'autres personnes. Les experts devront, s'ils le jugent à propos, compléter leurs observations par des renseignements qu'ils ne peuvent quelquefois trouver qu'auprès de témoins — auront-ils la possibilité de faire parler ceux-ci, de leur demander les circonstances de la naissance des faits, ce qu'ils ont vu, ce qu'ils pensent. Ne serions-nous pas ici en face d'une enquête, qui ne peut, nous le savons, être menée que par un juge et suivant les formalités très nettement édictées par la loi (serment, etc.) n'empiéteraient-ils pas, en cette hypothèse,

sur les pouvoirs réservés à d'autres qu'à eux, appelés uniquement à poursuivre une expertise ?

A cela la jurisprudence a répondu avec infiniment de souplesse. Elle déclare que les experts ne peuvent absolument pas se livrer à une enquête lorsqu'il est dans leur intention, d'en faire « la base » de leur rapport ; mais que, par contre, rien ne s'oppose à ce qu'ils se livrent à une « prise de renseignements » en vue « de préciser et de coordonner leurs observations ». Enquête, malgré tout, enquête officieuse, si l'on veut ; pourvu qu'elle ne constitue pas en soi une finalité. Rechercher de simples renseignements, les adapter aux faits pour le plus grand bien de la manifestation de la vérité ; mais le principal, le fondement, la base de leur rapport restant leurs observations personnelles. Somme toute, purs renseignements tendant à compléter l'expertise, à préciser l'atmosphère du procès. (Civ., 19 février 1906, D. P. 1906.1.393 ; Requête, 16 juillet 1900, D. P. 1900.1.470 ; 7 novembre 1888, D. P. 89.1.230 ; Lyon, 6 mai 1921, S. 1921.2.107 ; Req., 28 avril 1920, S. 1921.1.152 ; Dejean, *loc. cit.*, 499).

« Enquête officieuse », tel est le terme couramment employé ; mais encore, pour l'admettre, faut-il que le jugement ordonnant expertise l'ait prévue, diront quelques-uns ; inutile qu'une telle permission se manifeste expressément dans le jugement, répliquent certains autres ; c'est une enquête officieuse qui fait corps avec l'expertise. La seule expertise la sous-entend (Requête, 31 juillet 1872, D. P. 73.1.489 ; Nîmes, 18 novembre 1890). Le tribunal est seul juge de décider si oui ou non ces experts ont outrepassé leurs pouvoirs. La nullité ne viserait, de toutes façons, que la partie qui aurait résulté de cet excès de pouvoirs. Elle ne pourrait être invoquée devant la Cour de cas-

sation si elle ne l'avait été devant les juges du fond (Req., 11 novembre 1829, R. 216). D'autre part, la partie qui a concouru à désigner les témoins qui ont été entendus, et qui n'a soulevé aucune réclamation en première instance, ne serait pas recevable à exciper en appel de cette irrégularité (Req., 31 juillet 1872). Il va de soi enfin que pour que cette nullité soit invoquée, il faut que ces dépositions orales aient été reçues en dehors de la présence des parties (ou après les avoir appelées), malgré la sanction qui frapperait l'abus de leurs pouvoirs, il est particulièrement recommandé aux experts de se cantonner dans les travaux spécifiés dans le jugement, et surtout d'être réservés, dans les renseignements qu'ils sont appelés à prendre. M. Peyroux, à la séance de la Chambre du 4 juin 1912, a cité la phrase suivante extraite d'un livre de médecine légale destiné aux experts : « Quand vous aurez à expertiser un blessé, n'oubliez pas qu'il faut avoir une certaine expérience des habitudes et des mœurs de l'ouvrier; la profession, le pays d'origine, les opinions politiques du sujet ne sont pas sans intérêt. »

C'est évidemment aller trop loin. Il importe de produire seulement les renseignements qui sont en contacts directs avec les faits, ou tout au moins ceux qui sont de nature à apporter quelques éclaircissements dans la manifestation de la vérité.

L'expert, comme le témoin, doit « dire la vérité, rien que la vérité, toute la vérité ». Il ne doit rien omettre, taire ou dissimuler. Certains auteurs ont voulu ici apporter une restriction reposant sur une question de droit; les experts, qui exercent une profession comportant le secret professionnel seraient tenu de laisser dans la pénombre les observations susceptibles de porter atteinte au « crédit » des

plaideurs. Par exemple les médecins qui seraient chargés de procéder à une expertise devraient jeter un voile sur certains faits, le secret professionnel s'imposant ici comme en toute autre matière.

Un arrêt de la Cour de Grenoble, en date du 29 janvier 1909 (S. 1909.2.120), a apporté une solution définitive à ce curieux problème. Voici les faits. Un médecin a été nommé expert pour l'évaluation de la diminution de capacité subie par un accidenté du travail. Dans son rapport il avait relaté que la victime souffrait d'une affection gonococcique. Devant une telle révélation rendue publique, l'ouvrier porta plainte contre le médecin, sous le chef de violation de secret professionnel. La Cour de Grenoble confirma le jugement de première instance, qui relaxait le médecin des fins de la prévention.

Nous ne pouvons qu'approuver la décision de la Cour de Grenoble, qui a parfaitement statué sur les données et fondements du secret professionnel. D'après elle, cette discrétion ne se conçoit que dans la mesure où elle a pour but de favoriser les confidences du malade. Celui-ci se reposant sur l'interdiction de les dévoiler confie volontairement et pour son bien ses secrets les plus intimes au docteur. Le législateur, pour augmenter l'utilité sociale de la profession médicale, a voulu à juste raison sanctionner le silence du praticien. Mesure d'ordre public qui s'impose indiscutablement, disent certains, à toutes les circonstances. Mais la Cour a estimé que dans les conditions qui nous intéressent le secret professionnel devait s'estomper. Il ne s'agit plus ici en effet de confidences volontaires faites par le malade au médecin; le médecin est chargé de fournir au juge toutes les indications susceptibles d'éclairer le tribunal. Nous ne sommes pas en face d'un examen demandé par le malade,

mais par la justice; ce n'est pas une confiance volontaire, mais une confiance arrachée par le médecin. M. Loubat dans sa note au *Dalloz* (D. 1910.2.121) a parfaitement résumé la question en disant : le médecin « n'est pas ici un confident nécessaire, mais un agent d'information ». Le médecin en pareil cas a rempli la mission qui lui avait été confiée par la justice, il ne peut dès lors, nous semble-t-il, être poursuivi justement pour cette raison. Il appartient aux plaideurs, s'ils le jugent utiles, de déjouer les ruses des médecins qui cherchent à leur extorquer les confidences qu'ils ne veulent pas livrer¹.

Mais encore faut-il que le médecin reste dans la limite de son mandat; s'il donne des renseignements qui n'ont aucune espèce de lien avec la mission qui lui a été confiée, il nous semble qu'il a dépassé le cadre des investigations ordonnées par la justice et que dès lors il pourrait être l'objet d'une poursuite pénale. L'appréciation du tribunal reste pleine et entière. De même il semble que le médecin habituel d'un malade ne peut accepter la charge d'une expertise lorsque la personne à examiner est précisément son client personnel. D'après M. Loubat, il lui serait impossible de concilier « sa profession habituelle et sa fonction actuelle, la loi ne pourrait le délier que pour les observations à faire et non pour celles qu'il a faites précédemment² ».

Enfin, il est bien évident que le médecin qui communiquerait à d'autres personnes qu'aux juges ses observations relevées au cours de ses travaux d'expertises, tomberait

1. Il est à remarquer que pareille solution doit intervenir en cas d'expertise amiable. Par exemple, lorsqu'une compagnie d'assurance-vie fait procéder à un examen médical d'un aspirant assuré.

2. M. Perreau (*Rec. proc.*, 1909, p. 193) fait cette même restriction pour les expertises amiables. — Tribunal civil de Meaux, 22 nov. 1923 (*Gaz. Pal.*, 1924.316).

sous le coup de l'article 378 du Code pénal. Il séparerait ainsi très nettement le cadre de la fonction judiciaire, sauf cependant le cas où ses révélations resteraient dans le domaine purement scientifique sans indice aucun sur la personnalité qu'il a eu mission d'examiner (Cour d'assises de la Seine, 15 février 1898; Lacomblez : « Affaire Zola », *Le Droit*, 15 et 16 février 1898). — (Même sens : Cass. crim., 14 janvier 1933, D. H. 1933).

Les experts doivent donner lecture du dispositif de la décision qui les a investis de leur pouvoir et qui a limité l'objet de l'expertise. Si une divergence d'idées surgit entre eux et les parties sur l'étendue des opérations, le tribunal doit en être saisi. Il statuera définitivement sur ce désaccord. Dans le cas contraire où aucun doute ne peut s'élever sur l'interprétation de cette étendue, les experts procéderont à l'expertise sans que les parties puissent par voie d'appel ou d'incidence élever la moindre prétention, elles ne peuvent que formuler des réserves qui seront appréciées lors du jugement statuant sur le fond du procès (Tribunal civil de Gap, 28 février 1922, *la Loi* 8 juillet 1922).

Il est une règle constante que l'instruction du procès, dans l'intérêt de la demande et de la défense, s'effectue en présence des parties où elles sont dûment appelées (Cass., 11 février 1902; S. 1902.1.144). Si le législateur ne l'a pas énoncée expressément, du moins elle émane implicitement des articles 315 et 317 du Code de procédure civile. Il n'est pas nécessaire que les parties soient présentes; elles peuvent se faire représenter par leurs avoués ou leurs conseils munis de pouvoirs réguliers. Nous n'entendons pas ici par « conseils » des avocats, mais toutes personnes choisies par elles, tels que architectes, géomètres, comptables, etc... suivant la nature du procès.

Les experts, dans leur procès-verbal, constatent l'absence des parties aux opérations et, s'il y a lieu, leur représentation. Puis ils entendent les dires des parties ou de leur représentants ou conseils, ils reçoivent communication des pièces, mémoires, titres de propriétés, plans, documents de toutes sortes concernant le procès.

Au cas où une seule vacation ne serait pas suffisante, ils s'ajournent à des jours, heures et lieu qu'ils sont à même de fixer, mais autant que possible dans un délai très proche. Si les plaideurs n'en ont pas pris connaissance soit en raison de leur absence à cette vacation, soit parce que ces indications n'ont été connues que postérieurement, les experts doivent les prévenir, ainsi que leurs avoués, immédiatement.

Ainsi toutes dispositions sont prises pour que les parties au procès puissent assister aux opérations des experts et même, le cas échéant, y prendre part. Il est certain que leur présence est indispensable à la défense de leurs intérêts. La loi n'édicte pas, en cas contraire, de sanctions. Mais la jurisprudence a l'habitude, à juste titre, de relever cette irrégularité dans la mesure où réellement l'absence de l'une des parties a profité à l'autre. Assurément le plaideur qui ne peut surveiller les travaux de l'expert ni surtout leur adresser ses desiderata se trouve lésé dans ses droits; il s'ensuit une inégalité frappante que la jurisprudence a raison de ne pas admettre (Req., 10 juillet 1907, D. 1908.1.32; 28 mars 1905, D. 1905.1.192, etc...)

Sur ce point elle a très nettement pris position, en déclarant que l'absence seule des parties ne vicie pas l'expertise. Ce qu'elle tient à sanctionner, c'est l'avantage que l'autre plaideur a pu tirer de cette absence. Les droits de la défense sont des droits sacrés auxquels la justice ne peut tolérer aucune atteinte : c'est en vertu de ce principe fondamental

de notre juridiction que les cours et tribunaux n'annulent l'expertise faite en dehors de la présence de l'une des parties que dans la mesure où cette absence a nui à sa défense. Mais qui saura si la défense a été ou non sauvegardée ? Question de fait que trancheront les juges. Ils rechercheront si les observations que la partie absente aurait présentées, auraient pu avoir quelque influence sur les données du rapport, somme toute si leur présence aurait changé la « face des choses ».

Les experts ne sont pas obligés de convoquer les parties à chaque vacation. Cette formalité deviendrait superflue si les opérations auxquelles ils ont procédé, ne présentent que très peu d'importance ou que « leur nature exclue l'ingérence des plaideurs ». Que viendraient faire les parties, quels droits viendraient-elles défendre, en assistant les experts dans des questions de fait « purement matériel » : vérification de compte, examen de titre, analyse de corps chimiques, etc... Il est bien évident que leur présence n'est exigible que dans le cas où elle peut présenter soit pour leur défense, soit pour la manifestation de la vérité, une utilité quelconque. Ainsi par exemple un arrêt de la Cour de cassation en date du 10 mars 1858 a parfaitement admis que les experts chargés d'examiner un appareil d'un genre spécial n'étaient pas tenus de convoquer les parties, car la présence de celles-ci ne serait d'aucun profit. (V. encore : Req., 28 mars 1905, 13 février 1907 ; Civile, 1897, 12 mai ; Civile, 5 janvier 1881, Req., 9 août 1876.) En développant cette idée on est amené tout naturellement à se ranger derrière l'opinion émise par M. Dutruc dans une note au Dalloz (1881.1.129) d'après laquelle « une vérification qui exige des connaissances médicales et rentre à ce titre dans le domaine exclusif de la science, ne réclame nullement le

concours des parties qu'elle intéresse et dont le droit de défense est suffisamment sauvegardé par la possibilité qui leur est laissée de faire avant la clôture du procès-verbal tous dires, observations, réquisitions et plus tard de discuter les appréciations des experts... » Ainsi, chaque fois que les opérations des experts se cantonnent dans les hautes sphères de la science — médicale ou autre — la présence des parties ne peut être obligatoire.

Pour les expertises médicales et l'application de l'article 317, deux articles de la *Revue d'hygiène générale et de médecine légale*, l'un de M. Dubrac « Accident de chemin de fer et expertise médico-légale », année 1893, tome II, page 210, l'autre de Charles Constant, « L'article 317 et l'expertise médico-légale », année 1894, tome I, page 72. D'après ces derniers il ne saurait être question de supprimer la présence des intéressés aux opérations médicales auxquelles se livrent les experts. « Ce serait porter atteinte aux garanties de publicité et de contradiction formellement accordées par le Code : ce serait entraver l'exercice des droits essentiels de la défense ». Pour remédier à ce danger, les auteurs usent d'un subterfuge qui nous paraît fort intéressant : ce serait quelquefois excessif de permettre aux plaideurs d'assister en personne à de telles opérations, leur présence risquerait de blesser la pudeur de l'expertisé. Ils proposent dès lors leur représentation par d'autres spécialistes médecins comme les experts, plus aptes qu'eux par conséquent à adresser les observations avant les opérations et à contrôler les experts dans leurs travaux. Il va de soi qu'en pareil cas un mandat spécial de représentation doit être exigé de ces médecins. Système ingénieux qui ne se heurte à aucune donnée juridique. Le seul inconvénient que présenterait une telle solution ; c'est que l'on ne

voit pas pourquoi ni en vertu de quoi on ne pourrait restreindre son application aux expertises médicales. D'autre part, si on le tolère pour toutes sortes d'expertises il s'ensuivrait des complications, des discussions interminables entre les divers experts, les uns judiciaires, les autres amiables. Les lenteurs de la justice dont on se plaint déjà prendraient d'autres proportions.

A notre avis, il semble que même en matière médicale il faille laisser toute liberté aux experts et ne pas leur imposer, quand ils se livrent à des recherches purement scientifiques, la présence de chicaneurs profanes qui embrouilleraient les choses plus qu'ils n'apporteraient d'éclaircissements. La bonne foi des experts, auxiliaires de la justice, ayant prêté serment de se comporter en homme de conscience et d'honneur, ne doit pas pouvoir être sujette à caution dans l'exercice de leur profession : nous ne pouvons donc admettre que la présence des parties soit un élément essentiel de la validité des expertises (jurisprudence constante) et le contrôle des parties ne consiste que dans la sauvegarde générale de leurs intérêts — question de fait laissée à l'arbitrage du juge.

L'article 317 autorise les parties à faire tels dires et réquisitions qu'elles jugeront convenables, tout ce qui intéresse les droits de la défense et qui peut être relatif soit aux faits eux-mêmes soit aux procédés employés par les experts. Ces observations sont en général rédigées par écrit. Ce même article spécifie que ceux-ci sont tenus de les mentionner dans leur procès-verbal. Est-ce à dire que les experts soient obligés de répondre à toutes les questions auxquelles les parties font allusion ?

Nous ne le croyons pas : ils apprécient, selon les besoins de la cause, à quelles réquisitions ils doivent obtempérer.

Dans le cas où ils seraient embarrassés, ils doivent revenir devant le tribunal qui les fixera sur ce point. Cette possibilité de s'adresser au tribunal n'est pas reconnue aux parties. Il serait à craindre qu'elles ne profitassent de cette possibilité pour retarder le cours des opérations et faire éterniser le procès. Elles auront d'ailleurs le droit de faire triompher leurs revendications au moment du jugement (Nancy, 22 mai 1909, *Rec. proc.*, 1909, n° 6319).

Enfin, les experts doivent procéder conjointement. Ils ne peuvent commencer leurs opérations que s'ils sont tous les trois réunis et, sous aucun prétexte, ils ne peuvent procéder séparément. C'est un principe qui ne supporte pas d'exception. En conséquence, deux experts ne pourraient, sauf nullité du rapport, procéder en l'absence du troisième; il importe peu que cet absent ait été convoqué; il faut qu'ils soient tous les trois présents (Cour de cass., 20 février 1889, S. 90.1.409). De même ils ne sont pas autorisés à déléguer l'un d'eux pour telle ou telle de leurs opérations car ils i raient, s'il en était autrement, en contrariété avec le désir du tribunal et des parties qui recherchent les avis communs de tous et non celui d'un seul. Néanmoins il peut arriver que l'un d'eux soit chargé par les deux autres de « vérifications accessoires d'observations de détail », par exemple d'aller quérir des échantillons des produits qui doivent être examinés par eux trois. Mais encore est-il nécessaire que cette simple opération se soit effectuée sous les yeux des parties et sans que ces dernières aient soulevé la moindre réclamation (Cass., 15 mai 1876, S. 1876.1.205; 13 janvier 1902, *Dalloz*, 1903.1.317).

Ainsi, les experts, tout en ayant des pouvoirs très larges, sont cependant soumis au contrôle du tribunal et des parties. La moindre irrégularité serait de nature à entrai-

ner la nullité de leurs opérations si elle risque d'avoir des répercussions nuisibles aux intérêts des plaideurs. Aussi leur est-il recommandé d'observer avec un soin méticuleux toutes les formes prescrites par la loi.

3. Quant à la confection du rapport.

La rédaction du rapport suppose la fin des opérations purement matérielles. Les experts ont terminé leur examen, ont répondu aux questions des parties. Il ne leur reste donc plus maintenant qu'à réunir tous les éléments constituant la réponse au questionnaire du juge.

La rédaction du rapport suppose également que l'expert n'a pas eu à exercer le rôle conciliateur que le tribunal attend le plus souvent de lui. Dans le cas où l'expertise ne consiste pas à la constatation pure et simple d'un fait ou l'exécution d'un travail quelconque, les experts reçoivent en général le conseil, pour ne pas dire l'ordre de faire tout ce qui sera en leur pouvoir pour concilier les parties (Couperet, *supra*). Il faut bien avouer que ce rôle conciliateur des experts est la mission la plus élevée qui leur soit confiée. Il est vrai que c'est au moment de l'expertise que la conciliation a le plus de chance de réussir. Les parties, évidemment partiales, ne se rendaient pas très bien compte de la vérité des faits : les experts, sans aucun préjugé, viennent le plus souvent heurter leur prévision. C'est alors qu'elles s'aperçoivent de la fragilité de leur prétention et sont toutes disposées à un arrangement amiable, afin d'éviter des frais de justice plus élevés.

M. Mallard, dans son *Traité de l'expertise judiciaire* prétend que le rôle des experts est d'une immense utilité pour

la justice. Déblaiement des affaires. Il n'hésite pas à dire que grâce à eux les deux tiers des procès qui lui sont confiés se terminent par un accord amiable. Leur médiation est donc de première importance.

Mais si malgré tous leurs efforts ils n'ont pu arriver à une solution semblable, ils sont alors obligés de rédiger leur procès-verbal.

Que doivent-ils mettre dans leur rapport et comment vont-ils le disposer ?

Il n'existe pas de formule bien arrêtée (Conf. Mallard, *op. cit.*, page 403). Cependant pour qu'il soit clair, précis, les experts le divisent en général en deux parties. Dans la première ils énoncent ce que nous appellerons la « marche de l'expertise », dans la deuxième : ils donnent leur avis. Exposé des faits, explications scientifiques ou pratiques.

Ainsi dans la première partie figureront habituellement et dans l'ordre.

1° Les noms et adresses des experts, des parties au procès et de leurs avoués ;

2° Un extrait du jugement ordonnant l'expertise (l'extrait relatif à la mission des experts, le questionnaire) ;

3° L'indication de la présence des experts sur les lieux, ainsi que celle des parties ;

4° La nomenclature des pièces que les parties ont remises aux experts ;

5° La mention de défaut contre les non-comparants ;

6° L'indication des remises, le cas échéant ;

7° L'exposé des prétentions, réquisitions et dires des parties ;

8° Les vérifications des experts ;

9° Enfin la tentative de conciliation.

Comme on peut le voir, la première partie constitue l'exposé de l'expertise. Ce qui semble à première vue tout à fait inutile puisque le juge et les parties le connaissent déjà parfaitement. Mais il est certain que, malgré cela, le rapport présente ainsi un « tout » qui facilite énormément le travail et les recherches du tribunal. Besoin d'ordre pratique et ainsi les parties, à la simple lecture du rapport, sauront si toutes les garanties de leurs intérêts ont été prises par les experts.

Cette première partie développera aussi les cadres dans lesquels les experts ont procédé, de quelle façon ils ont effectué les recherches, à quel moment et avec qui. S'ils se sont fait aider par d'autres spécialistes, sapiteurs, experts adjoints.

Dans la deuxième partie, les experts se consacrent à l'étude de leurs opérations proprement dites : ils y donnent leur avis qui doit être motivé et fondé sur les vérifications qu'ils ont annoncées dans la première partie. Il faut en effet conclure. C'est une obligation très stricte ; si l'un d'eux s'y refusait, il risquerait de se voir l'objet d'une sanction en dommages-intérêts.

Il peut arriver que les trois experts soient du même avis ; dans ce cas, c'est très simple. Mais le contraire se présente aussi souvent ; les trois experts sont d'opinions différentes.

L'article 318 dit alors « que les experts ne formeront qu'un seul avis, à la pluralité des voix ». Certains auteurs prétendent que lorsque, comme dans l'hypothèse présente, deux opinions seulement sont en lutte, il faut que dans le rapport l'adoption par « pluralité de voix » soit mentionnée — aucun texte ne permet d'assurer cette thèse.

Il se présente souvent aussi que chaque expert ait son opinion personnelle. Aucune majorité ne peut dès lors se former ! Les experts doivent, dans ces conditions, indi-

quer dans le procès-verbal l'avis de chacun d'eux et les motifs qui les ont déterminés à adopter des avis respectivement différents. On voit que la loi ici ne prescrit pas les mêmes dispositions qu'en cas de discordance entre juges. Le législateur a estimé, à juste titre d'ailleurs, qu'en se rapportant à l'exposé des avis dissidents, le tribunal, dépourvu de préjugés scientifiques, pourrait justement retirer le profit recherché. La Cour de cassation a prétendu que l'omission de cette prescription rendait le rapport nul à moins que le tribunal « puisse trouver les indications suffisantes pour suppléer aux motifs » (Civile, 21 janvier 1902, D. 1903. 1.317). Mais il importe que les experts respectent l'anonymat (Req., 1^{er} février 1864; Cour d'Aix, 7 février 1878), sans que toutefois la violation de cette prescription puisse être une cause de nullité (Req., 1^{er} février 1864, D. 1864.1. 135). En conséquence le rapport qui aura fait connaître le nom de l'expert d'avis différent n'est pas nul (Aix, 7 février 1878, D. P., 1880.5.188).

Tel est donc le contenu du rapport. Nous devons faire quelques remarques d'ailleurs importantes : Il faut d'abord que le rapport soit écrit. L'article 317 est formel : «... le rapport sera écrit par un des experts et signé par tous. » Cette condition est de toute première nécessité. Les experts devant écrire leur opinion, hésiteront certainement à exprimer des idées fantasques. Les écrits restent. L'article 318, en cas de divergence d'opinion, demande l'anonymat; ce qui suppose évidemment un rapport écrit; on n'imaginerait pas le contraire. Cette condition est donc capitale. Est-ce à dire que le juge ne peut tenir aucun compte d'un exposé oral que ferait un expert. Il semble qu'en faisant une juste application des textes en vigueur, il faille condamner radicalement cette façon de procéder. La Cour de

cassation a été moins ferme et a surtout été inspirée du principe de la liberté d'instruction des juges dans l'administration de la preuve. Elle prétend en effet que ce procédé doit être annulé mais que dans le cas où il aurait porté préjudice aux droits de la défense; par exemple si ces explications n'avaient pas été communiquées aux parties, de sorte que celles-ci n'auraient pas été en mesure de soutenir une contradiction (Civile, 12 novembre 1907, S. 1908.1.72, *Revue critique de droit et de jurisprudence*, article de M. Charmont 1909, page 517, Req., 2 juillet 1912, *Gaz. du Palais*, 22 octobre 1912).

Ainsi les rapports oraux ne sont pas automatiquement assimilables, pour cela il faut que les juges fassent respecter l'article 318. Remarquons l'intérêt que peut présenter un rapport oral pour le tribunal. La compréhension du fait sera plus rapide et en cas d'hésitation il pourra demander sans avoir recours à un supplément d'expertise des explications plus complètes et peut-être plus élémentaires.

Avant la rédaction du Code de procédure, il n'en était pas de même. Le Parlement de Paris admettait en effet que les rapports d'experts fussent verbaux en matière civile (arrêts du Parlement de Paris des 26 juillet 1737 et 23 avril 1785). Il est vrai qu'à cette époque le principe de la sauvegarde des intérêts de la défense n'avait pas pris le caractère prépondérant que veut bien lui conférer la législation moderne. Les affaires plus simples et moins nombreuses s'y prêtaient plus facilement.

Le plus souvent, les « rapports oraux » sont en réalité les explications des rapports que les experts ont déjà rédigés, il ne semble pas que le tribunal se trouve en face de textes condamnant cette façon de faire (Req., 3 janvier 1887, S., 1887.1.263). On ne peut guère dire que ce soit des rapports

oraux, ce sont plutôt des explications verbales qui évitent des suppléments d'expertises.

L'article 317 indique « que le rapport est écrit par l'un des experts... » Chaque expert, à notre avis, paraît capable de rédiger sa partie séparément. C'est d'ailleurs ce qui se passe constamment lorsqu'ils ont fait appel à un expert adjoint; ce dernier rédige le sien. De même il n'est pas nécessaire que ce soit un expert lui-même qui l'écrive; le procès-verbal peut être écrit par un tiers ou dactylographié (jurisp. constante). Mais les experts assument la responsabilité de la rédaction.

Il faut noter en outre qu'il ne peut (toujours d'après l'art. 318), n'y avoir qu'un seul rapport — simplification normale; chaque expert donnant son opinion sur la même feuille que celle sur laquelle déjà son collègue a émis la sienne. Est-ce à dire que s'il en était autrement, nous nous trouverions en face d'un cas de nullité? — La jurisprudence décide qu'il n'y a pas nullité pourvu que les autres conditions soient remplies.

Enfin diverses formalités doivent être respectées — d'abord la date — suivant que l'on considère le rapport comme un acte authentique ou sous seing privé, il fera foi à l'égard de tous ou entre les parties. Cette question n'a pas d'intérêt, car de toute façon la date sera certaine au moment de l'enregistrement. Ensuite la signature, l'article 317 spécifie que le rapport doit être « signé par tous » (les experts). A ce sujet, divers problèmes peuvent se poser :

En premier lieu, il peut se présenter, comme nous l'avons déjà vu, que l'expertise ait été effectuée par un seul expert. Qu'advviendrait-il si cet expert unique, pour des raisons graves, ne pouvait pas signer son travail? (mort ou grièvement malade). Evidemment il serait procédé à la nomina-

tion d'un nouvel expert. Est-ce que ce dernier se contenterait de signer l'exposé de son prédécesseur ou bien serait-il obligé de recommencer toutes les opérations auxquelles s'est déjà livré l'expert défaillant? Un arrêt de la Cour de Paris en date du 15 décembre 1875¹ a décidé que le nouvel expert pouvait se borner à apposer sa signature; cet arrêt se fonde sur le fait que l'appréciation du rapport par le tribunal étant libre et entière, il était inutile d'augmenter à nouveau les frais de justice par de nouvelles opérations. Nous nous élevons contre cette opinion. L'expert n'est pas nommé pour authentifier les opérations de son prédécesseur mais pour constater ce qu'il a pu voir ou entendre dire de lui-même. Il ne doit donner que les renseignements qu'il a pu recueillir.

Avec le raisonnement de cet arrêt précité, il ne saurait y avoir de cas de nullité puisque de toute façon le juge ne peut accorder à l'expertise que l'autorité qu'il veut bien lui conférer. Cette opinion doit donc être violemment rejetée.

Si l'un seulement des trois experts ne peut signer, du moment que les opérations se sont effectuées conjointement, il est normal d'admettre que la signature des deux autres suffira. En effet, le pire qui puisse arriver serait que l'expert défaillant soit d'un avis contraire à celui des deux autres; dans ce cas la pluralité des voix décidera. Or, ici, ils sont deux à l'avoir signé (Nancy, 29 avril 1896; Dijon, 24 mai 1893). C'est la même solution que dans l'hypothèse où l'un des trois avait refusé sa signature.

L'article 317 a visé un cas assez curieux : un expert peut faire rédiger son rapport par un tiers, mais il doit le signer. L'article 317 suppose que l'expert ne sait pas signer et décide que « si les experts ne savent pas tous signer, la

1. *Gaz. Trib.*, 31 décembre 1875.

rédaction sera écrite et signée par le greffier de la justice de paix ». Le caractère d'authenticité sera, par ce jeu, respecté. Il est évident que le greffier compétent est celui de la justice de paix du lieu où l'expertise s'est effectuée. C'est-à-dire le lieu où le rapport a été rédigé. Car en effet, l'article 317 demande que ce rapport « soit rédigé au lieu contentieux » ou bien ajoute-t-il « dans le lieu et aux jour et heure qui seront indiqués par les experts ». En ce dernier cas, les experts doivent en avertir les parties afin qu'elles puissent faire connaître, le cas échéant, leurs dernières et suprêmes observations. Il a été jugé cependant que le défaut de convocation n'entraînait la nullité du rapport que dans la mesure où il préjudiciait aux intérêts de la défense (Req., 16 juillet 1900, D. P., 1900.1.470; Garsonnet, tome II, 3^e édition, n° 363; Dejean, 475; *contra*, Boncenne, tome IV, p. 484). Pour la détermination du jour, il est simplement recommandé aux experts de ne pas choisir un jour férié (dimanche ou fête légale). Remarquons que l'article 1037 ne vise que les significations et les exécutions. Par conséquent il ne s'agit ici que d'une simple recommandation.

4. Quant au dépôt du rapport.

Les experts sont tenus de déposer, une fois toutes les formalités sus-indiquées remplies, leur rapport au rang des minutes du greffier. Ce dernier le conservera et le communiquera, s'il y a lieu, aux intéressés, juges ou parties chaque fois que ces derniers le désireront. Ce dépôt au rang des minutes du greffier procure un double avantage : d'abord, il sera conservé soigneusement, ensuite il pourra être consulté librement; les greffiers, à la requête des parties en délivreront des expéditions moyennant les émoluments d'usage.

Ce dépôt s'effectue de la façon suivante : les experts

désignent l'un d'entre eux qui sera chargé de remettre le procès-verbal à l'officier ministériel qui délivre un acte de dépôt. Dès ce moment les experts ont terminé leur mission.

Selon les prescriptions de la loi de frimaire, an VII (art. 6 et 23), le rapport doit être enregistré avant son dépôt. Le greffier n'aurait d'ailleurs pas le droit de le recevoir (art. 42 de la même loi). Il faut entendre ici par rapport, toutes les pièces qui le constituent, acte principal et pièces annexées. Si l'enregistrement est omis, la sanction est la même qu'en droit commun. A remarquer que dans ce cas, les experts ne sont pas responsables de cette omission, alors que cependant ce sont bien eux qui ont commis ce méfait. Seulement les parties pourront être poursuivies par l'administration (comparer la responsabilité des notaires en cas de non déclaration de succession). Les erreurs du mandataire n'engagent que la responsabilité du mandant.

En raison des modifications apportées à la loi de frimaire, an VII, par les lois du 25 juin 1920 et 22 mars 1924 le droit d'enregistrement du rapport en principal et décime est aujourd'hui porté à 7 fr. 20, outre les droits de timbre. D'ailleurs, pour éviter toute complication, les experts habituellement font timbrer les annexes avant de les signer et de les joindre à leur rapport.

Le greffe compétent pour recevoir l'expertise sera, de façon générale, celui de la juridiction qui l'a ordonnée. Dans les cas où les experts ont été désignés par le jeu d'une commission rogatoire, afin d'éviter des déplacements coûteux, rien ne semble s'opposer à ce que ce soit le greffe de la juridiction commise qui reçoive la minute du rapport. Dans ces conditions, celui-ci remettra copie certifiée à son collègue.

Pour faciliter la procédure, la décision préparatoire peut autoriser encore les experts à expédier au greffier de la juri-

diction qui a ordonné expertise, leur rapport sous pli recommandé. C'est ainsi qu'au tribunal civil de la Seine on insère dans le jugement la mention suivante : « Dit que les experts déposeront leur rapport au greffe du tribunal civil — ou de la justice de paix — de X... d'où il sera, par les soins du greffier en chef, transmis par pli postal recommandé au greffier de ce siège. »

A la remise du rapport, le greffier en donne acte à l'expert. Le coût de cet acte s'élève à 16 fr. 95, que l'expert avance. Les experts doivent noter très soigneusement la date et le numéro du dépôt pour les faire connaître aux parties et aux avoués qui sauront de la sorte le retrouver plus facilement.

Les experts sont tenus d'effectuer toutes ces avances, même s'ils se doutent de l'insolvabilité de leurs clients, et même si toute provision leur a été antérieurement refusée. (Cass., 21 nov. 1822; R. 128.)

Aucun délai n'est déterminé par la loi pour la remise de leur rapport. Il est laissé à leur bon vouloir et à leur conscience. C'est par les dispositions de l'article 320 du Code de procédure civile que, par un détour, leur négligence ou leur « bon entendement » avec l'une des parties intéressée à une solution retardée du procès, peut être vaincue. Ils pourront être assignés dans un délai de trois jours sans préliminaire de conciliation devant le tribunal qui les a commis pour être condamné à des dommages-intérêts, s'il échet à faire ledit dépôt... (voir chapitre « Responsabilité »).

Le dépôt du rapport ne présente pas seulement un intérêt pratique de première importance. Il a également des conséquences juridiques très grandes; il marque notamment le moment où les experts ont terminé leur mission; mais encore faut-il que le dépôt ait été régulièrement constaté (Cass., 5 juill. 1894, S. 1895 1.442). Ainsi, avant ce dépôt,

le rapport n'est qu'un simple projet que l'expert peut modifier comme bon lui semble. Après cette formalité, il devient définitif. De là les conséquences suivantes; toute modification serait nulle et non avenue (Lyon, 14 fév. 1856, D. 1856.2.229; Garsonnet, t. II, pp. 578 et 579). Si les experts désirent modifier leur rapport, il est nécessaire d'avoir recours au tribunal qui, par jugement, ordonnera nouvelle expertise.

Par contre certains auteurs prétendent, à tort d'ailleurs, que si des erreurs matérielles se sont glissées dans leur rapport, tant que celui-ci n'a pas été ni levé ni signifié, les experts peuvent y apporter les corrections nécessaires. Nous ne pensons pas que cela soit possible. Leur mission est, en effet, bien terminée et ils pourraient, sous le déguisement d'erreur matérielle, apporter des modifications qui risqueraient de bouleverser le sens de leurs observations, ce qui n'est absolument pas admis. Définitif ne veut pas dire provisoire. La seule permission qui leur soit accordée, c'est de déposer une seconde pièce à titre de pur renseignement ou d'éclaircissement de la première (sans que ce nouveau dépôt puisse préjudicier aux intérêts de la défense, croyons-nous utile d'ajouter) (Cass. civ., 24 juill. 1824; Dijon, 10 décembre 1900; *Gaz. Pal.* 1901.1.197). Pour ne pas tromper le tribunal par cette erreur, le seul moyen plausible pour les experts est d'en prévenir le tribunal qui, s'il le juge utile, convoquera les experts à l'audience, le mal est ainsi déjoué dans les règles légales.

Enfin, comme dernière conséquence, le dépôt du rapport indique le moment où les experts peuvent requérir le payement de leurs honoraires, en échange des pièces qui leur ont été communiquées (Pau, 12 fév. 1908; S.1908.2.39).

§ 3.

HONORAIRES

Tout travail demande une rémunération. Non seulement rien ne s'oppose à ce que les experts qui travaillent pour le compte de la justice perçoivent des émoluments correspondant à leurs opérations, mais encore, étant donné qu'une très grande impartialité est exigée d'eux, est-il nécessaire qu'ils soient rétribués non pas grassement, mais largement.

La valeur de notre monnaie et l'évolution presque constante du coût de la vie, a obligé le législateur à revenir, maintes fois, sur les tarifs. Dans le rapport en date du 27 décembre 1920 de M. le Garde des Sceaux, adressé à M. le Président de la République, le ministre de la Justice, qui préconisait une modification des taxes qui les fixaient, dit très justement « que le tarif qui jusqu'à présent réglait les experts et qui remontait au mois de février 1807 ne se trouvait plus en harmonie avec le coût de l'existence et les nécessités du jour; le relèvement de ces tarifs s'imposait impérieusement ».

Un décret à cette date est venu, dès lors, apporter une amélioration sensible sur les tarifs qui remontaient à plus d'un siècle et dont la modicité notoire avait été, depuis fort longtemps, soulignée. Ainsi ce décret du 27 décembre 1920 abroge les textes qui étaient jusqu'à présent en vigueur, à savoir les trois décrets du 16 février 1807, les décrets pos-

térieurs qui rendaient communs à plusieurs cours et tribunaux le tarif des frais et dépens réglés par la Cour et le tribunal de la Seine, les ordonnances du 10 octobre 1841 et les décrets des 30 avril et 13 décembre 1862 (bien que ces dernières dispositions n'aient pas été indiquées dans le présent décret).

Le calcul des honoraires ne s'établissait pas de la même façon que de nos jours. Aujourd'hui on tient compte « des intérêts en litige, de la personnalité des experts requis et des difficultés de la cause, alors qu'autrefois ces spécialistes étaient rémunérés d'après le nombre d'heures de travail fournies. Le principe de calcul moderne correspond mieux à l'autorité qui s'attache à ces artistes et spécialistes.

A titre d'édification, relevons les tarifs qui leur étaient accordés par les textes de 1807 et suivants.

La loi divisait les experts en deux catégories, emportant des traitements différents. « Artisans et laboureurs », c'est-à-dire ouvriers agricoles (Civ., 22 nov. 1897, D. 1902.1.102) composaient la première catégorie. Tous les autres experts rentraient dans l'autre, appelée catégorie des « architectes et artistes ».

La loi prévoyait trois compartiments : le premier contenait « les émoluments proprement dits » ; le deuxième, les « frais de déplacements » ; le troisième, « le remboursement des frais et débours » que les experts avaient avancés au cours de leurs opérations.

1. *Emoluments proprement dits.*

Le calcul s'effectuait par vacation de 3 heures s'ils travaillaient aux lieux de leur demeure ou dans un rayon de 2 myriamètres.

Seine :

Ouvriers agricoles	4 fr. par vacation
Architectes et autres artistes.....	8 fr. par vacation

Autres départements :

Ouvriers agricoles	3 fr. par vacation
Architectes et autres artistes.....	6 fr. par vacation
La prestation de serment correspondait à une vacation.	

2. Déplacements.

Pour frais de voyage et de nourriture, il leur était alloué, par chaque myriamètre, aux architectes ou autres artistes :

A ceux de Paris	6 fr.
A ceux des départements	4 fr. 50

Ils devaient faire 4 vacations par jour; les uns percevaient 32 francs, les autres 24 francs, sauf défaction au cas où ils ne faisaient pas ces 4 vacations.

Quant aux laboureurs, ils percevaient 3 francs par myriamètre sans pouvoir néanmoins réclamer au delà de 5 myriamètres.

On entendait, pour le calcul des distances, habituellement l'aller et le retour et non l'aller seulement (Voir Tribunal de Caen, 10 mars 1913. V. également : Boucher d'Argis et Sorel, *Dictionnaire de la taxe*; Bonnesœur, *Nouveau manuel de la taxe*; Chauveau et Godoffre, *Commentaire des tarifs*).

3. Les « frais et débours »

L'article 162 répondait : « Au moyen de cette taxe, les experts ne pourront rien réclamer ni pour frais de voyage

et de nourriture, ni pour s'être fait aider par des écrivains ou par des toiseurs et porte-chaînes, ni sous quelque prétexte que ce soit : ces frais, s'ils ont eu lieu, restent à leur charge ».

Dans la pensée du législateur, il s'agissait de confier le soin des expertises à des hommes munis des instruments d'usage courant dont le fonctionnement n'entraînait pas de frais. Si ces experts demandaient en plus des indemnités pour le fonctionnement de ces machines, il y avait double emploi avec le paiement des frais d'expertise proprement dit.

Mais le législateur ignorait que le perfectionnement toujours grandissant de la science amènerait l'emploi de procédés qui reviennent à des prix élevés. Il n'est donc plus juste de ne pas les rembourser à ces hommes de l'art (analyses chimiques, rayons X, etc...). Ce n'est que très tard que la jurisprudence a accepté une telle volte-face.

Tels sont, dans l'ensemble, les tarifs qui étaient en vigueur jusqu'en 1919 et 1920.

Deux décrets, en effet, sont venus les modifier : le premier est du 29 décembre 1919, modifié par le décret du 2 août 1930; le second du 27 décembre 1920.

Les modifications apportées par ces décrets sont les suivantes :

I. Décret du 27 décembre 1920 :

Honoraires non tarifés. — Art. 3, § 1^{er}. — « Les honoraires et débours des experts sont taxés par le président qui tient compte de l'importance et des difficultés des opérations et du travail fourni. »

Première idée nouvelle : au lieu de compter par heures de

travail et par vacation, le montant des honoraires varie selon la gravité de l'affaire, et l'autorité de l'expert.

Il n'y a plus qu'un seul tarif qui ne change pas de taux. Les deux catégories de la loi de 1807 n'existent plus. Tous les experts commis par les tribunaux et cours de France et d'Algérie touchent les mêmes appointements; la base de calcul du tarif est la même pour tous, en principe.

Honoraires proportionnels. — Art. 3, § 2. — « Si les experts ont reçu mission soit de dresser un devis détaillé, soit, à défaut de l'architecte, de diriger les travaux ou de procéder à la vérification ou au règlement de mémoires d'entrepreneurs, il leur est alloué :

1 ^o Pour vérification de mémoire	0,26	%
2 ^o Pour rédaction de devis	1,1 / 2	%
3 ^o Pour direction de travaux	1,1 / 2	%
4 ^o Pour vérification de travaux et règlement ..	2	%

» Cette allocation est répartie également entre les experts ou attribuée à l'un d'eux suivant que le travail a été fait en commun ou par un seul expert.

» Les experts ne pourront rien réclamer pour s'être fait aider par des copistes, dessinateurs, toiseurs et porte-chaines ni sous quelque prétexte que ce soit, ces frais restant à leur charge ».

Donc, au total, honoraires approximatifs de 5,1 / 2 %. Il y a dès lors un progrès d'accompli, puisque maintenant nous sommes en face d'une proportion. Mais cependant les experts ne sont pas satisfaits, car ce quantum était déjà celui établi par le décret du 18 janvier 1890, relatif aux expertises devant les Conseils de préfecture. On peut donc se demander si cette mesure correspond bien au relèvement

que se proposait de faire le décret de 1920. En effet, toutes les sociétés d'architectes sont d'avis pour fixer des tarifs très nettement supérieurs à ceux préconisés dans le décret, lorsque ces travaux sont entrepris pour le compte de particuliers.

Quant aux allocations pour serment et dépôt, il se passe un phénomène curieux. L'article 4 du nouveau décret stipule : « Il est alloué aux experts... 6 francs.

1° Pour la prestation de serment ;

2° Pour le dépôt de leur rapport.

« S'ils sont domiciliés à moins de 2 kilomètres du lieu où siège le tribunal, il n'est pas alloué dans ce cas de frais de voyage, soit pour la prestation de serment, soit pour le dépôt du rapport ».

Sous l'empire du décret de 1807, les experts de Paris recevaient une somme plus élevée : 8 francs.

Pour les frais de voyage et de séjour, les articles 5 et 6 :

« *Article 5.* — Lorsque les experts se transportent au delà de 2 kilomètres de leur résidence, il leur est alloué, pour frais de voyage et de déplacement, les mêmes frais que ceux alloués aux avoués par l'article 69 du décret du 29 décembre 1919. »

« *Article 6.* — Au moyen de cette allocation les experts ne peuvent rien réclamer pour autres frais de voyage et de nourriture. »

2. Décret du 29 décembre 1919.

Art. 69 du décret, § 1 : « Les avoués qui sont obligés de se transporter à plus de 2 kilomètres de leur résidence sont indemnisés de leur frais de voyage et de séjour. Ils reçoivent

à ce titre, par kilomètre parcouru, tant à l'aller qu'au retour :

1^o 0 fr. 20 si le transport a été effectué par voie ferrée;

2^o 0 fr. 60 — — a lieu autrement.

Art. 69 du décret, § 2 : « Il est alloué en outre 20 francs par chaque journée de déplacement.

Il est à remarquer ici également que l'ancien tarif leur était plus favorable en leur accordant 0 fr. 60 par kilomètre parcouru, quel que soit le moyen de locomotion qu'ils aient pris.

Le quantum de 0 fr. 20 par voie ferrée semble, de nos jours où les prix de chemin de fer ont sensiblement augmenté, bien minime. Le seul avantage de ce système c'est que tous les kilomètres (en dehors des deux premiers) rentrent en ligne de compte alors qu'autrefois les vingt premiers n'y entraient pas.

A qui les 20 francs d'indemnité pour frais de séjour auraient-ils suffi pour la nourriture et le logement ?

Aussi après de sincères et violentes récriminations des avoués et des experts (nous savons que leurs sorts sont communs quant à leurs honoraires pour frais de voyage et de séjour) un décret plus heureux est-il venu modifier encore les prescriptions de ce décret en relevant cette fois-ci sensiblement leurs honoraires.

L'article 69, § 1, du décret du 29 décembre 1919 est maintenant ainsi conçu : « Les avoués qui sont obligés de se transporter à plus de 2 kilomètres de la commune de leur résidence, lorsque leur présence est autorisée par la loi ou demandée par les parties, perçoivent :

» Pour les voyages en chemin de fer ou en tramway, une indemnité égale au prix d'un billet de première classe

calculé, s'il se peut, d'après le tarif applicable aux trajets aller et retour.

» Pour les voyages effectués par un autre mode de locomotion qui ne doit être employé que dans l'impossibilité de faire usage de la voie ferrée ou en cas d'extrême urgence, une indemnité de *un franc* par kilomètre parcouru en allant et en revenant.

» Pour les voyages effectués par mer, le remboursement du prix du passage tant à l'aller qu'au retour... »

L'article 69, § 11, subit des transformations dictées par la même idée :

« Il leur est alloué en outre à une distance de plus de 5 kilomètres une somme de 20 francs par jour et si le lieu est situé à plus de 20 kilomètres, une somme de 30 francs par jour. »

Pour résumer ces indications nous pouvons tracer les tableaux suivants :

1.		Honoraires non tarifés		A indiquer en bloc dans le bordereau d'honoraire.
----	--	------------------------	--	---

2.	}	Honoraires proportionnels	{	Pour vérification de mémoire	0,26	%
— rédaction de devis				1,1/2	%	
— direction de travaux				1,1/2	%	
— vérification de travaux et règlement				2	%	

3.		Indemnités pour prestation de serment	6 fr.
		— pour dépôt du rapport	6 fr.

4.	}	Frais de voyage aller et retour au delà de 2 km. de la résidence de l'expert.	{	Par voie ferrée, ...	Tarif 1 ^{re} classe
— mer				—	
Autrement (urgence ou impossibilité) . .				1 fr. par km.	

5.	{ Indemnités de séjour par journée de dé- placement.	{ Au delà de 5 km. de la résidence de l'expert 20 fr. D° de 20 km. 30 fr.
----	--	--

Bordereau d'honoraires. — Pour recouvrer leurs honoraires, les experts sont obligés de faire un « bordereau ». Ce bordereau doit être fait sur timbre. Ils formeront bloc pour les opérations qui ne sont pas tarifées par le décret. Toutes ces opérations seront retracées les unes à la suite des autres. En face de cette nomenclature, ils mettront leurs honoraires en bloc.

Dans ce bordereau viennent ensuite toutes les opérations qui sont tarifées. Nous ne revenons pas là-dessus.

Puis figurent les indemnités pour frais de voyage et de séjour. Immédiatement après, les 6 francs prévus par l'article 4 du décret du 27 décembre 1920, et enfin, le chiffre des débours et avances faits par les experts.

On voit donc dans son ensemble que les allocations accordées aux experts ne sont pas très élevées. Ils ne peuvent dès lors se « relever » que dans les honoraires des opérations non tarifées. Ne serait-il pas plus droit et franc d'augmenter les allocations et de tarifier les autres opérations ?

Il peut arriver que les experts soient obligés pour procéder à leur expertise de faire certains frais. L'article 3, § 1^{er}, du décret de 1920, indique que : « Le président peut autoriser les experts à toucher, au cours de la procédure, des acomptes provisionnels sur leurs débours, soit qu'ils aient effectué des travaux d'une importance exceptionnelle, soit qu'ils aient été dans la nécessité de faire des transports coûteux ou des avances personnelles. » (Carré et Chauveau quest. 1190; Rousseau et Laisney, n° 51; Dejean, n° 319;

Glasson et Colmet-Daage, n° 825; Garsonnet et Cézard-Bru, t. II, n° 353.)

Ces acomptes provisionnels sont des innovations du décret de 1920. Autrefois, chaque fois qu'une demande d'avances était faite par eux au président du tribunal ou de la Cour, elle faisait l'objet d'un refus (Montpellier, 30 janvier 1840) sous prétexte que le montant ne pouvant être déjà connu, cette indemnité ne pouvait être justement fixée.

Mais il est bien spécifié que les experts ne peuvent aucunement solliciter directement des parties en cause le versement d'une provision. Seul le président du tribunal ou de la Cour en a qualité.

Nous relevons dans une note de service du président du tribunal de la Seine, les indications suivantes : « Ils pourront, cependant, lorsqu'ils seront saisis de leur mission, demander la consignation d'une somme destinée à assurer le paiement d'acomptes provisionnels sur leurs déboursés... »

« Cette consignation sera effectuée entre les mains de l'avoué ou demandeur. Elle ne pourra dépasser les chiffres suivants qu'en vertu d'une autorisation spéciale de M. le président du tribunal qui en fixera le montant :

Nombre des experts	Déboursés	
	Médecins	Autres experts
1 expert	250 francs	500 francs
3 experts	500 francs	1.000 francs

Au cours de la mission, l'expert doit présenter au prési-

dent du tribunal une demande accompagnée de la justification des avances faites à l'entrée en mission.

Une remarque importante doit ici être faite : si la partie refuse de consigner une avance ou d'accorder un acompte provisionnel, les experts n'en devront pas moins s'acquitter de la mission qui leur a été confiée avec la même impartialité et la même probité que s'ils en avaient reçu.

En général, après le dépôt du rapport, un accord amiable intervient entre l'expert et les parties pour les règlements d'honoraires. Mais il peut arriver qu'un litige surgisse à ce sujet, ces dernières estimant leur réclamation trop élevées, car elles peuvent se rendre facilement compte, dans le bordereau d'honoraires mis à la suite du rapport, des détails des opérations et de leur estimation.

En cas de règlement amiable, les experts doivent en prévenir le président du tribunal. A Paris, ils adresseront cet avis au « service des experts » qui se trouve à la présidence du tribunal civil. Ce service transmettra la lettre au greffier en chef qui l'annexera au rapport sur lequel il portera la mention « expert réglé » en marge du bordereau.

Il faut maintenant supposer qu'aucun règlement amiable n'est intervenu. Comment alors les experts pourront-ils faire liquider leurs émoluments ?

L'article 319 spécifie que « les vacations seront taxées par le président du tribunal au bas de la minute ». Il faut interpréter par vacation « les honoraires, frais de voyage et débours ». Et il faut le compléter par les précisions suivantes ; ces « vacations » seront taxées aussi bien par le président du tribunal que par celui de la Cour où à leur défaut par un magistrat spécialement chargé de la taxe (magistrat taxateur). Ces magistrats usent en cette espèce d'un pouvoir discrétionnaire (décret du 24 décembre 1920). Ils

doivent, pour l'appréciation des honoraires, faire entrer en ligne de compte l'importance et les difficultés des opérations faites par les spécialistes, et non, comme sous l'empire du décret de 1807, du nombre d'heures fourni. Enfin, ils doivent rayer toute demande d'honoraires prise en considération d'opérations non prescrites par le jugement ordonnant expertise. Si par exemple les experts ne se sont pas conformés strictement à l'objet de l'expertise, s'ils ont fait porter leur examen scientifique sur des faits qui n'étaient pas soumis à leur étude, le magistrat taxateur ne doit pas, pour ces mêmes faits, les admettre en taxe (V. cependant I^{re} partie, § 3, Contenu du jugement).

Il convient d'ajouter que les magistrats taxateurs doivent se rappeler pour leur appréciation le rapport, que nous avons signalé, du Garde des Sceaux à M. le Président de la République, qui préconise un relèvement des honoraires alloués aux experts par les tarifs anciens qui n'étaient plus « en harmonie avec le coût de l'existence et les nécessités actuelles de la vie » (Rapport préparatoire, décret du 27 décembre 1920).

Il est bien évident que la taxe ne peut être demandée, soit par les experts, soit par les parties, qu'une fois le rapport déposé au greffe du tribunal, c'est-à-dire une fois la mission des experts terminée (Amiens, 24 octobre 1901; Alger, 21 mars 1929, *Gaz. Pal.* 29.2.18). C'est une solution logique mais qui ne répond cependant pas à la pratique. En général, en effet, elle n'a lieu qu'après la solution du procès. Il n'en est pas ainsi dans tous les tribunaux, mais dans la grande majorité. A Paris, par exemple, la taxe n'intervient que l'« affaire terminée ». L'argument qui prêche en faveur de cette solution est le suivant : les magistrats qui ont appelés à juger au fond, ont pris connaissance

du rapport, ont une vue d'ensemble sur les opérations et le travail des experts. Le juge taxateur leur demandera leur avis sur l'importance de l'œuvre fournie par ces spécialistes ; ainsi il s'ensuivra une appréciation plus juste de la valeur du travail et une rémunération plus équitable.

Ajoutons, pour simple indication, qu'il peut être procédé à ce qui est appelé une « taxe urgente ». Dans le cas où la solvabilité des plaideurs devient critique, mais toujours après le dépôt de son rapport, l'expert peut solliciter une taxe immédiate sans attendre la fin du litige.

Voici donc cette taxe fixée par le Président du tribunal. Une simple ordonnance, si les experts le requièrent, la rendra exécutoire. Mais est-elle définitive ? Il peut être fait opposition à l'exécutoire. Cette opposition peut être accordée aux parties et aux experts, les premières trouvant la taxe trop élevée, les autres trop modiques (Req., 11 novembre 1890 ; S. 1892.6.40, note Balleydier).

L'exécutoire est un mandement de payer, pris sur l'initiative des experts qui n'ont pu se faire honorer amiablement, délivré par le président du tribunal ou de la cour qui a taxé. Il est naturellement revêtu de la formule exécutoire de droit commun. L'article 319 dispose que l'exécutoire est délivré contre la partie qui a sollicité l'expertise ou contre celle qui l'a poursuivie quand cette mesure d'instruction a été prescrite d'office.

La jurisprudence qui considère l'expert comme mandataire des parties, leur attribue l'action solidaire émanant du mandat d'après les indications de l'article 2002 du Code civil, malgré les termes de l'article 1202 du Code civil.

Encore faut-il que nous fassions plusieurs remarques.

1^o Lorsque les parties sont tombées d'accord pour solliciter l'expertise, les experts ont contre elles, en cours

d'instance, une action solidaire pour le paiement de leurs frais et honoraires (Amiens, 24 octobre 1901, D. P. 1903.2.281; Req., 20 juillet 1904, D. P. 1905.1.177; Cf. Boncenne, p. 492; Carré et Chauveau, etc.).

2° Lorsque seule l'une des parties a requis l'expertise, l'expert n'a pas d'action contre les autres en cours d'instance (Civ., 11 août 1856, D. P. 56.1.336, 28 août 1876, S. 78; *Contra*, Rennes, 25 janvier 1844, D. P. 1845.2.158). Toutefois, si ces autres parties y ont adhéré ou en ont profité, cette garantie supplémentaire serait accordée aux experts (V. notamment Paris, 28 nov. 1902, D. P. 1903.2.71; Req., 6 mai 1905, D. P. 1905.1.431; Tr. civ. Seine, 28 juillet 1905, D. P. 1907.2.293).

3° Si l'expertise a été ordonnée d'office, étant donné qu'elle a été ordonnée dans l'intérêt des parties et en application de l'article 2002 du Code civil, une action solidaire devrait, d'après certains auteurs, leur être donnée. D'autres prétendent qu'il faut pour cela que les parties aient adhéré à l'expertise ou que tout au moins elles aient fait plus qu'assister simplement aux opérations, car l'assistance n'est que l'exercice le plus élémentaire du droit de défense, ce qui ne pourrait donner naissance à une obligation nouvelle (Cf. Boncenne, Garsonnet et César-Bru, Carret et Chauveau, Bioche).

4° D'après une jurisprudence constante, la partie qui n'a ni requis, ni poursuivi, mais qui a été condamnée aux dépens peut-être l'objet d'une poursuite de la part de l'expert en paiement de ses frais et honoraires (Req., 3 nov. 1886, Garsonnet, 872) solidairement, donc, avec les parties qui auraient sollicité la mesure d'instruction. Dès lors, il semble ici que ce qui influe particulièrement, c'est l'attribution des dépens (Paris, 28 nov. 1902, D. P. 1903.2.71, 7 déc. 1904, D. P. 1905.5.24).

Quant à l'opposition à exécutoire, elle doit être formée dans les trois jours qui suivent le mandement de payer (tribunal civil de la Seine, Ch. du C., 19 nov. 1909). La Cour d'Alger a jugé cependant, dans un arrêt en date du 21 mars 1929 (*Gaz. Pal.* 1930.2.18), que les dispositions de l'article 4 de la loi du 24 décembre 1897 qui porte ce délai à quinze jours, seraient applicables aux experts.

L'énumération des personnes à qui s'applique cet article ne comprend pas les experts. Il serait osé de vouloir les y comprendre. Nous préférons la sentence du tribunal de la Seine sus-énoncée.

Cette opposition à exécutoire est dressée par acte extrajudiciaire, signifiée à domicile.

Le jugement de l'opposition doit émaner de la Chambre du Conseil (Cass., 19 janvier 1886, S. 86.1.56) rappelant ici la procédure usitée dans les cas similaires pour les officiers ministériels.

Ce jugement sur l'opposition est susceptible d'appel si la somme en litige est supérieure à 3.000 francs. Il est porté devant la Cour jugeant en Chambre du Conseil (Paris, 30 décembre 1882, S. 83.2.56).

Nous n'insisterons pas sur cette opposition à taxe, car elle ne présente aucun intérêt pratique. Elle n'est, à juste titre d'ailleurs, presque jamais employée. Elle n'a, à notre avis, aucune raison d'être, du moins tant qu'elle se cantonnera au sein du tribunal. Nous savons, en effet, que c'est sur l'avis d'un juge taxateur que le président du tribunal fixe la taxe, donc après deux avis conformes dont l'un formé par un spécialiste et l'autre par la principale autorité du tribunal. Cette opposition serait jugée par trois juges du même tribunal, trois juges qui se trouvent sous la « surveillance » du président. Il est de toute évidence que

ces trois juges ne vont pas contrecarrer l'avis de leur président et celui du juge spécialement chargé de la taxe. Ils confirmeront purement et simplement l'exécutoire. Il est d'usage qu'aucun expert ne fait opposition à la taxe, il se verrait autrement « avertir » qu'il ne faudrait pas qu'il recommençât ce jeu sans quoi il risquerait de ne plus voir l'année suivante son nom figurer sur la liste des experts les plus souvent désignés par le tribunal (sous toutes réserves).

Comme nous avons pu le voir précédemment, il est recommandé aux experts, si faire se peut, de transiger à l'amiable les affaires pour lesquelles leur concours est requis. Nous avons vu que les 2/3 des procès sont ainsi heureusement résolus. Ces arrangements interviennent en général au cours des opérations ou sous la menace du dépôt du rapport d'experts. Il s'ensuit néanmoins que ces auxiliaires de la justice ont droit à des honoraires qui seront calculés naturellement selon les tarifs en vigueur et en prenant pour base de calcul l'importance du travail fourni.

Le plus souvent ils sont honorés le jour même de la transaction, les experts et les parties tombant d'accord sur un chiffre déterminé. Cependant il peut arriver qu'une entente ne se réalise pas sur ce point. Dans ces conditions, l'expert qui voudra rentrer dans ses frais, rédigera un bordereau d'honoraires calqué sur celui que nous avons antérieurement décrit. Il le remettra au greffier qui le communiquera au président du tribunal ou de la cour ayant requis l'expertise pour mention de taxe. Une copie de ce bordereau dressé sur papier libre sera remise au greffier qui la conservera au rang des minutes. Presque toujours les experts sont immédiatement alors désintéressés.

Supposons le cas cependant où même après ces forma-

lités remplies, les parties n'accèdent pas aux réclamations qui leur sont faites : elles ne payent pas.

Par suite du fait que le rapport n'a pas été déposé, l'article 319 n'accorde pas d'exécutoire ; les experts devront dès lors s'adresser aux tribunaux ordinaires pour réclamer leur dû, en intentant une action en paiement jusqu'à concurrence de la somme taxée (Tribunal de la Seine, 1^{re} Chambre, 25 novembre 1910). Ce même jugement déclare que l'action est solidaire contre toutes les parties qui se sont associées à l'expertise. Si le montant des honoraires est inférieur à 4.500 francs, le tribunal de justice de paix sera compétent. Décret du 28 mars 1934.

§ 4.

RESPONSABILITÉ

Par son serment, l'expert a juré de se comporter en homme d'honneur et de conscience. Le moindre manquement à ses obligations risquerait d'entraîner, le cas échéant, sa responsabilité.

Les experts se sont engagés, de la sorte, envers la justice et envers les parties. Donc double responsabilité susceptible d'amener des sanctions différentes.

1. Certaines fautes et pénalités sont prévues par les articles 316 et 320 du Code de procédure civile.

« *Art. 316* : — L'expert qui, après avoir prêté serment, ne remplira pas sa mission pourra être condamné par ce tribunal qui l'avait commis à tous les frais frustratoires et même aux dommages-intérêts s'il y échet. »

« *Art. 320* : — En cas de retard ou de refus de la part des experts de déposer leur rapport, ils pourront être assignés à 3 jours, sans préliminaire de conciliation, par devant le tribunal qui les aura commis, pour se voir condamner, même par corps, s'il y échet, à faire ledit dépôt; il y sera statué sommairement et sans instruction. »

(Il est de toute évidence que l'article 320 est la suite chronologique de l'article 316).

Une remarque doit être immédiatement faite : il ne peut y avoir de poursuite que si les experts ont fait acte d'acceptation. Dans le cas contraire, il va de soi qu'ils

exciperont de leur défaut de qualité au moment de l'instance. Notons également que la contrainte par corps dont il est fait allusion dans l'article 320 a été supprimée en matière civile, commerciale et contre les étrangers par la loi du 22 juillet 1867. C'est donc l'astreinte qui devra remplacer cette mesure coercitive.

Certains auteurs ont estimé que le fondement de cette responsabilité reposait sur les articles 1147 et suivants du Code civil relatifs à la responsabilité contractuelle (V. Demogue, *op. cit.*, tome IV, n° 204; Lalou, *La responsabilité civile*, 2^e édition, n° 788). Nous ne pouvons admettre cette opinion. En effet, la responsabilité contractuelle suppose deux personnes liées l'une à l'autre par une obligation née d'un contrat (nous mettons de côté, bien qu'elle serait à l'appui de notre thèse, la théorie de M. Planiol qui tend à unifier les deux responsabilités au profit de la responsabilité délictuelle, car elle ne répond pas aux nécessités pratiques sur lesquelles toute théorie se vérifie). Or ici la prestation de serment ne donne pas naissance à des obligations réciproques et contractuelles entre les experts et les parties — obligations légales uniquement.

Nous n'admettons pas l'opinion de la jurisprudence d'après laquelle l'expert est le mandataire des parties. C'est en vérité un mandataire judiciaire; un mandataire du tribunal chargé de l'éclairer sur certains points de fait. Mandataire légal. — Dans certains domaines, notamment pour établir l'action solidaire des experts, la jurisprudence a été obligée d'avoir recours à la théorie du mandat. Ici, il faut évidemment la rejeter et les derniers arrêts précités la rejettent effectivement.

Ce changement continuuel d'idée, tantôt mandataire des

parties, tantôt détenteur d'une parcelle de l'autorité publique, tantôt délégué du juge pour l'appréciation du fait, montre au grand jour que l'expert n'a pas de statut juridique auquel on puisse adapter une responsabilité particulière. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne soit jamais responsable; les articles 316 et 320 le disent expressément. Comme on peut le voir, il découle de ces deux articles que sa responsabilité est une question de fait qui est laissée à l'appréciation des tribunaux. Il s'ensuit dès lors que le refus de déposer le rapport ou son retard à procéder aux opérations ne met pas irrémédiablement par cela même l'expert en faute. Il faut prouver sa négligence ou sa faute. Pour se *disculper*, il pourra invoquer une excuse quelconque dont le juge appréciera souverainement la légitimité (comp. Pigeon qui rapproche ici l'article 2007 du C. civ.). Ainsi, s'il prétend, pour expliquer le retard du dépôt, qu'il a été obligé de procéder à un supplément d'enquête, il ne peut pas être question de lui tenir rigueur; il en est de même si l'excuse repose sur une maladie qu'il aurait contractée. Il a été jugé à Saint-Etienne le 20 novembre 1889 (*La Loi* du 24 décembre de la même année) que l'excuse reposant sur la non-remise par les parties de certaines pièces, à moins que par trop capitales, n'avait pas de base légitime. Devant une pareille situation, l'expert doit passer outre et déposer son rapport sans attendre ces documents. Donc le fait n'est pas par lui-même fautif; ce que l'on cherche à réprimer avant tout, c'est la négligence ou la mauvaise volonté de l'expert.

Dans certains tribunaux, il est d'usage de fixer un délai aux experts pour le dépôt de leur rapport. Mais il a été maintes fois jugé que cette mesure n'était que comminatoire; aucune obligation de ce genre, sinon morale,

ne pouvait être impartie à l'expert (Nîmes, 27 janvier 1880; D. supp. v^o Expert, p. 56 et 57, n^o 67).

L'article 320 qui n'énonce comme peine qu'une condamnation à « déposer le rapport » semble induire une autre condamnation peut être plus efficace. Nous reconnaissons, en effet, que l'expert qui aura commis une telle faute dans une intention de nuire ou de désobéir à la justice, peut se voir condamner à des dommages-intérêts à l'égard des parties qui en auraient subi quelque préjudice.

2^o Essayons d'examiner un autre genre de responsabilité, celle encourue par des erreurs ou des négligences commises par l'expert dans ses avis.

Nous n'avons sur ce chapitre aucun texte général. Certaines dispositions particulières visent des cas peu nombreux et bien particuliers, ainsi :

1^o L'article 52 du Code forestier : « Les arpenteurs seront passibles de tous dommages-intérêts, par suite des erreurs qu'ils auront commises, lorsqu'il en résultera une différence d'un vingtième de l'étendue de la coupe. » Ce qui peut constituer une erreur grossière.

2^o La loi de 1898 sur les médecins experts chargés d'examiner un accidenté du travail.

3^o Le règlement du 25 juillet 1805 sur les évaluations des sociétés de Crédit municipal.

Tels sont les textes, précis mais éparés, que nous avons en la matière; cependant il ne fait aucun doute qu'une faute commise par un expert dans son travail, étant donnée l'importance et l'autorité de son rapport sur la solution du procès, peut entraîner sa responsabilité. Par exemple supposons que les experts se soient entendus entre eux pour porter préjudice à l'une des parties en favorisant délibérément l'autre par des indications fausses.

Le manquement à l'obligation envers le tribunal de se comporter en examinateur impartial des faits constitue, évidemment, une faute lourde, équipollente au dol. De toute façon il n'y a aucun doute qu'il doit être poursuivi pénalement soit sous le chef de faux témoignage — ce qui est douteux (v. en ce sens cependant C. P. annoté par Garçon) — car l'expert n'est pas un témoin, soit pour injure à magistrat, ce qui malgré tout est allé un peu loin.

Du point de vue civil, il est également certain que cette trahison entraîne sa responsabilité, mais, ajoute Garçon, que dans la mesure où sa mauvaise foi peut être établie. Quoi qu'il en soit la jurisprudence s'est maintenant fixée; les experts ne sont responsables que de leur faute lourde. La doctrine partage cette opinion. La jurisprudence pour arriver à ce résultat, le seul qui semble pratiquement admissible, étendait autrefois — rarement il est vrai — aux experts l'article 505 du Code de procédure civile :

Article 505 (loi du 7 février 1933) : Les juges peuvent être pris à partie dans les cas suivants :

1° S'il y a dol, fraude ou concussion (et la loi de 1933 a ajouté : « ou faute lourde professionnelle ») qu'on prétendrait avoir été commis soit dans le cours des instances, soit lors des jugements, etc.

Les juges ne pouvaient pas, avant 1933, être poursuivis en raison d'une faute lourde professionnelle. Dès lors on ne voit pas comment la jurisprudence pouvait appliquer les dispositions de l'article 505 pour réprimer la faute lourde des experts, puisqu'elle n'était pas prévue dans ce texte.

En réalité cet article 505 ne leur était pas applicable. Il ne pouvait, en effet, viser que les juges auxquels de particulières garanties devaient être consenties. La situation de l'expert, la jurisprudence l'a suffisamment établi dans

d'autres domaines, était tout autre. En aucun cas ils ne pouvaient être traités avec autant de faveur que les juges. Le besoin de sanctionner la faute lourde s'est vite fait sentir et les cours et tribunaux ont estimé en conséquence que l'expert devait en être déclaré responsable (V. Bonnier, *Experts*, n° 197; Carré et Chauveau, sur Carré, t. III, n° 1216. Bonnier, *Traité des preuves*, n° 112; Pau, 30 déc. 1863, D. P. 64.2.63; Tribunal de la Seine, 30 déc. 1903, *la Loi*, 2 mars 1904.¹)

Une autre conception a été dernièrement mise en relief par un arrêt de la Cour de Lyon en date du 14 janvier 1931 (*Gaz. du Pal.*, 1931.1.412, D. 1931.2.125 avec une note de M. Minvielle), conception à laquelle se rallie la dernière jurisprudence.

D'après cet arrêt, et à juste raison, il importe de faire une distinction. La Cour pose le principe de la responsabilité de l'expert lorsqu'il se trouve chargé d'une opération matérielle ou d'un rôle actif dans l'entreprise de travaux (V. *infra*). Il en est ainsi lorsque, à titre d'exemple, un architecte surveille des travaux ou en effectue lui-même. Une faute grave a été commise par lui. Il sera reconnu redevable de la réparation du préjudice. Ici nous pouvons dire que ce n'est pas en sa qualité d'expert qu'il a été déclaré responsable, mais en vertu de sa qualité d'architecte ou d'entrepreneur.

L'arrêt précité prétend qu'il n'en est pas de même quand l'expert donne son avis qui est soumis à l'appréciation des juges et aux critiques et discussions des parties. Les juges

1. Le Code belge, article 221 et suivants, assimile ce délit au faux témoignage. La personne qui suborne est punissable des mêmes peines,

en effet, d'après l'article 323 du Code de procédure civile, « ne sont point astreints à suivre l'avis des experts, si leur conviction s'y oppose ». Quant aux parties, elles peuvent le discuter, le critiquer si elles le jugent à propos, solliciter une contre-partie (Même sens, Cass., 30 janvier 1900).

Pour bien comprendre ce raisonnement, il faut remonter à la nature de l'expertise, « mesure d'instruction ». Les experts sont invités par le tribunal et les parties à donner leurs avis. Ce sont des « donneurs d'avis » avant tout. Ils doivent expliquer aussi bien qu'ils le peuvent la complexité des faits soumis aux juges. On ne peut leur tenir rigueur de donner de la sorte leur opinion, leur explication. Il arrive que les faits se trouvent à ce point délicats que les trois experts sont d'un avis différent. Il est certain qu'il y en a deux qui se trompent; même peut-être tous les trois. Risquent-ils dès lors d'être poursuivis? Non, naturellement pas. Ils ne sont pas infaillibles. Il est permis à quiconque de commettre des erreurs, d'autant plus que les juges peuvent ne pas les admettre et les parties peuvent les abattre. De même que moralement seulement, il est interdit aux juges de « mal juger », de même les experts ont une obligation morale de bien expertiser, mais obligation morale seulement.

En l'espèce, il s'agissait d'une erreur faite sur l'estimation d'un immeuble, erreur assez forte puisqu'elle portait sur 140.000 francs (l'expert l'avait estimé 200.000 et il ne se présenta aucun acquéreur offrant plus de 60.000 fr. Il était réclamé à l'estimateur la différence). Faute lourde, disent certains. Non, disent d'autres.

D'aucuns prétendent : c'est une faute qui est lourde en conséquences, mais qui n'est pas lourde en elle-même si

l'expert s'est trompé en toute bonne foi. Pour eux la clef de la solution est ici¹. Il ne peut être question de faute contractuelle. Il a été chargé de donner son avis, il le donne. Il s'est acquitté de son obligation, mais dans l'exécution de cette obligation, s'il commet volontairement une faute, dans le but de porter préjudice à l'une des parties, ou, pour délibérément favoriser l'autre, il est l'auteur d'une faute grave, d'un dol indiscutable dont il doit répondre d'après les termes de l'article 1382 du Code civil; il a trahi la confiance qui lui était portée.

Les tribunaux seront les appréciateurs de cette bonne foi, et seront à même d'estimer s'il y a ou non trahison. Une erreur grossière (comme celle relevée plus haut de 140.000) peut être un indice insuffisant de la mauvaise foi. Les juges doivent alors s'entourer de « tous les éléments de l'affaire » pour apprécier cette trahison, question de pur fait sur laquelle nous n'avons pas à nous étendre.

Ils admettent donc parfaitement, dans le fond, le raisonnement de la Cour de Lyon, et ils ajoutent la responsabilité pour fraude contre l'expert, donneur d'avis.

Nous ne pensons pas que ces auteurs aient raison de restreindre la responsabilité de l'expert à la faute lourde accompagnée de dol. Pour nous, et à notre époque, la seule faute lourde devrait à elle seule constituer un délit susceptible de réparation.

C'est un raisonnement plus logique que pratique qui nous fait admettre ce minimum de responsabilité. En effet, depuis 1933, nous savons que les juges eux-mêmes — et pourtant on sait à quel point il importe de les entou-

1. *Annales du Notariat*, t. II, p. 238; Carr., *Loi*, p. 1216; — Montpellier, 10 février 1890, D. 1891.2.50 (en note, opinion contraire de Glasson).

rer de garanties — peuvent être poursuivis pour faute lourde professionnelle. Il n'y a aucune raison de créer pour les experts un régime de faveur qui les dégagerait de cette responsabilité. Un pareil état de choses serait inadmissible. Nous sommes convaincus que si la Cour de Lyon avait à statuer sur une pareille demande, elle reviendrait sur sa première opinion. Mal juger est une faute qui peut être pardonnée. Mais commettre une faute lourde professionnelle dans le cours des instances ou lors des jugements engendre la responsabilité des juges. De même, se tromper dans un avis quand l'erreur n'est pas forte, peut être pardonné; mais commettre une erreur grossière, en dehors de toute bonne ou mauvaise foi, doit engager la responsabilité de l'expert, donneur d'avis.

Autrement, on arriverait au résultat suivant : un juge pourrait être poursuivi en raison d'un jugement rendu selon l'avis des experts, alors que ceux-ci ne seraient pas susceptibles de l'être.

Si l'expert commet une faute lourde, c'est que ses capacités n'étaient pas à la hauteur de sa tâche; il n'avait donc qu'à refuser la mission qui lui avait été proposée. En l'acceptant il s'oblige à ne commettre aucune faute lourde.

Rapportons enfin une réponse faite par le garde des Sceaux à une question qui lui était posée le 13 juin 1930 (*Journ. officiel* du 2 août 1930).

« Il a été jugé qu'un expert pouvait être déclaré responsable des fautes lourdes et des erreurs graves commises dans son rapport.

« Il appartient à la partie qui s'estime lésée d'intenter contre cet expert une action en dommages-intérêts fondée sur l'article 1382 du Code civil. »

La faute lourde accompagnée ou non de fraude ou de dol

peut entraîner la responsabilité de l'expert. Pour nous, ce n'est pas le dol qui est l'élément constitutif de la responsabilité mais cette faute elle-même (V. en ce sens : l'arrêt de la Ch. des requêtes en date du 26 octobre 1914 au Dalloz, 1916.1.53, d'après lequel, lorsque le rapport a été entériné par le tribunal, la responsabilité de l'expert ne subsiste que relativement aux faits de dol et de fraude, ce qui laisse entendre que la faute lourde est susceptible de donner lieu à réparation avant le jugement).

MM. Mazeaud estiment au contraire que la faute même légère des experts pourrait les rendre responsables. Car d'après ces auteurs, il n'y aurait aucune raison de les faire bénéficier d'une mesure quelconque de faveur. Ils vont même plus loin et prétendent que même après le jugement la faute la plus petite, l'erreur la plus légère pourrait les engager (Mazeaud, tome I, p. 492, n° 522). Ce serait évidemment exagéré ; l'homme n'est pas parfait et une erreur est si vite commise : la situation de l'expert serait impossible. Il y a dans l'arrêt de la Cour de Lyon précité l'argument de la discussion des parties et de la liberté du juge, qui condamne cette façon de voir. Voici donc les dispositions de la responsabilité délictuelle appliquées. Il s'agit maintenant de se demander ce que vont comprendre les dommages-intérêts accordés par les articles 1382 et suiv. du Code civil.

Tout d'abord il va de soi que les experts défectueux vont être amenés à restituer tous les frais que leur impéritie a rendu inutiles ; c'est-à-dire les honoraires qu'ils auraient indûment perçus et tous les débours que les parties ont été obligées de faire pour solliciter et obtenir l'expertise. Remarquons que, pour cette estimation, le juge dispose d'un pouvoir absolu et il est fréquent de voir le tribunal accorder une simple diminution sur les honoraires de

l'expert : ceci se produit au cas où une partie de l'expertise ainsi pratiquée n'est pas erronée. La partie du rapport fausse doit être annulée sauf l'adage *frans omnia corrumpil* et ne peut faire l'objet d'honoraires. Et si une opération rectificative ou complémentaire doit être ordonnée, elle restera à la charge des experts sans qu'ils puissent demander aucune allocation (Cass., 15 septembre 1871, *Le Droit*, 19 novembre 1971; Dijon, 25 juillet 1854, D. 1854.2.249; Le Havre, 7 nov. 1885, D. 1887.3.128).

De même les dommages-intérêts restent à l'appréciation souveraine des juges et doivent être calculés d'après l'estimation de la responsabilité délictuelle de droit commun.

Maintenant, si l'on veut bien se tourner du côté de la pratique, on peut constater une immunité presque entière. Ceci grâce à un usage bien établi d'après lequel celui qui, à tort, porte plainte contre un expert se voit sévèrement condamner (V. notamment arrêt de la Cour de cassation en date du 7 décembre 1931, Sirey 32.1.170). Cette coutume, si elle a abouti à un scandale juridique, elle n'en est pas moins pratiquement heureuse. Il serait trop facile d'arrêter le cours d'un procès sur le point d'être défavorable, sous le couvert d'une plainte contre l'expert, auteur supposé d'une faute hypothétique.

Les experts n'encourent en réalité qu'une seule responsabilité, qui d'ailleurs ne rentre en ligne de compte que dans une très faible mesure, c'est celle que nous appellerons — à tort, nous n'en disconvenons pas, mais c'est le terme le plus expressif — — responsabilité corporative.

Examinons pour cela la situation des experts aux côtés du tribunal; nous savons qu'il existe une liste d'experts le plus souvent désignés par les tribunaux et les cours. Et plus de ce classement, et au sein de chaque compartiment,

experts comptables, experts architectes, experts médecins, etc... il s'est formé des compagnies; Compagnie des experts médecins, Compagnie des experts ingénieurs, etc... Ils ont rédigé des statuts qui énoncent leur mission, leurs obligations et leurs droits.

A la tête de chaque Compagnie se trouve un président, un secrétaire et différentes autres personnalité. Ces personnes sont priées de défendre les intérêts corporatifs et servent de liaison entre les membres et le président du tribunal civil ou le premier président.

Quand un membre de ces Compagnies commet une faute, celle-ci est portée à la connaissance du groupe, qui se réunit et, comme les Chambres des notaires ou des avoués, prend une décision disciplinaire. La peine la plus forte peut être l'expulsion de l'individu de la Compagnie. Remarquons simplement qu'il est fort rare de voir et une semblable réunion et une pareille sanction. Il faut, pour cela, qu'une très grande publicité ait été faite autour de l'affaire, car les plaintes portées à la connaissance de la Compagnie sont le plus souvent étouffées. Un blâme, une réprimande, une menace d'expulsion prochaine suffira généralement pour faire revenir l'expert « défaillant » à de meilleurs sentiments.

Une autre mesure plus importante, qui a des conséquences plus graves, peut être prise contre un expert fautif, mais cette sanction émane alors d'une autorité judiciaire et ne concerne que les experts inscrits sur la liste; elle consiste à ne pas y faire dorénavant figurer l'expert pour une année ou plus; cette autorité judiciaire est la Commission des présidents. Elle se compose du président du tribunal, du procureur de la République, des vingt vice-présidents et des vingt présidents de section. Comme nous l'avons vu,

c'est précisément cette commission qui est chargée d'établir en juillet de chaque année cette liste valable pour un an.

La procédure est la suivante. Un juge rapporteur est désigné par tous les membres de cette commission pour réunir tous les renseignements susceptibles d'apporter la plus complète lumière sur les agissements de l'expert. Ce juge rapporteur prend ces renseignements où il peut les trouver. En général, quand la Commission se réunit, c'est que l'« affaire a fait du bruit » et qu'une instruction pénale avait déjà été ouverte. C'est alors le plus souvent auprès du juge d'instruction que le juge rapporteur puise ses états. Le juge doit également interroger l'intéressé, entendre ses déclarations et vérifier s'il y a lieu ses allégations. Il porte ensuite son rapport à la connaissance de la Commission des présidents qui statue sur la pénalité encourue par l'expert, soit pour ses délits, soit pour la légèreté, l'imprudence ou la maladresse qu'il a commise.

Ajoutons que cette décision qui peut n'être pas motivée n'est susceptible d'aucun recours, soit administratif, soit judiciaire, puisque le fait d'avoir figuré sur cette liste ne saurait conférer le droit d'y être maintenu, aucun « intérêt » ne s'attacherait dès lors à cette action.

En plus de cela, il existe un contrôle permanent du tribunal sur les experts, tout au moins à Paris. Ainsi, aussitôt saisis de leur mission, les experts doivent en aviser M. le Président du tribunal civil (service du contrôle des expertises) en précisant la nature et la date de la décision qui les a commis, le nom des parties et celui des avoués.

Dès que leur mission est terminée, ils doivent en aviser le même service en indiquant la solution intervenue (transaction ou rapport et les frais et honoraires demandés). Tous les ans, aux environs du 15 janvier, ils doivent adres-

ser au même président (même bureau) un état de toutes les affaires en cours au début de ce mois, établi dans l'ordre chronologique des jugements qui ont ordonné l'expertise, en précisant sommairement l'état de chacune des affaires, les diligences faites et les raisons pour lesquelles la solution n'est pas encore intervenue.

De cette façon, un moyen de contrôle est établi par les autorités qui ont le plus grand intérêt à ce qu'aucune « histoire » ne vienne troubler le calme des cours et des tribunaux. Ainsi, il a été procédé, pour retard injustifié dans l'exercice de la profession à des remplacements d'experts et à des suppressions d'honoraires sans que l'intéressé ose émettre la moindre réclamation.

TROISIÈME PARTIE

Réglementation de la Fonction

§ 1.

QUESTIONS PRELIMINAIRES

A. La fonction d'expert a ses règles propres.

Nous nous proposons dans cette dernière partie d'étudier la réglementation de la fonction de l'expert. Essayons tout d'abord de distinguer cette fonction des autres fonctions voisines.

De tout ce qui précède, nous avons pu constater que l'expertise était une mesure d'instruction qui nécessitait le concours de spécialistes pris en dehors du prétoire. Elle diffère donc des procédés employés par les juges lorsqu'ils se livrent eux-mêmes à des constatations de faits en se transportant sur des lieux litigieux.

L'expert, dit-on couramment, est un « donneur d'avis » ; sa mission consiste à livrer des renseignements au tribunal ; témoignage d'un genre spécial qui ne peut pas être assimilé à une enquête.

L'expert prépare la décision du magistrat. L'expertise, bien que pratiquée par des savants, des techniciens choisis par les parties elles-mêmes, diffère cependant de l'arbitrage.

I. Descente sur les lieux.

Comme nous l'avons remarqué dans l'introduction, le tribunal peut connaître directement le fait invoqué, soit en se déplaçant lui-même soit en désignant un des magistrats

qui le composent pour procéder aux « reconnaissances » demandées. Le tribunal saisi peut également, par le jeu d'une commission rogatoire, demander à un autre tribunal ou à un juge de paix plus proche que lui des lieux d'investigation de procéder à sa place à une descente sur les lieux. Ainsi, il ne s'agira plus de preuve directe puisque le tribunal saisi ne connaîtra la réalité des faits qu'indirectement, par l'intermédiaire du tribunal ou du juge de paix commis. Remarquons dès lors que la relation des faits se trouve de la sorte entourée de toutes les garanties, à tel point même que ces constatations s'imposeront au tribunal saisi.

La descente sur les lieux n'exclut pas forcément l'expertise. Car elle n'est possible que si la compréhension des faits n'exige pas de connaissances spéciales. En effet, si les faits demandent un examen approfondi exigeant le secours de techniciens ou de spécialistes, le juge devra se faire accompagner d'un auxiliaire compétent (V. art. 295 du C. de proc. civ.), d'un expert.

II. Enquête.

L'expert n'est pas un témoin. Le rôle du témoin consiste à faire revivre ses souvenirs, car sa mission est de faire la narration des faits déjà passés. Ce que le tribunal lui demande est un travail de mémoire. Un individu s'est trouvé à un endroit déterminé, par le simple fait du hasard, il a pu voir une manifestation quelconque, un fait extérieur à lui-même : un accident d'automobile, par exemple, ou une dispute sanglante. Le tribunal l'invite à développer devant lui les circonstances de l'accident ou de la rixe en tout état d'impartialité.

Rien que par cela, nous pouvons dire que l'expert n'est pas un témoin : l'un expose les faits tels qu'il les a vus ; l'autre les explique à l'aide de sa science ou de son art : l'un est amené en justice par le fait d'une rencontre ou de sa présence à un endroit déterminé ; l'autre est l'objet d'un choix. « L'un se trouve, l'autre se choisit ».

Il faut ajouter que le nombre de témoins est essentiellement aléatoire : il peut n'y en avoir qu'un seul comme d'innombrables. D'autre part, le témoin est irremplaçable. S'il n'y en a qu'un et s'il disparaît, ou est reproché, la preuve ne peut plus être apportée. S'il n'y a qu'un seul expert sur la demande des parties, s'il disparaît ou s'il est recusé, il sera immédiatement remplacé. Le dépérissement de la preuve est presque impossible.

Le témoin est une reproduction d'un fait ; c'est une image ; l'expert est, pour reprendre l'expression de Bonnier, « un verre qui grossit les objets et sert au juge ».

L'enquête demande la présence du juge. La déposition du témoin se fait sans désenparer et à un moment déterminé. Nous avons vu aussi la différence de l'un et l'autre quant à l'effet du reproche, alors que, pour les causes de récusation, un rapprochement peut être fait.

III. Arbitrage.

Certains « profanes » peuvent croire en tenant compte du caractère officiel du rapport et de l'autorité de fait des experts auprès des tribunaux, que ces auxiliaires de la justice exercent une véritable juridiction de second ordre. Et la comparaison s'est immédiatement fait jour entre l'expert et l'arbitre.

Mais si l'on veut bien se donner la peine d'approfondir la question, on remarque en réalité que ces deux procédures sont totalement différentes.

L'arbitre est un juge « privé » qui rend une décision ayant autorité entre les parties. Cette sentence peut s'exécuter avec l'appui de la force publique après qu'elle ait revêtu l'exequatur du tribunal, simple formalité. L'arbitrage constitue donc une solution définitive d'un procès.

Nous savons que l'expert, lui, ne juge pas ; il soumet simplement au juge son avis sur la question du fait. Il doit laisser le soin d'apprécier le « point de droit » au juge lui-même.

La confusion, de prime abord, paraît donc impossible. Cependant si une décision de justice commet des tiers sans déterminer très exactement la mission qu'elle leur confie, il sera quelquefois malaisé de préciser la fonction de ces tiers. Il faut, pour y parvenir, mesurer l'étendue des pouvoirs (Cass., 20 janvier 1855, D. 1855.1.57), la nature des faits soumis à leur examen et des dispositifs du jugement. Ainsi le tribunal prononce une condamnation à une somme déterminée mais laisse aux parties le soin de faire liquider la somme due par des experts ; les parties ont une option : ou accepter les chiffres du jugement ou s'en rapporter aux experts. Si elles optent pour la deuxième éventualité, la condamnation du jugement devient *ipso facto* caduque. La résolution des experts prendra la même force que la condamnation première, c'est-à-dire revêtira l'importance d'un véritable jugement ou d'une décision arbitrale (Chauveau sur Carré, n° 1222).

Une distinction similaire peut être faite entre l'expert au civil et « l'arbitre-rapporteur » au droit commercial.

La base de cette distinction c'est l'intention du juge « de se renseigner » par l'ordonnance d'une expertise ; alors que le plus souvent, en cas d'arbitrage, le juge abandonne ses pouvoirs.

Ainsi nous pouvons assurer que les règles de l'expertise sont des règles qui lui sont particulières. Il s'ensuit dès lors une réglementation spéciale de la fonction d'expert. C'est ce que nous allons essayer de dégager par la suite.

Pour cela nous croyons qu'il est utile d'étudier brièvement l'autorité que peut avoir le rapport de l'expert sur la décision du juge.

B. Autorité des rapports d'expert.

Rappelons-nous toutes les obligations des experts et le soin que la loi exige d'eux pour la confection de leurs rapports.

Rappelons-nous également les préoccupations du législateur pour trouver dans l'expert un spécialiste, un scientifique ou un technique et un homme de probité, d'intégrité professionnelle au-dessus de tout soupçon.

Rappelons enfin que les opérations se poursuivent en présence des parties qui peuvent émettre leurs avis et prétentions, qui peuvent contrôler les experts et discuter avec eux les points qu'il leur plaira.

Tout cela nous permet de comprendre l'autorité certaine dont jouit ce rapport d'expert. Il faut remarquer cependant que la loi n'investit pas l'expert du pouvoir de trancher définitivement les faits ; nous savons qu'en aucun cas il ne peut être question d'une telle délégation de pouvoirs, le magistrat devant rester le seul à assumer la responsabilité de la justice. Pour ces raisons, c'est seulement sous certaines

conditions et sur quelques parties, que la jurisprudence prétend à l'autorité absolue du rapport. Ainsi il doit être cru, comme un véritable acte authentique, jusqu'à inscription de faux (Req., 28 oct. 1901, S. 1904.1.399; Req., 14 janv. 1836, D. 1836.1.125; Toulouse, 26 mai 1897, D. 1903.1.318; Glasson, t. I, p. 625; Bonnier, n° 119; Rodière, t., p. 424).

1° Il faut que l'expert ait agi dans la limite de sa mission. Il aurait autrement dépassé ses pouvoirs et cette marque officielle que l'on a conscience de donner à sa profession n'aurait ici aucune raison d'être. Il a été ainsi décidé que si l'expert est parvenu à un accord entre les parties, alors que l'autorité judiciaire ne lui avait pas octroyé cette possibilité, son rapport constatant cet arrangement ne ferait pas preuve complète sur ces points (Civ., 15 avril 1870, D. 1870.1.291; Req., 28 oct. 1901, précité).

2° Cette force probante ne s'attache qu'à une partie du rapport, celle où l'expert énonce ses constatations personnelles, où il indique les diverses phases des opérations, où il recueille les dires et renseignements intéressants. (D'après certains arrêts, ces dernières énonciations ne seraient pour le juge que des éléments de conviction laissés à son appréciation. C'est tout au moins ce qu'ont décidé deux arrêts de la Cour de cassation en date du 19 avril 1870. D. 1870.1.219 et 18 janv. 1870, D. 1870.1.111.) Nous savons que, dans l'autre partie du rapport, l'expert livre au tribunal son avis, ses conclusions; là, il est bien certain qu'aucune force probante ne peut être relevée, car, s'il en était autrement, tout le rapport lierait le juge. L'expert est responsable de ses opinions personnelles et si le juge admet ses opinions, c'est uniquement parce qu'il les partage et non parce qu'il y est contraint. Par contre, tout ce que l'auxi-

liaire de la justice dit avoir fait ou observé « de visu et auditu » est définitivement établi, sauf l'action en inscription de faux. (Cass., 14 janv. 1836, S. 1836.1.765; Pau, 22 fév. 1898, S. 99.2.311; Civ., 13 janv. 1902, D. 1903.1.317; Bonnier, n° 119; Boncenne, t. IV, 495; Dejean, n° 698; Glasson et Colmet Daage, n° 826).

Ainsi le rapport daté fait foi de la date. Il fait foi de la présence des parties et de tous les faits et les constatations que l'expert a pu relever.

3° Enfin, ces données suivent le principe de l'effet relatif des jugements, en ce sens que cette force probante ne s'oppose qu'aux plaideurs seulement. « Toute personne qui n'a pas été présente à l'action ne peut se voir opposer quelque partie du rapport que ce soit (Civ., 11 déc. 1888, D. 1889.1.423; 30 juin 1863; D. 1863.1.275).

Quelle va être, dans son ensemble, l'autorité du rapport? A cette question, l'article 323 répond : « Les juges ne sont pas astreints à suivre l'avis des experts si leur conviction s'y oppose. » Le juge se fonde sur le rapport pour assimiler les faits et comprendre les faits, mais doit rester maître de sa sentence. Le 14 avril 1806, Perin disait au Tribunal : « Si le magistrat a ordonné l'expertise, c'est qu'il a senti que ses seules connaissances ne suffisaient pas pour fixer son jugement... et s'il était astreint à suivre l'opinion des experts, il faudrait qu'en ordonnant l'expertise, il se fût dépouillé de son caractère, qu'il eût asservi sa conscience et qu'il se fût réduit à n'être plus que l'instrument passif dont les experts se serviraient pour sanctionner leur jugement; il ne serait plus besoin qu'ils exprimassent leurs motifs de décision, puisqu'en énonçant leur résultat, ils imposeraient à la justice même une loi dont elle ne pourrait s'écarter. »

C'est l'application du principe que nous avons étudié : l'interlocutoire ne lie pas le juge. Ce principe ne supporte que deux exceptions, l'une en matière d'enregistrement (loi de frimaire an VII), l'autre en matière de douanes (Ptes Fr. V^o Douanes n^o 3557).

En somme, l'expert, dans certaines circonstances, joue un « rôle officiel » par excellence, puisque ses dires et ses affirmations font foi jusqu'à inscription de faux. Ce n'est donc pas « une personne ordinaire », un « représentant quelconque », puisque, sur ce point, il reste acquis qu'il détient une parcelle d'autorité publique. (Ce ne peut être, en effet, qu'une personne détenant une parcelle de puissance publique, qui puisse ainsi affirmer avec autant de force). — Est-il dès lors un officier ministériel ? c'est le point qui reste à éclaircir.

§ 2.

LA RÉGLEMENTATION DE LA FONCTION D'EXPERT

Nous avons pu constater tout au long de cette étude que les experts n'avaient pas de statut juridique bien défini. Tantôt, pour les besoins de la « cause » ils ont été considérés comme des mandataires¹, tantôt on reconnaît qu'ils jouissent d'une délégation de pouvoir du tribunal et que de la sorte ils peuvent être considérés comme des « magistrats momentanés » détenant une parcelle de l'autorité judiciaire².

Un point certain reste acquis, c'est que leur statut est coutumier et non légal. Situation de fait, qui varie suivant les circonstances. Nous avons, en effet, vu que pour donner aux femmes, aux étrangers et aux mineurs la capacité d'être experts, pour accorder aux experts une action solidaire pour le recouvrement de leurs honoraires, pour permettre aux parties de les dispenser de prêter serment, la jurisprudence a considéré qu'ils étaient mandataires des parties (Paris, 28 nov. 1902, D. 1903.2.71 ; Amiens, 24 octobre 1901, Dalloz, 1903.2.281 ; Montpellier, 10 février 1890, D. 1891.2.50).

1. Voir 1^{re} partie, § II ; 2^e partie, § I ; 2^e partie, § III. V. également Garçon, *Code pénal annoté* ; Le Poittevin, *Traité de la Presse*, t. II, n° 858 ; Fabreguette, *Traité des délits politiques et des infractions par la parole, l'écriture et la presse*, 2^e édit., t. II, n° 475 ; Fuzier-Herman, V° « Diffamation », n° 834 ; Demogue, *op. cit.*

2. Voir 1^{re} partie, § II ; 2^e partie, § I ; 2^e partie, § IV. V. également Pigeon, *Traité et formulaire des expertises* ; Loiseau, *Les offices*.

Cette question s'est également posée au sujet de la répression des outrages adressés aux experts ou de la diffamation commise à leur rencontre. Le point délicat était celui de savoir si l'article 224 du Code pénal et l'article 31 de la loi du 2-9 juillet 1881 leur étaient applicables¹.

La Cour de cassation, chambre criminelle, a décidé que l'expert ne détenait aucune portion des pouvoirs publics, n'était ni un fonctionnaire, ni un dépositaire ou agent de l'autorité publique, ni un citoyen chargé d'un service ou d'un mandat public (27 avril 1912, *Gaz. Pal.*, 15 juin 1912).

Un nombre d'arrêtés impressionnant corroborent cette opinion (notamment Paris, 2 avril 1870, Cass., 5 juin 1885. S. 1885.1.280 ; 1^{er} juin 1893. D. 1895.1.404 ; 14 mai 1898. S. 1898.1.296).

Par contre, la même Chambre criminelle, au sujet d'affaires semblables a estimé que l'expert est un citoyen, « chargé d'un service de ministère public » ou d'un « mandat public » (Cass., 8 mars 1877 ; S. 1877.1.333 ; Caen, 21 juillet 1879, S.1880.2.144. — V. cependant Criminelle, 9 nov. 1872, D. 73.1.98 ; Paris, 13 mars 1923. *Gaz. Trib.*, 1923.2.421 ; Paris, 3 nov. 1923. *Gaz. Trib.* des 11 et 12 janvier 1924).

Mais de façon générale, on dit qu'il y a mandat parce que les experts gèrent les intérêts des parties qui les désignent. Ils prennent en mains « l'affaire » et « ils s'efforcent d'en élucider les points délicats et de faciliter sa solution ». L'adhésion des parties, en cas d'expertise ordonnée d'office, fait naître un lien de droit entre elles et ces spécialistes. Relevons la phrase de Guillouard (Du mandat, n° 177). « Ils reçoivent donc un véritable mandat qui peut engager

1. Voir sur ce point, Glasson, Tissier et Morel. *op. cit.*, 853, note 2.

leur responsabilité, comme un mandat ordinaire et qui dès lors doit engendrer à leur profit les mêmes garanties. »

A côté de tous ces arguments qui militent en faveur de cette opinion et que nous avons étudiés au fur et à mesure de ce travail, on a l'habitude d'en apporter un autre qui, comme les précédents, ne nous semble pas décisif.

Les experts sont, en général, requis par les parties pour la vérification de leurs allégations. Ils sont également honorés par elles. Il s'ensuit dès lors qu'ils tiennent leur pouvoir de ceux qui en sollicitent le recours. Or jamais aucun particulier n'a eu capacité de nommer quiconque à une fonction publique. L'expert ne détient donc pas un atome de puissance publique. Nous ne saurions admettre cette façon de voir. D'abord il n'est pas possible, nous l'avons vu, de leur appliquer les textes relatifs à la responsabilité du mandataire. Puis, à notre avis, si l'expert est nanti d'un mandat, ce mandat émane du tribunal lui-même et non des parties. Un caractère officiel s'attache indiscutablement à sa fonction. On admettra en effet que l'expert sollicité par les parties pour procurer à une expertise amiable, ne joue pas le même rôle officiel que celui qui est requis par un tribunal.

Remarquons, en effet, que le point caractéristique du mandat, c'est sa révocabilité. Or si les parties ont le droit de choisir leurs experts, elles ne peuvent au cours des opérations révoquer leurs pouvoirs. Le contrat de mandat prend naissance, d'autre part, par une double convention ; d'abord, délégation d'une représentation, ensuite, comme contre partie, promesse d'un service à rendre avec ou sans rétribution. (V. Planiol, *Rev. crit.*, 1893, page 193). Le mandataire oblige son mandant envers les tiers et les tiers envers son mandant. Ce n'est pas la fonction de l'expert.

Son rôle consiste à donner des éclaircissements au juge. Il n'est et ne doit pas être sous la dépendance des parties ; sa conscience l'oblige à demeurer impartial.

Dejean a stigmatisé cette opinion : « Il ne faut pas que les parties croient que lorsqu'elles se désignent un expert elles se créent un défenseur, un mandataire auquel elles peuvent donner des instructions, fixer des chiffres, tracer une règle de conduite, l'expert désigné par une partie n'est pas plus son défenseur, qu'il n'est le contradicteur de la partie adverse. Dès qu'il a prêté serment, il appartient entièrement à la justice et il ne doit plus chercher que la vérité. » (n° 89).

Pour les mêmes raisons nous devons écarter la théorie d'après laquelle l'expert pourrait être considéré comme un locateur d'ouvrage.

Loiseau dit avec raison que « la prestation de serment attribue et accomplit en l'officier le caractère de son office ».

L'expert est ainsi une « personne officielle ». Il est en tous points un auxiliaire de la justice. Pour certaines vérifications, en effet, le juge est tenu de se fier à lui, car il ne peut les effectuer lui-même. Son rôle est étroitement lié à celui du juge : il prépare la sentence du juge, il doit expliquer les faits qui feront l'objet de la sentence. Il est ainsi placé sous ses ordres, sous son contrôle direct.

La jurisprudence elle-même a considéré à maintes reprises que l'œuvre des experts n'avait pas seulement que la valeur de simples renseignements. Il est, en effet, communément admis que certains points du rapport font foi jusqu'à inscription de faux (voir § 1). Et nous savons qu'un rapport nul en la forme peut être encore consulté « à titre de renseignements » montrant ainsi qu'un rapport valable a une valeur plus forte. C'est en effet une œuvre réfléchie,

élaborée par des hommes compétents, en laquelle la confiance du magistrat doit être entière.

Pour nous, l'expert, auxiliaire de la justice, se trouve délégataire d'une portion de l'autorité publique.

Nous n'ignorons pas qu'aucun argument juridique décisif ne peut apporter confirmation de cette thèse. Cependant, nous tirerons argument des articles 34 et 42 du Code pénal, d'après lesquels certains délinquants sont indignes de certaines fonctions publiques. Or, parmi ces fonctions, dites publiques, figure celle de l'expert.

Aussi estimons-nous que l'expert est plus qu'un simple particulier, qu'un simple témoin; sa situation, d'après M. Poittevin est comparable à celle « d'un chef de bureau, d'un chef de cabinet de ministre »; c'est un « substitut provisoire » du juge, prétend, avec justesse, Pigeon, c'est un « commissaire avoué par les parties » affirme Chauveau, sur Carré (q. 1223). Et c'est à ce titre qu'il nous semble détenir une parcelle de la puissance publique¹. Des arrêts des cours et tribunaux qui voyaient de cette façon, ont été systématiquement cassés par la Cour de cassation. Cependant, en 1877, la Cour suprême a dû oublier l'opinion qu'elle avait jusqu'alors précieusement conservée, car elle rendit une sentence d'après laquelle l'expert qui procède à une expertise conjointement avec un juge de paix, bénéficie des mêmes dispositions légales relatives à la diffamation que celles dont bénéficie ce dernier. C'est prétendre, pour certains, que la présence du juge de paix aux côtés de l'expert lui donnait une autorité plus forte. N'est-il pas plus juste de dire que lorsque l'expert procède seul, il est, de la sorte,

1. V. en ce sens, Glasson, Tissier et Morel, *op. cit.*, p. 853.

l'objet d'une confiance plus soutenue et qu'il renforce ainsi son autorité?

Quoi qu'il en soit, la jurisprudence — en l'absence de texte en la matière — ne reconnaît pas de façon générale à l'expert la moindre « autorité judiciaire », la moindre fonction officielle.

Cette situation que détiennent les experts et qui est uniquement de fait, comporte des inconvénients certains dont le plus évident est celui de la responsabilité. Si cette « corporation était organisée, pensait-on autrefois et encore aujourd'hui, il y aurait bien des délits commis par leur membre qui seraient réprimés... La justice y trouverait son compte ». Et les experts eux-mêmes, il faut rendre hommage à cet exemple de vertu, ont à maintes reprises sollicité le bénéfice de textes légaux statuant sur leur situation et leur responsabilité et tendant à organiser leur profession.

Depuis 1913, bien des textes répondant à ce souci ont été votés par le Parlement. D'abord une loi créant un diplôme d'experts-chimistes, le 6 juin 1913¹. Puis le diplôme d'experts comptables (décret du 22 mai 1917)², puis le diplôme de géomètres experts, du 25 avril 1929. Le dernier qui va être soumis à la critique du législateur concerne les experts traducteurs jurés³. Il a été déposé sur le bureau des Chambres le 6 août 1936. On peut voir ainsi que petit à petit des progrès se font sentir dans l'organisation et la réglementation de la profession d'expert.

D'autre part, à côté de cette réglementation légale (dont on trouvera tous les détails plus loin) tant désirée par les

1. V. fin du chapitre, textes n° 2.

2. V. fin du chapitre, n° 3.

3. V. fin du chapitre, n° 4.

4. V. fin du chapitre, n° 5.

experts eux-mêmes, diverses associations se sont formées parmi lesquelles nous pouvons citer par exemple : « Compagnie professionnelle des experts-comptables de France » (1913); « Compagnie des experts-comptables près le tribunal de 1^{re} instance de la Seine » (1913); « Chambre d'experts en écriture »; « Syndicat des médecins-légistes » (1928); « Compagnie des experts chimistes près le tribunal de 1^{re} instance de la Seine » (1929)... etc...

Lorsqu'une catégorie d'experts peut grouper un nombre suffisant de membres, il se crée une association, une compagnie ou une chambre, avec des statuts réglementaires. L'intérêt dont retire de ces groupements la profession est évident. « L'union fait la force ». Et, d'autre part, groupés en chambre, les experts exercent les uns sur les autres un contrôle disciplinaire qui attire la confiance des plaideurs.

« Manœuvres », dit-on. Nous croyons, au contraire, que si ces statuts étaient strictement appliqués, un bien-être pour tout le monde s'en ferait immédiatement sentir.

Pour bien se rendre compte de la responsabilité de la fonction et du progrès ainsi réalisé par toutes ces dispositions, nous croyons utile de donner quelques extraits d'un arrêté du ministre du Commerce et de l'Industrie, en date du 18 août 1933 et relatif à l'organisation de la profession d'experts comptables par la création d'un registre d'inscription pour les titulaires du brevet reconnu par l'Etat :

« Art. 4. — Un conseil de discipline est institué au siège de chaque région économique pour contrôler de façon permanente la conduite professionnelle des experts comptables inscrits au registre. Ce conseil est constitué de la façon suivante :

1° Le magistrat désigné par le président de la Cour d'appel, président.

2° Le président du tribunal de Commerce du siège de la région ou un magistrat consulaire délégué, vice-président.

3° Le président de la région économique ou membre de la Chambre de Commerce, délégué.

4°, 5°, 6°. Trois experts comptables D. P. L. G., élus pour trois ans par les experts-comptables brevetés inscrits au registre. Pour la constitution du premier conseil de discipline, les six experts-comptables seront proposés par le président de la région après consultation de tous les experts-comptables D. P. L. G. du ressort qui auront demandé leur inscription.

Les présidents des Chambres de Commerce affiliées à la région économique et les présidents des tribunaux de commerce seront appelés à titre consultatif chaque fois que sera en cause un expert-comptable domicilié dans le ressort de leur juridiction.

Le Conseil de discipline désignera parmi ses membres, de préférence parmi les trois experts-comptables, un secrétaire qui sera chargé de centraliser tous les renseignements nécessaires à la bonne marche des opérations, de classer et de conserver les archives et, en général, d'assurer une liaison permanente entre tous les membres du conseil.

Art. 5. — Le Conseil de discipline statuera sur les demandes d'inscription. Le président le réunira à cet effet au moins une fois par an ; il pourra le convoquer à titre extraordinaire, pour examiner des faits particulièrement graves relevés contre des experts-comptables inscrits.

Au cours de la séance ordinaire, le conseil de discipline aura à examiner les demandes d'inscription, et, le cas échéant, la conduite professionnelle des experts-comptables

inscrits qui auraient fait l'objet d'une plainte depuis la précédente séance. L'ordre du jour détaillé devra être adressé à chacun des membres au moins quinze jours à l'avance.

Les séances extraordinaires seront consacrées à l'examen des faits qui auront motivé la convocation.

Le Conseil de discipline disposera des sanctions suivantes :

- a) L'avertissement à deux reprises seulement ;
- b) La radiation temporaire pour une durée qui ne pourra excéder un an.

Dans les cas d'une exceptionnelle gravité, il pourra proposer la radiation au sous-secrétaire d'Etat à l'éducation nationale. Celui-ci statuera après examen de l'affaire.

Les décisions du conseil seront prises à la majorité absolue des membres présents, en cas de partage la voix du président sera prépondérante.

Avant faire droit le Conseil de discipline renverra pour avis devant la Compagnie des experts-comptables brevetés de la région économique.

Art. 6. — Les plaintes portées devant le Conseil seront instruites de la façon suivante :

a) Le Conseil désignera un rapporteur qui entendra le plaignant et l'expert-comptable mis en cause, examinera tous documents utiles et déposera un rapport qui sera communiqué à tous les membres du conseil au moins quinze jours avant la date de la séance ;

b) L'expert-comptable visé par la plainte sera avisé par lettre recommandée de la plainte portée contre lui. Il pourra, dans le délai fixé ci-dessus (§ a) prendre connaissance du dossier auprès du secrétaire ;

c) Il pourra présenter sa défense verbalement ou par écrit et se faire assister par un défenseur de son choix. Si sa défense est présentée sous forme de mémoire, le texte devra être adressé par lui à chacun des membres du Conseil au moins quarante-huit heures avant la séance.

La proposition de radiation visée à l'article 5 ne sera valable que si tous les membres du conseil sont présents au vote.

Art. 7. — Même après leur inscription comme brevetés d'Etat, sur le registre de la région économique, les experts-comptables figurant sur les listes établies par les tribunaux et les parquets continueront à relever du contrôle du tribunal ou du parquet dont ils dépendent, pour tout ce qui concerne la fonction qu'ils ont à remplir de ce fait.

Textes très fermes, très rigoureux. Dispositions heureuses, mais en fait !...

§ 2.

TEXTES RELATIFS A LA FONCTION D'EXPERT

Nous croyons utile, dans ce troisième paragraphe, de communiquer les différents textes relatifs à la fonction de l'expert.

Par leur petit nombre, on comprendra l'importance des usages professionnels, et la lacune qu'il convient de combler.

Le point sur lequel le législateur s'est particulièrement attaché, est celui de la compétence scientifique de l'expert.

Les diplômes ont été créés afin que cette garantie soit certaine.

Est-ce suffisant ? Le libre choix des experts accordé aux parties vient malheureusement atténuer le bienfait de ces heureuses dispositions.

TEXTE N° 1

EXPERTS MÉDECINS

Le régime légal de la fonction de médecin expert est le plus ancien. Il est vrai que c'est, peut-être, l'un des plus importants quant aux conséquences graves que peuvent engendrer les parties médicales. C'est la raison pour laquelle le législateur a tenu à fixer au plus tôt la réglementation de cette fonction.

Loi du 30 novembre 1892.
Loi sur l'exercice de la médecine.

Titre premier. Condition de l'exercice de la médecine¹.

Art. premier. — Nul ne peut exercer la médecine en France, s'il n'est muni d'un diplôme de docteur en médecine délivré par le gouvernement français, à la suite d'exams... etc...

.

Art. 14. — Les fonctions de médecins experts près les tribunaux ne peuvent être remplies que par des docteurs en médecine français.

Un règlement d'administration publique revisera les tarifs du décret du 18 juin 1811...

Le même règlement déterminera les conditions suivant lesquelles pourra être conféré le titre d'expert devant les tribunaux.

Décret du 23 novembre 1893.

Chapitre premier. — Les conditions dans lesquelles il est conféré le titre de médecin-expert devant les tribunaux.

Art. premier. — Au commencement de chaque année judiciaire et dès le mois qui suit la rentrée, les Cours d'appel en Chambre du Conseil, le Procureur général entendu, désignent sur les listes des propositions des tribunaux de première instance du ressort, les docteurs en médecine à qui elles confèrent le titre d'expert devant les tribunaux.

1. V. pour les dentistes ou sages-femmes le Rapport de M. Cornil, du 31 décembre 1891 (*Journ. off.* des 11 et 12 mai 1892, n. 152, p. 24).

Art. 2. — Les propositions du tribunal et les désignations de la Cour ne peuvent porter que sur les docteurs en médecine français ayant au moins 5 ans d'exercice de la profession médicale et demeurant soit dans l'arrondissement du tribunal, soit dans le ressort de la Cour d'appel.

Art. 3. — En dehors des cas prévus aux articles 43 et 44, 235 et 268 du Code d'instruction criminelle, les opérations d'expertise ne peuvent être confiées à un docteur en médecine qui n'aurait pas le titre d'expert. Toutefois, selon les besoins particuliers de l'instruction de chaque affaire, les magistrats peuvent désigner un expert près un tribunal autre que celui auquel ils appartiennent. En cas d'empêchement des médecins experts résidant dans l'arrondissement et, s'il y a urgence, les magistrats peuvent, par ordonnance motivée, commettre un docteur en médecine française de leur choix.

Chapitre II. — Des honoraires, vacations, etc...

Art. 4. — Chaque médecin requis par des officiers de justice ou de police judiciaire ou commis par ordonnance, dans les cas prévus par le Code d'instruction criminelle, reçoit à titre d'honoraires : 1^o pour une visite, avec premier pansement 8 francs ; pour toute opération autre que l'autopsie, 10 francs... etc... (des modifications ultérieures sont venues élever ces honoraires)...

.

Chapitre III.

Art. 11. — Les officiers de santé reçus antérieurement au 1^{er} décembre 1893 et ceux reçus dans les conditions

déterminées par l'article 31 de la loi du 30 novembre 1892 peuvent être portés sur la liste d'experts près les tribunaux, s'ils réunissent les conditions de nationalité, de durée d'exercice de leur profession et de résidence prévue à l'article 2 du présent décret. Ils ont droit aux mêmes honoraires...

TEXTE N° 2

CHIMISTES EXPERTS

Loi 6 juin 1913. — Loi relative à la création d'un diplôme d'Etat de chimiste-expert (*J. O.* du 8 juin 1913)

Article unique. — Il est institué, un diplôme de chimiste-expert, conféré après examens passés devant les jurys d'Etat, nommés par les ministres de l'Instruction publique et de l'Agriculture.

Ces jurys doivent être constitués par des membres du corps enseignant de l'Etat appartenant aux établissements publics de l'enseignement supérieur, à l'institut national économique et à la commission technique permanente instituée près les ministères de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie par l'article 3 du décret du 31 juillet 1906 complété par l'article 6 du décret du 6 août 1908.

Ils siègeront une fois par an, s'il y a lieu, dans les villes dont l'université est constituée par quatre facultés ou dans les villes qui possèdent une faculté des sciences et une école de plein exercice de médecine et de pharmacie.

Ce diplôme de chimiste expert sera délivré par le ministre de l'Instruction publique, à la suite d'examens, dont le programme ainsi que celui des études qui le précèdent, auront été arrêtés après avis du Conseil Supérieur de

l'Instruction publique et de la commission technique permanente précitée.

Il donnera seul le droit au chimiste-expert de s'intituler : chimiste-expert diplômé du Gouvernement.

Un décret rendu en la forme des règlements d'administration publique déterminera les diplômes ou titres nécessaires aux élèves pour suivre les études réglementaires.

Il fixera le tarif des droits d'inscription de travaux pratiques, d'examens et de diplôme à percevoir.

A titre de disposition transitoire pendant l'année qui suivra la promulgation de ce décret, les chimistes-experts actuellement en exercice pourront obtenir le diplôme sur leur demande et sur la proposition d'une commission instituée par les ministres de l'Instruction publique et de l'Agriculture.

Chaque demande, accompagnée d'un exposé des titres et, s'il y a lieu d'un état des services du candidat, devra être adressée au ministre de l'Instruction publique.

La présente loi délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat. Malheureusement, ce diplôme n'a pas encore été l'objet d'une organisation définitive, car le projet de décret qui devait en assurer la réglementation n'eut pas de suite. Il semble pourtant que son utilité se faisait sentir.

Projet de décret du 8 novembre 1915**PROJET DE DECRET**

*fixant les conditions d'âge, la scolarité et les droits à percevoir
en vue de l'obtention du diplôme d'Etat de « chimiste-expert »*

Vu la loi du 6 juin 1913 relative à la création d'un diplôme d'Etat de chimiste-expert.

Décète :

Stage préparatoire.

Art. premier. — Les études préparatoires à l'examen de chimiste-expert diplômé du Gouvernement consistent en un stage d'ordre professionnel.

Ce stage ne peut être effectué que dans les laboratoires désignés à cet effet par arrêtés pris de concert par le ministre de l'Instruction publique, le ministre de l'Agriculture et le ministre des Finances, après avis de la Section permanente du Conseil supérieur de l'Instruction publique et de la Commission technique permanente.

Art. 2. — Nul ne peut être admis au stage préparatoire :

1° S'il ne justifie de l'un des diplômes, titres ou certificats suivants :

Ancien élève de l'Ecole polytechnique ;

Docteur en médecine ;

Ingénieur agronome ;

Ingénieur des arts et manufactures ;

Ingénieur-chimiste diplômé d'une université française ;

Ingénieur de l'Ecole nationale supérieure des mines ;

Ingénieur de l'Ecole des mines de Saint-Etienne ;

Ingénieur diplômé de l'Ecole de physique et de chimie de la ville de Paris ;

Ingénieur de l'Institut industriel du nord de la France ;

Licencié ès sciences pourvu de deux au moins des certificats suivants : physique générale, chimie générale, chimie analytique, chimie biologique, botanique ;

Pharmacien (régime du décret du 26 juillet 1909) ;

Pharmacien (régime des décrets du 26 juillet 1885 et du 24 juillet 1889), ou étudiant en pharmacie reçu au troisième examen de fin d'année (régime du décret du 26 juillet 1909) ;

Vétérinaire.

2° S'il n'a pas subi avec succès les épreuves d'un examen spécial d'admission à ce stage.

Un arrêté pris de concert par le ministre de l'Instruction publique et le Ministre de l'Agriculture, après avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique de la Commission technique permanente, fixera le programme des épreuves orales et pratiques de cet examen.

Diplôme de chimiste-expert.

Art. 3. — Le diplôme d'Etat de « chimiste-expert » est délivré par le ministre de l'Instruction publique après un examen portant sur les connaissances professionnelles nécessaires pour procéder aux expertises en matière :

de produits industriels,

ou de produits alimentaires et agricoles ;

ou de produits pharmaceutiques ;

ou de toxicologie.

Mention est inscrite au diplôme de chacune des catégories de matières sur lesquelles a porté l'examen.

Le programme des épreuves correspondantes à chacune

de ces mentions sera fixé par l'arrêté prévu à l'article 2 du présent décret.

Ces épreuves sont exclusivement d'ordre pratique.

Art. 4. — Un arrêté pris de concert par le ministre de l'Instruction publique et le ministre de l'Agriculture fixera, chaque année, les lieux et dates des examens, ainsi que la composition des jurys.

Art. 5. — Pour être admis à s'inscrire en vue de l'examen, les candidats doivent justifier qu'ils sont âgés de plus de vingt-cinq ans et qu'ils ont accompli le stage prévu à l'article 1^{er} du présent décret.

Art. 6. — La durée du stage préparatoire à l'examen du diplôme de chimiste-expert, avec une seule mention, est de deux trimestres.

Chaque mention supplémentaire comporte, avant l'examen correspondant, la justification d'un stage supplémentaire d'un trimestre, afférent à la mention postulée.

Droits à percevoir.

Art. 7. — Les droits à percevoir en vue de l'obtention du diplôme de chimiste-expert sont fixés ainsi qu'il suit :

Droit d'examen d'admission au stage . . .	100 francs	
2 droits trimestriels d'inscription à 30 fr.	60	—
2 droits trimestriels de bibliothèque à 2 fr. 50.....	5	—
2 droits trimestriels de travaux pratiques (stage) à 100 francs	200	—
Droit d'examen d'obtention du diplôme .	200	—
Certificat d'aptitude	40	—
Diplôme de chimiste-expert.....	100	—

Art. 8. — Le titulaire d'un diplôme de chimiste-expert qui désire obtenir une ou plusieurs mentions autres que celle portée sur son diplôme est tenu de verser pour l'obtention de chaque mention supplémentaire :

1 droit trimestriel de travaux pratiques (stage)	100 francs
Droit d'examen d'obtention de la men- tion	200 —
Certificat d'aptitude	40 —

Les candidats qui désirent obtenir une nouvelle mention comportant un stage, pour lequel ils n'ont pas subi les épreuves d'admission prévues à l'article 2, § 2^o du présent décret, sont tenus d'acquitter, en outre, pour l'examen d'admission audit stage, un droit de... 100 francs.

Art. 9. — Les droits d'inscription et de bibliothèque sont perçus au profit des Universités.

Les droits de travaux pratiques (stage) sont perçus par les Universités, à charge pour elles de tenir compte des sommes encaissées pour cet objet aux établissements dans lesquels le stage aura été accompli.

Les droits d'examen d'admission au stage, d'examen d'obtention du diplôme, de certificat d'aptitude et de diplôme sont perçus au profit du Trésor.

Art. 10. — Tout candidat qui, sans excuse jugée valable par le jury, ne répond pas à l'appel de son nom le jour qui lui a été indiqué pour l'examen, perd le montant des droits d'examen qu'il a consignés.

Il est fait remise aux candidats ajournés des droits de certificat d'aptitude et de diplôme.

Dispositions transitoires.

Art. 11. — Un arrêté des ministres de l'Instruction publique et de l'Agriculture fixera, après avis de la Section permanente du Conseil supérieur de l'Instruction publique et de la Commission technique permanente, les conditions dans lesquelles les chimistes-experts actuellement en exercice, pourront être proposés, conformément à la loi, pour recevoir le diplôme de chimiste-expert.

Le même arrêté fixera la composition de la Commission qui sera instituée, conformément aux dispositions du dernier paragraphe de l'article unique de la loi du 6 juin 1913.

Art. 12. — Les chimistes-experts actuellement en exercice qui obtiendront, à titre de disposition transitoire, le diplôme, dans les conditions prévues par la loi du 6 juin 1913, acquitteront la totalité des droits d'examen, de certificat d'aptitude et de diplôme afférents aux examens dont ils sont dispensés.

Art. 13. — Les dispositions des articles 1 à 10 inclusive-ment du présent décret seront applicables à dater de la publication de l'arrêté visé à l'article 1^{er} du présent décret.

Art. 14. — Le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, le ministre de l'Agriculture et le ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

TEXTE N° 3.

EXPERTS COMPTABLES

22 mai 1927. — Décret (suivi d'un arrêté) portant création d'un brevet et d'un diplôme d'expert-comptable reconnu par l'Etat (J. O., 2 juin 1927).

Le Président de la République
décrète :

Article premier. — Il est créé un brevet d'expert comptable reconnu par l'Etat, lequel sera conféré de la manière indiquée ci-après aux techniciens voulant faire profession habituelle d'organiser, vérifier, apprécier ou redresser les comptabilités et comptes de toute nature.

Art. 2. — Pour obtenir le brevet d'expert comptable reconnu par l'Etat, il faut, successivement : 1° subir avec succès un examen préliminaire ; 2° accomplir un stage professionnel de cinq années ; 3° subir avec succès un examen final.

Art. 3. — Les candidats à l'examen préliminaire doivent être âgés d'au moins 19 ans avant le 1^{er} janvier de l'année durant laquelle les épreuves sont subies. Aucune dispense d'âge ne peut être accordée.

Art. 4. — Le stage consiste dans l'exécution de travaux professionnels chez un expert comptable reconnu par l'Etat, au cabinet de qui le stagiaire est attaché en permanence. Pendant dix ans à compter de la date du présent décret, les candidats pourront être, en cas de nécessité, autorisés à entreprendre leur stage chez un expert comptable ne possédant pas le titre dont s'agit.

Art. 5. — L'examen préliminaire et l'examen final comprennent des épreuves écrites, éliminatoires, et des épreuves orales. Les candidats admis à l'écrit et ajournés à l'oral conservent le bénéfice de leur admissibilité pendant l'année suivante.

Art. 6. — Par mesure transitoire, le brevet d'expert comptable reconnu par l'Etat pourra être conféré, après vérification de leur capacité professionnelle, aux experts comptables français, patentés en cette qualité, âgés de 30 ans au moins, justifiant de cinq années consécutives de l'exercice de la profession sans attache exclusive avec une entreprise déterminée. Ces experts comptables devront former leur demande dans le délai d'un an à compter de la date du présent décret.

Art. 7. — Les conditions dans lesquelles auront lieu les examens, les dispositions relatives à l'organisation et à la discipline du stage ainsi qu'à l'application des mesures transitoires prévues à l'art. 6, seront déterminées par un arrêté des ministres de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et du Commerce et de l'Industrie.

Art. 8. — Le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et le ministre du Commerce et de l'Industrie sont chargés, etc.

Le programme des examens fut fixé par l'arrêté du 25 mai 1927 (*Bulletin législatif Dalloz*, 1927, p. 270) modifié par les arrêtés du 7 septembre 1927 (*J. O.*, 9 septembre 1927, p. 9 591), du 8 décembre 1928 (*J. O.*, 9 décembre 1918) et du 14 janvier 1930 (*J. O.*, 16 janvier 1930).

L'article 39 de la loi de finances du 31 mars 1932 fixa le montant du droit d'examen.

Enfin, l'arrêté du 12 août 1933, dont nous avons donné précédemment quelques extraits, a institué au siège de chaque région économique un registre d'inscription pour les experts comptables titulaires du diplôme d'Etat.

On peut dire que c'est la seule catégorie d'experts dont la profession ait une réglementation à peu près complète.

Arrêté du 25 mai 1927

Article premier. — Les examens, le stage et les mesures transitoires prévues par le décret du 22 mai 1927, portant création du brevet d'expert comptable reconnu par l'Etat, sont soumis aux règles suivantes :

I.

De l'examen préliminaire.

Art. 2. — L'examen préliminaire a lieu dans les centres désignés par le ministre de l'Instruction publique après la clôture du registre d'inscription. Il est subi devant un jury composé de 5 membres et comprenant :

A. Quatre membres nommés par le ministre, à savoir :

1^o Un inspecteur de l'enseignement technique, président.

2^o Un interrogateur de mathématiques appliquées au commerce et à la finance.

3^o Un interrogateur de droit.

4^o Un expert comptable.

B. Un délégué du président de la région économique sur le territoire de laquelle se réunit le jury.

Art. 3. — Le délai dans lequel les candidats sont tenus

de se faire inscrire est indiqué en temps utile par voie d'avis inséré au *Journal Officiel*.

La demande d'instruction est adressée au ministre de l'Instruction publique. Elle est écrite, datée et signée sur papier timbré par le candidat dont la signature est légalisée. A cette demande sont jointes : 1° une copie certifiée de l'acte de naissance du postulant ou l'extrait prévu par l'art. 57 du Code civil; 2° s'il est mineur l'autorisation de qui de droit; 3° le cas échéant, les pièces justificatives mentionnées à l'art. 27.

Il est accusé réception de la demande. Les candidats sont avisés en temps utile de la date et du lieu de l'examen.

Art. 4. — L'examen préliminaire porte sur les matières suivantes :

Principes de technique comptable. — Notions fondamentales sur la constitution et le jeu des comptes. Procédés usuels d'exécution du travail comptable. Le plan comptable d'une entreprise : conception et réalisation.

Principes de droit civil et de droit public. — Notions sommaires sur l'organisation des pouvoirs publics. Notions essentielles sur les personnes, les biens, les obligations, les contrats, les successions, les privilèges, les hypothèques.

Notions élémentaires de droit commercial. — L'acte de commerce, le commerçant, les sociétés commerciales. La vente. Le gage. Les transports terrestres et maritimes. Les assurances : les effets de commerce. Le fonds de commerce : vente et nantissement. Le registre du commerce. La faillite et la législation judiciaire. La propriété industrielle et commerciale.

Mathématiques financières. — Intérêt simple et escompte ;

comptes courants avec intérêts. Intérêts composés : annuités, rentes, Notions élémentaires sur les opérations d'assurance et de crédit à long terme.

Principe d'économie politique. — La production. L'échange. Le salaire. La circulation, la consommation.

La vie et le mécanisme des entreprises. — But poursuivi par la création d'une entreprise. Ses éléments constitutifs. Comment elle naît, fonctionne et prend fin. Comment est organisée la représentation des intérêts du commerce auprès des pouvoirs publics.

Art. 5. — L'examen préliminaire comprend des épreuves écrites, éliminatoires et des épreuves orales. Elles sont réparties ainsi qu'il suit :

<i>Epreuves écrites</i>	Coefficients
Une dissertation sur la vie des entreprises ou sur l'économie politique (durée : 3 h.).....	1
Une composition de comptabilité (durée : 3 heures).....	2
<i>Epreuves orales :</i>	
Interrogation sur la technique comptable élémentaire	2
Sur les principes du droit public et du droit civil.....	1
Sur le droit commercial	1
Sur les mathématiques financières	2
Sur la vie et le mécanisme des entreprises ou sur l'économie politique	1

Chacune des épreuves énumérées donne lieu à l'attribution d'une note de 0 à 20.

Art. 6. — Pour être admissible à l'oral, il faut avoir obtenu au moins 30 points sans note particulière inférieure à 5. Pour être admis il faut sur l'ensemble des épreuves écrites et orales avoir obtenu au moins 100 points, quelles que soient les notes d'oral.

Les sujets d'épreuves écrites sont adressés en temps utile sous pli fermé par le directeur général de l'enseignement technique, au président du jury. S'il y a plusieurs centres d'examen, les épreuves écrites sont subies partout le même jour et aux mêmes heures sur les mêmes sujets. Les plis renfermant les textes des épreuves ne sont ouverts qu'en présence des candidats.

Art. 7. — Après la clôture des opérations, le président du jury transmet au ministre de l'Instruction publique le procès-verbal de celles-ci, accompagné de la liste des candidats admis, avec indications du nombre total de points obtenus par chacun d'eux.

Le directeur général de l'enseignement technique adresse aux admis l'attestation nécessaire pour leur inscription au stage.

II

Du stage.

Art. 8. — Il est tenu au chef-lieu de chaque région économique un registre des stagiaires travaillant sur le territoire de celle-ci.

Art. 9. — Les demandes d'inscription au stage sont adressées par écrit au président de la région économique. Elles sont accompagnées :

1^o De l'attestation mentionnée ci-dessus, article 7, deuxième alinéa.

2^o D'une lettre par laquelle l'expert comptable, sous la direction de qui le postulant demande à commencer son stage, se déclare prêt à l'accueillir dans ses bureaux.

Art. 10. — Après s'être assuré que les conditions nécessaires sont remplies, le président de la région économique ordonne l'inscription du postulant au registre des stagiaires, avec effet de la date à laquelle la demande lui est parvenue. Les inscriptions sont pourvues de numéros d'ordre formant une série ininterrompue.

Art. 11. — Deux fois par an au moins, le président de la région économique vérifie l'assiduité des stagiaires figurant au registre tenu par ses soins.

Art. 12. — Dans les chefs-lieux de région où il existe un registre d'inscription au stage, un conseil de discipline est institué. Il se compose du président de la région économique ou de son délégué, d'un inspecteur de l'enseignement technique et d'un expert comptable, ces deux derniers désignés par le ministre de l'instruction publique.

Art. 13. — Le conseil de discipline surveille la conduite professionnelle des stagiaires. Il peut réprimer les fautes commises en infligeant les peines suivantes :

L'avertissement à deux reprises seulement ;

La suspension pour une durée qui ne peut excéder six mois.

Dans les cas d'une gravité exceptionnelle, le conseil de discipline peut proposer la radiation au ministre de l'Instruction publique, lequel statue après examen de l'affaire.

Aucune peine ne peut être prononcée sans que l'intéressé ait été mis en demeure, par lettre recommandée, de fournir ses explications.

Art. 14. — Le conseil de discipline statue sur les demandes des stagiaires qui désirent :

1^o Interrompre leur stage pour une durée ne pouvant excéder un an.

2^o Continuer chez un expert comptable le stage commencé chez un autre, ceci dans la même ville ou dans une ville différente.

Ces diverses autorisations ne sont données qu'après vérification et appréciation du motif légitime invoqué par les postulants. L'interruption du stage est de droit durant tout le cours du service militaire.

Art. 15. — Le stage étant terminé, le président de la région économique sur laquelle il a pris fin délivre au stagiaire l'attestation qui lui est nécessaire pour subir l'examen final. Cette attestation mentionne le point de départ du stage et ses interruptions s'il y a lieu.

III

De l'examen final.

Art. 16. — L'examen final a lieu dans les centres désignés par le ministre de l'Instruction publique, après la clôture du registre d'inscription.

Il est subi devant un jury composé de 6 membres :

A. 5 membres nommés par le ministre :

1^o Un inspecteur de l'enseignement technique, président ;

2^o Un interrogateur de mathématiques appliquées au commerce et à la finance ;

3^o Un interrogateur de droit ;

4^o et 5^o Deux experts comptables.

B. Un délégué du président de la région économique sur le territoire de laquelle se réunit le jury.

Art. 17. — Pour les inscriptions à l'examen final, il est décidé de la manière indiquée à l'article 4. A la demande, le postulant joint l'attestation prévue à l'article 15.

Art. 18. — L'examen final porte sur les matières suivantes :

Technique comptable approfondie. — Application de la comptabilité aux différentes formes du commerce, de l'industrie, de la finance, de l'agriculture. Comptabilité des non commerçants et des associations à but non lucratif. Etude et discussion des bilans. Etude et discussion des systèmes, dispositifs, appareils et machines en usage pour l'exécution des travaux de comptabilité.

Expertise comptable. — Méthodes de vérification, applicables à un contrôle permanent, à la recherche d'erreurs ou de fraudes dans une comptabilité irrégulière, dans des écritures en désordre. Etude de la marche d'une entreprise d'après sa comptabilité. Manière de rédiger les comptes rendus et les rapports. Aperçu des règles spéciales à l'expertise judiciaire, en matière civile, en matière commerciale, en matière répressive.

Opérations de banque et de bourse. — Les banques : généralités, classification, opérations de guichet, de crédits, de finance. Diverses sortes de garanties exigées d'un emprunteur.

La Bourse des valeurs. — Affaires qui s'y traitent, personnes qui y traitent, comment on y traite. Opérations en disponible et en livrable. Filières, magasins généraux. Ventes publiques de marchandises.

Le change, les devises étrangères, commerce dont elles sont l'objet. Mécanisme pratique des opérations de change.

Principe de procédure. — Notions générales sur la compétence, à raison de la matière, à raison de la personne, à raison du lieu. Manière de saisir les différentes juridictions. Manière d'administrer la preuve en justice. La révision des comptes arrêtés. Eléments dont se composent les jugements et arrêts. Voie de recours contre les décisions des différentes autorités judiciaires. Voies d'exécution des jugements et arrêts. Causes autres que les jugements pouvant mettre fin à l'instance.

Législation fiscale. — Diverses sortes d'impôts. Etude pratique de ceux qui intéressent le commerce et l'industrie. Notions sur les droits d'enregistrement et du timbre. Obligations fiscales particulières aux sociétés. Droit de douane et droit de régie.

Législation sociale. — Le contrat de travail : formation, exécution, rupture. La législation sur les accidents du travail, sur les conditions dans lesquelles il doit être accompli, sur les risques qu'il entraîne.

Arl. 19. — L'examen final comprend des épreuves écrites, éliminatoires et des épreuves orales. Elles sont réparties ainsi qu'il suit.

Epreuves écrites.

	Coefficients
Une dissertation sur un sujet de droit choisi dans le programme (3 heures) .	2
Une composition sur les applications de la technique comptable (4 heures) . . .	3
	5 5

Epreuves orales.

Interrogation sur la technique comptable approfondie	2	
Sur les opérations de banque et de bourse	1	
Sur l'expertise comptable en matière extra-judiciaire.....	3	
Sur les règles spéciales concernant l'expertise comptable en matière judiciaire..	1	
Sur la législation fiscale	2	
Sur le Code du travail ou sur la procédure	1	
	10	
		10
		15

Chacune des épreuves énumérées donne lieu à l'attribution d'une note de 0 à 20.

Art. 20. — Pour être admis à l'oral, il faut avoir obtenu au moins 60 points, sans note particulière inférieure à 5. Pour être admis, il faut sur l'ensemble des épreuves écrites et orales, avoir obtenu au moins 120 points, sans note particulière inférieure à 5.

Les sujets d'épreuves écrites sont adressés en temps utile, sous plis fermés, par le directeur général de l'enseignement technique, au président du jury. S'il y a plusieurs centres d'examens, les épreuves écrites sont subies partout le même jour et aux mêmes heures, sur les mêmes sujets. Les plis renfermant les textes des épreuves ne sont ouverts qu'en présence des candidats.

Art. 21. — Après la clôture des opérations, le président

du Jury transmet au ministre de l'Instruction publique le procès-verbal de celles-ci, accompagné de la liste des candidats admis, avec indication du nombre total des points obtenus par chacun d'eux. Le ministre procède ensuite à la délivrance des brevets.

IV

Dispositions diverses.

Art. 22. — Tous les candidats sans exception subissent les épreuves écrites éliminatoires de l'examen préliminaire. Les admissibles sont dispensés, savoir :

Des interrogations sur la technique comptable élémentaire et sur les mathématiques financières, s'ils possèdent le diplôme supérieur de l'Ecole des Hautes Etudes commerciales, celui d'une école supérieure de Commerce reconnue par l'Etat, le certificat d'aptitude à l'enseignement commercial ou le certificat d'aptitude (commercial B) au professorat dans les écoles pratiques de commerce.

Des interrogations sur le droit public et le droit civil, sur le droit commercial s'ils possèdent le diplôme de licencié en droit ou le diplôme supérieur de l'école des Hautes Etudes commerciales.

Le nombre de points nécessaires pour l'admission est réduit en conséquence.

Les candidats qui entendent réclamer le bénéfice des dispositions qui précèdent doivent le faire en s'inscrivant, et joindre à leur demande les pièces justificatives de leurs titres et qualités.

Art. 23. — La durée du stage est ramenée de 5 à 4 ans pour les candidats admis à l'examen préliminaire, qui sont,

en outre, anciens élèves sortis classés de l'Ecole polytechnique, de l'Ecole centrale des Arts et Manufactures ou membres de l'Institut des actuaires français.

Art. 24. — Des mesures spéciales sont prises pour permettre aux professeurs de l'enseignement technique en exercice d'accomplir leur stage sans interrompre leurs services. Il ne peut toutefois être consacré au stage moins de 15 heures par semaine de travail effectif.

Art. 25. — Tous les candidats sans exception subissent toutes les épreuves de l'examen final.

V

Mesures transitoires.

Art. 26. — Les experts comptables français remplissant à la date du décret du 25 mai 1927, les diverses conditions prévues par l'article 6 du dit décret, qui désirent obtenir le brevet d'expert comptable reconnu par l'Etat, doivent, dans le délai d'un an à compter de la dite date, adresser comme il va être dit leur demande aux fins d'instruction et de transmission.

Art. 27. — Sont qualifiés pour recevoir et instruire les demandes de leurs membres, les associations professionnelles d'experts comptables ayant fait l'objet, avant le 1^{er} janvier 1927 d'une déclaration conformément à l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901, constituées dans le but de grouper les techniciens exerçant utilement et honorablement cette profession, ainsi que de les soumettre à une action disciplinaire, et qui ont été agréées par le ministre de l'Instruction publique.

D'ores et déjà sont agréées aux fins qui précèdent :

1^o Les compagnies d'experts comptables affiliées à la Fédération des compagnies d'experts-comptables de France et des Colonies;

2^o La compagnie professionnelle des experts comptables de France;

3^o La compagnie des experts comptables près le tribunal de première instance de la Seine;

4^o La compagnie des arbitres-experts près le tribunal de Commerce de la Seine.

Arl. 28. — Dans le délai fixé par l'article 22, le postulant fait parvenir sa demande écrite au président de l'association professionnelle qualifiée dont il est membre.

S'il n'appartient à aucune association de ce genre, il adresse la demande au ministre de l'Instruction publique, accompagnée de tous les documents de nature à établir sa qualification morale et professionnelle.

Le postulant est tenu de fournir toutes les explications et les justifications qui lui sont demandées soit par le président de l'association saisie de la demande ou par ses délégués, soit par le ministre de l'Instruction publique.

Arl. 29. — Le président de l'Association des professeurs régulièrement saisie de la demande, recueille ou fait recueillir toutes les informations pouvant lui permettre de se former une opinion motivée sur l'accomplissement par le postulant des conditions auxquelles est subordonnée la délivrance du brevet. Il établit pour chaque demande un dossier qu'il transmet au ministre de l'Instruction publique. Ce dossier doit notamment contenir l'avis du Conseil de discipline de l'Association.

Arl. 30. — Le ministre de l'Instruction publique procède à l'examen des dossiers, s'assure que les demandes ont été

instruites dans les conditions régulières et que les propositions sont motivées. Il statue sur les difficultés qui viendraient à se produire. Le brevet est ensuite conféré à ceux des postulants qui remplissent les conditions prévues par l'article 6 du décret.

Arrêté du 7 septembre 1927.

(*J. off.*, 9 septembre 1927, p. 9591).

Arl. premier. — L'article 26 de l'arrêté du 25 mai 1927 est modifié de la façon suivante : « les experts comptables français remplissant les diverses conditions prévues par l'article 6 du dit décret...

.

Arl. 2. — L'article 30 est complété de la façon suivante :

« Pour l'examen des dossiers, le ministre de l'Instruction publique est assisté par une commission ainsi constituée :

Le directeur général de l'Enseignement technique ou son représentant, président;

Un représentant du ministre du Commerce;

Un inspecteur général de l'enseignement technique;

Un inspecteur des Finances;

Le directeur de l'Ecole des Hautes Etudes commerciales;

Un professeur de Faculté de droit;

Le président de l'assemblée des présidents des chambres de Commerce;

Le président du tribunal de Commerce de la Seine.

Arrêté du 8 décembre 1928

(*J. off.*, 9 décembre 1928, p. 12855).

Art. premier. — L'article 4 de l'arrêté du 25 mai 1927 est modifié de la façon suivante.

L'examen préliminaire porte sur les matières suivantes;

Principe de technique comptable. — I. But de la comptabilité, le compte considéré seul. Les comptes dans leurs rapports entre eux. Parties simples. Parties doubles.

Le plan comptable. Pourquoi on l'établit; comment on l'établit. Exemples.

Etude des comptes servant à enregistrer les opérations usuelles de commerce et de l'industrie.

Comptabilité concernant des risques et des événements futurs; engagements contractés; versements anticipés; prévisions budgétaires.

II. — Procédés usuels d'exécution du travail comptable. Inscriptions, dépouillements et groupements.

Journalisation. Reports au grand livre. Confection des balances. Numéros de référence accompagnant les écritures. Contrôle arithmétique obtenu, limite de ce contrôle.

Le matériel comptable (dispositifs divers; machines). Les répertoires.

Division du journal : pourquoi et comment on prend cette mesure. Réunion périodique des écritures journalisées; sa raison d'être.

Division du grand livre. A quelle nécessité elle répond. Comment elle se réalise. Comptes individuels analysant les soldes collectifs dans la balance générale.

Balances comparatives à colonnes multiples. Etude de quelques tracés.

III. — Travail de fin d'exercice. Ecritures d'inventaire. Ajustement des soldes comptables avec les existants. Amortissements et dépréciations diverses.

Compte de profits et pertes. Distinction généralement nécessaire entre le bénéfice brut et le bénéfice net.

Statistique numérique et graphiques. Parti à en tirer.

Clôture et réouverture des comptes. Ecritures à passer après réouverture. Affectation des résultats. Réserves. Reports à nouveau.

IV. — Prescriptions légales concernant les livres de commerce, notamment en matière fiscale.

Principes de droit public. — I. — La Constitution française, le principe de la séparation des pouvoirs, l'organisation générale de l'Etat.

II. — Le pouvoir législatif, son rôle, élection et composition des deux Chambres; élaboration des lois.

III. — Le pouvoir exécutif, ses attributions; le pouvoir réglementaire; la responsabilité des ministres. Rôle du Président de la République.

IV. — Le département et la commune : administration, pouvoirs du préfet et du maire, rôles des conseils généraux et municipaux.

Principes de droit civil. — I. — Distinction des droits réels et personnels.

II. — Des biens : classification des biens, la propriété; l'usufruit; les servitudes; les modes d'acquisition des droits réels : la possession et la prescription, la transcription des aliénations immobilières.

III. — Les obligations : a) sources des obligations, les

délits (art. 1382-1386, C. civ.), les contrats, classification, conditions de validité;

b) La capacité juridique : des incapacités du mineur, de l'aliéné, du prodigue, de la femme mariée;

c) Effet des obligations; théorie de la force majeure, théorie des dommages-intérêts; théorie des risques et de la résolution des contrats. Du terme et de la condition. Obligations solidaires;

d) Modes d'extinction des obligations; paiement et succédanés du paiement; annulation des contrats, prescription libératoire.

IV. — Les sûretés : a) Modes de protection du créancier en droit commun; action paulienne, exercice des actions du débiteur.

b) Sûretés personnelles : le cautionnement.

c) Sûretés réelles : le gage. Les privilèges; privilèges généraux et spéciaux; privilège du vendeur et privilège du bailleur; privilèges immobiliers.

Les hypothèques : principes essentiels du régime hypothécaire, les hypothèques légales et spécialement l'hypothèque de la femme mariée; la publicité des hypothèques, le droit de préférence, le droit de suite; la purge.

V. — Principaux contrats : notions sur la vente; notions sur le louage; notions sommaires.

VI. — Régimes matrimoniaux. Notions sur le contrat de mariage. Principes fondamentaux du régime de communauté légale, du régime dotal, de la séparation de biens.

Mathématiques financières. — Intérêts simples. — Méthodes commerciales. — Escompte à intérêts simples. — Échéance commune, moyenne. — Comptes courants avec intérêts. — Intérêts composés. — Taux proportionnels. — Taux équivalents. — Escompte et intérêts composés.

Formule générale des annuités constantes. — Tableau d'amortissement.

Valeur actuelle d'une série d'annuités. — Equivalence de plusieurs séries d'annuités.

Rentes temporaires, perpétuelles, différées. — Résolution des équations par rapport aux différents éléments.

Notions de crédit à long terme. — Prêts remboursables par annuités constantes.

Notions d'assurances sur la vie. — But de l'assurance. — Notions du risque. — Principales combinaisons d'assurances.

Principes d'économie politique. — Les facteurs de la production; le travail; le capital.

Les industries et leur classification.

Les rapports de la production et de la consommation.

La valeur et le prix.

La monnaie.

Le crédit. Les fonctions économiques du crédit. Les titres de crédit.

Les banques : leurs principales opérations.

Les bourses de valeurs et de marchandises.

Les salaires. Ses caractères.

L'intérêt du capital.

L'impôt et sa légitimité.

La vie et le mécanisme des entreprises. — Cause première de la création des entreprises : recherches des bénéfices.

Caractères de l'entreprise moderne.

Le chef d'entreprise.

Classification des entreprises.

Etude des besoins à satisfaire.

Comment l'entreprise naît.

Deux grandes catégories d'éléments de production; les capitaux, le travail.

La recherche des capitaux; usage pratique du crédit.

Modes divers d'accroissement du capital : appel au concours d'autrui; constitution de réserves.

Le travail; les préposés; la main-d'œuvre.

La participation au bénéfice.

L'organisation de la vente; la publicité.

Les transports terrestres et maritimes.

Le commerce extérieur.

L'organisation pratique du travail, correspondance, classement, comptabilité.

L'administration de l'entreprise, organisation des services.

Relations des entreprises avec les pouvoirs publics. Participation au recrutement de corps élus.

Les risques; comment se prémunir contre eux. Renseignements. Assurances.

Les litiges. Rapports de l'entreprise avec les autorités judiciaires de l'ordre civil et de l'ordre répressif.

Comment l'entreprise prend fin; vente de l'établissement, son apport en société, sa liquidation amiable; sa mise en faillite ou liquidation judiciaire. Ce que doit savoir et ce que doit faire un comptable dans ces différents cas.

Art. 2. — L'article 22 est complété ainsi qu'il suit :

.

Tous les candidats sans exception subissent les épreuves écrites éliminatoires de l'examen préliminaire. Les admissibles sont dispensés, savoir :

.

Des interrogations sur des mathématiques financières s'ils sont titulaires du diplôme de licencié ès sciences mathématiques.

Art. 3. — L'article 30 de l'arrêté du 25 mai 1927, modifié par les arrêtés des 7 septembre et 23 novembre 1927, est modifié de la façon suivante :

.

Pour l'examen de ces dossiers, le sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique est assisté par une commission constituée de la façon suivante :

.

Le chef du 5^e bureau de la direction générale de l'enseignement technique.

Un rédacteur du 5^e bureau de la direction générale de l'enseignement technique est chargé des fonctions de secrétaire de la commission.

Au lieu de : « Le chef du 4^e bureau et 1 rédacteur du 4^e bureau ».

Fait à Paris, le 8 décembre 1928.

Le ministre du Commerce et de l'Industrie.

Article 39 de la loi de finance du 31 mars 1932

(*J. off.*, 1^{er} avril 1932).

Art. 39. — L'article 42 de la loi de finances du 30 décembre 1928 et l'article 70 de la loi de finances du 16 avril 1930 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« La délivrance du brevet d'expert-comptable reconnu par l'Etat est soumise aux droits ci-après :

« Droits d'examen :

« Examen préliminaire, 100 fr.

« Examen final, 100 fr.

« Droits de diplôme, 200 fr.

« La délivrance du diplôme du Gouvernement de géomètre-expert est soumise aux droits ci-après :

« Droits d'examen :

« Certificat d'aptitude professionnelle, 150 fr.

« Examen final, 300 fr.

« Droit de diplôme, 200 fr.

« Les candidats au diplôme de géomètre-expert, au titre des mesures transitoires prévues par le décret du 25 avril 1929, auront à acquitter, au moment du dépôt de leur demande, un droit de 100 fr. qui restera acquis au Trésor si leur demande est rejetée. S'ils obtiennent le diplôme, cette somme sera réduite du montant des droits de diplôme, fixés, pour cette catégorie de candidats, à 500 fr.

« Un règlement d'administration publique fixera les conditions dans lesquelles ces droits seront perçus. »

TEXTE N° 4

GÉOMÈTRES EXPERTS .

25 avril 1929. Décret portant création d'un diplôme de géomètre-expert (*J. off.* du 2 mai 1929).

Le Président de la République française,
Décrète :

Art. premier. — Il est créé un diplôme du gouvernement, lequel pourra être conféré de la manière indiquée ci-après aux techniciens voulant faire profession habituelle de déli-

miter, mesurer, organiser la propriété foncière, rurale ou urbaine, de procéder aux expertises dans tous les litiges fonciers, d'exécuter tous les travaux topographiques et de nivellement servant à l'étude des travaux publics et opérations cadastrales.

Art. 2. — Pour obtenir ce diplôme, il faut :

- 1^o Etre de nationalité française;
- 2^o Avoir vingt-cinq ans révolus;
- 3^o Avoir obtenu un certificat d'aptitude professionnelle;
- 4^o Justifier d'un stage professionnel de cinq années, sauf dérogations spéciales prévues à l'arrêté ministériel visé par l'article 7 du présent décret;
- 5^o Avoir subi avec succès un examen consécutif au stage.

Art. 3. — Les candidats au certificat d'aptitude professionnelle doivent être âgés d'au moins 19 ans avant le 1^{er} janvier de l'année durant laquelle les épreuves sont subies. Aucune dispense d'âge ne peut être concédée.

Seront seuls dispensés du certificat d'aptitude professionnelle, les candidats ayant satisfait aux examens de sortie des écoles d'Etat ou reconnues par l'Etat, dont la liste sera arrêtée par le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts ou qui justifieront avoir rempli pendant 10 ans au moins, dans des fonctions administratives, tout ou partie du rôle défini à l'article premier.

Art. 4. — Le stage consiste dans l'exécution des travaux professionnels chez un ou plusieurs géomètres experts reconnus par l'Etat, au cabinet desquels le stagiaire été successivement attaché. Pendant 5 ans à compter du présent décret, les candidats pourront être, en cas de nécessité

autorisés à entreprendre leur stage chez un géomètre-expert ne possédant pas le diplôme du gouvernement.

Art. 5. — Le certificat d'aptitude professionnelle et l'examen de fin de stage comprennent des épreuves écrites éliminatoires et des épreuves orales. Les candidats admis à l'écrit et ajournés à l'oral conservent le bénéfice de leur admissibilité pour l'examen le plus prochain.

Les candidats tant au certificat d'aptitude professionnel qu'à l'examen final ne pourront se présenter plus de trois fois au même examen.

Art. 6. — Par mesure transitoire et pendant cinq ans à compter de la date du présent décret, le diplôme de géomètre pourra être conféré après vérification de leurs capacités professionnelles et s'ils sont âgés d'au moins trente ans au moment de la promulgation du présent décret :

1° Aux géomètres-experts patentés en qualité de géomètres, d'arpenteurs, ou d'experts pour le partage des biens immobiliers, s'ils font la preuve qu'ils sont titulaires depuis plus de cinq ans d'un cabinet de géomètre ayant fonctionné sans interruption ;

2° A ceux qui peuvent justifier qu'ils ont rempli dans des fonctions administratives et durant 10 ans au moins tout ou partie du rôle défini à l'article premier ;

3° Aux employés géomètres justifiant de 10 années de pratique professionnelle, dont 3 au moins comme collaborateur principal d'un géomètre-expert diplômé par application du présent décret.

Les agents appartenant au service du renouvellement ou de la révision et de la conservation du cadastre en fonctions à la date du présent décret et ceux qui seront admis dans les cadres pendant cinq ans à compter de la même date pourront également obtenir le diplôme de géomètre-expert

lorsqu'ils justifieront de trente ans d'âge et de dix ans de services administratifs.

Art. 7. — Les conditions dans lesquelles auront lieu les examens, les dispositions relatives à l'organisation et à la discipline du stage, ainsi que l'application des mesures transitoires prévues à l'article 6 seront déterminées par un arrêté du ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Art. 8. — Par dérogation spéciale et jusqu'à intervention d'une nouvelle législation, l'exercice de la profession de géomètre dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle reste régi par les dispositions législatives en vigueur.

Art. 9. — Le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts est chargé, etc...

Les droits d'examen sont fixés par l'article 70 de la loi de finance du 16 avril 1930 (*Journ. off.* du 17 avril), et le programme des études a été établi par un arrêté du 13 mars 1933 (*Bulletin législatif Dalloz*, 1933, page 306; *Journ. off.* du 14 mai 1933) qui a été modifié par un arrêté du 8 mars 1934 (*Bull. législatif Dalloz*, 1934, p. 111 et *Journ. off.* du 14 mai 1934).

Article 70 de la loi de finance du 16 avril 1930

(*J. off.* 17 avril 1930).

Art. 70. — La délivrance du diplôme de géomètre-expert reconnu par l'Etat est soumise aux droits ci-après :

Droits d'examens :

Certificat d'aptitude professionnelle, 100 fr.

Examen consécutif au stage, 100 fr.

Droit de diplôme, 200 fr.

Arrêté du 13 mars 1933.

Article unique. — Les articles 2, 3, 4, 5 et 6 du décret du 25 avril 1929 sont remplacés par les articles suivants :

Art. 2 (nouveau). — Pour obtenir ce diplôme, il faut :

- 1^o Etre de nationalité française;
- 2^o Avoir 25 ans révolus;
- 3^o Avoir subi avec succès les épreuves de l'examen préliminaire;
- 4^o Justifier d'un stage professionnel de 5 années, sauf dérogations spéciales prévues à l'arrêté ministériel visé par l'article 7 du présent décret;

5^o Avoir subi avec succès un examen consécutif au stage.

Art. 3 (nouveau). — Les candidats à l'examen préliminaire doivent être âgés d'au moins 19 ans avant le 1^{er} janvier de l'année durant laquelle les épreuves sont subies. Aucune dispense d'âge ne peut être accordée.

Sont seuls dispensés de l'examen préliminaire, les candidats ayant satisfait aux examens de sortie des écoles d'Etat ou reconnues par l'Etat, dont la liste sera arrêtée par le sous-secrétaire d'Etat à l'éducation nationale, ou qui justifieront avoir rempli, pendant dix ans, dans des fonctions administratives, tout ou partie du rôle défini à l'article premier.

Art. 4 (nouveau). — Sauf dérogation spéciale prévue en ce qui concerne les candidats qui désirent acquérir le diplôme d'ingénieur géomètre particulier aux départements d'Alsace et de Lorraine, le stage consiste dans l'exécution de travaux professionnels chez un ou plusieurs géomètres experts reconnus par l'Etat au cabinet desquels le stagiaire a été successivement attaché. Pendant 5 ans à

compter du décret du 25 avril 1929, les candidats pourront être, en cas de nécessité, autorisés à entreprendre leur stage chez un géomètre-expert ne possédant pas le diplôme du gouvernement.

Art. 5 (nouveau). — L'examen préliminaire et l'examen de fin de stage comprennent des épreuves écrites éliminatoires et des épreuves orales. Les candidats admis à l'écrit et ajournés à l'oral, conservent le bénéfice de leur admissibilité pour l'examen le plus prochain.

Les candidats, tant à l'examen préliminaire qu'à l'examen final, ne pourront se présenter plus de 3 fois au même examen.

Art. 6 (nouveau). — Par mesure transitoire, et pendant 5 ans à compter du décret du 25 avril 1929, le diplôme de géomètre-expert pourra être conféré, après vérification de leurs capacités professionnelles, et s'ils sont âgés d'au moins 30 ans.

1° Aux géomètres-experts patentés en qualité de géomètres, d'arpenteurs, ou d'experts pour le partage des biens immobiliers, s'ils font la preuve qu'ils sont titulaires depuis plus de 5 ans d'un cabinet de géomètre ayant fonctionné sans interruption;

2° Aux géomètres-experts patentés en qualité de géomètres, d'arpenteurs, ou d'experts pour le partage des biens immobiliers, s'ils font la preuve qu'ils ont rempli, dans des fonctions administratives, et durant 10 ans au moins, tout ou partie du rôle défini à l'article 1^{er}.

3° Aux employés justifiant de 10 années de pratique professionnelle, dont 3 au moins comme collaborateur principal d'un géomètre-expert diplômé par application du présent décret.

Pendant 5 ans, à compter du décret du 25 avril 1929, peuvent être dispensés de l'examen préliminaire, après vérification de leurs connaissances générales, les géomètres et employés de géomètres, âgés de plus de 21 ans à la date du décret précité, qui justifieraient d'au moins 5 années d'exercice de la profession.

Les agents appartenant au service du renouvellement ou de la revision et de la conservation du cadastre, en fonctions à la date du décret du 25 avril 1929 et ceux qui seront admis dans les cadres pendant 5 ans à compter de la même date, pourront également obtenir le diplôme de géomètre-expert, lorsqu'ils justifieront de 30 ans d'âge et de 10 ans de services administratifs

Art. 6 bis (nouveau). — Les géomètres diplômés d'Alsace et de Lorraine remplissant les conditions fixées par les paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 2 du décret du 25 avril 1929, ont droit sans examen au diplôme de géomètre expert. Ce diplôme sera, de même, conféré de plein droit aux anciens élèves de l'Ecole nationale technique de Strasbourg, demeurés soumis au régime de l'ordonnance locale du 25 janvier 1912, lorsqu'ils auront obtenu le diplôme d'ingénieur géomètre en Alsace et Lorraine et qu'ils auront atteint l'âge de 25 ans.

Par mesure transitoire et pendant 5 ans à compter de la date du 25 avril 1929, le diplôme de géomètre expert pourra être conféré, après vérification de leurs capacités professionnelles et s'ils sont âgés d'au moins 30 ans, aux personnes justifiant avoir appartenu à l'administration du cadastre d'Alsace et Lorraine en qualité de technicien géomètre, y avoir fait un stage et justifiant en outre de dix années au

moins de pratique professionnelle comportant l'exécution des mêmes travaux avec des méthodes équivalentes.

Fait à Paris, le 13 mars 1933.

Cet arrêté est complété par l'arrêté du 1^{er} mai 1933 qui suit :

Arrêté du 1^{er} mai 1933

(mêmes références).

Article premier. — Les arrêtés des 29 juin 1929, 19 et 27 mai et 5 juin 1931 sont abrogés et remplacés par le texte suivant :

TITRE PREMIER

Examen préliminaire.

Art. 2. — Un examen préliminaire a lieu dans les centres désignés par le sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique chaque année après la clôture du registre d'inscription. Il est subi devant un jury composé de 9 membres et comprenant :

a) 8 membres nommés par le ministre, savoir :

Un représentant de l'enseignement technique, président ;

Un ingénieur des ponts et chaussées ;

Un ingénieur du génie rural ;

Un inspecteur vérificateur du cadastre ;

Un professeur de mathématiques de l'enseignement supérieur ou secondaire ;

Un professeur de droit civil des facultés de droit ;

Deux géomètres-experts, autant que possible diplômés, appartenant à la région économique sur le territoire de

laquelle se réunit le jury et choisis par la direction de l'enseignement technique, de préférence sur une liste de 5 noms proposés par l'union des géomètres-experts français.

b) Un délégué du président de ladite région économique.

Art. 3. — Le délai dans lequel les candidats sont tenus de se faire inscrire est indiqué en temps utile par un avis inséré au *Journal officiel*.

La demande d'inscription est adressée à la direction de l'enseignement technique, 5^e bureau. Elle est établie sur papier timbré, datée et signée par le candidat, dont la signature est légalisée. A cette demande sont jointes :

1^o Une copie certifiée de l'acte de naissance du postulant ou l'extrait prévu à l'article 57 du code civil;

2^o S'il est mineur, l'autorisation de qui de droit;

3^o Le cas échéant, les pièces justificatives mentionnées à l'article 26.

La date des examens dans chaque centre est fixée par le ministre de l'éducation nationale, et notifiée à chaque candidat au moins 15 jours à l'avance.

Les examens écrits comprendront une journée. Les examens oraux auront lieu au plus tôt deux jours après la communication du résultat des épreuves écrites.

Art. 4. — L'examen préliminaire porte sur les matières suivantes :

A. Mathématiques.

Géométrie plane et dans l'espace.

Droites et angles; polygones; perpendiculaires et obliques; parallèles, parallélogrammes.

Cercles; arcs et cordes; tangentes et normales; positions

relatives d'une droite et d'un cercle. Mesure des angles. — Constructions. — Problèmes. — Figures semblables. — Longueurs proportionnelles. — Polygones semblables, relations métriques entre les éléments d'un triangle. Lignes proportionnelles dans le cercle ; problèmes. Polygones réguliers. — Circonférences.

Mesure des surfaces. Aires des polygones et du cercle. — Relations, problèmes.

Droites et plans. — Droites et plans perpendiculaires ou parallèles. Angles dièdres et polyèdres. Polyèdres. Prismes et parallélépipèdes.

Pyramides, symétrie, similitude.

Corps ronds : cylindre, cône, sphère, triangles sphériques, surface et volume de la sphère. Courbes usuelles, ellipse, parabole, hyperbole.

Notions d'algèbre.

Opérations algébriques : nombres et expressions algébriques, addition, soustraction, multiplication, division ; fractions algébriques.

Puissances et racines. Calcul des radicaux arithmétiques. — Exposants fractionnaires et négatifs.

Equations du premier degré à une et plusieurs inconnues. — Inégalités. — Inéquations du premier degré. Résolution de l'équation du second degré à une inconnue. Trinômes et inéquations du second degré. Equations dont la résolution se ramène à celle d'équations du second degré : équations bicarrées, équations irrationnelles, système d'équations simultanées.

Questions de maximum et de minimum.

Progressions arithmétiques et géométriques. Logarithmes.

Intérêts composés et annuités.

Notions élémentaires sur la variation des fonctions. Variations du binôme $y = ax + b$ et du trinôme $y = ax^2 + bx + c$. — Variations du quotient de deux trinômes du second degré.

Trigonométrie.

Segments, arcs et angles algébriques. Projections coordonnées. — But de la trigonométrie. — Cercle trigonométrique. — Formule des arcs et des angles. Signes et variations des lignes trigonométriques. — Relations entre les lignes trigonométriques et les angles. Formules générales des angles admettant une ligne trigonométrique donnée. Relations entre les lignes trigonométriques d'un même angle. Formule des projections et application : addition, multiplication et division des angles. Transformation des sommes en produit, équations trigonométriques. Résolution des triangles.

Géométrie descriptive.

But de la géométrie descriptive. Projection et représentation du point, de la ligne droite, du plan et du corps solide. Projections cotées.

Droite et plan. Plan perpendiculaire aux plans de projection. Problèmes sur la ligne droite. Plans parallèles. Droites et plans perpendiculaires. Méthodes de la géométrie descriptive. Changement de plan. Rotation. Rabattement. Distances et angles.

Polyèdres. — Représentation. — Intersection d'une droite et d'un polyèdre. — Sections planes et intersections simples et polyèdres.

Surfaces courbes. Plan tangent. Détermination des cylindres et cônes. Intersection d'une droite et d'un cylindre ou d'un cône. Sections planes et intersections simples des cylindres, cônes et sphères.

Projection cotée. — Représentation du point de la droite du plan. — Intersections de droites et de plans. — Rabattements. — Surfaces topographiques.

Compléments. — Notions sur la construction des trièdres; les surfaces réglées. Principes de perspective cavalière et du tracé des ombres.

Mécanique.

Statique. — Force, principes généraux. — Composition et décomposition des forces. Moments de gravité. — Théorèmes de Guldin. Réduction des forces.

Cinématique. — Mouvement rectiligne uniforme. Représentation graphique. — Mouvement rectiligne varié. — Mouvement rectiligne uniformément varié. Pesanteur, machine d'Atwod, mouvement circulaire uniforme.

Dynamique. — Principes fondamentaux. — Equilibre dynamique. — Travail. — Expression et représentation graphique. Puissance. — Frottement de glissement et de roulement. Machines, leviers, poulies, palans, engrenages, cric, chèvre, grue, plan incliné, coin, vis, vérin, presse, pompes, etc...

Géométrie analytique.

Géométrie plane. Système de coordonnées. Définition des principaux systèmes usuels et représentation des figures. Equations de quelques courbes. Mécanisme de la transformation des coordonnées.

Ligne droite et cercle. Construction de l'équation du 1^{er} degré. Détermination des droites ou équation des droites assujetties à certaines conditions. Le problème des distances. Exemple de recherche de l'équation d'un lieu géométrique. Notions générales sur le cercle.

Notions générales sur les coniques.

Réduction à des formes simples de l'équation des coniques élémentaires (ellipse, parabole, hyperbole) et étude particulière des équations réduites.

B. Notions de topographie.

Principaux organes des instruments de mesures. Levés des plans, méthodes de la topographie. Alignements. — Mesure directe et indirecte des distances. Mesure des angles. Goniographes, planchette, goniomètre, graphomètre, pantomètre. — Cercle géodésique. Cercle d'alignement. Théodolite. Boussole et équerre d'arpenteur. Orientation des plans. Arpentage. Rapport des plans.

Nivellement, généralités. — Niveaux sans et à lunette. Niveaux d'Egault, Lenoir, Bourdaloue. Niveau à nivelle indépendante. Mesure des pentes. — Applications du nivellement. Plans cotés. Courbes de niveau. Profil en long et en travers.

Problèmes. — Mesure des lignes inaccessibles. Mesure des hauteurs avec le graphomètre.

Notions sur les erreurs et les probabilités.

Des erreurs accidentelles. — Définition et détermination des erreurs accidentelles moyennes. Précision des erreurs moyennes à craindre sur les résultantes des séries de mesures partielles. Détermination *a posteriori* de la précision d'un

procédé de mesure. Répartition du nombre des erreurs accidentelles en fonction de leur grandeur ou loi de fréquence des erreurs. — Probabilité.

Poids des observations. — Moyenne de plusieurs résultats d'inégale précision. Des erreurs systématiques.

C. Optique.

Propagation rectiligne de la lumière. Réflexion de la lumière et miroirs. Réfraction. Dispersion et prisme. Etude de la vision. Instruments d'optique simple (loupe, oculaire simple et composé, lunette astronomique, lunette de Galilée et lunettes à prismes).

Géologie.

Géologie générale. Constitution de l'écorce terrestre. — Minéraux et roches. Phénomènes actuels. — Actions internes et externes. Tectonique. Paléontologie. — Animaux et végétaux fossiles. Stratigraphie. — Terrains archéens. Groupe primaire, secondaire, tertiaire. Ere moderne. Cartes géologiques.

Notions sur les gîtes minéraux et métallifères. Généralités, couches, filons, amas. Recherche et reconnaissance d'un gîte. Description sommaire des principaux gîtes. Combustibles minéraux, hydrocarbures. Gisements métallifères divers. Autres matières concessibles, soufre, sel; matières non concessibles. Matériaux de construction, de pavage et d'empierrement. Matériaux pour l'industrie, l'agriculture. Matériaux divers.

D. Notions d'économie rurale et amélioration foncière.*Notions sommaires d'agrologie.*

Principes généraux de l'exploitation du sol. Systèmes de culture. Assolement. Opérations culturales. Engrais. Notions sommaires concernant les principales productions végétales : céréales; plantes sarclées; plantes fourragères; viticulture; horticulture; sylviculture. Productions animales.

Notions d'économie rurale.

La propriété foncière. Son évolution. Répartition de la propriété foncière. Petite, moyenne et grande propriété. Les divisions culturales. Grande, moyenne et petite culture. Avantages et inconvénients respectifs. Les divers modes d'exploitation : le faire-valoir direct; le fermage; le métayage : avantages et inconvénients respectifs.

Notions d'amélioration foncière.

Aménagement rationnel de la propriété foncière. Influence des améliorations foncières sur les produits de la terre. Accroissement des rendements. Diverses améliorations foncières. Notions sur le remembrement. L'assainissement agricole, le drainage et l'irrigation; l'alimentation en eau des exploitations rurales.

Notions sur le cadastre et l'impôt foncier.

1^o Cadastre. — a) Historique succinct du cadastre en France;

b) Opérations techniques et administratives que nécessite l'établissement d'un cadastre;

c) Documents cadastraux (plan, état de sections, matrices);

2° Impôt foncier. — a) Propriétés bâties;

b) Propriétés non bâties;

c) Revision périodique des évaluations;

3° Mutations foncières. — a) extraits d'actes translatifs;

b) Feuilles de mutation;

c) Mise à jour des matrices;

4° Renouvellement du cadastre. — a) Loi du 7 août 1850;

b) Dispositions essentielles de la loi du 17 mars 1898 (délimitation des propriétés, conservation du cadastre);

c) Organisation du service technique du cadastre;

5° Revision générale des évaluations du revenu des propriétés non bâties.

E. Droit rural.

Crédit agricole et crédit foncier. Administration forestière et régime forestier. Bois des particuliers, usages. Droit rural. Historique. Le code actuel. Régime des chemins et des eaux.

Expropriation pour cause d'utilité publique. Procédure. Régime des mines et carrières.

Expertise. Généralités. Expertise devant diverses juridictions.

Responsabilité. Enregistrement. Timbre.

Servitudes.

Mitoyenneté. Droit de superficie. Servitudes diverses. Privilèges et hypothèques.

F. Délimitation et bornage.

Notions de droit civil. Les personnes. Les biens. Droit romain (la loi des 12 tables). Droit coutumier français. Droit foncier comparé.

Le bornage proprement dit. L'action du bornage. La délimitation. Différents aspects du bornage. Nature de l'action en bornage.

Exercice de l'action en bornage. Conditions d'exercices. La contiguïté. Héritages ruraux. Propriétaires et personnes assimilées. Les incapables.

Procédure. Exposé général. Compétence du juge de paix. Compétence territoriale. La citation. Fins de non-recevoir. Nominations d'experts. Voies de recours.

L'opération du bornage. Bases du bornage. Répartition de la surface. Déplacement des bornes. Effets du bornage.

Procès-verbaux. Nécessité. Mentions à y faire figurer. Valeur.

Les frais.

Divers aspects du bornage. Bornages collectifs. Abornements généraux. Les associations.

Bornages administratifs. Domaine public. Rivages de la mer. Fleuves et rivières. Routes et chemins. Terrains militaires. Droits et recours des riverains. Domaine public artificiel et naturel. Bois et forêts.

Art. 5. — L'examen préliminaire comprend des épreuves écrites éliminatoires et des épreuves orales. Elles sont réparties ainsi qu'il suit :

	Coefficient
Une composition française sur un sujet intéressant les attributions du géomètre, durée 3 heures	1
Un calcul topométrique, durée 3 heures	1
Un report et dessin de plan, durée 3 heures	1

Interrogations sur les matières énoncées aux divers paragraphes de l'article 4 par les membres du jury désignés à l'article 2 :

	Coefficient
§ a. — Le professeur de mathématiques ...	2
§ b. — Un géomètre	1
§ c. — L'ingénieur des ponts et chaussées ..	1
§ d. — L'ingénieur du génie rural et l'inspecteur-vérificateur du cadastre	2
§ e. — Le professeur de droit.....	1
§ f. — Un géomètre	2

Chacune de ces épreuves énumérées donnera lieu à l'attribution d'une note de 0 à 20.

Art. 6. — Pour être admis aux épreuves orales, il faut avoir obtenu aux épreuves écrites au moins 30 points sans une note particulière inférieure à 5.

Pour être admis, il faut, sur l'ensemble des épreuves écrites et orales, avoir obtenu au moins 156 points, quel que soit le montant des notes partielles après l'écrit.

Les sujets d'épreuves écrites sont adressées en temps utile, sous pli fermé, par le directeur général de l'enseignement technique, au président du jury. S'il y a plusieurs

centres d'examens, les épreuves écrites sont subies partout le même jour et aux mêmes heures, sur les mêmes sujets. Les candidats admis aux épreuves orales devront se présenter à la date indiquée par le jury pour ces épreuves, dont la durée ne devra pas excéder trois jours pleins.

Arl. 7. — Après la clôture des opérations, le président du jury transmet au ministre de l'éducation nationale le procès-verbal de celles-ci accompagné de la liste des candidats avec indication du nombre total de points obtenu pour chacun d'eux.

Le ministre de l'éducation nationale adresse aux admis l'attestation nécessaire pour leur inscription au stage.

TITRE II

Du stage.

Arl. 8. — Il est tenu au chef-lieu de chaque région économique un registre des stagiaires travaillant sur ce territoire.

Arl. 9. — Les demandes d'inscription au stage sont adressées par écrit au président de la région économique.

Elles sont accompagnées :

1^o De l'attestation mentionnée ci-dessus (article 7, 2^e alinéa);

2^o D'une lettre par laquelle le géomètre-expert auprès duquel le postulant demande à faire son stage, se déclare prêt à l'accueillir dans son cabinet.

Arl. 10. — Après s'être assuré que les conditions nécessaires sont remplies, le président de la région économique ordonne l'inscription du postulant au régime des stagiaires avec effet de la date à laquelle la demande lui est par-

venue. Les inscriptions sont pourvues de numéros d'ordre formant une série ininterrompue.

Art. 11. — Deux fois par an, au moins, le président de la région économique vérifie l'assiduité des stagiaires figurant au registre tenu par ses soins.

Art. 12. — Dans les chefs-lieux de région où il existe un registre d'inscription au stage, un conseil de discipline est institué. Il se compose du président de la région économique ou de son délégué, d'un inspecteur de l'enseignement technique désigné par le ministre de l'Education nationale et d'un géomètre-expert diplômé choisi par le ministre de préférence sur une liste de trois géomètres-experts présentés par l'Union des géomètres-experts français.

L'inspecteur de l'enseignement technique est nommé pour la durée de son mandat d'inspecteur de l'enseignement technique.

Le géomètre-expert est renouvelé tous les 3 ans au 1^{er} janvier.

Art. 13. — Le conseil de discipline surveille la conduite professionnelle des stagiaires. Il peut réprimer les fautes commises en infligeant les peines suivantes :

L'avertissement, à deux reprises seulement ;

La suspension, pour une durée qui ne peut excéder 6 mois.

Dans les cas d'une gravité exceptionnelle, le conseil de discipline peut proposer la radiation au ministre de l'Education nationale, qui statue après examen de l'affaire.

Aucune peine ne peut être prononcée sans que l'intéressé ait été mis en demeure, par lettre recommandée, de fournir ses explications et entendu, s'il le demande.

Art. 14. — Le conseil de discipline statue sur les demandes des stagiaires qui désirent :

1^o Interrompre leur stage pour une durée ne pouvant excéder un an ;

2^o Continuer leur stage chez un autre géomètre-expert, dans une administration technique similaire ou accomplir une mission d'ordre professionnel à l'étranger.

Ces diverses autorisations sont données après vérification et appréciation des motifs légitimes invoqués par les postulants.

L'interruption du stage est de droit pendant le service militaire.

Art. 15. — Le stage étant terminé, le président de la région économique sur le territoire de laquelle il a pris fin délivre au stagiaire l'attestation qui lui est nécessaire pour subir l'examen final. Cette attestation mentionne le point de départ du stage et ses interruptions, s'il y a lieu, les noms, adresses des géomètres-experts chez lesquels il a été accompli, les dates d'entrée et de sortie pour chacun.

TITRE III

De l'examen final.

Art. 16. — L'examen final a lieu à Paris, au conservatoire national des arts et métiers, après la clôture du registre d'inscriptions. Il est subi devant un jury composé de 11 membres, savoir :

A. — Sept membres nommés par le ministre :

1^o Un inspecteur général de l'enseignement technique, président ;

2° Un professeur du conservatoire national des arts et métiers, vice-président;

3° Un officier supérieur géodésien, spécialiste du service géographique de l'armée ou du service hydrographique de la marine;

4° Un ingénieur des ponts et chaussées;

5° Un ingénieur du génie rural;

6° Un inspecteur-vérificateur du cadastre;

7° Un professeur des facultés de droit.

B. — Quatre géomètres-experts spécialistes, dont :

Un géomètre-expert spécialiste des travaux ruraux;

Un géomètre-expert spécialiste des études de travaux publics;

Un géomètre-expert spécialiste des travaux urbains;

Un géomètre-expert spécialiste de l'expertise foncière, choisis par le conservatoire national des arts et métiers, de préférence sur une liste établie par l'Union des géomètres-experts français, cette liste comprenant deux spécialistes pour chacune des quatre catégories définies plus haut.

Lorsque le nombre des candidats rendra cette mesure nécessaire, le jury pourra comprendre quatre membres supplémentaires qui seront quatre géomètres-experts choisis dans les mêmes conditions que ci-dessus (B).

En ce qui concerne les techniciens géomètres d'Alsace et de Lorraine, le jury comprendra en outre deux géomètres diplômés d'Alsace et de Lorraine, désignés par le ministre et choisis sur une liste de quatre géomètres présentée par l'Union des géomètres-experts français.

Art. 17. — Le délai dans lequel les candidats sont tenus de se faire inscrire est indiqué en temps utile par un avis

inséré au *Journal officiel*. La demande d'inscription est adressée au directeur du conservatoire national des arts et métiers, qui la remet avec son avis au ministre de l'éducation nationale; elle est établie sur papier timbré, datée et signée par le candidat, dont la signature doit être légalisée.

A cette demande sont joints :

1^o Son extrait de naissance et un extrait de son casier judiciaire;

2^o Un certificat du président de la région économique à laquelle appartient le candidat, constatant que celui-ci a subi avec succès l'examen préliminaire;

3^o Un certificat de stage constatant que le candidat a accompli le stage professionnel prévu à l'article 2 du décret et signé par le président de la région économique à laquelle il appartient.

La date des examens est fixée par le ministre de l'éducation nationale et notifiée à chaque candidat au moins un mois à l'avance. Les examens écrits comprendront une journée; la date des examens oraux sera fixée par le jury et l'épreuve pratique aura lieu deux jours après les examens oraux.

Art. 18. — Le postulant sera admis à se présenter même s'il n'est pas encore âgé de vingt-cinq ans; s'il obtient le diplôme, celui-ci ne pourra lui être conféré que le jour où il aura atteint l'âge de vingt-cinq ans.

Art. 19. — L'examen final porte sur les matières suivantes :

Coefficient.

-
- 2 a) Instruments et méthodes de levers. Triangulation. Canevas élémentaire ou polygona-tion. Levé des détails. Nivellement. Mesure des contenances. Report et dessin des plans. Notions de cartographie.
 - 1 b) Etude critique des instruments et procédés topométriques. Conditions à remplir par les instruments. Vérification des caractéristiques des instruments. Critique des divers procédés de levés.
 - 2 c) Délimitation et bornage. Economie foncière. Procédure des expertises. De la législation en vigueur. Administration et estimation des immeubles.
 - 1 d) Le cadastre français. Opérations techniques. Impôt et livre fonciers.
 - 1 c) Améliorations foncières. Remembrement. Drainage. Irrigation. Ouverture de chemins.
 - 1 f) Notions d'urbanisme. Technique des lotis-sements.
 - 1 g) Notions de photographie. La photogram-métrie appliquée à l'art du géomètre.
 - 2 h) Notions de droit administratif.

Art. 20. — L'examen final comprend : une épreuve écrite, une épreuve orale, une épreuve pratique.

L'épreuve écrite consiste en un rapport sur une question professionnelle (durée 3 heures), coefficient : 2.

L'épreuve orale consiste en une interrogation sur chacun des paragraphes *a* à *h* de l'article 19 ci-dessus, soit un total de coefficients = 11.

L'épreuve pratique consiste dans la présentation et la discussion d'un travail personnel exécuté et choisi par le postulant parmi ceux désignés ci-après :

Relevé de parcellaire rural ou urbain comprenant une polygonation calculée, un nivellement avec plan dessiné.

Dossier de bornage collectif avec état parcellaire, plan, calculs et procès-verbal.

Projet d'amélioration foncière avec dossier, nivellement, plans et calculs.

Projet de lotissement avec cahier des charges, nivellement, plans et calculs.

Rapport d'expertise foncière, agricole et rurale avec plan annexé.

La présentation et la discussion auront lieu devant deux membres dont un géomètre-expert désigné par le jury et dureront au maximum deux heures.

Cette épreuve aura le coefficient 3 et sera éliminatoire.

Chacune des épreuves énumérées ci-dessus donne lieu à l'attribution d'une note de 0 à 20.

Art. 21. — Pour être admis à l'épreuve orale il faut au moins avoir obtenu 20 points à l'épreuve écrite. Pour être admis définitivement il faut, sur l'ensemble des épreuves écrites, orales et pratiques, avoir obtenu au moins 208 points quelle que soit la note particulière obtenue. Un candidat refusé trois fois ne pourra plus se représenter à l'examen final. Les sujets d'épreuves écrites seront choisis par le jury.

Les exmens écrits auront lieu sous la surveillance d'un membre du jury désigné par le ministre sur la proposition du président du jury.

Art. 22. — Après la clôture des opérations le président

du jury transmet au sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique le procès-verbal de celles-ci accompagné de la liste des candidats admis avec indication du nombre total des points obtenus par chacun d'eux. Le sous-secrétaire d'Etat procède ensuite à la délivrance des diplômes.

TITRE IV

Mesures spéciales.

Art. 23. — Sont dispensés des épreuves de l'examen préliminaire, les anciens élèves ayant satisfait aux examens de sortie des écoles polytechnique, nationale des ponts et chaussées, centrale des arts et manufactures, des mines de Paris et de Saint-Etienne, des maîtres mineurs d'Alès et de Douai, de l'école spéciale des travaux publics, de l'institut national agronomique, des écoles nationales d'arts et métiers, de l'école des géomètres de Nancy, de l'école nationale technique de Strasbourg et autres écoles françaises reconnues par l'Etat ayant mêmes programmes d'entrée et de sortie, ainsi que les anciens élèves de la section des ingénieurs géomètres des écoles nationale technique de Strasbourg et spéciale des travaux publics qui ont obtenu le certificat de fin d'études de l'une ou l'autre de ces écoles et les candidats qui justifient avoir rempli pendant dix ans au moins dans des fonctions administratives tout ou partie du rôle défini à l'article 1^{er} du décret.

La liste de ces fonctions administratives est fixée ainsi qu'il suit par le sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique, sur la proposition du conservatoire nationale des arts et métiers :

Géomètres et topographes des services topographiques des colonies chez lesquels on n'accède que par examen, ingénieurs géomètres et dessinateurs géomètres du plan de Paris, ingénieurs des travaux ruraux, géomètres du cadastre des départements du Nord, de la Savoie, de la Haute-Savoie, de Meurthe-et-Moselle, techniciens géomètres d'Alsace et de Lorraine, géomètres des chemins de fer ayant subi un examen d'entrée et affectés à des travaux rentrant dans les attributions énumérées à l'article 1^{er} du décret du 25 avril 1929.

Sont dispensés des épreuves écrites et orales de l'examen final les diplômés de la section des ingénieurs géomètres de l'école spéciale des travaux publics et de l'école nationale technique de Strasbourg; la même dispense pourra être accordée, sur la proposition motivée du conservatoire national des arts et métiers, aux diplômés de toute autre école analogue qui pourrait être ultérieurement reconnue par l'Etat (sous-secrétariat d'Etat de l'éducation nationale), dont les programmes seraient équivalents pour l'examen d'entrée, pour l'enseignement et pour l'examen de sortie, ainsi qu'à tout fonctionnaire qui justifierait avoir rempli pendant 15 ans au moins tout ou partie du rôle défini à l'article 1^{er} du décret susvisé. La liste de ces fonctionnaires est fixée ainsi qu'il suit par le sous-secrétaire d'Etat à l'éducation nationale, sur la proposition du conservatoire national des arts et métiers :

Inspecteurs et géomètres du service du renouvellement, de la révision et de la conservation du cadastre, agents du cadre supérieur du génie rural, géomètres diplômés d'Alsace et de Lorraine.

Nul ne peut être dispensé de l'épreuve pratique, sauf les géomètres désignés à l'article 30; quand l'examen final

comportera seulement l'épreuve pratique, la note totale obtenue devra être au moins égale à 40. Les géomètres et employés géomètres âgés de plus de 25 ans à la date du décret du 25 avril 1929 peuvent demander à justifier d'une collaboration régulière dans un cabinet de géomètre-expert et à diminuer du même temps la durée du stage obligatoire prévu.

Les candidats qui entendent réclamer le bénéfice de ces dernières dispositions doivent le faire en s'inscrivant et joindre à leur demande les pièces justificatives de leurs titres et qualités.

Art. 24. — Peuvent être dispensés du stage, sur la proposition motivée du conservatoire national des arts et métiers, les candidats qui auront rempli pendant 15 ans au moins, dans des fonctions administratives, tout ou partie du rôle défini à l'article 1^{er} du décret du 25 avril 1929.

La liste de ces fonctions administratives est ainsi fixée par le sous-secrétaire d'Etat de l'éducation nationale, sur la proposition du conservatoire national des arts et métiers : ingénieurs géomètres et dessinateurs géomètres du plan de Paris, géomètres et topographes des services topographiques des colonies chez lesquels on n'accède que par examen; ingénieurs des travaux ruraux, géomètres du cadastre des départements du Nord, de la Savoie, de la Haute-Savoie, de Meurthe-et-Moselle, techniciens géomètres d'Alsace et de Lorraine, adjoints techniques du génie rural, titulaires de l'examen préliminaire.

La durée du stage est ramenée pour les diplômés de la section des ingénieurs géomètres de l'école nationale technique de Strasbourg et de l'école spéciale des travaux publics de 5 à 3 ans, dont deux au moins à dater du jour de la délivrance du diplôme de ces écoles.

La durée du stage est ramenée de 5 à 4 ans pour les candidats anciens élèves de l'école Polytechnique, de l'école centrale des arts et manufactures, des écoles des mines, de Paris et de Saint-Etienne, des ponts et chaussées, de l'Institut national agronomique, ayant satisfait aux examens de sortie ainsi que pour les anciens élèves de la section des ingénieurs géomètres des écoles nationale technique de Strasbourg et spéciale des travaux publics, ayant obtenu le certificat de fin d'études de l'une ou de l'autre de ces écoles.

Mesures transitoires.

Arl. 25. — Les géomètres-experts français remplissant à la date de promulgation du décret du 25 avril 1929, créant le diplôme du Gouvernement, les diverses conditions prévues à l'article 6 dudit décret qui désirent obtenir le diplôme de géomètre-expert reconnu par l'Etat, doivent formuler leur demande dans un délai de 5 ans à compter de la susdite date dans les conditions fixées aux articles ci-après :

Arl. 26. — Dans le délai fixé à l'article 25 le postulant fait parvenir sa demande écrite au directeur du conservatoire national des arts et métiers, accompagnée des pièces ci-après désignées, savoir :

- 1^o Extrait de naissance;
- 2^o Extrait de casier judiciaire;
- 3^o Certificat de résidence et de patente, s'il y a lieu;
- 4^o Note sur les titres et les états de services comme géomètre durant les 5 dernières années d'exercice.

Le postulant est tenu de fournir toutes explications qui lui sont demandées, soit par la commission visée à l'article

27, soit par le sous-secrétaire d'Etat de l'éducation nationale.

Art. 27. — Les demandes des géomètres-experts en exercice, seront instruites par une commission nommée par le conservatoire national des arts et métiers et comprenant : un délégué du conservatoire national des arts et métiers, président; un délégué de l'administration du cadastre, un délégué du génie rural et cinq géomètres-experts diplômés, de préférence membres de l'union des géomètres-experts français.

Art. 28. — La commission visée à l'article 27, régulièrement saisie de la demande, recueille toutes informations sur le candidat; elle fait procéder à une visite de son bureau par un géomètre-expert faisant partie de la commission et n'appartenant pas à la même région économique que le candidat. La commission établit pour chaque demande un dossier qui est transmis au sous-secrétaire d'Etat de l'éducation nationale.

Art. 29. — Le sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique fait procéder à l'examen des dossiers. Il statue sur les difficultés qui viendraient à se produire. S'il estime que les conclusions à tirer du dossier sont favorables au postulant, il l'autorise à se présenter directement à l'examen final où il ne sera astreint qu'à l'épreuve pratique consistant dans la présentation et la discussion d'un travail pratique exécuté par le postulant ou sous sa direction. S'il obtient 40 points, le brevet lui sera conféré comme il est dit à l'article 6 du décret.

Art. 30. — Les géomètres-experts actuellement professeurs de l'enseignement technique, les géomètres-experts

appelés par le ministre à faire partie des jurys pour le premier examen organisé dans une région, les ingénieurs-géomètres diplômés de l'école spéciale des travaux publics, les agents du service du renouvellement ou de la revision et de la conservation du cadastre, les géomètres diplômés d'Alsace et de Lorraine, s'ils répondent aux conditions des articles 6 et 6bis du décret du 25 avril 1929 modifié par le décret du 13 mars 1933 ont droit, sans examen, au diplôme de géomètre-expert qui leur sera conféré sur demande adressée avec titres à l'appui parmi lesquels, pour les fonctionnaires, l'avis de leur chef de service, au sous-secrétaire d'Etat de l'éducation nationale qui appréciera la validité de ces demandes.

Paris, le 1^{er} mai 1933.

Arrêté du 8 mars 1934

(*J. off.*, 11 mars)

Article unique. — L'arrêté du 1^{er} mai 1933 portant application du décret du 25 avril 1929 relatif à la délivrance du diplôme du Gouvernement de géomètre-expert, est modifié et complété ainsi qu'il suit :

Art. 9. —

2^o D'une lettre par laquelle le géomètre-expert auprès duquel le postulant demande à faire un stage déclare connaître les termes des décrets et arrêtés relatifs au diplôme, accepter d'accueillir le stagiaire à son bureau et se prêter à la surveillance qui sera exercée sur celui-ci par le président de la région économique.

A dater du 25 avril 1934, aucun stage ne pourra être agréé s'il n'est accompli, soit chez un géomètre-expert

diplômé par le Gouvernement, soit dans l'une des administrations ci-après désignées :

- a) Service du renouvellement du cadastre (loi du 14 mars 1898);
- b) Service du cadastre d'Alsace et de Lorraine;
- c) Service du plan de Paris;
- d) Services dirigés par un géomètre expert diplômé;
- e) Services spécialement agréés à cet effet par la direction de l'enseignement technique après avis de la commission du diplôme siégeant au conservatoire des arts et métiers.

Art. 23. —

Nul ne peut être dispensé de l'épreuve pratique sauf les géomètres désignés à l'article 30, quand l'examen final comportera seulement l'épreuve pratique, la note totale obtenue devra être au moins égale à 40 après application du coefficient. Les géomètres et employés géomètres âgés de plus de 21 ans à la date du décret du 25 avril 1929 peuvent demander à justifier d'une collaboration régulière dans un cabinet de géomètre-expert et à diminuer du même temps la durée de stage obligatoire prévu.

Art. 24. —

En demandant leur inscription au stage, les bénéficiaires d'une dispense partielle de stage, pourront justifier d'une collaboration régulière dans un cabinet de géomètre-expert ou dans un service agréé par la direction de l'enseignement technique, à dater du jour où ils ont obtenu le certificat de

sortie de l'école et à diminuer le temps de celui du stage surveillé jusqu'à concurrence de trois ans.

Le stage effectué chez le père, le frère ou l'associé ne pourra être accompli que pendant quatre années sur cinq.

Une année entière devra être passée dans un autre bureau répondant aux conditions prévues à l'article 9.

Le géomètre établi avant le 25 avril 1934, et qui s'inscrit au stage, après avoir satisfait à l'examen préliminaire ou en avoir obtenu la dispense doit, en formulant sa demande d'admission au stage, conformément aux dispositions de l'article 9, justifier qu'il a déjà collaboré pendant 3 années au moins aux travaux d'un géomètre-expert, diplômé ou non, ou d'une des administrations énumérées à l'article 9.

Cette collaboration ne peut être comptée que pour $2/3$ de sa durée. Il doit subir la surveillance du président de la région économique pendant la période complémentaire du stage prévu pour son cas personnel. Cette période du stage contrôlé, effectuée à son cabinet, est obligatoirement d'une année au moins.

La commission de discipline des stages, instituée à la région économique reste seule juge de la validité des justifications de stage produites par les intéressés.

A dater du 25 avril 1934, le géomètre établi, qui s'inscrit au stage après avoir satisfait à l'examen préliminaire, ou en avoir obtenu dispense, est soumis aux règles normales du stage.

Fait à Paris, le 8 mars 1934.

AIMÉ BERTHOD.

TEXTE N° 5.

EXPERTS TRADUCTEURS JURÉS

Le dernier projet de loi en la matière remonte au 6 août 1936. Il n'a pas encore été soumis à l'appréciation du Parlement.

Il a été motivé par l'afflux d'étrangers sur le sol de France (Plus de 3 millions de manœuvres et ouvriers, sans compter les commerçants, industriels et tous ceux qui ont une « profession libérale »).

Proposition de loi — 6 août 1936 — tendant à réglementer la fonction d'experts traducteurs jurés.

Art. premier. — Il est constitué auprès de toute juridiction un corps d'experts traducteurs jurés, qui sera régi par les dispositions de la présente loi.

Art. 2. — Tout candidat aux fonctions d'experts T. J. devra être âgé de 25 ans au moins, de nationalité française, de bonnes vie et mœurs et devra produire un extrait néant de son casier judiciaire.

Art. 3. — Nul ne pourra être nommé aux fonctions d'experts T. J. s'il n'a au préalable satisfait aux épreuves d'un examen spécial à déterminer ou s'il n'est en possession de la licence d'enseignement ou du certificat de professorat de la langue dans laquelle il veut traduire.

Art. 4. — Cet examen spécial qui aura lieu sous le contrôle du tribunal civil et de la Chambre des T. J. portera obligatoirement sur les matières suivantes : français, écrit et parlé, grammaire, littérature, philologie de la langue

étrangère en cause, connaissance pratique de cette même langue.

Art. 5. — Tout candidat au titre d'E. T. J. remplissant les conditions énumérées dans les articles ci-dessus, devra adresser une demande écrite à l'autorité judiciaire en l'espèce, au procureur de la République qui, après enquête, admettra ledit candidat à prêter le serment d'usage.

Art. 6. — Les E. T. J. dûment reconnus et agréés par l'autorité judiciaire dont ils ressortent, ont, seuls, qualité pour faire et certifier la traduction verbale ou écrite de tous autres documents concernant la ou les langues de leur compétence et pouvant être produits dans les différentes juridictions française ou étrangères. En ce qui concerne la juridiction commerciale, ils exercent leur ministère dans toutes les affaires purement commerciales : faillite, liquidation judiciaire... etc.

Art. 7. — Les E. T. J. sont seuls qualifiés pour faire et pour certifier la traduction de tous les actes et documents nécessaires à la constitution de dossiers aux fins de naturalisation et de mariage, assistance publique, assurance sociale, accidents du travail, service militaire de terre et de la marine, invalides de la marine et de toutes autres pensions civiles et militaires.

Art. 8. — Ils sont aussi qualifiés pour faire et pour certifier la traduction écrite ou verbale des documents du service des douanes et des patentes sanitaires du service de la santé maritime, comme aussi pour l'interprétation des demandes et réponses faites à bord des navires étrangers au moment de la visite sanitaire et, le cas échéant, pour les opérations de dératisation et de désinfection ordonnées

par le service de la santé maritime, avant d'accorder la libre pratique.

Ils sont également qualifiés pour certifier la conformité des copies de documents rédigés en langue étrangère.

Art. 9. — Pour donner facilité aux étrangers ne pouvant s'exprimer en français, les E. T. J. auront la faculté de les accompagner dans leurs démarches auprès des divers services de l'administration gouvernementale, judiciaire, municipale et de police et d'agir pour eux et en leur nom, sans que les services sus-mentionnés puissent s'opposer à leur intervention.

Art. 10. — Nul ne pourra se prévaloir du titre d'expert T. J. s'il n'a pas été régulièrement nommé à ces fonctions, dans les conditions prévues par le présent statut.

Art. 11. — Dans les différentes régions seront constituées des Chambres d'E. T. J. dont devront faire partie tous les E. T. J. de la région. Les statuts de cette Chambre devront être approuvés par l'autorité judiciaire locale. Ces Chambres représenteront la corporation auprès de toutes les autorités et administrations.

Art. 12. — Un conseil de discipline dont la composition sera arrêtée par l'autorité judiciaire compétente, statuera sur les peines disciplinaires qu'il y aura lieu de prononcer contre tout E. T. J. qui aura manqué à ses devoirs professionnels ou dont les agissements délictueux seront de nature à porter atteinte au bon renom de la corporation.

Le conseil de discipline comprendra d'office deux E. T. J. choisis, si possible, dans la localité même de l'intéressé par le bureau de la chambre.

Art. 13. — Il sera institué un cachet spécial comprenant

les noms, prénoms et adresse de l'E. T. J. et portant au centre une figure allégorique de la Justice.

Art. 14. — Tout E. T. J. devra être pourvu d'un registre spécial sur lequel il sera tenu d'inscrire régulièrement les traductions officielles exécutées par lui avec brève indication de l'origine et de la nature du document ainsi que la langue dans laquelle il est rédigé, ce registre devra être au préalable visé par l'autorité judiciaire compétente.

Art. 15. — Les tribunaux de toutes juridictions ainsi que les services des douanes et de santé maritime ne pourront avoir recours à un traducteur ou interprète bénévole qu'en cas d'absence ou d'empêchement de l'E. T. J. commis à cet effet, et s'il est impossible de le remplacer par un de ses collègues.

Art. 16. — Les E. T. J. qui font de cette fonction leur occupation principale ou unique seront seuls soumis à l'impôt de la patente.

Art. 17. — Les traductions devront être légalisées par le tribunal de première instance ou par le juge de paix auprès duquel la signature du traducteur aura été dûment déposée. Dans les communes où il n'existe ni tribunal de première instance ni juge de paix, cette légalisation pourra être faite par le maire.

Art. 18. — Aucune traduction exécutée par un greffe de mairie n'aura de valeur que si elle est certifiée par un E. T. J. et accompagnée de son original.

Art. 19. — Le présent statut sera mis en vigueur dans toute la France et ses colonies.

Art. 20. — Le présent statut n'aura pas d'effet rétroactif. Les E. T. J. nommés antérieurement par les autorités judi-

ciaires compétentes et qui auront donné toute satisfaction dans l'exercice de leur profession, continueront à exercer. Ceux qui auront été nommés par toute autre autorité devront être reconnus et agréés par l'autorité judiciaire de leur ressort avant la fin de l'année de la promulgation du présent statut. Passé ce délai, ils seront forclos et il leur sera interdit d'exercer à moins qu'ils ne se conforment aux prescriptions des articles 2 et 3 du présent statut.

Les cours et tribunaux ont été consultés sur l'opportunité de cette disposition. En général, le principe de l'utilité de cette réglementation n'est pas contesté.

Il est certain que ce décret offre des garanties de compétence et d'honorabilité plus sérieuses et, d'autre part, il fixe une responsabilité plus précise.

Mais des critiques acerbes ont été lancées :

1^o Les exigences de l'article 2 sont impossibles : les langues étrangères sont peu répandues parmi nos nationaux. Quant au casier néant, il y a bien des infractions qui ne portent aucunement atteinte à l'honorabilité des gens.

2^o Les dispositions de l'article 9 sont inadmissibles : l'expert doit être à la disposition de la Justice et ne peut à aucun prix être considéré comme l'interprète à la merci de l'étranger. — Mandat général ? Il n'est pas mandataire des parties devant la justice, il n'y a aucune raison pour qu'il le soit en dehors.

3^o Il ne faut, à aucun prix, qu'un monopole, même de fait, soit créé en faveur de ces experts. Car il est bien évident que si à Paris il est facile de trouver des experts français en langues vivantes, dans d'autres endroits, cela semble totalement impossible.

Qu'il nous soit permis de reproduire l'avis d'un haut magistrat de province sur l'opportunité de cette mesure :

« Pratiquement nous pensons qu'il conviendrait d'habiliter les tribunaux à agréer, après enquête du Parquet, des personnes de nationalité française, âgées de plus de 21 ans, pour procéder à des traductions verbales ou écrites. Elles seraient comme pour les médecins-experts, inscrites au début de l'année judiciaire sur une liste spéciale, arrêtée provisoirement par chaque tribunal et soumise à l'homologation de la Cour d'appel. »

CONCLUSION

Nous avons essayé, tout au long de ce travail, d'examiner de la façon la plus objective que possible les différentes questions relatives à la fonction de l'expert près le tribunal civil.

Le point qui semble être le plus mouvant, le moins certain, est celui qui concerne la réglementation de la fonction. C'est une lacune que l'on déplore et qu'il importe de combler.

Bien des critiques acerbes sont dirigées contre ces auxiliaires de la justice. On dit, que s'ils servent incontestablement le « rendement » de la justice, ils desservent quelquefois le sentiment de respect qu'elle doit inspirer.

Nous ne croyons pas qu'ils méritent les épithètes cinglantes qui leur sont parfois adressées.

Certes, il n'est pas dans nos vues de plaider ici en leur faveur. Mais il est bien certain que tous les esprits s'apaiseraient si le législateur voulait bien s'intéresser à la réglementation de leur fonction. Nous estimons en effet que s'ils bénéficiaient d'un statut juridique ferme et solide, les reproches les plus francs qui leur sont adressés tomberaient automatiquement.

La discipline corporative qu'ils se sont donnée repose indéniablement sur des principes louables; mais encore faudrait-il les renforcer pour qu'aucune entrave à ces prescriptions ne soit tolérée.

Puisque cette institution est ancienne, pourquoi ne pas profiter des leçons que nous enseigne l'histoire ? Sous l'ancien régime, comme nous avons pu le voir, la fonction d'expert était érigée en office. Et les résultats, bien que critiqués, ne présentaient pas les dangers que nous offre l'incertitude présente.

Ne conviendrait-il pas, dès lors, de se placer en face du mal et de prendre les solutions qui s'imposent. Ne vaudrait-il pas mieux que l'expert devînt un officier public ?

Nous estimons que leur statut de fait dont ils bénéficient aujourd'hui ne joue pas en leur faveur. Le public sachant qu'il s'adresserait à des personnes détenant une fonction officielle, leur accorderait une confiance quasi-absolue. Ce qui ne constitue pas le moindre avantage. Il y en a d'autres, non moins importants. D'abord un contrôle strict et plus efficace émanant non seulement de leur association corporative, mais encore du ministère de la Justice. Des garanties plus larges quant à leur compétence scientifique et quant à la fixation de leurs honoraires.

Nous n'ignorons pas les critiques que sont susceptibles d'amener de telles modifications : Bouleversement des institutions préexistantes ; création d'un monopole par la suppression du choix accordé aux parties par l'article 305 du Code de procédure civile ; inconvénients d'ordre pratique : les petits tribunaux ne disposeraient pas d'experts en nombre suffisant pour assurer l'exercice de cette mesure d'instruction. Et bien d'autres encore.

Mais, à notre avis, ces arguments ne sont pas décisifs.

En effet, la suppression du libre choix des experts est, en fait, réalisée. L'analyse de la pratique judiciaire enseigne qu'à Paris comme en province les tribunaux ne nomment, chaque fois qu'ils le peuvent, qu'un seul expert. Si le con-

cours de trois experts est requis, en général les parties choisissent avec l'assistance de leurs avoués chacun le leur et le choix du troisième est laissé au soin des juges. Ajoutons qu'en ce cas c'est l'avis de ce troisième expert qui détermine en fait l'opinion du tribunal.

D'autre part, si les trois experts sont choisis par les parties, il n'arrive jamais, en pratique, que le travail s'effectue en commun; il est d'usage que c'est le plus jeune d'entre eux qui procède aux opérations, qui rédige le procès-verbal qui sera alors signé par les trois experts nommés. Dès lors, à quoi servent les deux autres? On se plaint de la cherté excessive de la justice; il y aurait là un moyen bien simple de parer à ce danger.

Quant aux inconvénients pratiques, on ne les conçoit guère sérieusement. Les difficultés se résolveraient facilement, car dans les tribunaux de peu d'importance il y aurait au moins un expert par spécialité exerçant son ministère dans un ressort déterminé. Le problème des greffiers ou des huissiers était similaire et il a été résolu de façon très heureuse. Pourquoi n'emploierait-on pas les mêmes méthodes pour les experts : leur rayonnement serait plus étendu que celui de ces officiers ministériels, ce serait là la seule distinction qu'il importerait de faire.

Comme dernier argument, on a coutume de dire que leur autorité serait trop importante. Nous répondons que si l'exercice de leur profession est méticuleusement contrôlé, il n'y a pas d'objection à ce que leur rôle soit de premier plan. D'ailleurs presque toujours le tribunal entérine purement et simplement le rapport. En conséquence, on ne peut guère dire qu'un changement s'ensuivrait. Ensuite, leurs avis scientifiques n'auraient pas plus d'autorité sur la décision du juge qu'ils n'en ont maintenant.

Par contre il en résulterait des avantages précieux. D'abord un contrôle sévère et efficace exercé et par leur association corporative et par la Chancellerie, ce qui augmenterait considérablement la garantie des intérêts des parties. Quant aux honoraires, il est bien évident qu'ils seraient fixés par avance, ce qui supprimerait un nombre d'abus considérable. Toutes les difficultés résultant de la prestation de serment disparaîtraient par contre coup.

Et la confiance renaîtrait.

Vu,
Le Doyen de la Faculté
Edgard ALLIX.

Vu, bon à imprimer :
Le Président de la thèse :
H. SOLUS.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris.
S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES ET LIVRES

- AUBRY et RAU. — *Cours de droit civil français*, 4^e édition.
- BARBIER. — *Code expliqué de la Presse*.
- BAUDRY-LACANTINERIE. — *Traité théorique et pratique de droit civil*.
- BAZOT. — *Ordonnances sur requête*.
- BELLEYME (DE). — *Ordonnance sur requête et sur référé*.
- BENTHAM. — *Preuves judiciaires*.
- BIOCHE. — *Dictionnaire de procédure civile*.
- BOITARD, COLMET DAAGE et GLASSON. — *Précis théorique et pratique de procédure civile*.
- BONCENNE et BOURDEAU. — *Théorie de la procédure civile*.
- BONNIER. — *Traité des preuves*.
— *Eléments de procédure civile*.
- BONNESGUR. — *Nouveau manuel de la taxe*.
- BORDEAUX. — *Philosophie de la taxe*.
- BOUCHER D'ARGIS et SOREL. — *Dictionnaire de la taxe*.
- BOURDOT DE RICHEBOURG. — *Coutumier général*.
- BRILLON. — *Dictionnaire des arrêts de jurisprudence*.
- BROUARDEL. — *Le secret médical*.
Bulletin officiel des circulaires du garde des sceaux.
- BRUYNE (DE). — *Traité des expertises*.
- CARRÉ. — *Traité de procédure civile*.
- CARRÉ et CHAUVEAU. — *Lois de la procédure civile*.
- CHAUVEAU et GLANDAZ. — *Formulaire de procédure civile*.
- COLIN et CAPITANT. — *Traité de droit civil*.
- DEJEU, FLAMAND et PELLETIER. — *Traité théorique et pratique des expertises*.

- DEMAIU-CROUZILLAC. — *Explication sommaire du Code de procédure civile.*
- DEMOGUE. — *Cours de droit civil* (licence).
- DEMOLOMBE. — *Cours de Code Napoléon.*
- DENISARET. — *Collection de décisions.*
- Dictionnaire de Droit et de Pratique.*
- Dictionnaire de Droit et de Jurisprudence.*
- DURAND MORIMBEAU. — *Manuel des expertises civiles.*
- FABREGUETTES. — *Traité des délits politiques et des infractions par la parole, l'écriture et la presse.*
- FAVARD. — *Code de procédure civile.*
- FERRIÈRE. — *Nouveau commentaire sur la coutume de la Prévôté et Vicomté de Paris.*
- FOURNIER. — *Les officialités au moyen âge.*
- GIRARD. — *Histoire de l'organisation judiciaire des Romains.*
- GARSONNET et CÉSAR-BRU. — *Précis de procédure civile.*
— *Traité théorique et pratique de procédure civile.*
- GEFFROY. — *La preuve en droit romain.*
- GLASSON. — *Source de la procédure civile française.*
- GLASSON, LEVERLIN et DARUTE. — *Code de procédure civile pour l'Empire allemand.*
- GLASSON et COLMET-DAAGE. — *Précis théorique et pratique de procédure civile.*
- GLASSON, TISSIER et MOREL. — *Traité de procédure civile* (3^e édit.).
- GUYOT. — *Répertoire de jurisprudence civile et criminelle.*
- GRASSERIE (DE LA). — *Preuves en matière civile et criminelle.*
- HUC. — « Etudes historiques sur la procédure civile » (*Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1856, p. 19).
- HUMBERT. — *L'expertise en écriture.*
- LACASSAGE. — *Vade mecum du médecin expert.*
— *Accidents du travail.*
- LACOMBLEZ. — *La réforme des expertises.*
- LASSÈRE. — *L'art de procéder.*
- LAURENT. — *Principe de droit civil.*
- LEPAGE. — *Questionnaires de procédure civile.*
- LENGLART. — *Réforme de l'expertise médico-légale.*
- LE POITTEVIN. — *Traité de la Presse.*
- LOISEAU. — *Les « Offices ».*

- MALLARD. — *Traité complet de l'expertise judiciaire* (2^e édit.).
 — *Supplément du Traité de l'expertise judiciaire* (1935).
- MARTIN SAINT-LÉON. — *Histoire des corporations de métier*.
- MERLIN. — *Repertoire*, V^{1e} « Expertise et Congrès des expertises en matière criminelle ».
- MESLIER. — Thèse.
- MOREL. — *Précis de procédure civile*.
- MOURLON et NAGUET. — *Répétitions écrites sur le Code de procédure civile*.
- Nouveau style du Châtelet de Paris* (1746).
- OLIVIER-MARTIN. — *Cours d'histoire du Droit* (licence).
 — *Histoire de la Coutume de Paris*.
- PIGEON. — *Traité et formulaire des expertises*.
- PLANIOL et RIPERT. — *Traité de droit civil*.
- POMMIER. — *Traité des preuves*.
Procès-verbal de l'Ordonnance de 1667.
- RAVOU. — *Traité pratique de l'arbitrage et de l'expertise*.
- RAVIART. — *Tarifs en matière civile*.
- REYMONDIN. — *Les experts-comptables devant l'opinion*.
- RODIÈRE. — *Lois de compétence et de procédure civile*.
- ROUSSEAU et LAISNEY. — *Dictionnaire de procédure civile et Supplément*.
- SALLÉ. — *L'esprit des ordonnances*.
- SOLIES. — *Cours de procédure civile* (licence).
- SOURDAT. — *De la responsabilité*.
- THOMINE-DESMAZURES. — *Traité de procédure civile*.
- TRANÇON. — *Commentaires sur la coutume*.
- VASSEROT. — *Manuel des experts*.
- VIBERT. — *Médecine légale*.

2. JURISPRUDENCE

Bulletin Dalloz.

Le Droit.

La Gazette du Palais.

La Gazette des Tribunaux.

Le Journal des Avoués.

La Loi.

Pandectes.

Recueils Dalloz et Sirey.

Recueil de procédure civile.

Recueil régionaux des arrêts de cours.

Répertoires Dalloz.

— *Fuzier-Herman.*

— *Labori.*

— *Pandectes.*

3. ARTICLES ET REVUES

CAZENEUVE. — « Un diplôme d'Etat de chimiste-expert », *La Grande Revue*, 1911, n° 14.

CHARMONT. — « A quelle condition et dans quelle mesure le juge peut-il compléter ou rectifier par des investigations personnelles les moyens de preuve fournis par les parties », *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1909, p. 517.

COURTAUT. — « L'article 517 et l'expertise médico-légale », *Annales d'hygiène publique et de médecine légale*, 1894, t. I, p. 72.

DESMAZES. — « Les experts devant la justice en France, au XIX^e siècle », *France judiciaire*, 1877, 1^{re} partie, p. 496.

DUTRUC. — *Bulletin de la taze*, 1^{re} année.

JAPIOT. — « Jurisprudence française en matière de procédure civile », *Revue trimestrielle de procédure civile*.

I.ACOMBLEZ. — *La proposition de loi Cruppi devant le Sénat* (loi du 19 mars 1913).

NICIAS-GAILLARD. — « Examen doctrinal de la jurisprudence », *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1855, p. 98.

PONS-DEVIER. — « Du refus des médecins d'obtempérer à une réquisition régulière de l'autorité judiciaire », *France judiciaire*, t. XV, 1890, p. 85 et s.

VALLABRÈGUES. — *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1888, p. 13 et 486 et s.

4. NOTES D'ARRÊTS

BALLEYDIER. — S. 1892.1.401.

BOISTEL. — D. 1898.1.417; D. 1898.2.345.

DUTRUC. — D. 1881.1.129.

JAPIOT. — S. 1912.1.25; S. 1921.1.73.

GLASSON. — D. 1884.2.121; D. 1887.2.25; D. 1887.3.111; S. 1899.
1.207; D. 1891.2.50 et 2.103.

LABBÉ. — S. 1893.1.497.

LOUBAT. — D. 1910.2.121.

LOYNE (DE). — D. 1894.1.230; D. 1897.2.330.

MAGNOL. — D. 1912.2.297.

MINVIELLE. — Notamment D. 1931.2.125.

TISSIER. — 1898.1.81; 1911.1.201.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction.....	1
§ 1. Théorie générale de l'expertise.....	4
§ 2. Historique	15
Première partie. — Investiture de la fonction d'expert.	23
§ 1. Cas dans lesquels il y a lieu à expertise.....	23
§ 2. Qui peut être nommé expert.....	34
§ 3. Nombre d'experts.....	55
§ 4. Jugement portant nomination d'experts.....	66
§ 5. Modes de désignation des experts.....	83
§ 6. Récusation.....	94
§ 7. Acceptation des fonctions d'experts.....	114
Deuxième partie. — Exercice de la fonction d'expert.	119
§ 1. Obligations antérieures aux opérations : le serment.....	119
§ 2. Obligations de l'expert au cours de l'expertise.....	134
1. Quant à l'objet de l'expertise	134
2. Quant aux opérations proprement dites	138
3. Quant à la confection du rapport	151
4. Quant au dépôt du rapport	158
§ 2. Honoraires des experts.....	163
§ 4. Responsabilité des experts.....	179
Troisième partie. — Réglementation de la fonction.	195
§ 1. Questions préliminaires	195
§ 2. Réglementation de la fonction	203
§ 3. Textes relatifs à la fonction d'expert	213
Conclusion.....	283
Bibliographie	287

Imp. BIÈRE, 18, rue du Peugue, Bordeaux (France). — 1937
